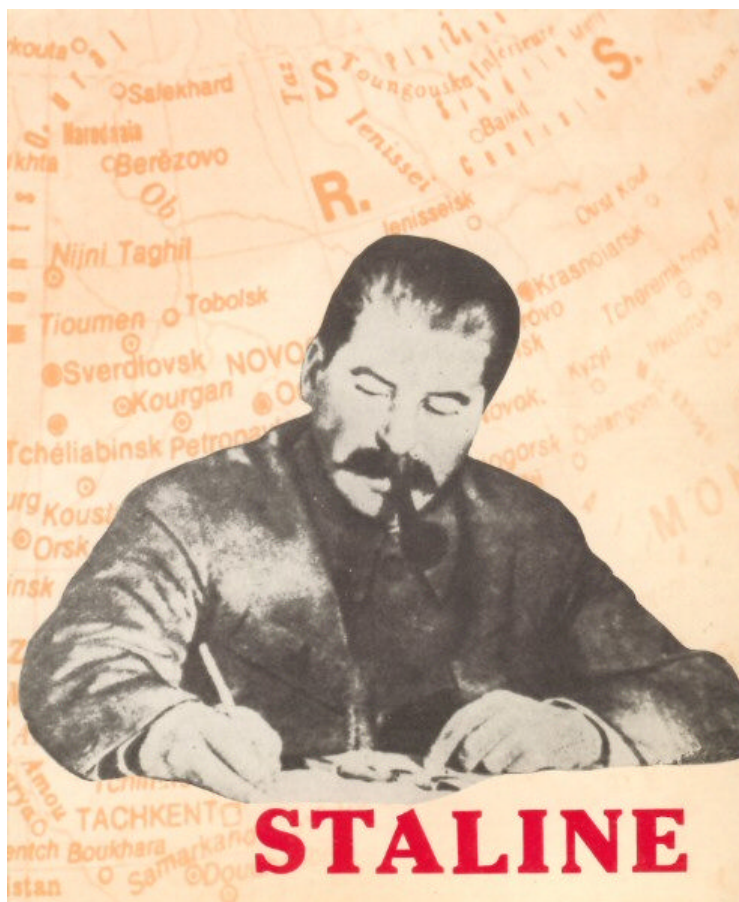


Maurice Hartmann



POUR LE 100^e ANNIVERSAIRE DE SA NAISSANCE — 21 DÉCEMBRE 1879

Maurice Hartmann, vétéran des luttes ouvrières, formé dans le militantisme de classe en assumant d'importantes responsabilités, n'a pas voulu laisser aux seuls spécialistes le soin de débattre et d'interpréter l'histoire.

Il présente ici, notamment, et pour la première fois en France, une analyse critique d'un événement considérable qui date de 23 ans : le rapport Khrouchtchev.

Si, comme le dit le Père Congard, l'histoire est une extraordinaire école de sagesse, elle ne saurait, pour autant, empêcher que parfois le ton polémique l'emporte.

Ce livre ne veut être qu'une contribution à un large débat ; le sérieux de son élaboration devrait y contribuer.

Le lecteur jugera.

Les Éditions Éclectiques.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1979 aux Editions Eclectiques.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

AVANT-PROPOS (p. 3)
I. LES PREMIÈRES ANNÉES (p. 6)
II. UNE ŒUVRE CAPITALE (p. 12)
III. MEILLEUR DISCIPLE DE LÉNINE (p. 16)
IV. LA GUERRE CIVILE (p. 22)
V. SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (p. 28)
VI. STALINE ET LES OPPOSITIONS (p. 33)
VII. VICTOIRE DÉFINITIVE DU SOCIALISME (p. 39)
VIII. L'ANTICOMMUNISME (p. 46)
IX. DE MUNICH AU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE (p. 57)
X. LA PREMIÈRE PHASE DE LA GUERRE (p. 67)
XI. LE RAPPORT KHROUCHTCHEV (p. 75)
XII. L'INVASION (p. 86)
XIII. JOURS ET SEMAINES D'ANGOISSE (p. 97)
XIV. LA BATAILLE DE MOSCOU (p. 106)
XV. 1942 — ANNÉE TERRIBLE (p. 116)
XVI. STALINGRAD (p. 124)
XVII. LA BATAILLE DE KOURSK (p. 134)
XVIII. DE LENINGRAD À BELGRADE (p. 145)
XIX. BERLIN (p. 160)
XX. RECONSTRUCTION ET GUERRE FROIDE (p. 173)
POSTFACE (p. 189)
BIBLIOGRAPHIE (p. 198)

Ce livre est dédié aux communistes qui sont entrés dans la lutte au cours des années 20 et 30.

AVANT-PROPOS

Le mercredi 12 septembre 1973 dans l'après-midi, l'avenue de la Motte-Picquet à Paris était noire de monde. Dans le sens Ecole Militaire Invalides, un cortège puissant, serré, silencieux, s'avançait ; pas de clameurs, pas de banderoles ; foule immense, réprobatrice. Des visages soucieux, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes méditant les paroles du dramaturge allemand Bertolt Brecht : « Le ventre de la bête peut encore être fécond ».

Dans l'instant même en effet, des hommes mouraient pour la liberté, et bien que cela fut très loin, au bord de l'océan Pacifique, ces nouvelles victimes de la sauvagerie fasciste étaient très près de nous : il s'agissait de nos frères du Chili sur lesquels venait de s'abattre la terreur. On n'en savait pas encore grand-chose sinon la mort du Président Salvador Allende et de ses proches compagnons, mais on supposait déjà ce que signifiait pour les travailleurs, pour tous les progressistes, l'apparition de la face hideuse du fascisme.

Une fois de plus, l'indignation du Peuple de Paris jaillissait comme hélas déjà tant de fois dans le passé. Plein de douleur et de colère, que ce soit pour l'assassinat de Sacco et Venzetti, de celui des époux Rosenberg, contre les guerres coloniales, toujours devant des crimes inexpiables d'une société bâtie sur l'inégalité, l'injustice et l'écrasement des faibles.

24 heures auparavant, le 11 septembre, au Chili, un coup d'état réalisé par l'armée avait jeté bas le gouvernement de l'Unité Populaire. Le sang coulait, les camps de concentration se remplissaient de communistes, de socialistes, de progressistes de toutes nuances qui avaient cru aux possibilités d'une relative justice sociale.

Quel était donc le crime du Président Allende et de son gouvernement venu au pouvoir le plus légalement du monde, trois ans plus tôt.

Il avait nationalisé les banques ainsi que certains secteurs clé de l'industrie. Il avait réalisé en partie la réforme agraire en transférant aux coopératives paysannes d'immenses domaines qui souvent restaient en friche. Beaucoup de revendications ouvrières avaient été satisfaites, et maintenant chaque enfant du peuple recevait chaque jour gratuitement un demi-litre de lait.

Voilà bien ce qui est insupportable à l'esclavagisme moderne ; la bourgeoisie ne pouvait laisser faire. Dans son opposition elle avait l'appui ouvert, et préparé de longue date, de l'impérialisme américain avec l'aide directe de sa sinistre CIA comme ses dirigeants l'avouèrent par la suite.

« Dès 1962, le gouvernement des Etats-Unis décida d'intervenir de façon plus intense et directe dans les affaires intérieures du Chili. C'était là une tentative visant à troubler le cours d'une évolution qui rendait prévisible l'accession, à court terme, des partis populaires au gouvernement de la République. Une telle intervention prit des proportions extraordinaires ; la CIA se mit à opérer au Chili comme s'il se fut agi d'un pays occupé par les Nords-Américains y développant des activités qui, naturellement lui étaient interdites dans les Etats-Unis eux-mêmes. » (Chili 1970-1976, *Un cas de régression de la Démocratie au Fascisme*. « Europe » n° 570, octobre 1976, p. 44.)

Petite et moyenne bourgeoisie appuyaient l'opposition ; la Démocratie Chrétienne encourageait le sabotage de l'Economie comme par exemple la grève des patrons camionneurs, celle des « cols blancs » (médecins, avocats, ingénieurs, pilotes, officiers de marine marchande).

En défilant dans cette grande avenue parisienne les derniers développements de la situation de ce lointain pays nous revenaient en mémoire : l'ultimatum des généraux au Président Allende, les tracts largement diffusés par les fascistes « Patrie et Liberté » et dans lesquels on pouvait lire : « s'il n'obéit pas à l'ordre que lui donne le Chili, le peuple fera justice en exigeant sa vie et celles de ses complices ».

Enfin, les épisodes du coup d'état, la résistance héroïque de ceux de ses partisans qui l'entouraient et la mort glorieuse du Président.

Toute la dignité, toute l'émotion du Peuple de Paris se révélaient dans cette importante manifestation ; ils étaient là de toutes les professions, de l'ingénieur au manoeuvre : des cadres, des intellectuels, des visages habituels et bien d'autres, des militants connus, perdus dans la masse. D'où je me trouvais j'apercevais Achille Blondeau, secrétaire général de la fédération CGT des mineurs, un peu plus loin Clément Michel du parti socialiste, beaucoup d'autres amis et camarades, et nous cheminions cependant que des conversations entendues perçaient la même interrogation : comment cela a-t-il été possible ?

A un moment, juste devant moi, trois ouvriers en bleu de travail, — ils sont rares maintenant dans les manifestations ceux qui viennent en bleus — ; ils parlaient comme nous-mêmes, échangeant leurs idées sur l'événement qui nous réunissait. La voix de l'un d'eux, un peu plus forte, attira mon attention. Je prêtai l'oreille :

« Tout de même, si c'avait été Moustache, ça ne se serait pas passé comme ça ! »

— C'est sûr, répond un autre.

— Ce n'est pas la même situation, mais tout de même, dit le troisième. »

J'avais la conviction que ceux-là qui, vingt ans après sa mort, évoquaient la mémoire d'un dirigeant si controversé, n'étaient pas les seuls à y penser dans ce long cortège.

Combien de fois l'avais-je déjà entendue cette phrase ! A chaque tournant difficile, quand les obstacles paraissaient insurmontables : « Si c'était Lui, il s'en sortirait ». Même pendant la guerre, aux heures les plus noires, Moscou menacé, Leningrad encerclé, la ruée des barbares paraissant irrésistible, contre le doute qui pouvait nous envahir nous pensions : « Oui, mais Joseph est là, il fera face.

Tel était le sentiment profond des militants ouvriers communistes, la croyance en un guide sûr — non pas infallible, même Lénine ne l'était pas et l'écrivait (« L'homme intelligent n'est pas celui qui ne fait pas de fautes. Ces gens-là n'existent pas et ne peuvent pas exister. Celui-là est intelligent qui fait des fautes, pas très graves, et qui sait les corriger facilement et vite. » Lénine, *Œuvres choisies*, tome 2.) — mais un chef capable de concevoir et de réunir les éléments du succès.

Pour l'instant, cette référence à un passé lointain contenait une critique au moins implicite à l'égard du comportement des dirigeants de l'Unité Populaire et de Salvador Allende ; elle soulève un problème des plus importants de nos jours : fallait-il, comme l'a toujours soutenu Allende, s'accrocher, coûte que coûte, à une légalité qui était depuis longtemps dépassée par ses adversaires ? — déjà, trois semaines avant le coup d'Etat, les députés de droite appelaient l'armée à renverser le gouvernement —. Ou bien, se prévalant de la légitimité de son pouvoir, ne devait-il pas rendre coup pour coup dans l'intérêt supérieur de son peuple et de la Nation ?

Quoi qu'il en soit, le vin amer était tiré et il faudrait le boire !

Fin novembre 1976 la « Commission Internationale d'enquête sur les crimes de la junte chilienne » réunie à Bonn a estimé à plus de 30000 personnes les victimes assassinées par la junte et a évalué au même moment à environ 7 000 le nombre de celles qui sont détenues au Chili dans des camps de concentration.

Il n'est pas douteux que de nombreux historiens se pencheront sur les problèmes que soulève l'évolution tragique du Chili. Son peuple, un peu plus tôt, un peu plus tard, remettra les choses à l'endroit mais, ce que je veux retenir de ce jour de manifestation du 13 septembre 1973, c'est qu'à cette

occasion et dans ce cortège, trois ouvriers français, trois OS probablement, ont évoqué l'action de Staline. Je les ai entendus, je les ai vus marchant devant moi, je sais par expérience que des milliers d'ouvriers en font autant, très souvent, et cela malgré la formidable campagne antisoviétique centrée le plus souvent sur Staline, malgré la déstalinisation opérée en Union Soviétique à partir du rapport de Khrouchtchev présenté devant le 20^e congrès du Parti Communiste Soviétique le 25 février 1956.

Il y a ici le même phénomène que celui constaté en URSS. En effet, dans un livre paru en 1976 : « LES RUSSES », l'écrivain américain Hédrick Smith (Hedrick Smith, chef du bureau du *New York Times* à Moscou pendant plus de 3 ans.) s'exprime ainsi (page 258) :

« Un bibliothécaire de 30 ans à Tachkent : — Staline a porté l'effort de guerre entier, gigantesque sur ses épaules. Il a édifié la puissance de ce pays. Naturellement, des erreurs ont été commises en son nom, par d'autres. Il n'aurait pas dû leur faire confiance, surtout à Bériia. Mais voyez ce que Staline a accompli. On n'aurait jamais dû retirer son corps du Mausolée (en 1961). Ça n'a pas plu aux gens du peuple. C'était l'idée de Khrouchtchev. Il était frustré et stupide. Il a gâché de l'argent avec ses projets fous, comme de vouloir faire pousser du blé au Kazakhstan. Il s'est ridiculisé et notre pays par la même occasion. »

Pourquoi, en France, Staline est-il resté si vivant dans la mémoire de nombreux travailleurs communistes malgré l'intensité de la propagande antisoviétique de la bourgeoisie, de ses zélés serviteurs et aussi, il faut bien le dire, de la position prise par certains intellectuels communistes qui les rejoignent sur de nombreux points.

Avons-nous affaire à une survivance du culte de la personnalité de Staline chez ces travailleurs malgré tant d'années écoulées, et moi-même, en entreprenant cet ouvrage, ne suis-je pas un de ces hommes du passé incapables de sortir d'un cercle mental, de surmonter et de reconnaître des erreurs qui ne se sont pas cantonnées en URSS mais qui, sans être aussi graves — et pour cause — ont affecté de nombreux pays et même le nôtre, quoiqu'on en ait dit.

Lorsqu'en 1927 les communistes français discutaient de la possibilité ou non de construire le socialisme dans un seul pays, et en l'occurrence en Russie, et qu'ils se rangeaient derrière Staline — qui l'affirmait à rencontre de Trotski qui y était opposé — ce n'était pas en raison d'un culte personnel qui n'existait pas alors mais parce qu'ils pensaient que Staline avait raison.

Quand, face aux fusilleurs nazis, J. P. Timbaud tombait dans la clairière de Châteaubriant le 22 octobre 1941 en criant « Vive Staline », il n'obéissait pas à un réflexe de culte d'une personnalité — ce qui eût été surprenant chez ce militant de formation anarcho-syndicaliste —, mais il jetait à la face de ses bourreaux un nom qui résumait à lui seul l'immense effort d'une nation et l'espoir de tous les peuples.

Que plus tard ce culte ait existé, c'est certain et nous y viendrons, mais chaque chose en son temps ; pour le moment nous sommes en présence de travailleurs qui, à propos d'une tragédie de l'histoire, évoquent familièrement le nom du continuateur de Lénine ; et ils le font sous une forme souvent utilisée, quasi argotique de « Moustache » ou de « Joseph » et dans une tradition qui remonte à la fin des années 20, après la débâcle du Trotskisme. C'est en se plaçant strictement du point de vue de ces travailleurs, de ces militants, en tant qu'OS moi-même, qu'il me convient de chercher une explication, en suivant avec ce que nous en connaissons, l'action de Staline.

C'est un propos ambitieux qui ne prétend pas à la vérité absolue mais qui vaut, semble-t-il, la peine d'être tenu, comme témoignage d'abord, et aussi pour montrer comment ont été reçus par les travailleurs français, les enseignements de la grande révolution d'Octobre.

Il ne s'agit pas de faire œuvre d'historien, ceci me paraît hors de question, mais de voir le comportement d'un homme en face d'événements de portée universelle et cela, non au moment où ces événements se produisirent, mais avec un recul déjà important et surtout en connaissance de ce qui lui

est reproché, notamment dans le rapport de Khrouchtchev, son successeur pendant 10 ans. Les contrevérités contenues dans ce rapport. Les divers témoignages, l'occultation dont fut l'objet dans les œuvres soviétiques parues depuis 1965, l'activité de ce grand responsable qui exerça pendant 30 ans les plus hautes fonctions.

La personnalité de Staline a déjà été à l'origine d'une importante littérature, des laudateurs et des adversaires, des écrivains, des politiques, des historiens, mais tous des intellectuels. Et si, pour une fois, un prolétaire prenait la plume ! qu'un ouvrier dise ce qu'il pense d'un homme qui a joué un si grand rôle dans le plus formidable des bouleversements que l'humanité ait jamais connus !

Au surplus et devant l'intense et durable campagne antisoviétique basée sur la période concernée, ceux qui furent Staliniens se le reprochent plus ou moins comme s'ils portaient en eux le péché originel. Est-ce donc une si grande erreur d'avoir été Stalinien ? Et doit-on, à cause de cela, rejeter toute l'œuvre accomplie par la Révolution Russe sous la direction de Staline.

I - LES PREMIÈRES ANNÉES

« Pour aborder sérieusement les questions sérieuses, je vous dirai : faites de l'histoire, tâchez d'acquérir une culture historique, selon vos moyens et vos disponibilités de lecture, mais faites de l'histoire. Elle seule permet de donner, même à l'événement actuel, sa vraie dimension et souvent son sens. Elle est une extraordinaire école de sagesse.

Yves Congar OP.

Extrait de *Foi vivante*, série « Histoire » C. Lugon : « La république des Guaranis ». (Les Jésuites au pouvoir). Les éditions ouvrières, 1970

Joseph Vissarionovitch Djougachvili est né le 21 décembre 1879 à Gori, gouvernement de Tiflis (aujourd'hui Tbilissi) en Géorgie dans une misérable habitation de cette époque, comme il était de règle pour des travailleurs, fils de serf paysan ; le père, cordonnier à Tiflis, la mère, ménagère pieuse et digne, compagnons permanents de la pauvreté.

Avoir onze ans en 1890, perdre son père cette année-là et pourtant continuer l'école, commencer à lire beaucoup mais surtout vivre à une époque où de grandes idées se répandent comme la rosée après la fraîcheur de la nuit.

Il continue l'école à Gori jusqu'en 1894 et cette année-là il entre au séminaire de Tiflis. Les conditions de vie y sont dures, souvent avilissantes, mais l'accès à la connaissance en est l'enjeu. Il ne faut pas y lire n'importe quoi, encore moins en discuter, sauf clandestinement. C'est une ouverture et une orientation ; pénétrer la culture universelle mais aussi approfondir les problèmes que l'humanité pose aux hommes en cette fin du XIX^e siècle.

Donc, de 1894 à 1898 au séminaire de Tiflis capitale de la Géorgie.

Et qu'est-ce que la Géorgie ? Tout simplement une colonie de l'immense empire Tzariste qui, avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan forme la Transcaucasie bordée à l'Ouest par la mer noire, au nord par le Caucase, à l'est par la mer Caspienne et enfin au sud par la Turquie. Comme toutes les colonies de l'empire elle devait subir la russification et une oppression sans limite. De nombreux peuples y vivaient : Géorgiens, Ossètes, Arméniens, Kurdes, des Turcs, des Juifs et beaucoup d'autres en perpétuelle opposition entre eux et toujours prêts à s'entr'écharper.

Malgré cette mosaïque toute hérissée de contradictions, des courants de libération du joug colonial y cheminaient et, comme dans le reste de l'empire, le marxisme s'y développait conjointement avec les débuts de l'industrialisation mais avec au moins deux décennies de retard sur les pays avancés d'Europe.

Il faut dire qu'alors, la Russie sortait à peine du régime féodal ; bien que de dix ans antérieurs, la réforme agraire et l'abolition du servage n'avaient servi qu'à opprimer davantage les paysans qui se virent contraints de payer aux propriétaires fonciers un droit de rachat exorbitant qui tout en les dépouillant, les privait d'une grande partie de la terre dont ils jouissaient auparavant.

Et pourtant que de luttes avaient été menées pour en arriver à cette abolition du servage ! Que de révoltes paysannes nées spontanément d'une extrême misère et qui avaient fini par terrifier les propriétaires fonciers et le pouvoir tsariste !

Les paysans devaient, après l'abolition du servage, louer la terre aux propriétaires fonciers aux conditions imposées par ceux-ci ; de plus, ils devaient travailler gratuitement avec leur cheptel une portion de la terre seigneuriale. La location se payait parfois par la moitié de la récolte ; à cela s'ajoutait les amendes pour les moindres fautes et même, c'est à peine croyable, les châtiments corporels qui durèrent bien longtemps après l'abolition officielle du servage en 1861 et jusqu'au début du XX^e siècle.

Indemnités de rachat, fermages, impôts écrasants, brimades de toute nature, qu'y avait-il de changé depuis l'abolition du servage ? Simplement que le paysan était libre de sa personne, qu'il ne pouvait être acheté ni vendu comme un objet ou un cheval. Mais il vivait dans des conditions plus terribles qu'auparavant et était mis dans l'impossibilité d'améliorer son exploitation, donc d'en augmenter le rendement, ce qui peut expliquer les famines qui se produisaient de temps en temps lorsque les conditions climatiques venaient aggraver cette situation.

Bon nombre de paysans quittaient leur village pour essayer de trouver dans les fabriques et les usines un meilleur gagne-pain mais, là également, ils se heurtaient à l'exploitation capitaliste et si, n'en pouvant plus, ils cessaient le travail, la police, les cosaques arrivaient pour les matraquer et les réduire à la soumission complète puisque déjà ils ne jouissaient d'aucun droit politique dans la Russie tsariste.

Et pourtant, nous n'avons pas affaire à un peuple passif. Aux incendies de châteaux et aux saccages des domaines des propriétaires fonciers répondaient les luttes ouvrières ; tout au long du XIX^e siècle, en effet, des mouvements se produisirent.

C'est en 1796 parmi les ouvriers de Kazan, en 1797 dans le gouvernement de Moscou, en 1798 et 1800 à Kazan, encore en 1806 Moscou et Jaroslav, en 1811 dans le gouvernement de Tambov, en 1814 dans celui de Kalouga, en 1815 à Jaroslav et Kazan, et de même en 1818 et en 1819, en 1821 à Voronège et Kalouga, en 1823 à Vladimir, Moscou, Jaroslav, à Kazan toujours en 1829-1834-1836, en 1837 à Toula, en 1844 à Moscou, en 1851 à Voronège et ainsi on pourrait continuer l'énumération jusqu'à la fin du siècle.

Ceci explique certainement l'ampleur du mouvement populiste et l'énorme influence qu'il exerça pendant plusieurs décennies et dont l'apogée peut se situer autour des années 1870-1880.

Mouvement formé essentiellement d'intellectuels qui eurent le grand mérite de percevoir les premiers la nécessité d'un changement fondamental, et se firent les protagonistes de la Révolution. Mais une révolution qui aurait été réalisée par le soulèvement des masses paysannes, sans voir le rôle que serait appelée à jouer la classe ouvrière alors, il est vrai, en formation. Les Narodniki, comme on les appelait, firent preuve d'un grand enthousiasme pour cette révolution qu'ils appelaient de tous leurs vœux et aussi d'un très grand courage dans l'action, d'un grand dévouement à la cause du peuple avant d'en venir à des conceptions plus rétrogrades qui les opposèrent aux marxistes.

Le marxisme ne pouvait se développer qu'en bataillant ferme contre les conceptions erronées des Narodniki sur le rôle de la paysannerie dans une éventuelle révolution. Il fallait, au contraire, fonder la stratégie révolutionnaire sur le rôle principal de la classe ouvrière et, en conséquence, il y avait nécessité de créer un parti de la classe ouvrière.

Autour de Plékanov et Axelrod se forma une génération de révolutionnaires qui élaborèrent en 1885 un projet de programme du Parti Social Démocrate après qu'ils aient en 1883 fondé le « Groupe de l'Emancipation du Travail » qui avait été précédé lui-même en 1878 par l'Union Ouvrière du Nord de la Russie.

Le fait que se soit créée trois ans auparavant, soit en 1875, l'Union Ouvrière du Sud de la Russie n'indique pas, comme on pourrait le croire que le Sud ait été plus avancé, au contraire, aussi bien du point de vue des conceptions politiques que de l'ampleur des luttes ouvrières.

Mais partout, au sud comme au nord, se levaient des légions de combattants qui se proposaient de transformer le monde et parmi les jeunes garçons qui étudiaient au séminaire de Tiflis de 1894 à 1898 il s'en trouvait un dont le nom entrerait plus tard dans la légende des siècles. Joseph Vissarionovitch ne se distinguait guère par un esprit de discipline, au contraire, plutôt premier dans les lectures interdites et dernier dans le respect des consignes. Des courants d'idées cheminaient. On discutait dans les coins :

- nationalisme, la Géorgie était opprimée ;
- populisme, le courant en perte de vitesse subsistait ;
- marxisme, il naissait et se développait.

C'est vers ce dernier que, tout naturellement, Djougachvili se portait pour devenir, par la suite, l'animateur et le dirigeant du cercle qui en était né. Mais la clandestinité à l'intérieur d'une collectivité assez réduite est difficile à tenir et bientôt le jeune révolutionnaire va être exclu du séminaire.

Nous sommes en 1898, année de la naissance du parti social-démocrate russe, et c'est à la section de Tiflis qu'il va adhérer avec déjà une conception bien assise sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Pour lui, le débat est tranché entre les narodniki et les marxistes ; ce sont les ouvriers qui conduiront la plus formidable révolution de tous les temps. Mais, et ce *mais* a une importance énorme et particulièrement pour la Russie, *en alliance avec la paysannerie*. Sans cette alliance, pas de succès possible. Cela devient un dogme dont il ne s'écartera jamais.

Pourquoi cette révolution à venir était-elle considérée à cette époque — et pourquoi l'est-elle toujours maintenant qu'elle s'est réalisée — comme la plus importante de toute l'histoire de l'Humanité ? Parce que c'est la première fois depuis que le monde est divisé en classes sociales avec intérêts divergents, c'est-à-dire depuis la fin de la lointaine société primitive patriarcale, qu'une classe révolutionnaire revendique le pouvoir, non pour dominer et exploiter d'autres classes sociales, mais pour construire une société sans classes antagonistes. Donc, le but à atteindre : faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme en mettant à la disposition de la société tout entière les moyens de production et d'échange dont elle devient propriétaire.

Djougachvili va donc militer parmi les ouvriers. D'abord les cheminots de Tiflis, les ouvriers du tabac, ceux de la chaussure, ceux de l'observatoire météorologique et, dès cette époque et à partir d'elle, presque toujours il vivra clandestinement avec des noms d'emprunt : Sosso, David, Koba, Ivanovitch et bien d'autres pour ensuite adopter définitivement celui de Staline.

D'après ses compagnons d'alors, une qualité primordiale apparaît chez lui : son langage simple, direct, compréhensible pour tout le monde, à plus forte raison pour les ouvriers. Par sa bouche le marxisme, ce socialisme scientifique, devient limpide, s'impose à la raison, conquiert déjà l'avenir.

Contrairement à d'autres qui font effort pour se faire entendre et comprendre, chez lui c'est naturel, ce n'est pas l'intellectuel qui parle au peuple, c'est le peuple qui se parle à lui-même ; c'est là un don exceptionnel qui pèsera lourd dans l'histoire de l'Humanité lorsque de l'issue d'un combat gigantesque son sort dépendra.

Dans ces premières années où l'organisation de la lutte des travailleurs constitue sa raison de vivre, toute autre préoccupation disparaît. D'un désintéressement absolu, obligé de se cacher constamment, ne mangeant pas toujours à sa faim et cependant plein de dynamisme et même de gaîté, il ne cesse d'augmenter son influence parmi ses compagnons.

Ces années-là sont marquées par un développement conjoint du mouvement ouvrier et étudiantin, le premier précédant et influençant le second, mais le second contribuant également au développement du mouvement ouvrier; en 1895 il y a déjà des étudiants marxistes.

Zinoviev nous apprend dans son histoire du Parti Communiste Russe qu'à cette époque le mot « étudiant » est synonyme de révolutionnaire.

« La plupart des élèves des établissements d'enseignement supérieur étaient pour la révolution ou tout au moins dans l'opposition » (1900-1905).

De grandes grèves ont lieu à Tiflis en 1900-1901 et une grande manifestation en mai 1901. C'est le reflet d'une prise de conscience de plus en plus grande à laquelle n'étaient pas étrangers les jeunes militants groupés autour de Koba, dans les deux cercles marxistes qu'il animait. C'est également à ce moment qu'un appui théorique considérable va leur parvenir sous la forme d'un journal qui va devenir un centre doctrinal. Le premier numéro de l' « Iskra » (l'étincelle) va paraître à Munich en décembre 1900 (Conçu par Lénine pendant sa déportation en Sibérie. Il avait pour devise « De l'Étincelle jaillira la Flamme » tirée de la réponse des Dékabristes à Pouchkine.) et pénétrera clandestinement en Russie.

Pour Sosso, à moins que ce soit Ivanovitch, jouer son rôle de révolutionnaire, c'est mener son travail de vulgarisateur du marxisme, c'est discuter avec les ouvriers, les convaincre ; c'est donc parler en se tenant aux aguets mais c'est aussi écrire, faire des tracts à l'occasion d'événements qui intéressent la vie des travailleurs. Pour ce faire, il faut au moins posséder une imprimerie, même rudimentaire et s'en servir, la cacher, trouver des camarades de confiance qui assureront cette tâche.

Malgré toutes les précautions prises et après avoir échappé tant de fois aux recherches de la police dont il est l'objet, un jour c'est l'arrestation ; il sera détenu à Batoum et déporté en Sibérie.

Il n'y restera pas longtemps, s'évadera et bientôt réapparaîtra à Batoum et continuera inlassablement son labeur obstiné de jeune ouvrier de la révolution.

Henri Barbusse dans son livre « Staline » décrit un épisode : « Le surmenage incessant, le formidable inconfort, semait la maladie parmi les militants. Koba ressentit les premières atteintes de la Tuberculose. Ce fut l'Okhrana (Okhrana, police politique.) qui le guérit, dans des conditions telles qu'il n'eût aucun gré à lui en savoir. Il était en Sibérie, en pleine campagne, lorsqu'il fût assailli par cette terrible tourmente glacée qu'on appelle pourga. Pour y échapper, les gens n'ont que le recours de s'allonger et s'enterrer dans la neige. Lui suivit son chemin qui était une rivière glacée. Il mit des heures pour faire les trois kilomètres qui le séparaient d'une cabane. Quand il franchit enfin un seuil, on le prit pour un revenant : de la tête aux pieds il n'était qu'un glaçon. On le dégela. Dégelé, il tomba et dormit dix-huit heures d'affilée. De cette affaire-là, sa tuberculose disparut à jamais. C'est comme ça : Quand la Sibérie ne tue pas les tuberculeux, elle les guérit radicalement. Pas de moyen terme : le froid emporte ou l'homme ou le mal (un peu au hasard (Barbusse, *ouvrage cité.*)). »

Et la vie poursuit son cours. Koba mène une existence rythmée comme les saisons : action révolutionnaire, prison, bagne, évasion.

« De 1904 à 1905 écrit Ordjonikidze, Koba était pour les mencheviks, le plus haï des bolcheviks caucasiens, il en devint le dirigeant reconnu. »

C'est dire combien était vive la lutte entre les deux courants qui divisaient la Social-démocratie Russe, les partisans de la lutte des classes et les réformistes. A cette lutte déterminante pour l'avenir, Ivanovitch prend une part prépondérante dans le Caucase ; il s'affirme dès cette époque comme un disciple éclairé de Lénine le Grand, l'Aigle des montagnes. Il ne le connaît pas encore physiquement, ce qui ne tardera pas, mais il sent en lui le chef incontestable de la Révolution.

Au début de 1905 il dirige le journal bolchevik illégal « La lutte du Proletariat » et il publie une brochure sur les problèmes intérieurs du Parti, cela pour la Géorgie.

En décembre 1905, Staline est délégué à la conférence de Tammerfors en Finlande et c'est là qu'il rencontre pour la première fois Lénine. Cette rencontre est restée célèbre surtout par le récit qu'en a fait Staline lui-même et qui est rapporté par tous ses biographes.

Par les commentaires qu'il en fait, Staline, alors le plus effacé, le plus modeste des militants laisse apparaître les germes de ce qui lui sera si justement reproché plus tard : une considération exagérée, un véritable culte du Chef. Pour lui, Lénine n'est pas seulement le dirigeant incontesté des bolcheviks âgé de 35 ans — donc son aîné de 9 ans — mais le plus grand des révolutionnaires de tous les temps, le véritable « Aigle des Montagnes » selon sa propre expression. En cela il n'a pas tort mais il en tire des conclusions assez spéciales sur le comportement que devrait avoir à ses yeux un tel homme.

Il pensait que Lénine ne pénétrerait dans la salle de conférences que lorsque tous les délégués seraient présents et qu'il gagnerait la tribune au milieu d'une haie et sous les acclamations de ses admirateurs. Au lieu de tout cela, il découvre que Lénine était arrivé parmi les premiers et qu'il était en conversation au fond de la salle avec quelques délégués. Il tombe de haut en constatant que son idole était un homme des plus ordinaires et que même physiquement, sa taille était légèrement en dessous de la moyenne.

Si la surprise est totale, son engagement comme partisan n'en est pas entamé et il montrera au cours des décades qui suivront qu'il est apte à se montrer (ce que je crois) son meilleur disciple.

La conférence de Tammerfors avait à discuter de la nécessaire unité du Parti car, s'il apparaissait de l'extérieur comme une seule organisation, en réalité et sous le même vocable, vivaient deux partis différents avec leurs centres respectifs : les Bolcheviks et les Mencheviks. Bien que la durée de la conférence fut limitée à cause des événements — une insurrection avait débuté à Moscou — elle se préoccupa néanmoins de l'attitude à adopter à l'égard de la nouvelle Douma, — participation ou boycott — car une partie importante de la paysannerie espérait, par cette voie, la réforme agraire.

Il y fut décidé la convocation d'un congrès dit « d'unification » et la conférence avait également à faire le bilan de l'année écoulée, si riche en événements de toutes sortes et si prometteuse en faits révolutionnaires.

Cette année 1905 avait débuté par ce qui est entré dans l'histoire sous le nom de « dimanche sanglant ». En effet, le 9 janvier, sous l'égide du pope Gapone une grande manifestation ouvrière était préparée à St Pétersbourg. Le but recherché par son organisateur tendait à détourner les travailleurs de l'action révolutionnaire. Au début du mois une grève avait éclaté à l'usine Poutilov, la plus grande entreprise de la capitale, bientôt soutenue par les autres usines et fabriques et ceci dans un climat de tension extrême provoquée par le renchérissement des prix — et bien d'autres sujets de mécontentements découlant de la guerre Russo-japonaise qui avait débuté juste un an auparavant.

Gapone proposait aux ouvriers d'aller au palais d'Hiver en cortège pacifique sous les icônes et bannières religieuses porter et remettre au Tzar une supplique faisant état de leur misère. Il était sûr qu'en sa grande bonté le Père du Peuple satisferait leur demande.

Les bolcheviks avaient flairé le piège et s'étaient efforcés de dissuader le peuple ; mais leurs efforts furent vains. Ce que voyant, ils décidèrent alors bravement de s'y joindre et de donner des explications en cours de route.

C'est ainsi qu'en ce matin du 9, la procession s'ébranla avec plus de 140000 participants, travailleurs, femmes et enfants portant croix et portraits du Tzar.

Ils furent accueillis devant le palais par les salves de l'infanterie et ensuite les charges de cavalerie qui frappaient à coup de sabre et de cravache. Il resta sur le pavé des milliers de tués et de blessés.

Par cet acte barbare, le tzar avait déjà engagé le sombre avenir de l'empire. Un grand voile s'était déchiré pour la masse du peuple russe dont l'émotion fut à son comble ; une vague de grèves déferla, la paysannerie fut elle-même entraînée. La Révolution faisait ses premiers pas, la lutte des ouvriers devint plus politique.

Le premier mai marqua un développement des différentes actions avec souvent des collisions avec l'armée. Toutes les grandes villes furent touchées ; les premiers soviets apparurent. En juin ce fut la révolte de la mer noire et l'odyssée du cuirassé Potemkine.

L'année 1905 fut entièrement marquée par de sanglants affrontements. Les paysans entrèrent également dans la danse, attaquant les grands domaines fonciers, partageant le blé, saccageant les raffineries, procédant à des coupes de bois massives. Les propriétaires s'enfuyaient vers les villes et la troupe arrivait, massacrait les paysans ou bien les fouettait sur la place publique et la lutte s'étendait : la Russie, la Transcaucasie, la région de la Volga s'y trouvaient plongées.

Avec l'échec de la Révolution vinrent les années noires de la réaction. Staline fait face avec sa foi inébranlable. Il va être maintenant de toutes les batailles idéologiques. Il est au congrès de Stockholm en avril 1906, congrès dit d'Unité. Un fort courant se développait parmi les ouvriers pour unir le parti ; cette unité serait, pensaient-ils, source de puissance mais la lutte était dure entre les bolcheviks et les mencheviks. Les questions sont importantes : participation ou non à la Douma (parlement) ? Travail politique illégal ou non ? etc..

Les bolcheviks avaient été durement ébréchés par la défaite et la répression qui s'en était suivie : tués, blessés, déportés. Ils ne purent avoir autant de délégués que d'organisations qu'ils contrôlaient ; ils furent minoritaires et le Comité Central issu du congrès se composa de six mencheviks et trois bolcheviks.

Le reflux de la révolution se poursuivait. Bien que 1906 et 1907 furent témoins d'importantes luttes ouvrières et paysannes, la répression décimait tant de militants, que l'abattement gagnait même les rangs du Parti ; certains intellectuels critiquaient le marxisme ; des ouvriers lâchaient prise.

Et pourtant le V^e congrès tenu à Londres au printemps de 1907 enregistra un progrès de l'influence du parti social-démocrate. Là, les bolcheviks triomphèrent.

A son retour du congrès, Staline va militer pendant quelques mois à Bakou et diriger « Le Prolétaire de Bakou » qui joue un rôle intéressant dans la confrontation idéologique. Les deux grands courants de pensée se mesurent sur de nombreux sujets ; par exemple : la signification de la révolution de 1905. Était-on en 1847 ou en 1849 ? Autrement dit, la tornade révolutionnaire pouvait-elle être assimilée à la révolution de 1848 en France et dans d'autres pays, soit en quelque sorte un avortement des aspirations ouvrières, ou bien au contraire, au début d'une action de plus grande envergure ?

Un autre problème : utilisation ou non de toutes les possibilités légales ? Là les bolcheviks étaient eux-mêmes divisés. Chez les mencheviks on était partisan de liquider purement et simplement toute action clandestine. Constamment de nouvelles questions se posaient. La retraite des forces révolutionnaires s'effectuait, en général, en assez bon ordre cependant qu'un géant de la pensée moderne démêlait les fils les plus embrouillés : Lénine. Et sur ses traces — en accord constant — Staline œuvrait à son échelon.

II - UNE ŒUVRE CAPITALE

Il est assez difficile de comptabiliser les arrestations de Staline, ses évasions, le nombre de mois de prison, les séjours au bagne. Notons quelques faits : arrêté fin 1907 ou début 1908, évasion ; arrestation en 1910, évasion en 1911, il se fixe à St Pétersbourg et bientôt de nouveau arrêté mais s'évade et revient à St Pétersbourg où il déploie une grande activité.

Il ne peut se rendre à la conférence du Parti tenue à Prague au début de 1912 mais y est élu au Comité Central. Il participe à la création de la Pravda et on le retrouve à la conférence de Cracovie fin 1912 où fut consacrée définitivement la scission entre bolcheviks et mencheviks.

Staline vient d'avoir trente-deux ans. Il est en pleine vigueur. Sa vie de famille ne compte plus, il est tout entier à sa tâche de révolutionnaire professionnel. On le voit partout bien que contraint aux plus grandes précautions pour éviter arrestations et déportations, ce qu'il ne réussit pas d'ailleurs à éviter complètement. Entre ses tâches pratiques il garde le temps de penser. Il est devenu un marxiste qui fait autorité et en cette qualité il rêve de l'avenir de son immense pays.

Il voit mieux que tout autre comment est constitué cet énorme assemblage de peuples différents avec, au centre, la Russie et tout autour un empire colonial d'une diversité extrême, subissant la dictature tzariste qui s'exerçait à l'égard des peuples non russe avec une grande férocité.

La Russie de cette époque était considérée dans les milieux socialistes du monde entier comme une prison des peuples; les nombreuses nationalités non russes pliaient sous un pouvoir autocratique qui imposait une russification accélérée accompagnée des pires outrages et humiliations. Toutes les charges d'Etat étaient occupées par des fonctionnaires russes ; il n'était tenu aucun compte des langues et des cultures des nations soumises ; toutes les affaires devant les administrations ou les tribunaux se traitaient en langue russe.

L'usage des langues de ces pays était interdit dans les écoles. Le pouvoir tzariste faisait tout pour dresser ces peuples les uns contre les autres. Sa police savait organiser, là des pogroms contre les Juifs, ailleurs des conflits sanglants sur des problèmes secondaires comme par exemple les massacres tataro-arméniens en Transcaucasie.

Staline originaire de Géorgie connaissait parfaitement cette situation ; comme marxiste clairvoyant il ne pouvait manquer de chercher une solution dans le cadre de la Révolution qui semblait, pour tous les bolcheviks, être imminente.

Comment organiser une grande nation socialiste ?

Quelle idée enthousiasmante pour un révolutionnaire, quel élan pour se projeter dans l'avenir : la révolution prolétarienne peut tout changer, même la nature de l'homme. En premier lieu, s'appuyant sur la science marxiste :

— modifier complètement les rapports humains dans le procès de la production,

— rendre les individus libres et égaux en droits, faire disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais rêver de cela au début du XX^e siècle pour un pays comme la Russie, c'est donner à son rêve une dimension exaltante. C'est pousser les prétentions au bord de l'inaccessible car il ne s'agit pas seulement d'amener à l'intérieur d'une nation un changement du rapport des forces entre les différentes classes sociales qui la composent. C'est faire en sorte que la classe de loin la plus nombreuse, celle des travailleurs ouvriers et paysans, prenne en main le gouvernement de cette nation.

En Russie, sous la domination de l'empire tzariste, il n'y a pas de nation ou plutôt il y en a trop là où règne le tzar de *toutes* les russies. C'est un agglomérat, amalgame de cent nations, peuples et ethnies différents, sans communauté de langue, vivant sur un continent de plus de 22 millions de kilomètres carrés, représentant la sixième partie des terres émergées du globe terrestre, soit la moitié de l'Europe et un tiers de l'Asie.

Quel marxiste de haute conception ne verrait-il pas que pour aller au socialisme dans un tel pays, il y a un préalable impératif : faire cesser les collisions fratricides, créer l'harmonie et la communauté d'intérêts qui soudera ces peuples les uns aux autres.

Mais aussi, quel forgeron de l'histoire se saisira à cette fin du marteau et de l'enclume et ne craindra pas le jaillissement des étincelles ? de quelle trempe sera ce géant au combat ?

Sur les mérites de Staline, dans son rapport secret devant le 20^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, le 25 février 1956, Khrouchtchev s'exprime ainsi :

« Le but du présent rapport n'est pas de procéder à une critique approfondie de la vie de Staline et de ses activités. Sur les mérites de Staline, suffisamment de livres, d'opuscules et d'études ont été écrits durant sa vie. Le rôle de Staline dans la préparation et l'exécution de la révolution socialiste, lors de la guerre civile, ainsi que dans la lutte pour l'édification du socialisme dans notre pays est universellement connu. Chacun connaît cela parfaitement. »

Et voilà ; sept lignes — et c'est tout — suivront cinquante pages qui s'écartent de l'objectif mis en avant : la lutte contre le culte de la personnalité. Mais nous y reviendrons.

On permettra à l'auteur de ne pas partager cet avis, compte tenu de l'intitulé de ce présent chapitre. Il est intéressant de pouvoir — avec un certain recul — réfléchir sur une période de l'histoire, ici surtout en raison de l'inquiétude — de l'angoisse même — qu'ont éprouvée des millions d'hommes à partir du 22 juin 1941, date où les armées allemandes envahirent l'Union Soviétique.

Ainsi se trouvait brutalement posée, pour la première fois dans l'histoire des sociétés humaines, une question insolite : « Un jeune état multinational n'ayant pas vingt ans d'existence, peut-il résister au plus grand des cataclysmes qui se puisse imaginer : l'occupation par un ennemi mortel qui vise à la destruction de tout ce qui existe sur une grande partie de son territoire et cherche à paralyser ses centres vitaux. »

Pour comprendre le phénomène et admirer ce qu'en ce domaine la science marxiste peut résoudre, il faut remonter à 1912.

Dans un article intitulé « Du programme national du POSDR » où Lénine indiquait les causes qui, en cette période, avaient poussé la question nationale au premier plan, il écrivait : « Dans la littérature marxiste théorique, cet état de choses et les principes du programme national de la Social-démocratie ont été examinés ces derniers temps (Signalons avant tout l'article de Staline) ». En février 1913, Lénine écrivit à Gorki : « Nous avons ici un merveilleux Géorgien qui, après avoir recueilli *toute* la

documentation autrichienne et autre, s'est mis en devoir d'écrire pour le Prosvechtchenïe un grand article. »

Ayant appris que l'on proposait de considérer cette étude comme une simple contribution à la discussion, Lénine s'y opposa résolument : « Il va de soi que nous sommes absolument contre. L'article est excellent. Il traite une question brûlante et nous ne céderons pas un iota sur notre position de principe... »

Peu après l'arrestation de Staline, en mars 1913, Lénine écrit à la rédaction du « Social-démocrate » : « Nous avons subi de dures arrestations ; Koba a été pris, Koba a eu le temps d'écrire un grand article (pour trois numéros du Prosvechtchenïe) sur la question nationale. C'est très bien, il faut se battre pour la vérité contre les séparatistes et les opportunistes du Bund et les liquidateurs » (Archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.).

Cette étude fut reprise plus tard et publiée sous le titre : « Le Marxisme et la Question Nationale » et servit de base à toutes les études ultérieures, de même qu'elle inspira la première constitution de l'Union Soviétique proclamée en 1922.

On peut donc considérer qu'il s'agit là d'une œuvre théorique essentielle du marxisme qui définit les principes qui doivent présider à l'élaboration d'une doctrine de l'Etat Multinational-Socialiste, des conditions à remplir pour qu'un tel état réalise l'association durable et sans faille de peuples et de nations différentes qui seront régis par une même constitution et qui trouveront réalisés les éléments d'un plein épanouissement et notamment la voie ouverte pour la construction du Socialisme.

Dans l'étude d'un phénomène historique, comme en toute autre matière, la science marxiste procède avec une rigueur absolue.

Et d'abord dans l'analyse : Qu'est-ce qu'une nation ? interroge Staline.

Et il répond : c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus. Et cette communauté n'est ni de race, ni de tribu, mais une communauté humaine historiquement constituée ; et encore : pas un agglomérat accidentel, ni éphémère, mais une communauté humaine stable.

Ces traits peuvent cependant ne pas suffire pour constituer une nation, s'y ajoute une communauté de langue, ce qui ne veut pas dire que la communauté de langue est suffisante pour constituer la nation, par exemple, l'Angleterre et l'Amérique ne constituent pas une nation.

Une nation ne peut se former qu'à la suite de relations prolongées et régulières et pour cela il faut un territoire commun, donc la communauté de territoire est l'un des traits caractéristiques de la nation ; mais il faut de plus une liaison économique interne soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. En un mot : communauté de vie et cohésion économique. Il faut encore ajouter les particularités psychologiques des individus réunis en nation.

Et Staline arrive à la définition suivante :

« La Nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture. »

Voilà pour la nation, mais ce n'est qu'une partie du problème. Certaines nations constituent à elle seule un état ; les conditions énumérées ci-dessus : communauté humaine, stable, de langue etc. ont été réalisées depuis longtemps à l'intérieur d'un territoire dont les frontières ne sont plus guère contestées, mais il existe également des nations englobées dans un seul état et ces états multinationaux peuvent, c'est le cas de la Russie, grouper un grand nombre de nations.

A l'intérieur de cet état russe multinational, les peuples, on l'a vu plus haut, ne jouissent pas de droits égaux, bien au contraire. Il faut donc rechercher la solution dans une transformation complète des rapports entre toutes les communautés qui constituent l'empire. C'est la tâche que s'est donnée la Social-démocratie russe, le parti des bolcheviks et Staline combat les conceptions erronées des mencheviks, des opportunistes du Bund, des théoriciens social-démocrates de la question nationale bien connus en Autriche, R. Springer et O. Bauer, dont les théories aboutissent fatalement à estomper la lutte des classes et conduisent au développement du nationalisme. Il écrit :

« La Russie traverse une période de transition où une vie « normale » « constitutionnelle » ne s'est pas encore établie, où la crise politique n'est pas encore résolue. Des jours de tempêtes et de « complications » nous attendent (Oh combien). D'où le mouvement présent et futur, mouvement qui se donne pour but une pleine démocratisation. C'est en rapport avec ce mouvement que doit être envisagée la question nationale. Ainsi, pleine démocratisation du pays comme *base* et condition de Sa solution du problème national ».

Et d'abord : droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Ensuite : autonomie régionale, autonomie des unités déjà cristallisées comme la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc.

Cette autonomie régionale permet d'utiliser de la façon la meilleure les richesses naturelles de la région sans attendre les décisions du centre commun.

Et puis, l'usage de la langue maternelle pour l'administration et l'éducation, liberté confessionnelle.

Donc, égalité nationale sous toutes ses formes. Et nous arrivons ainsi à la cohésion internationale recherchée.

Si l'on veut bien se souvenir que tout ceci fut écrit tout à la fin de 1912, on mesurera mieux le poids de ces idées dans les événements qui vont suivre dans les toutes prochaines années.

Et surtout, revenant sur l'évocation qui en a été faite quelques pages plus haut, que serions-nous devenus, que serait devenue l'Humanité tout entière quand l'Union Soviétique supporta seule le poids écrasant de la guerre, ces premières semaines, ces premiers mois où les armées nazies réussirent à occuper un territoire immense : les républiques Baltes, la Moldavie, la Biélorussie, une grande partie de l'Ukraine dont Kiev, et puis se trouvèrent aux portes de Leningrad et de Moscou. Oui, que serions-nous devenus si la constellation soviétique formée de quinze républiques, de territoires nationaux, de cent peuples différents s'était dispersée sous ces formidables coups de boutoirs, si la volonté de Hitler de créer pour mille ans le grand Reich dominateur avait reçu un commencement de réalisation ?

Au lieu de cela, la constitution fédérative imaginée par Staline et Lénine allait supporter toutes les épreuves et s'imposer dans la guerre comme le rempart indestructible de la civilisation contre la barbarie. C'est un titre de gloire grandiose qui suffirait en lui-même pour une destinée humaine et auquel s'en ajouteront bien d'autres, ne serait-ce que, pour rester dans la même période évoquée, le discours du 3 juillet 1941 dont Elleinstein parle en ces termes :

« Staline avait su trouver les mots nécessaires dès le début de son discours. Quoi qu'il ait fait avant, quoi qu'il ait fait ensuite, son discours restera dans l'histoire des siècles à venir comme un des grands textes de notre époque (Jean Elleinstein, *Histoire de l'URSS*, tome 3, p. 69.). »

Après cette courte avancée dans le temps il nous faut revenir en arrière. Janvier 1913 voit donc la parution de l'étude de Staline sur la question nationale et en cette période la parution régulière de la « Pravda » est un de ses soucis essentiels. Interdite, elle va reparaître sous le titre « Pour la Pravda ». Interdite encore, elle reparaîtra comme « Le Chemin de la Pravda ».

Mais, les hommes libres qui luttent pour la vérité (Pravda) ne se promènent pas longtemps au soleil sous le bienveillant régime tsariste ! En juillet il est arrêté et cette fois on y met le prix pour s'en débarrasser un bon coup. C'est fini le temps où à peine arrivé au bagne on trompait la surveillance pour se retrouver rapidement au cœur de l'action.

Vissarionovitch Djougachvili est emmené le plus loin possible vers le cercle polaire et il restera quatre ans au milieu des solitudes glacées, se livrant à la chasse et à la pêche, écrivant et méditant sur les destinées du monde.

III - LE MEILLEUR DISCIPLE DE LÉNINE

Les arrestations comme celles de Koba et de beaucoup d'autres n'arrêtaient pas le développement des luttes ouvrières. En 1912 il y avait eu un million de grévistes, en 1913 il y en eût 1250000, la guerre des classes sévissait avec une brutalité inouïe comme le montre l'épisode de la Lena.

Au fond de la taïga, en Sibérie, loin de toute communication ferroviaire, les ouvriers des mines d'or de la Lena subissaient, de la part de leurs patrons russes et étrangers, une exploitation abominable. Ils travaillaient sans trêve pour des salaires de famine. Ils devaient acheter leur subsistance dans des magasins appartenant également à leurs patrons ; les marchandises étaient de très mauvaise qualité, la viande même était avariée.

Comme il en fut livré à ceux d'une mine, la grève éclata. Ils réclamaient la cessation des brimades de toute nature et l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Cette grève s'étendit rapidement à toutes les mines de la Lena. Le 4 avril 1912 les mineurs allèrent paisiblement en cortège pour négocier avec les patrons ; la police leur tira dessus. On releva plus de 500 morts et blessés ; toute la Russie ouvrière en frémit. Le 1^{er} mai 1912 égala en puissance celui de 1905.

La lutte idéologique se poursuivait très dure entre bolcheviks et mencheviks, entre révolutionnaires et réformistes, entre ceux qui voulaient changer la société et ceux qui, à coup de réformettes voulaient aménager le système capitaliste tout en le laissant sous l'étiquette tsariste ou au besoin, si les événements l'exigeaient, sous l'enseigne républicaine.

Les uns mettaient en avant trois revendications essentielles :

- a) Avènement d'une république démocratique.
- b) Institution de la journée de huit heures.
- c) Confiscation des terres des grands propriétaires fonciers. Les autres, mencheviks et trotskistes du bloc d'août demandaient la liberté de parole, de grève, de réunion, de coalition.

Sur la base de ces positions opposées, les bolcheviks à l'aide de la « Pravda » refoulaient le réformisme et s'emparaient progressivement des positions menchevistes dans les usines, dans les syndicats notamment ceux des métaux, dans les caisses d'assurances.

Il en fut ainsi jusqu'au début de 1914 malgré la répression qui frappait les militants et leur journal « Pravda ». Les grèves étaient violentes et s'illustraient parfois par des combats de rues ; il y eut même des barricades à St Pétersbourg.

Il faut noter qu'à cette époque le parti de Lénine et de Staline était illégal et que, malgré cela, il réussit à arracher la classe ouvrière à l'influence réformiste. Il forma toute une génération d'ouvriers révolutionnaires qui allaient rester inébranlables dans l'action et constituer le noyau dirigeant pour le grand affrontement de 1917.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » avait dit Jaurès ; et effectivement les grandes puissances industrielles de l'Europe se préparaient à un nouveau partage du monde, de nouveaux débouchés leurs étaient nécessaires. Des lueurs de l'incendie qui couvait jaillissaient çà et là :

— en 1910 l'Italie pille les possessions turques en Afrique et massacre les arabes,

— en 1912 les Balkans s'embrasent, et dans le même temps les peuples s'inquiètent. L'avant-garde socialiste groupée dans la deuxième internationale s'organise et tient un congrès à Bâle en 1912 où elle adopte unanimement un manifeste contre la guerre. Déjà en 1910 le congrès de la deuxième internationale tenu à Copenhague avait décidé que les socialistes, dans les parlements, voteraient contre les crédits de guerre.

En un mot, les socialistes proclamaient que ce serait un crime pour les travailleurs de s'entre-tuer dans une guerre de rapine et de brigandage, et cependant quand le Léviathan de la guerre apparut à l'horizon, les socialistes abandonnèrent leurs belles résolutions et, au lieu de profiter de la crise que la guerre allait créer pour, comme l'avait indiqué le manifeste de Bâle « renverser les gouvernements impérialistes », au lieu de cela les socialistes se rangèrent dans chaque pays à côté de leur bourgeoisie. Le 4 août 1914 la Social-démocratie allemande vota les crédits de guerre et dans tous les pays les socialistes en firent autant ; c'était la faillite complète de la deuxième internationale.

Partout les chefs socialistes rivalisèrent d'ardeur pour duper les ouvriers et les exciter les uns contre les autres.

Partout, à une exception près — et quelle exception ! : la Russie —. Les bolcheviks suivaient à la lettre les mots d'ordre du manifeste de la deuxième internationale ; ils invitaient la classe ouvrière à renforcer sa lutte révolutionnaire contre le tzarisme et par là il montraient à tous les socialistes comment de véritables révolutionnaires devaient accomplir leur devoir internationaliste.

Au contraire, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires se rangèrent dans le camp de la bourgeoisie. Plékhanov qui avait été le grand vulgarisateur du marxisme en Russie, fut de ceux-là avec Martov et les autres. En France nous avons le pendant de Plékhanov, avec Jules Guesde, qui fit de même et devint ministre dans un gouvernement d'union sacrée. Trotski, comme très souvent, avait une position intermédiaire mais tout aussi néfaste pour les travailleurs. Il prêchait l'abstention à la Douma dans les votes sur les crédits de guerre et combattait la politique de Lénine.

Le 1^{er} novembre 1914, dans l'organe central du Parti qui paraissait en Suisse, Lénine publia un manifeste qui définissait la position des bolcheviks dans les questions de la guerre et de la révolution. Le caractère de cette guerre y était analysé ; c'était une guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde et, dès lors, ceux qui adoptaient le mot d'ordre de défense de la Patrie se traînaient à la remorque de leur bourgeoisie et trahissaient les intérêts des travailleurs. Le seul mot d'ordre correct disait Lénine, c'est de transformer cette guerre impérialiste en guerre civile, en guerre des classes opprimées contre leurs oppresseurs, c'est-à-dire en révolution.

Dès lors, tous les efforts des bolcheviks allaient tendre à grouper tous les véritables internationalistes décidés à rompre avec l'idéologie bourgeoise.

A la fin du mois d'août 1915 se tint en Suisse, à Zimmerwald, une conférence internationale de partis sociaux-démocrates. Onze pays y étaient représentés et Lénine ne put grouper autour de lui que huit

personnes qui se rangeaient à ses vues. Une deuxième réunion eut lieu six mois après à Kienthal, en Suisse toujours. Cette fois près d'un tiers des délégués se rangèrent du côté des bolcheviks.

En Russie la lutte se poursuivait malgré le tzarisme qui sévissait féroce : interdiction des journaux, emprisonnement des militants ; les six députés bolcheviks de la 4^e Douma furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie et pourtant il y eut un millier de grèves en 1915 avec 500000 participants et dans la première moitié de 1916 les grèves augmentaient encore avec un million et demi de participants. Les prévisions de Lénine commençaient à se réaliser, on assistait aux prémices de la grande empoignade.

Si la guerre était apparue au gouvernement du tzar, dès son déclenchement, comme une possibilité de renforcer son pouvoir au détriment de l'évolution démocratique et de la satisfaction des revendications ouvrières, il faut bien admettre qu'il s'était complètement fourvoyé comme le montrent les faits cités plus haut, d'autant que la situation militaire ne cessa de s'aggraver sous le signe de l'incompétence et de la trahison.

La mobilisation avait touché des masses énormes ; on avançait le chiffre de 14 millions de soldats. Mais l'armement et les équipements étaient loin de correspondre. Les pertes furent effroyables en tués, blessés et prisonniers. Si l'on pense que cette armée était composée à 90 % de paysans on se rend compte du brassage humain qui s'opérait ; les défaits qui s'ajoutaient à la ruine économique ne mécontentèrent pas seulement la paysannerie, les ouvriers éclairés par les bolcheviks, mais aussi une partie de la bourgeoisie.

Une grève largement suivie eut lieu le 9 janvier 1917 marquée par de nombreuses collisions avec la police. Le 18 février une grève chez Poutilov à Petrograd ; quelques jours après de nouvelles usines entrent dans le mouvement, des mots d'ordre révolutionnaires apparaissent : « A bas la guerre, à bas le tzar ». Les troupes sont utilisées contre les ouvriers mais bientôt, elles feront cause commune avec les travailleurs et ce sera l'écroulement d'un régime qui gouvernait depuis trois siècles l'immense empire.

Un gouvernement provisoire est formé avec le prince Lvov à sa tête, Kérenski en fait partie.

Parallèlement, et depuis plusieurs semaines sont apparus des soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats. Et ce mouvement va s'étendre à la province.

Le gouvernement veut poursuivre la guerre et ses promesse sur la convocation d'une assemblée constituante ne calme pas l'effervescence mais, l'appui des mencheviks et des socialistes révolutionnaires lui permet de s'engager dans cette voie.

Au cours du mois de mars, les bolcheviks marqués par la répression sont très minoritaires dans les soviets et pas toujours d'accord entre eux sur la tactique et même sur des questions de principes comme la continuation de la guerre, par exemple. Les soviets naissent et se développent rapidement mais sont sous l'influence des mencheviks et des socialistes révolutionnaires. Lénine est encore en Suisse et s'efforce d'envoyer des directives. Staline est déjà de retour de Sibérie. Dès les premiers souffles de la tempête il revient prendre sa place au combat à Petrograd et s'occupe de la « Pravda » redevenue légale au cours du mois.

D'après Ellenstein on peut y lire

« Le 28 mars Kamenev écrit : « Il (le peuple russe) demeurera ferme à son poste, répondant à la balle par la balle, à l'obus par l'obus ».

« Le 29 mars, c'est Staline qui déclare :

« L'issue est d'exercer une pression sur le gouvernement provisoire, d'exiger qu'il se déclare prêt à commencer immédiatement les pourparlers de paix sur la base de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

On voit de suite la position opposée :

- Kamenev penche vers les inspirateurs du gouvernement provisoire pour continuer la guerre,
- Staline au contraire s'oriente vers la paix immédiate.

Mais bientôt « l'Aigle des Montagnes » reparaît au grand jour. C'est le 3 avril que Lénine débarque à la gare de Finlande à Petrograd. Les usines ont envoyé des délégations, des milliers d'ouvriers, de militants sont là et aussi des unités de la garde rouge (ainsi s'appelaient les détachements armés formés dans les usines). Deux mencheviks lui souhaitent la « bienvenue » en espérant qu'un langage commun sera trouvé ; mais Lénine ne les écoute pas et précise de suite sa position.

Dès ce discours et le lendemain dans l'exposé qu'il fait aux dirigeants du Parti, son plan qui sera publié rapidement dans la « Pravda » indique clairement ses idées.

1°) La première étape de la révolution est franchie, la chute du tzarisme est consommée, le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie.

2°) La deuxième étape (commençante) devrait consister dans sa conclusion à transférer le pouvoir aux mains du prolétariat allié à la paysannerie pauvre.

Et pour Lénine, il en résulte nécessairement une attitude critique et d'opposition à l'égard du gouvernement provisoire, un programme de paix démocratique, des nationalisations essentielles, la terre à ceux qui la travaillent et pour réaliser cela : tout le pouvoir aux soviets même si ceux-ci sont, pour le moment, dominés par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires (SR).

Ainsi se trouvaient précisées, programmées pourrait-on dire, les idées qui allaient bouleverser le monde. Pour les réaliser : un grand peuple, une multitude de héros, des chefs intrépides d'où émergent la volonté et la collaboration de deux hommes, Lénine, le plus grand des penseurs modernes et, près de lui, le secondant, le soutenant, le poussant à l'occasion, son meilleur disciple : Staline.

Avril 1917 est témoin des hésitations qui règnent chez les bolcheviks sans compter la violente opposition des mencheviks et des S.R., alors que les thèses d'avril de Lénine sont d'abord repoussées par le comité de ville ; mais la conférence des organisations bolcheviques de Petrograd réunie le 27 avril les adopte à une assez forte majorité.

Alors que le gouvernement provisoire s'affirme partisan de continuer la guerre, les bolcheviks très minoritaires (ils sortaient de la clandestinité) gagnent du terrain en influence et en effectifs, A la conférence panrusse du parti bolchevik tenue le 7 mai un comité central de neuf membres est élu, dont Staline fait partie, et où dominent les partisans de Lénine.

Du 26 juillet au 3 août se réunit le VI^e congrès du parti bolchevik qui se retrouvait alors en pleine clandestinité. Car il y avait eu, notamment, la manifestation du 3 juillet commencée d'abord localement dans le quartier de Vyborg et qui s'était transformée en une grande manifestation de masse dans toute la capitale sous le mot d'ordre : tout le pouvoir aux soviets. Mot d'ordre des bolcheviks bien que ceux-ci n'étaient pas, à l'origine, partisans de la manifestation la trouvant prématurée, mais forcés de s'y associer.

Alors, encore une fois, le sang des ouvriers coula à flots. Des détachements réactionnaires d'officiers et élèves officiers tiraient sur la foule ; on fit même venir les troupes connues pour leur esprit retardataire et leur ignorance des événements.

Après cette répression, le gouvernement, appuyé par les mencheviks et les S.R., s'en prit directement au parti bolchevik ; ses chefs recherchés et arrêtés quand ils n'avaient pu s'échapper à temps, les journaux interdits, les sièges des organisations pillés, les imprimeries saccagées, Lénine et d'autres poursuivis pour haute trahison.

De ce fait, Lénine ne put assister au congrès mais Staline, Sverdlov, Molotov, Ordjonikidze étaient là.

Comme on l'a vu plus haut, c'est après la publication des thèses d'avril que la situation se modifia graduellement en faveur des bolcheviks qui développaient rapidement leur influence et ceci n'est pas étranger à la conversion de Trotski, rentré des U.S. A. le 18 mai à Petrograd.

Il avait jusque-là, et parfois très violemment, combattu Lénine. De plus, même dans son petit groupe sans grande influence, des partisans du rapprochement avec les bolcheviks s'affirmaient. Des discussions eurent lieu dès le mois de mai pour une fusion éventuelle entre l'organisation interdistricts de Trotski et le parti bolchevik, mais le leader ombrageux n'accepta pas les propositions de responsabilité qu'offrait Lénine.

Si l'on tient compte que, dès le début de juillet, l'influence des bolcheviks s'affirme prépondérante dans les soviets de Petrograd et dans les détachements armés, on comprend que ce 6^e congrès s'ouvrant le 26 juillet enregistre l'accord de Trotski et entérine la fusion. Cette fusion ne réglait pas pour autant de graves divergences qui subsistaient, mais Trotski pensait certainement qu'il serait mieux à même de défendre ses positions personnelles à l'intérieur du parti bolchevik.

C'est Staline qui présenta le rapport au congrès, rapport dont l'essentiel fut de montrer la montée de la révolution et les problèmes qu'elle posait : le contrôle ouvrier sur la production et la répartition, donner la terre aux paysans, arracher le pouvoir à la bourgeoisie en faveur des ouvriers et des paysans pauvres. Pour cela le parti devait s'orienter vers l'insurrection armée.

Il y eut naturellement une opposition ; elle venait des trotskistes qui voulaient subordonner l'action en faveur de cette orientation au déclenchement de la révolution prolétarienne en occident (proposition Préobrajenski).

Staline s'éleva vivement contre cette position et déclara :

« La possibilité n'est pas exclue que la Russie soit justement le pays qui fraye la voie au socialisme... Il faut rejeter cette idée périmée que seule l'Europe peut nous montrer le chemin. Il existe un marxisme dogmatique et un marxisme créateur. Je me place sur le terrain de ce dernier (PV du VI^e congrès du POSDR — page 233-234.) »

Le VI^e congrès approuva les thèses de Lénine présentées par Staline et il discuta même de l'attitude à adopter à l'égard des poursuites engagées par le gouvernement contre les dirigeants bolcheviks. Lénine, objet d'un mandat d'amener devait-il se présenter devant la justice ?

Oui, soutenaient Kamenev, Rykov, Trotski et d'autres.

Non, soutint Staline et le congrès l'approuva ne doutant pas que la bourgeoisie voulait supprimer physiquement son adversaire le plus dangereux.

Le congrès se prononça également sur de nouveaux statuts qui instituaient le centralisme démocratique, ce qui signifiait que les organismes dirigeants du sommet à la base devaient être élus,

qu'ils devaient rendre compte de leur activité, que la minorité était soumise à la majorité, que la discipline était de règle. Ainsi le parti donnerait à la classe ouvrière un instrument de lutte qui serait capable de la conduire à la victoire.

Le congrès se termina par un manifeste appelant les ouvriers, les soldats, les paysans à se préparer aux combats décisifs.

De toute part, la réaction nationale et internationale, notamment la France et l'Angleterre pressaient le gouvernement provisoire d'agir efficacement contre les forces révolutionnaires et ce fut, fin août, le coup de force du général Kornilov.

Son échec donna un stimulant vigoureux à la révolution et fit apparaître les bolcheviks comme la seule force organisée capable de diriger l'action populaire, aussi leur influence va se développer avec rapidité aussi bien dans les centres industriels que dans les campagnes ce qui présage de leur victoire prochaine dans les soviets.

Tenter d'arrêter le torrent tumultueux de la révolution ou du moins de le canaliser, tel était l'objectif poursuivi par les conciliateurs mencheviks et SR, soutiens du gouvernement bourgeois, en convoquant une conférence démocratique le 12 septembre 1917 où assistaient les représentants des soviets, des syndicats, des cercles industriels, de l'armée, etc. et dans laquelle fut choisi un pré-parlement.

A ce pré-parlement qui pouvait, s'il avait été pris au sérieux, dévoyer la révolution, Kamenev et Zinoviev voulaient participer alors que Lénine et Staline ne le voulaient à aucun prix.

Le 7 octobre Lénine revient de Finlande et le 10 se tient le Comité Central bolchevik. Il décide d'organiser rapidement l'insurrection armée et invite toutes ses organisations à la préparer activement. Deux membres ont voté contre : Kamenev et Zinoviev. Ils partageaient l'opinion des réformistes, c'était trop tôt, la classe ouvrière n'était pas mûre pour prendre le pouvoir.

Trotski, lui, ne vota pas contre mais proposa un amendement qui revenait au même en subordonnant le déclenchement de l'insurrection à l'ouverture du 2^e congrès des soviets. Cette position fut rejetée et le parti prit les dispositions pratiques en vue des opérations en province en y déléguant ses militants les plus prestigieux.

Le 16 octobre, le Comité Central, en une réunion élargie, complète ses dispositions. Il élit un centre du parti pour diriger l'insurrection avec Staline à sa tête.

Contre ces décisions, s'opposaient les deux mêmes : Kamenev et Zinoviev, battus et mécontents. Mécontents, ils publièrent dans la presse du 18 octobre une déclaration marquant leur opposition à la décision des bolcheviks de déclencher très prochainement l'insurrection armée. Quant à Trotski, et en tant que président du Soviet de Petrograd, il déclara publiquement que pour déclencher l'insurrection il fallait au moins attendre l'ouverture du 2^e congrès des soviets soit le 25 octobre.

Ainsi, le gouvernement bourgeois de Kérenski n'avait pas besoin d'agents secrets pour le renseigner ; il apprenait officiellement qu'il ne lui restait que quelques jours pour se préparer à écraser l'insurrection. Dès le 19 il ordonne le transfert d'urgence des troupes du front vers Petrograd, pendant qu'à Moscou également, des forces importantes étaient concentrées.

Cependant, rien ne pouvait arrêter la marche victorieuse de la révolution socialiste et le deuxième congrès des soviets qui s'ouvrit le 25 octobre à 10 h 45 du soir pendant que les combats de rues se poursuivaient, enregistra déjà la victoire en proclamant que le pouvoir appartenait désormais aux soviets.

Les premières grandes décisions allaient suivre :

a) Le décret sur la paix. Le congrès invitait les nations en guerre à décider d'un armistice immédiat pour engager les pourparlers de paix.

b) Le décret sur la terre. Le congrès décide que le droit de propriété des grands propriétaires fonciers est immédiatement aboli et ce, sans aucune indemnité.

Enfin, sous le titre de Conseil des commissaires du Peuple, le congrès constitua le premier gouvernement des soviets avec Lénine comme président et formé uniquement de bolcheviks.

Ainsi s'achevait la première phase de la grande révolution d'octobre ; mais une nouvelle commençait aussitôt : défendre et consolider le pouvoir des soviets.

IV - LA GUERRE CIVILE

La première préoccupation des bolcheviks devait être en effet de défendre et consolider le régime et ce, dans une lutte contre la réaction intérieure et extérieure qui allait attaquer avec brutalité et une cruauté inouïes, dès le 10 novembre. Plusieurs formations cosaques sous le commandement du général Krasnov répondaient à l'appel de Kerenski qui s'était enfui dans la zone du front nord et se ruaient sur Petrograd. Pendant que se développait cette attaque une menace surgissait de l'intérieur ; les socialistes révolutionnaires à la tête d'une organisation contre-révolutionnaire « Patrie et Révolution » déclenchaient une révolte des Junkers (élèves officiers). Les matelots et les gardes rouges en eurent rapidement raison et en quelques jours la situation fut assainie, mais pour un court délai seulement car un autre genre de difficultés apparaissait le 17 novembre au sein du gouvernement et au Comité Central du Parti bolchevik : c'étaient les mêmes, Zinoviev, Kamenev, Rikov et d'autres qui remettaient tout en cause. Dans le même temps il y avait eu de durs combats à Moscou. Les troupes réactionnaires s'étaient emparées du Kremlin et avaient massacré plusieurs centaines de soldats.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les épisodes de cette lutte acharnée dans un ouvrage qui ne prétend pas être un manuel d'histoire ; il faut mentionner toutefois que plusieurs mois furent nécessaires au nouveau pouvoir pour s'imposer dans tout le pays où l'attendait une immense tâche car la révolution d'octobre était tout le contraire d'un simple changement d'équipe, il s'agissait d'un bouleversement complet des choses jusque-là connues. Il fallait jeter bas le vieil appareil d'état bourgeois, abolir les privilèges de l'Eglise et des Castes et pour cela prendre des mesures de rigueur comme la suppression de la presse et des organisations contre-révolutionnaires, dissoudre l'assemblée constituante et après la terre, nationaliser l'industrie.

Il fallait au plus tôt sortir de l'état de guerre et pour cela entamer des pourparlers de paix. Ils commencèrent le trois décembre à Brest-Litovsk. Deux jours plus tard un armistice était conclu. C'est au milieu d'une agitation intense de la part des milieux réactionnaires, socialistes compris, que les discussions avaient lieu. L'enjeu était de taille car en faisant échouer la paix on créait au nouveau pouvoir des difficultés insurmontables.

Le dix février 1918 les pourparlers étaient interrompus sur l'initiative de Trotski, Président de la délégation soviétique, malgré l'insistance de Lénine et de Staline qui agissaient au nom du gouvernement et du Comité Central.

L'Allemagne rompit l'armistice et reprit l'offensive contre un adversaire qui n'était pas en état de lui résister.

Dès le 18 février Lénine s'adresse directement au gouvernement allemand et quatre jours plus tard les Allemands acceptent de signer la paix mais à des conditions beaucoup plus dures qu'avant la rupture.

Voilà ce qu'avait apporté l'attitude de Trotski et surtout celle du groupe qui s'intitulait « Communistes de gauche » composé notamment de Boukharine, Radek, Piatakov qui inspiraient Trotski et voulaient continuer la guerre.

Lénine condamna sévèrement cette position et mena au Comité Central une lutte très dure pour faire approuver sa proposition de paix immédiate, et encore une fois il trouva Staline à ses côtés comme le souligne, c'est inhabituel, Elleinstein :

« Staline, Sverdlov et Sokolnikov soutinrent Lénine avec fermeté durant toute cette période » (J. Elleinstein, *ouvrage cité*, tome 1, p. 176.).

Si la paix avec l'Allemagne apporte le répit indispensable, l'ère des combats n'est pas terminée. Sur le plan intérieur la guerre civile va se développer même dans les grands centres, mais surtout dans certaines régions qui passent entièrement sous le contrôle des blancs. Dans le même temps, et se confondant avec, l'intervention étrangère, quatorze nations vont y participer ce qui rend quelque peu impropre le nom de guerre civile à un conflit d'une telle envergure et qui mettait en cause directement l'existence même de la Russie en tant qu'état indépendant. Ainsi, dès le début de 1918 les pays impérialistes avec, au premier rang les américains, avaient établi un plan de démembrement ; une carte imprimée par le Département d'Etat américain prévoyait même cette partition en détail, ne laissant subsister de l'ancien empire qu'un centre entouré d'une série d'états indépendants.

L'histoire ne se répète pas, mais comment ne pas comparer les périls qui menacèrent la France en 1792 quand son territoire était envahi et que les armées étrangères, aidées par les émigrés, prétendaient lui imposer la pérennité de la monarchie et du régime féodal. En 1918, la Russie établissant chez elle un système économique et politique aux antipodes du système capitaliste qui avait régné jusque-là sans partage sur toute l'étendue de la planète, mettait en jeu des intérêts considérables. Si l'expérience réussissait, l'ancien monde pouvait craindre la contagion ; de là l'opposition armée d'un grand nombre d'états.

C'est pourquoi, dès décembre 1917 la Roumanie, appuyée par la France, lance son offensive et conquiert la Bessarabie. Puis en mars 1918, les troupes françaises, anglaises et américaines débarquent à Mourmansk, s'emparent de la presqu'île de Kola, traversent la mer blanche et occupent Arkangelsk. Les contre-révolutionnaires profitent de leur aide pour renverser le pouvoir soviétique dans la région.

Le 6 avril les japonais débarquent dans la région de Vladivostok à la suite de l'assassinat, par des provocateurs de deux des leurs ; ils furent aussitôt suivis par un débarquement britannique puis, au mois d'août, un corps expéditionnaire américain faisait son apparition ; avec l'aide des gardes blancs le pouvoir soviétique était également renversé.

En août, et tout à fait à l'opposé de l'immense pays, à Bakou, c'est aussi un corps expéditionnaire britannique qui fait son entrée, disperse le soviét, arrête ses 26 dirigeants et les fusille sans jugement.

Depuis le mois de mai, un corps d'armée tchécoslovaque de 60000 hommes, composé d'anciens prisonniers et puissamment armé par les américains, opérait depuis Vladivostok dans une immense région et, associé aux contre-révolutionnaires, liquidait le pouvoir soviétique sur une grande étendue.

Ces victoires de la réaction se complétaient, dans les territoires « libérés » de mesures économiques :

- abandon de la journée de huit heures et retour à celle de 10 heures.
- les usines redonnées aux capitalistes
- et les grands domaines fonciers à leurs anciens propriétaires.

Tout cela s'accompagnait naturellement d'une effroyable répression. Les blancs et leurs alliés étrangers pillaient, violaient, assassinaient hommes, femmes, enfants ; on ne choisissait pas les victimes, c'était aussi barbare qu'à Béziers en 1209 quand Simon de Montfort disait : « tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens ». Là, on n'évoquait pas Dieu mais on pendait pour l'exemple.

En Russie d'Europe, dès les premiers mois de 1918 les allemands avaient occupé : les pays Baltes, une grande partie de la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, la Crimée, la région du Don. Partout le même tribut : soviets renversés et réinstallation du pouvoir de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. En mars 1918, il était apparu nécessaire de transférer la capitale de Petrograd à Moscou.

Après le 11 novembre 1918 qui marquait la fin de la guerre mondiale, l'intervention des alliés en Russie s'accrut encore. Il y eut jusqu'à 300000 soldats engagés sur les divers fronts et, bien des fois, la situation sembla sans issue et proche la fin d'une grande révolution.

Pourtant le navire ne sombra pas. Il le dut avant tout à un équipage héroïque qui resta debout dans les pires tempêtes, mais aussi à des chefs hors du commun. Lénine, le premier. Théoricien et homme d'action d'une envergure exceptionnelle, et à côté, toute une hiérarchie prête à se coltiner avec l'impossible. Notre objet étant d'éclairer la personnalité d'un de ceux du premier rang, voyons quel fut son rôle dans cette terrible période.

Depuis que le deuxième congrès des soviets avait, le 26 octobre 1917, constitué le nouveau gouvernement sous forme d'un conseil des Commissaires du Peuple présidé par Lénine, et que Staline s'était vu confier le ministère des Nationalités, la part prise par ce dernier dans la conduite des affaires n'avait cessé de grandir. Il n'est pas de problème important appelant une décision de Lénine sans que celui-ci ne consultât Staline au préalable. Quand vinrent les grands moments de la guerre civile, lorsqu'une situation désastreuse s'était créée dans une région, on y envoyait Staline, souvent muni des pleins pouvoirs du Comité Central et du Gouvernement ; en deux ans, il parcourut tous les fronts, ce qui amena plus tard Vorochilov à déclarer qu'il était « l'un des plus fameux organisateurs des victoires de la guerre civile ».

Alors que l'Humanité arrive à l'aube d'une vraie civilisation, que l'on pense apercevoir la fin des guerres, et aussi celle de l'esclavage moderne que constitue l'exploitation capitaliste, les bouleversements que cela entraîne pour la vie des populations s'étendent à l'identité des villes. La belle création de Pierre le Grand, St Pétersbourg, devient Petrograd puis Leningrad. De même Tzaritzyne — qui doit son nom à une petite rivière — fondée au XVI^e siècle sur un territoire occupé depuis le XIII^e siècle par les tatars de la Horde d'Or et qui fut à plusieurs reprises attaquées par les cavaliers Kalmouks (dont parla Paul Vaillant Couturier dans l'un de ses passionnants récits), Tzaritzyne donc, devait devenir en 1925, Stalingrad l'immortelle, bien qu'à cette époque elle n'avait pas encore capté le palpitant intérêt qu'elle suscita de septembre 1942 à février 1943. Et puis après, beaucoup plus tard, elle devint Volgograd, mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

L'une des plus grandes batailles de la guerre civile se déroula à Tzaritzyne d'août à octobre 1918 et par deux fois les régiments cosaques commandés par le général Krasnov s'en approchèrent de très près. Or, la perte de Tzaritzyne ajoutée à l'occupation des plaines du Don par les cosaques, c'était la porte fermée au ravitaillement en céréales de la partie centrale de la Russie où on manquait de tout, notamment de pain et de viande ; cinquante grammes de pain pour deux jours, c'était la ration distribuée aux ouvriers de Moscou et de Petrograd et quelquefois, même, pas du tout.

C'est dans cette conjoncture effroyable que Staline fut envoyé à Tzaritzyne. Il y trouva une situation militaire désespérée ; toutes les places fortes autour de la ville avaient été prises, l'Etat-major était incapable de réagir à la désorganisation générale qui n'était pas seulement militaire mais atteignait également les soviets et les syndicats. Partout l'indifférence, le fatalisme, l'absence absolue du moindre esprit de responsabilité, le règne des traîtres et des incapables.

Alors Staline montra de quel bois il se chauffait. Il destitua, sanctionna, nomma, restructura, mit en place les organismes nécessaires; l'armée rouge fut reconstituée, dix mille ouvriers prirent les armes et se portèrent à ses côtés et bientôt la victoire changea de camp, mais auparavant il avait fallu frapper, et durement, les ennemis de l'intérieur, et ceux-là ne manquaient pas. Déjà, avant la prise du pouvoir par les bolcheviks, l'évolution s'était faite chez les mencheviks, les SR, les anarchistes, tous prêts, pour assurer la survie du capitalisme, à poignarder la révolution par n'importe quel moyen et dans ces circonstances il est sûr que Staline eut la main lourde ; mais que pouvait-il faire d'autre ?

Si Tzaritzyne restera pour toujours un haut fait de la révolution d'Octobre, il n'en est pas le seul. Pendant ce combat d'autres événements surgissaient. Ainsi, le 4 juillet 1918 s'était ouvert le V^e congrès des soviets. Ce fut l'occasion pour les socialistes révolutionnaires de gauche d'y engager une lutte acharnée contre la politique de Lénine. Mais la discussion ne leur suffit pas et ils s'efforcèrent de déclencher une émeute à Moscou, ils firent même donner l'artillerie contre le Kremlin, nouveau siège du gouvernement. Qu'ils aient été rapidement écrasés n'enlève rien à la signification contre-révolutionnaire de leur action.

Enfin, pour essayer de rallumer la guerre avec l'Allemagne, ils firent assassiner son ambassadeur. Quelques semaines plus tard, le 30 août, l'attentat dans lequel Lénine fut grièvement blessé avait la même origine.

A peine un front était-il temporairement stabilisé qu'un autre s'effondrait. A la fin de 1918 la situation devient catastrophique sur le front oriental, un recul de 300 kilomètres en 20 jours, une perte de 20000 hommes et d'un matériel considérable. C'est la conséquence d'une évolution de plusieurs mois : mêmes incapacités, mêmes trahisons, mêmes menées contre-révolutionnaires. Lénine demande l'envoi sur place de Staline. Le Comité Central d'accord lui adjoint Djerjinski, le futur responsable de la tchéka (police politique) et quelques semaines plus tard l'ennemi est arrêté et à son tour doit subir la contre-offensive et perdre du terrain.

Au printemps 1919, c'est sur Pétrograd que les nuées s'accumulent. Le général blanc Youdenich déploie une manœuvre d'encerclement. C'est presque la panique chez les rouges ; les désertions s'y multiplient, la trahison est partout à l'intérieur. On envoie Staline. En trois semaines il rétablit la situation avec l'appui des travailleurs de la grande ville.

Dans ces chocs répétés des armées, Staline était sur place, envoyé en dernier ressort pour tenter le sauvetage. Il put juger des causes multiples de ces drames. Une erreur se répétait trop souvent qui résidait dans l'incapacité de l'Etat-major général — c'est-à-dire de Trotski et des collaborateurs qu'il avait choisis — de définir une stratégie générale et la faire appliquer, de développer des tactiques nouvelles, de modifier des plans devenus caducs.

Staline prenait donc sur lui d'agir selon les circonstances et avec la rigueur nécessaire comme le montre son action sur le front sud à l'automne 1919 où les troupes blanches de Denikine avançaient sur Orel, largement soutenues par les Anglais et les Français. La situation devenait de jour en jour plus grave ; la menace s'annonçait pour Toula et même pour Moscou avec toujours le même scénario : manque de tout approvisionnement pour l'armée, matières premières pour les usines, ravitaillement pour les populations et pour couronner le tout, l'action de la contre-révolution.

C'est en tant que membre du Conseil de guerre révolutionnaire que le Comité Central envoya Staline qui, cette fois, posa ses conditions avant de s'engager :

- Que Trotski n'ai aucune autorité sur le front sud.
- Rappel immédiat des dirigeants qui opèrent sur ce front.
- Choix par Staline lui-même des chefs militaires et civils qui y opéreront désormais.

Les conditions ainsi posées furent acceptées sans réserves.

Sur place, Staline et ses collaborateurs renoncèrent au plan en cours d'exécution, en conçurent un autre, le firent adopter par le Comité Central et l'appliquèrent. En conclusion, rejet à la mer des armées blanches et, par voie de conséquence, triomphe assuré de la révolution et cessation prochaine de la guerre civile.

Sur la proposition de Lénine, le 27 novembre 1919, Staline recevait l'Ordre du Drapeau Rouge.

C'est une épopée grandiose qui se déroula en ces années terribles, sur une terre immense, abondamment arrosée du sang de millions d'êtres humains, une épopée conduite par un parti politique d'un type nouveau, forgé par vingt années de luttes, par des hommes entièrement voués à la cause qu'ils avaient choisie mais qui, comme Staline, ne seraient pas sortis de l'avant-garde s'ils n'avaient pas eu derrière eux un très grand peuple. Aux heures cruciales, ce peuple qui avait fait les choix décisifs, sut trouver en son sein, à tous les échelons, des chefs qui se montrèrent de véritables entraîneurs d'hommes. On peut citer en exemple : Vassili Blucher, ouvrier communiste, premier chevalier de l'ordre du drapeau rouge ; Tchapaïev, fils illettré de paysans pauvres, commandant légendaire d'une armée... et des milliers d'autres.

La lutte prit souvent une tournure atroce. Si parfois des mesures de terreur s'imposèrent aux bolcheviks, ce ne fut jamais de leur propre initiative mais toujours pour répondre à la terreur blanche, monnaie courante de la contre-révolution et de ses soutiens étrangers.

La guerre civile se poursuivit encore avec des hauts et des bas, plus souvent des bas que des hauts. A peine la situation avait-elle été rétablie sur la ligne Koursk-Orel qu'en avril 1920 les troupes de la Pologne envahirent l'Ukraine et s'emparèrent de Kiev. Dans le même temps le général blanc Wrangel attaquait en direction du bassin du Donetz et ainsi menaçait tout le sud à peine libéré. Il remportait d'importants succès et s'affirmait comme un péril très grave pour le pouvoir soviétique.

Le 3 août 1920, le Comité Central prenait la décision de charger Staline de constituer le Conseil militaire révolutionnaire et de nommer Egorov et Frounze dirigeants du front ; et la résistance s'organisa, puis la contre-offensive et enfin la victoire. La Crimée était libérée.

Ce dernier succès militaire de la jeune armée rouge marqua le déclin de la contre-révolution. Les interventions étrangères cessèrent peu à peu sur l'ensemble du pays. Le pouvoir soviétique s'affermait, de nouvelles tâches l'attendaient.

Avant de terminer ce chapitre, faisons quelques remarques qui s'imposent au chroniqueur impartial, sur le rôle respectif de certains hommes.

Si l'objet de cet ouvrage est centré sur les responsabilités qui incombaient à Staline, il n'est pas inutile de mentionner la part qui revint à celui que des légendes intéressées ont présenté comme le grand chef militaire de la Révolution d'Octobre, autrement dit : Trotski.

Il est peut-être superflu de rappeler que la carrière politique de Trotski se déroula en opposition presque constante avec Lénine et les bolcheviks, et cette opposition ne se termina pas, pour autant, avec son adhésion, et celle du petit groupe qu'il influençait, aux thèses de Lénine et du parti bolcheviks en juillet 1917. Cette opposition ne cessa pas, elle fut seulement moins apparente et put faire croire à sa disparition lorsque Trotski accepta et exerça, souvent dans de bonnes conditions, de grandes responsabilités dans la conduite de la révolution. Lénine a pu dire à un moment donné que Trotski était l'un des hommes les plus capables du Comité Central.

Mais on a vu précédemment et notamment aux pourparlers de paix de Brest-Litovsk qu'il était enclin à appliquer, envers et contre tous, sa politique et ses conceptions personnelles. Il en fut de même dans la

conduite des opérations militaires de la guerre civile. Très suffisant, n'écoulant que son orgueil, porté à faire confiance exagérément aux anciens officiers de l'armée tzariste, il s'entourait de gens dont le dévouement à la révolution n'était pas la qualité dominante. Au surplus, et nous le verrons plus tard, il se heurta aux bolcheviks sur deux problèmes fondamentaux :

— l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie,

— la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays.

C'est peut-être ce qui explique qu'une pensée si brillante ait accumulé autant d'échecs pour, finalement, verser dans la trahison.

Depuis, bien des années se sont écoulées et il est maintenant courant de passer ces faits sous silence pour aller vers une réhabilitation de l'activité de Trotski, la présentant comme un « courant » de la pensée révolutionnaire.

C'est le cas d'Elleinstein qui multiplie les citations élogieuses mais tait les autres. Outre celles où il est question de l'homme « peut-être le plus capable du Comité Central » on trouve : « Au IV^e congrès, Trotski présenta le rapport sur le front unique dont Lénine peut dire :

« La définition la plus juste de la situation du point de vue des tâches pratiques et non pas du chassé-croisé diplomatique, a été donnée par le camarade Trotski. »

Lénine put ainsi commencer un article de la revue « Sous la bannière du marxisme » :

« En ce qui concerne les objectifs généraux de la revue Pod znameniem Marksisma (Sous la bannière du marxisme) le camarade Trotski a déjà dit l'essentiel dans le numéro 1-2 et il l'a dit parfaitement (Jean Elleinstein, *ouvrage cité*, tome 2, p. 38.). » Voici une autre opinion et d'autres citations : « Après son expulsion dramatique d'URSS, en 1929, une légende fut tressée par des éléments antisoviétiques à l'étranger autour du nom et de la personnalité de Trotski. Selon cette légende, il était « le chef bolchevik le plus éminent de la Révolution russe » et « l'inspirateur de Lénine, son plus proche collaborateur et, logiquement son successeur ».

Mais, en février 1917, un mois avant l'écroulement du tzarisme, Lénine écrivait lui-même :

« Le nom de Trotski signifie : phraséologie de gauche et un bloc avec la droite contre les buts de la gauche ».

Lénine appelait Trotski le « Judas » de la Révolution russe (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*, Edit. Hier et Aujourd'hui, 1947, p. 222-223.) Voici quelques autres appréciations de Lénine sur Trotski et son activité au sein du mouvement révolutionnaire russe :

1911 — En 1903 Trotski était menchevik ; en 1904 il abandonna les mencheviks ; leur revint en 1905 en paradant avec des phrases ultra-révolutionnaires, et de nouveau leur tourne le dos en 1906... Trotski plagie aujourd'hui l'idéologie d'une fraction, demain celle d'une autre et pour cette raison se proclame au-dessus de ces deux fractions. Je dois déclarer que Trotski ne représente que sa fraction seulement ».

1912 — Des gens comme Trotski avec ses phrases ampoulées sont maintenant la maladie de l'époque... Quiconque donne son appui au groupe de Trotski soutient la politique de mensonge et de tromperie à l'égard de la classe ouvrière... C'est la tâche particulière de Trotski de jeter du sable dans les yeux des ouvriers... Il n'est pas possible de discuter sur le fond des questions avec Trotski, car il n'a pas d'idées arrêtées... Nous dirons simplement de lui que c'est un diplomate de bas étage ».

1912 — « Le bloc est soudé sur l'absence de principes, l'hypocrisie et la phraséologie creuse... Trotski la couvre d'une phraséologie révolutionnaire qui ne lui coûte rien et ne l'engage en rien ».

1914 — « Les anciens militants marxistes connaissent très bien la personnalité de Trotski et il est inutile de leur en parler... Des types de ce genre sont caractéristiques, en tant que débris des formations historiques d'hier où la masse ouvrière de Russie était encore en léthargie ».

1914 — « Le camarade Trotski n'a jamais jusqu'à présent possédé une opinion définie sur aucune question marxiste simple et sérieuse. Il a toujours rampé dans le fossé creusé par telle ou telle différence et a oscillé d'un côté à l'autre ».

1915 — Trotski... comme toujours, est en entier désaccord avec les social-chauvins en principe, mais il est d'accord avec eux en tous points en pratique » (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*, Edit. Hier et Aujourd'hui, 1947, p. 222-223.).

Après sa sensationnelle culbute politique de juillet 1917, il ne tarda pas à se signaler à nouveau — outre sa position personnelle à Brest-Litovsk — par son bavardage étincelant, démagogique et irresponsable. Ses plans militaires de la guerre civile furent souvent désavoués par le Comité Central. En mars 1921, sur proposition de Lénine, il reçut un avertissement sévère pour son indiscipline.

V. SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Du 27 mars au 2 avril 1922 se tint le XI^e congrès du parti bolchevik ; c'est un événement tellement chargé d'histoire, où tant de faits convergent, qu'il convient en rapport avec son objet d'y faire une place à part dans notre propos.

Mais avant d'évoquer ces faits proprement dit, il convient de mentionner la qualité de la discussion. Il y a là au milieu des 522 délégués avec voix délibérative, tous les chefs historiques de la révolution qui passent en revue les problèmes essentiels du moment avec passion, et une vivacité que l'on ne suppose pas. Les critiques et les divergences foisonnent. Lénine lui-même — dont ce sera la dernière participation à un congrès — n'échappe pas à la mise en cause de ses vues et de certaines de ses décisions.

Donc, discussion très large, très démocratique, avec de très nombreux participants ; si les circonstances historiques ont voulu qu'il n'y ait qu'un parti politique en Russie, au moins dans ce parti, chacun pouvait donner son opinion.

Il apparut au congrès, devant la multiplicité des tâches et des efforts énormes qui seraient demandés à tous, que le parti devait perfectionner son appareil. C'est pourquoi le Comité Central qui se réunit à l'issue des débats décida de créer le poste de Secrétaire Général.

Parmi tant de militants valeureux, parmi tant de têtes prestigieuses, sur proposition de Lénine, le plus modeste, le plus effacé d'entre eux fut désigné : ce fut Joseph Staline. S'il n'était pas le plus connu, il avait derrière lui à 43 ans une longue expérience, la pratique des luttes des travailleurs avant, pendant et après deux révolutions. Eminent théoricien et homme d'action, vulgarisateur de grand talent, il avait joué — comme on l'a vu au chapitre précédent — un rôle capital dans les principales batailles de la guerre civile. Pour tout ce qui restait à faire, pour assurer la survie de la Russie, la construction du Socialisme, la défense du premier état socialiste contre la coalition des nations capitalistes, il semblait au Comité Central que celui-là fût le mieux placé.

Il paraît logique de supposer que ceux qui venaient de procéder à ce choix avaient l'intuition de l'immensité des obstacles qu'il faudrait franchir, que l'heure des géants était arrivée et qu'un homme parmi eux correspondait au portrait qu'ils s'étaient fait de celui qui affronterait avec les meilleures chances, les responsabilités qui lui incomberaient.

Ceci apparaît d'autant plus plausible que, moins d'un an plus tard, quand Lénine fit part de ses doutes concernant Staline quant aux qualités nécessaires pour tenir le poste de Secrétaire Général, il ne fut pas suivi ni par le Comité Central en décembre 1922, ni par le XII^e congrès en avril 1923 où pourtant il proposait que Staline fut déchargé de ce poste. Il lui reprochait surtout sa brutalité, son manque de patience et de politesse à l'égard de ses camarades. Le congrès maintint Staline comme secrétaire général en lui faisant part des critiques dont il était l'objet et dont Staline tint compte en faisant un réel effort pour se corriger.

Mais nous sommes en avril 1922. Le XI^e congrès a connu d'après débats et pris connaissance notamment des résultats de l'épuration du parti décidée au X^e congrès qui avait fait descendre les effectifs de 730000 membres à un peu plus de 500000. Sur cette épuration nécessaire, voici ce qu'en dit Lénine le 20 septembre 1921 :

« Il est des endroits où l'on épure le Parti, en se basant surtout sur l'expérience, sur les indications des ouvriers sans parti, en s'inspirant de leurs suggestions, en tenant compte de l'avis des représentants de la masse des prolétaires sans parti. C'est ce qui est le plus précieux, le plus important. Si nous pouvions réellement épurer *ainsi* le Parti du sommet à la base « sans égard aux personnes », ce serait là une conquête vraiment considérable de la Révolution (Lénine, *Œuvres choisies*, tome 2, p. 906. 48). »

Il notait les changements qui étaient survenus, les tâches économiques succédant aux efforts militaires, la discipline dans le travail, la lutte contre les influences dissolvantes de l'esprit petit-bourgeois et ajoutait :

« Mais éminemment précieuses sont les indications de la masse prolétarienne sans-parti et, en mainte occasion, celle de la masse paysanne sans-parti pour juger les hommes, répudier les « intrus » les « grands seigneurs », les « bureaucratisés ».

Il poursuivait en attirant l'attention sur les défauts particuliers des anciens mencheviks en terminant :

« Il faut chasser du Parti les filous, les communistes bureaucratisés, malhonnêtes, mous et les mencheviks qui ont « repeint façade » mais qui, dans l'âme sont restés des mencheviks. »

Si le XI^e congrès enregistrait les résultats de l'épuration entreprise un an plus tôt, il pouvait également juger des premiers résultats de la NEP (Nouvelle politique économique) dont l'origine se situait dans la transition nécessaire entre le communisme de guerre imposé par la guerre civile et l'intervention étrangère, et une politique de relèvement économique dont le pays avait un vital besoin, comme on en jugera par quelques éléments de la situation à la fin de 1921.

Si la Russie se plaçait en 1913 au cinquième rang des nations industrielles du monde, l'écart est néanmoins énorme entre elle et les premières comme le montrent les coefficients suivants :

	POPULATION	PRODUCTION INDUSTRIELLE
Etats-Unis	17	110
France	5	12,5
Russie	20	5

Egalement, deux termes de comparaison pour l'agriculture montrent les difficultés qui résultent de la guerre, étrangère et civile.

	1913	1921
Récolte moyenne	100	40
Surfaces cultivées	100	61

Dans tous les domaines la situation est catastrophique. De nombreuses usines sont détruites. Beaucoup de celles qui restent ne peuvent fonctionner faute de matières premières et d'énergie. La production de fonte pour l'année 1921 fut égale à 3 % de celle de 1913. En agriculture ce n'était pas mieux : des régions dévastées, pas d'engrais, pas de semences. Alors que sur les terres d'Amérique roulaient 250000 tracteurs, il n'y en avait pas un seul en Russie, mais par contre, il y avait 8 millions d'aires de bois. Pour couronner le tout, une terrible sécheresse sévit en 1920 et dans de nombreuses régions la famine s'installa ; bon nombre d'ouvriers fuyaient les villes avec leur famille pour tenter de trouver de la nourriture. Jean Elleinstein, dans son histoire du phénomène stalinien estime que plus de sept millions de personnes moururent de faim ; le règne des grandes épidémies réapparut, le typhus frappa vingt millions de personnes.

La population manquait de tout, même du strict nécessaire comme le pain et le sel. Alors la désagrégation gagna de proche en proche. Même la classe ouvrière qui avait donné tant de preuves de sa maturité ne put échapper au découragement et à la division. La conscience de classe s'amenuisa au point que souvent le travail personnel, le bricolage, prit le pas sur le travail collectif. La société dans son ensemble était devenue méconnaissable. Le banditisme s'était développé, des hordes d'individus faisaient ressembler le pays aux plus noirs moments de la France pendant le moyen âge.

En 1923 il y avait encore environ huit millions d'enfants abandonnés qui vivaient par bandes aux abords des villes, qui volaient, dévalisaient, tuaient comme le montre le beau film « le Chemin de la Vie ». Une nation se mourait et le monde environnant regardait, mû par deux sentiments opposés. Quelques bonnes âmes essayaient d'organiser des secours, tel Fridjhof Nansen, savant et homme politique norvégien qui fit campagne et vint à Paris pour organiser les secours en faveur des victimes de la famine. Mais, en regard de cette action humanitaire très limitée, presque tous les gouvernements capitalistes comme des hyènes attendant la curée, organisaient le blocus économique de la Russie, blocus qu'ils appelaient le cordon sanitaire. Leur presse prédisait chaque jour la fin des soviets, tel en France « Le Matin », l'infamie faite journal, qui consacrait des colonnes et des colonnes à annoncer la mort prochaine des « bolcheviki », comme ils l'écrivaient, en se réjouissant à l'avance.

C'est dans ces conditions que le parti fut amené à pratiquer une nouvelle politique qui aurait comme dessein de provoquer l'essor des forces productives dans une période de transition. Au surplus, il faut ajouter que les masses ouvrières et paysannes étaient franchement mécontentes de la politique du parti. Voici ce que disait Lénine au X^e congrès sur la question de l'abolition des réquisitions en nature et de l'introduction de la nouvelle politique économique.

« Nous ne devons rien dissimuler, nous devons dire franchement que les paysans sont mécontents des rapports qui se sont établis chez nous, qu'ils n'en veulent pas et qu'ils ne continueront pas à vivre ainsi. Cela est indubitable. Ils ont nettement exprimé leur volonté, c'est celle de la grande masse de la population laborieuse. Nous devons en tenir compte et nous sommes des politiques suffisamment sensés pour dire franchement : révisons. » (Staline, *Les questions du Léninisme*, p. 37.)

Les premières mesures concernaient le monde agricole, c'est-à-dire 80 % de la population. D'abord la suppression des réquisitions imposées aux paysans, puis la liberté du commerce pour les produits agricoles ; ensuite vint le tour des produits industriels et la possibilité pour les propriétaires de fabriques de moins de 10 ouvriers de reprendre leurs entreprises ; enfin, une nouvelle réglementation

concernant les services publics, les salaires, une certaine liberté commerciale, etc. Les travailleurs peuvent se déplacer librement.

Mais ces mesures se heurtaient, au début, à des impossibilités presque insurmontables, faute de capitaux d'une part, faute de techniciens d'autre part, l'émigration ayant entraîné un grand nombre de cadres. Et puis, surtout, dans le peuple une arriération culturelle considérable freine la marche en avant. On estime généralement que le nombre d'illettrés oscillait entre 65 et 70 %. Non, l'homme qui, dans ces conditions et au début d'avril 1922, venait d'être désigné comme secrétaire général du Parti ne devait pas avoir froid aux yeux.

C'est dans les paroles de Lénine que l'on peut trouver le point de la situation à ce moment précis :

« Nous avons reculé pendant un an. Nous devons maintenant dire au nom du Parti : Assez ! Le but que visait le recul est atteint. Cette période se termine ou est terminée. Maintenant un autre objectif s'impose : regrouper les forces. » (Lénine, tome 28, p. 238.)

De la NEP Lénine disait qu'elle signifiait une lutte acharnée, une lutte à mort entre le capitalisme et le socialisme. Pour vaincre, il faut assurer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, de l'industrie socialiste et de l'économie paysanne en développant par tous les moyens les échanges entre la ville et la campagne et pour cela apprendre à bien gérer et à bien commercer.

Sur la base de ces principes, l'activité économique reprit et se développa.

En octobre 1922, un événement heureux survint. C'était la libération définitive du territoire. En effet, l'armée rouge et les partisans en prenant Vladivostok mettaient fin à l'occupation japonaise.

Staline, nouveau secrétaire général, met dès le printemps 1922 l'accent sur les tâches de la reconstruction et en particulier la création d'une puissante industrie lourde ; ce sera la clé de la puissance industrielle de la Russie et on peut le dire maintenant, ce sera aussi ce qui sauvera l'URSS de l'anéantissement.

Les effets de la NEP commencent à se faire sentir. La situation de la paysannerie s'améliore et il y a de plus en plus d'usines qui se remettent à fonctionner. Mais en automne 1922 l'état de santé de Lénine s'aggrave. Il ne paraît plus guère en public mais rédige néanmoins une série d'articles sur les problèmes économiques et politiques de l'heure. Est-ce un pressentiment ? Il attache une importance particulière à l'unité du Parti :

« Sans l'unité monolithique du Parti, le socialisme ne saurait vaincre. Celui qui viole cette unité doit être exclu du Parti ».

Si l'unité du Parti était ainsi mise en avant comme un élément fondamental, il en était un autre qui venait immédiatement après et qui subordonnait tout succès d'une édification socialiste : c'était l'organisation de la cohésion des peuples divers qui formaient le pays des soviets.

On a vu au chapitre II combien était grande cette diversité et quelle part avait prise Staline dans l'élaboration de la position doctrinale des bolcheviks sur la création d'un état multinational socialiste. Naturellement, la révolution d'octobre avait accordé à tous les peuples des droits égaux ; encore fallait-il réaliser les conditions d'un développement économique et culturel qui puissent permettre à des peuples jadis coloniaux d'atteindre une certaine égalité de production et d'épanouissement. C'est pourquoi le parti prépara et mis en discussion dès après le XI^e congrès, un projet de constitution qui allait aboutir après sa mise au point, à la création d'une Union des Républiques Soviétiques.

De ces travaux, confiés à une commission que présidait Staline, se dégagait la solution de la question nationale pour l'Union Soviétique. Toutefois, une vive discussion mit aux prises les dirigeants

bolcheviks. Lénine arbitra en modérant quelque peu le zèle centralisateur de Staline et sa précipitation. C'est en décembre 1922 que se tint le premier congrès des soviets de toutes les républiques de l'Union qui officialisèrent en l'absence de Lénine gravement malade la création de cette grande fédération. Lénine était intervenu pour la dernière fois en public à l'assemblée plénière du soviet de Moscou en novembre et avait dit sa certitude que « de la Russie de la NEP sortirait la Russie socialiste ».

Malgré sa maladie, Lénine continua par ses écrits à orienter la politique du Parti, à tracer un plan pour construire le socialisme en y entraînant la paysannerie dans une structure coopérative qui permettrait de passer des petites exploitations individuelles aux grandes associations de production, aux kolkhoz. Le but : obtenir ainsi la participation des paysans à la construction socialiste sous la forme de la coopération, par une introduction graduelle des principes du collectivisme dans l'agriculture, d'abord dans le domaine de l'écoulement des produits agricoles, puis dans celui de leur production.

Et l'année 1923 passa. Les premiers jours de 1924 laissaient pressentir un immense malheur qui allait s'abattre sur les peuples de la jeune et grande fédération. L'Union Soviétique allait perdre son fondateur ; le 21 janvier à 18 heures, Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine mourait dans le village de Gorki à 40 kilomètres de Moscou ; il y était alité depuis plusieurs mois.

Les sirènes des usines hurlèrent. Tout un peuple pleurait son bienfaiteur et pas seulement en Russie, mais bien au-delà, chez tous les révolutionnaires conscients de la perte que l'humanité entière venait de subir.

Répondant au désir profond du peuple russe d'honorer comme il convenait celui dont le nom était déjà solidement implanté dans son cœur, les autorités décidèrent une série de mesures : son corps serait embaumé, un mausolée serait construit sur la place Rouge, adossé au Kremlin. Placé dans un cercueil de verre il serait visible par les foules venues de tous les pays, mais surtout par les membres de l'immense communauté d'Europe et d'Asie qui voudraient graver dans leur mémoire les traits de celui qui avait abattu l'empire des tzars et construit la première république socialiste du monde.

Que plus d'un demi-siècle soit écoulé et que toujours aux queues interminables, et par tous les temps, on puisse voir le même culte du souvenir, est la preuve que ces peuples mesurent le pas colossal que ce petit homme leur a fait faire. Prenant comme il était ce peuple de moujiks, paysans illettrés, encore fouettés sinon pendus au début du 20^e siècle, pour les amener au citoyennat d'une grande puissance politique, économique, scientifique, il joua un rôle considérable pour la paix et le bonheur des peuples dans l'histoire de l'humanité.

Si déjà — et vraiment à son corps défendant — le culte de Lénine était très développé avant sa mort, ce fut bien davantage après. Monuments, musées, statues surgirent de partout. Pétrograd, l'ancienne St Pétersbourg, la ville de Pierre le Grand, devint Leningrad. Loin de regretter cet élan, plusieurs des grands hommes politiques de l'époque en Russie s'en félicitèrent et ils eurent raison. Quand on voit ce que nos bourgeoisies occidentales arrivent à tirer comme force convaincante de leurs médiocres politiciens, après qu'ils les ont recouverts d'un titre ou d'une légende, on n'a pas à regretter que le plus pur des révolutionnaires, par le rayonnement de son génie, continue à combattre aux côtés de tous ceux qui souffrent, qui ayant découvert l'origine de leurs malheurs veulent changer les choses. Lénine, dont les œuvres sont les plus lues dans le monde après la bible, mérite le crédit qui lui est accordé.

Pour les obsèques et par un froid de moins 32°, un million de personnes piétinaient sur la Plage Rouge et c'est devant le deuxième congrès des Soviets que Joseph Staline, Secrétaire Général du Parti, prononça l'éloge funèbre. Il le fit en ces termes :

« Nous sommes, nous communistes, des gens d'une facture à part. Nous sommes taillés dans une étoffe à part. Nous formons l'armée du grand stratège prolétarien, l'armée du camarade Lénine. Il n'est rien de plus haut que l'honneur d'appartenir à cette armée. Il n'est rien de plus haut que le titre de membre du Parti qui a pour dirigeant et pour fondateur le camarade Lénine.

En nous quittant le camarade Lénine nous a recommandé de tenir haut et de garder dans sa pureté le glorieux titre de membre du Parti. Nous te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur ta volonté.

En nous quittant le camarade Lénine nous a recommandé de garder l'unité de notre Parti comme la prunelle de nos yeux. Nous te jurons camarade Lénine que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté.

En nous quittant le camarade Lénine nous a recommandé de sauvegarder et d'affermir la dictature du Proletariat. Nous te jurons camarade Lénine de ne pas épargner nos forces pour là encore, accomplir avec honneur ta volonté.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de consolider de toutes nos forces l'alliance des ouvriers et des paysans. Nous te jurons camarade Lénine que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté.

Le camarade Lénine nous a toujours parlé de la nécessité d'une alliance librement consentie des peuples de notre pays, de la nécessité de leur collaboration fraternelle dans le cadre de l'Union des Républiques. En nous quittant le camarade Lénine nous a recommandé de consolider et d'étendre l'Union des Républiques. Nous te jurons camarade Lénine que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté.

Maintes fois Lénine nous a indiqué que le renforcement de l'Armée Rouge et son perfectionnement sont une des tâches les plus importantes de notre Parti. Jurons donc, camarades, de ne pas épargner nos efforts pour renforcer notre Armée Rouge et notre flotte rouge.

En nous quittant le camarade Lénine nous a recommandé la fidélité aux principes de l'Internationale Communiste. Nous te jurons camarade Lénine que nous n'épargnerons pas notre vie pour consolider et étendre l'Union des travailleurs du monde entier, l'Internationale Communiste. »

Ainsi, comme des litanies, Staline dénombrait les grandes obligations qui s'imposaient aux disciples du Grand Lénine et au peuple tout entier, objectifs principaux mais chacun indispensable pour aller de l'avant et qui concernaient : le Parti, l'Unité, la Dictature du Proletariat, l'Alliance des ouvriers et paysans, l'Union des Républiques, l'Armée et la Flotte rouge. La marche révolutionnaire. A ce moment, tout un peuple mesura l'immense vide qui s'était creusé dans ses rangs et sa réaction fut digne d'une classe qui monte vers les plus hautes destinées. Pour combler ce vide, il fallait que les meilleurs parmi les meilleurs s'engagent à côté des anciens. En quelques semaines le Parti enregistra 250000 adhésions parmi les travailleurs les plus conscients pour venir renforcer l'avant-garde.

VI - STALINE ET LES OPPOSITIONS 1923 — 1927

On sait à la suite de quelles circonstances historiques le Parti bolchevik fut appelé à gouverner seul, et comme unique parti politique légal, puisque tous les partis existants après la révolution de février avaient pris position, plus ou moins ouvertement, pour une solution bourgeoise de la crise politique, puis après l'insurrection d'Octobre, contre les bolcheviks. Rappelons que Mencheviks, Socialistes révolutionnaires et les autres, allaient même jusqu'à tenter des manifestations de rues pour changer le cours des événements.

Un trait marquant de la vie politique russe depuis la révolution de 1905, c'est également, comme nous l'avons déjà noté, l'ampleur des discussions, les positions changeantes des uns et des autres et cela aussi bien entre les partis ou formations politiques qu'à l'intérieur même de ces formations, le parti social démocrate russe n'échappant pas à la règle. Si les différends à l'intérieur du parti étaient nombreux et variés, situant des positions très éloignées les unes des autres, il devient évident qu'une fois au pouvoir et en raison même du fait qu'il était le seul parti, les divergences apparaîtraient et des points de vue inconciliables se feraient jour, d'autant plus que des intérêts de classes sociales différentes seraient à l'origine de ses dissensions.

L'unité du parti restait la question fondamentale de la révolution, la condition première de la survie du premier pays socialiste, comme Staline l'avait rappelé dans ses fameux serments à la mort de Lénine : « Garder l'Unité de notre Parti comme la prunelle de nos yeux ».

C'est facile à proclamer, beaucoup moins à tenir quand chaque élément de la vie est un fait nouveau qui se présente sous cette forme pour la première fois dans l'histoire. Il ne peut être abordé par tous avec la même compréhension. Selon l'angle d'observation d'où il se place il conclura différemment. De grandes divergences surgiront entre eux qui croient à l'idée et défendent la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, en l'occurrence la Russie, et ceux qui ne le pensaient pas, subordonnant cette orientation à la réalisation de la révolution prolétarienne dans d'autres pays plus industrialisés que la Russie.

Comme on l'a vu précédemment, les paysans étaient fort mécontents de la politique appliquée à la fin de la guerre civile. L'instauration de la nouvelle politique économique était bien accueillie par eux mais très mal interprétée par certaines forces politiques qui voyaient en elle le commencement de la fin, c'est-à-dire le triomphe prévisible des paysans riches sur la masse des paysans pauvres et même sur une partie des paysans moyens. C'était répondre par la négative à la question cruciale posée par Lénine : « qui l'emportera ? du socialisme ou du capitalisme. »

Pour l'opposition composée en grande partie d'éléments trotskistes, la NEP constituait un abandon de la perspective socialiste, un ralliement au capitalisme. Alors il fallait aller plus loin ; et on vit au cours de l'année 1923 des propositions émaner de l'opposition et tendant à accorder au capitalisme étranger des concessions dans des branches vitales alors que la majorité était d'avis que l'on pouvait seulement les accepter dans des branches secondaires de l'économie nationale. Ils proposaient également l'abolition du monopole du commerce extérieur, proposition inacceptable, pas plus d'ailleurs que celle concernant une politique de rigueur à l'égard de la paysannerie. Au contraire, il importait de prendre des mesures tendant à renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans.

Le XII^e congrès tenu en avril 1923 où Staline, Trotski et Zinoviev s'étaient partagé les rapports, n'avait pas, bien que d'aspect unitaire, changé fondamentalement les choses malgré la condamnation des groupes d'opposants venant surtout des restes des « Communistes de gauche » et de « l'Opposition Ouvrière ».

Un essor déjà considérable commençait à marquer l'industrie et l'agriculture ; mais dans ce mouvement général combien de faiblesses, de lacunes, de manquements. Certes, la tendance générale était à l'amélioration, mais elle ne constituait pas une ligne harmonieuse. Fin 1923, l'industrie n'avait pas encore atteint son niveau de production d'avant-guerre ; la lenteur de son développement ne permettait pas de résorber le chômage ; le commerce subissait la loi des profiteurs de la NEP ; les prix industriels s'élevaient rapidement et entraînaient un déséquilibre croissant entre la ville et la campagne et surtout une dévalorisation accentuée de la monnaie. Cette situation soulevait un problème énorme : l'INVESTISSEMENT. Comment le réaliser, où prendre les capitaux si nécessaires au développement ? Pas à l'étranger bien sûr ; le cordon sanitaire capitaliste veillait « pas un sou pour le premier pays socialiste, qu'il crève, le plus tôt sera le mieux ».

Les dirigeants n'avaient d'autre alternative pour constituer ce capital initial que de le prendre sur les couches sociales qui pouvaient le fournir : les paysans, mais pas trop, la production industrielle, mais modérément, le commerce extérieur, limité.

Comment équilibrer assez vite, mais avec prudence et une certaine souplesse, toutes ces mesures rigoureuses ? Trouver le juste milieu n'est pas toujours chose facile, surtout face à une opposition qui ne laissait rien passer, n'étant en accord sur rien et qui, loin de s'associer au Parti pour rechercher avec lui la meilleure solution possible à chaque problème posé, s'efforçait au contraire d'augmenter les difficultés, d'attiser les mécontentements, de freiner la marche en avant.

Cette opposition avait, malgré son manque d'unité interne, un centre de ralliement en la personne de Trotski, lequel, même lorsqu'il n'était pas en avant, inspirait toujours plus ou moins ce groupe. A l'automne 1923 ce fut la grande offensive contre Staline et la direction du Parti communiste, tablant sur les nombreuses difficultés qui s'étaient accentuées ces derniers mois. La rédaction du document appelé « la plate-forme des 46 » constituait le résumé des critiques touchant tous les domaines.

Tout était remis en cause ; les mesures prises par la direction conduisaient le pays à sa perte et cette direction, elle-même, Trotski le précisait dans sa lettre du 8 décembre 1923, était accusée de dégénérescence, d'abandon de la révolution mondiale, pour une politique d'étroitesse nationale. Toujours revenait la divergence fondamentale : la possibilité, ou non, de construire le socialisme dans un seul pays.

Cette fois, Trotski regroupait derrière lui tous les opposants, les habituels anti-léninistes du parti fondant leurs attaques sur les difficultés intérieures d'ordre économique et politique et aussi sur les événements extérieurs, notamment la défaite de la révolution en Bulgarie et en Allemagne. C'est dans ce climat que se prépara le XIII^e congrès (avril 1924) qui aboutit malgré tout à une solution relativement unitaire (lettre de Trotski et document des 46 furent condamnés par le congrès). Bien que la camarade Kroupskaïa, compagne de Lénine, ait communiqué avant le congrès les notes de Lénine défavorables à Staline, le Comité Central, après les avoir fait connaître, décida de n'en point tenir compte et maintint Staline à son poste de Secrétaire Général où il personnalisait à tel point la volonté d'unité du Parti qu'il n'y eut pratiquement pas d'opposition à cette décision.

Dans ces conditions on pourrait penser que les affrontements politiques allaient cesser pour un temps. Il n'en fut rien et à travers le caractère historique qu'elle prit, la discussion montra les fissures profondes qui séparaient les protagonistes. Sous couleur de tirer « les leçons d'Octobre » Trotski visait la défense de ses propres théories ; il fit tant et si bien qu'il dut démissionner de son poste de commissaire du peuple à la guerre, en janvier 1925. Il fut même l'objet de la part de Zinoviev et de Kamenev, d'une proposition d'exclusion du Bureau Politique et du Comité Central. Il n'y dut son maintien qu'à une intervention de Staline.

Les congrès se succédaient à un rythme rapide. Entre chaque, espacé de 18 mois à deux ans, les discussions continuaient, soit au cours d'une conférence nationale, soit lors des sessions du Comité Central, avec des oppositions plus ou moins structurées, mais évoluant toujours autour des mêmes problèmes :

- le socialisme dans un seul pays ;
- le rôle de la paysannerie ;
- la capacité de la classe ouvrière à se placer à la direction des institutions politiques et économiques.

Divisée au XIII^e congrès, l'opposition se présente unie au XIV^e congrès et Zinoviev obtient la possibilité de présenter un co-rapport.

Quelques mois plus tard, en avril 1926, dans un texte de 22 pages, on trouve à nouveau les signatures de Trotski, Zinoviev, Kamenev et Kroupskaïa, plus d'autres encore comme Smilga, Sokolnikov, Piatakov, Mouralov, Radek, Rakowski, etc.

L'opposition s'active : tenant des réunions clandestines, publiant des articles, prenant à partie à chaque instant la politique de la direction du Parti, entretenant une tension inouïe, n'obtenait pas les résultats qu'elle souhaitait. Mais des dizaines de milliers de communistes participent à la discussion et, lorsque le moment est venu de se prononcer, les votes donnent à l'opposition moins de 1 % d'approbation.

En fait, cette opposition se heurtait à la logique imperturbable de Staline qui, avec calme, pondération, fermeté, défendait la position de la majorité, comme le montre ce fragment de discussion rapporté par H. Barbusse :

Staline : « Le camarade Trotski a dit dans son discours qu'en réalité nous nous trouvons constamment sous le contrôle de l'économie mondiale. Est-ce juste ? Non. C'est le rêve des requins du capitalisme, ce n'est pas la réalité. » Et Staline établit que « ce prétendu contrôle ne s'exerce au point de vue financier, ni sur les banques soviétiques nationalisées, ni sur l'industrie, ni sur le commerce extérieur qui sont également nationalisés. Ce contrôle ne s'exerce pas non plus au point de vue politique. Il ne s'exerce donc dans aucun des sens positifs que prend le mot de contrôle. Tous ces gens-là agitent un fantôme de contrôle. D'autre part, élargir nos relations avec le monde capitaliste ne signifie pas nous mettre sous sa dépendance ».

Staline intervenait également dans le domaine théorique pour remettre les choses en place. Lors de plusieurs conférences faites à l'université Sverdlov, au début d'avril 1924, sur les bases du Léninisme, il définit, précise, les positions des bolcheviks sur une série de problèmes, dont la dictature du prolétariat, comme l'indique l'extrait suivant « La Dictature du Prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne » :

« La question de la dictature du Prolétariat est avant tout la question du contenu essentiel de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, son mouvement, son envergure, ses conquêtes, ne deviennent une réalité que par la dictature du prolétariat. Cette dictature est le point d'appui principal de la révolution prolétarienne, son organe, son instrument destiné, tout d'abord, à écraser la résistance des exploités terrassés, à consolider les conquêtes de la révolution et, ensuite, à mener cette révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète du socialisme. La Révolution pourrait renverser le pouvoir de la bourgeoisie sans la dictature du prolétariat. Mais elle ne peut écraser la résistance de la bourgeoisie si, à un certain degré de son développement, elle ne crée pas un organe spécial : la dictature du prolétariat, qui sera son point d'appui fondamental.

« La question essentielle de la révolution est la question du pouvoir » (Lénine). Est-ce à dire que la révolution soit terminée avec la prise du pouvoir ? Non. La prise du pouvoir n'en est que le commencement. Renversée dans un pays, la bourgeoisie, pour une série de raisons, reste encore plus forte que le prolétariat qui l'a renversée. C'est pourquoi il s'agit de garder le pouvoir, de le consolider, de le rendre invincible. »

Dans son livre « Sur la route d'Octobre » Lénine donne une nouvelle précision :

« La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le capital, alliance visant au renversement complet du capital, à l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, à l'édification et à la consolidation définitives du socialisme. » (Voir préface à l'édition du discours « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité ». *Œuvres*, tome 29.)

Dans son discours de clôture au XIV^e congrès, après avoir dit qu'il ne répondrait pas aux attaques personnelles, Staline s'en prend aux opposants, mais sur la base de leurs positions qu'il juge erronées et il démontre pourquoi. Patiemment, il analyse leurs raisonnements, la source de leurs erreurs et l'objectif que doit se fixer un Etat qui veut devenir économiquement indépendant. C'est le cas pour Sokolnikov qui préconise l'importation de produits manufacturés. « Non, dit Staline, de l'outillage pour fabriquer de l'outillage ». A Kroupskaïa qui dit : la NEP c'est du capitalisme : « non, c'est une politique destinée à supprimer le capitalisme. Que la camarade Kroupskaïa me pardonne, mais elle a dit sur la NEP une absurdité ». « Boukharine a lancé le mot d'ordre : Enrichissez-vous. C'était une erreur, nous l'avons condamnée... en comparaison de ces erreurs (Staline fait ici allusion à Zinoviev et Kamenev en Octobre 1917), celle de Boukharine est insignifiante. Il n'a pas violé une seule décision du Comité Central. Pourquoi donc continuer la campagne contre lui, quoiqu'il ait reconnu à plusieurs reprises son erreur ? Vous voulez la tête de Boukharine ? Eh bien je vous le dis, vous ne l'aurez pas ».

Et c'est ainsi sur différents sujets ; sur les paysans moyens, sur le capitalisme d'Etat, sur l'unité du Parti. Avec la même tranquillité, sans élever la voix, il répond aux uns et aux autres et la quasi-totalité du congrès le soutient, prend des décisions condamnant l'opposition et appelant le Parti à s'opposer à toute tentative contre son unité.

Cet appel n'était pas inutile. Quelques semaines après le XIV^e congrès, l'opposition reprenait son combat et cette fois avec une énergie nouvelle car l'objectif recherché était la scission.

C'était la matérialisation du plus grand danger qui pouvait menacer la Russie, celui que craignait tant Lénine avant sa mort ; la création d'un second parti avec un programme opposé en tous points à celui des bolcheviks et qui aurait préparé la restauration du capitalisme. Telle était la signification, en avril 1926, de la constitution du bloc Trotski-Zinoviev qui rassembla toute l'opposition des années précédentes avec un centre de direction, une organisation financière, une imprimerie clandestine.

En automne de cette même année 1926, et avant la 15^e conférence du Parti, l'opposition essaie d'imposer une nouvelle discussion sur la base de ses positions. Elle tente d'intervenir, sans grand succès, dans les entreprises puis, fait volte-face et désavoue son travail de fraction, promet pour l'avenir un comportement loyal comme si cette ruse destinée à tromper le parti, pouvait abuser les militants qui chaque jour la voyaient œuvrer clandestinement dans son travail de sape.

L'année 1927 accentue encore la séparation qui devenait irrémédiable, d'autant que d'autres éléments extérieurs entraînent en ligne de compte ; les conservateurs britanniques déclenchèrent une violente campagne contre l'Union Soviétique allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques. On pouvait y déceler un certain danger de guerre.

Que fit Trotski ? Il se fit le champion de la doctrine « Clemenceau », à savoir, qu'en cas de guerre il faut changer de gouvernement ! C'était un bon moyen pour l'opposition d'arriver à ses fins, mais tout de même un peu farfelu, bien que dans le style trotskiste. On peut toujours se demander ce que l'Union Soviétique aurait bien pu gagner à agir de la sorte ? Mais on voit très bien ce qu'elle y aurait perdu. Une telle prise de position, dans une période de difficultés, irrita profondément la masse du parti et contribua à la défaite radicale de l'opposition qui s'annonçait pour le XV^e congrès. Cette menace ne l'empêcha pas de procéder à la rédaction d'un programme de 120 pages « sa plate-forme » qu'elle publia dès le 3 septembre 1927 et en demanda la diffusion immédiate dans le Parti alors que celui-ci avait décidé que tous les documents concernant le XV^e congrès prévu pour décembre — y compris ceux de l'opposition — seraient publiés deux mois avant celui-ci.

C'est dans une atmosphère anti-oppositionnelle que s'ouvrit le congrès. Le climat était tendu en raison de la dernière initiative de l'opposition, cette armée de généraux sans troupes, qui avait fait un fiasco complet en voulant organiser le 7 novembre, jour du 10^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, des manifestations de rues contre la politique du Parti.

Ces derniers faits montraient que la bataille décisive était imminente. Malgré tous les subterfuges employés pour en masquer le caractère, l'opposition constituait bel et bien une dissidence avec laquelle il fallait en finir ; le salut était à ce prix. Le ton de la discussion, dès le début, ne laissa aucun doute. Quelques extraits du compte rendu abrégé (XV^e congrès du PC de l'URSS. Compte rendu abrégé. Bureau d'Editions.) en donne l'ambiance :

Roudzoutak : page 111.

« Tout ce que l'opposition à jamais fabriqué de plus mensonger, de plus hypocrite et de plus coquin se trouve rassemblé dans ce document avec lequel l'opposition se présente au XV^e congrès. D'abord il y a une tentative ridicule de nous effrayer, ex : « il faut ajouter que le développement de la lutte intérieure du PC, au cours de ces derniers temps, a mis en danger l'unité de notre Parti ». Vous mentez. Si 4 000 intellectuels abandonnent un parti qui groupe un million d'hommes, ce n'est pas là, la scission du parti.

Notre Parti ne cesse de se renouveler et de s'assainir. Il rejette les mauvais éléments et se donne de nouveaux cadres ».

Tomsky : page 144.

« Je ne doute pas que l'opposition, qui a rassemblé sous le même toit les purs et les impurs, les trotskistes et les anti-trotskistes, les débris de l'opposition ouvrière et du centralisme démocratique, unis pour la lutte contre le Parti, renferme des fractions et des sous-fractions des groupes et des sous-groupes, des droites et des gauches, un cendre droit et un centre gauche. Mais c'est là l'idéal d'un parti trotskiste, et non pas d'un parti léniniste, du Parti de Lénine. »

Staline (conclusion — page 158)

« ... Il faut en dire autant de la période actuelle de notre révolution. Nous sommes à un tournant : nous passons de la restauration de l'industrie et de l'agriculture à une reconstruction radicale de toute l'économie nationale, à sa reconstruction sur une nouvelle base technique ; nous arrivons à un moment où l'édification du socialisme n'est plus seulement une perspective, mais une chose vivante et pratique qui exige des efforts pour surmonter les difficultés intérieures et extérieures les plus sérieuses. Vous savez que ce tournant a été fatal aux leaders de notre opposition, effrayés des nouvelles difficultés et désireux d'orienter le Parti vers la capitulation. Si maintenant quelques leaders qui ne veulent pas se tenir fermement dégringolent de la charrette, il n'y a là rien d'étonnant. Cela débarrasse le Parti des hommes qui l'entravent et l'empêchent d'avancer. Il faut croire qu'ils désirent vraiment s'échapper de notre charrette communiste. Eh bien, si quelques-uns des vieux leaders, devenus de vieilles loques, veulent tomber de la charrette, bon débarras ! (tempête d'applaudissements. Tout le congrès se lève et fait une ovation à Staline) ».

Le congrès devait se terminer par des décisions d'exclusion contre l'opposition, soit des organismes dirigeants, soit du Parti. Ce fut le cas pour Trotski qui fut, en outre, exilé dès le mois suivant en Asie Centrale et un an plus tard expulsé d'Union Soviétique. Dès lors il devint un ennemi acharné des partis communistes dans le monde et bien évidemment de l'Union Soviétique, ce qui servait admirablement les desseins du grand capital international.

Ce fut une étape dans l'un des plus grands affrontements idéologiques de l'histoire politique de l'Humanité. Pendant vingt ans Trotski s'attaqua à Lénine. Celui-ci disparu, c'est contre Staline qu'il porta ses coups ; mais il trouva devant lui un rude adversaire qui se montra à son égard et vis-à-vis de ceux qui le suivaient, comme le meilleur interprète de la doctrine léniniste, le plus lucide continuateur, celui qui devait être maintenu à la barre comme en était convaincue l'immense majorité, pour ne pas dire la presque totalité du Parti.

Au cours de ces dernières années, la partie visible de l'opposition, son activité publique ou semi-clandestine facilement décelable, paraissait surtout préoccupée d'opposer un programme à celui de la majorité, de prendre à contre-pied ou de renchérir sur toutes ses propositions. Mais, en dehors de cela, jamais de propositions réellement valables et c'est compréhensible puisque le ferment principal de l'opposition naissait dans le désaccord fondamental sur la possibilité ou non de la construction du socialisme dans un seul pays.

Il est une autre activité à laquelle de plus en plus d'opposants allaient participer et où les conduisait très logiquement leur attitude. Depuis octobre 1917, l'entourage capitaliste poursuivait principalement en Angleterre, aux Etats-Unis et dans une moindre mesure dans tous les autres états capitalistes, et entretenait en URSS une activité faite d'assassinats, de sabotages en tout genre, de provocations à l'émeute, de subornation, d'espionnage et de préparation à la guerre contre le pays des soviets. Activité de trahison comme l'a révélé ce qui en a été rendu public et que nous étudierons spécialement dans un des chapitres suivants.

VII - VICTOIRE DÉFINITIVE DU SOCIALISME

Développement et transformation semblaient résumer le mieux ce qui se passait au village soviétique dans la droite ligne de la NEP des années 26 et 27, ce que faisait ressortir Molotov dans son rapport au XV^e congrès. Une vie associative se développait sous la forme de contrats dans plusieurs branches de l'agriculture, par exemple pour l'industrie sucrière et la coopération agricole dans une région de culture de la betterave. Molotov remarque qu'en ce qui concerne la culture cotonnière il y a déjà 750000 entreprises qui livrent du coton par contrat et ce, par l'intermédiaire de la coopération. Il en est de même, à un moindre degré cependant, pour le lin, pour le tournesol.

Partant de zéro la production d'avant-guerre avait été presque reconstituée à l'aide de la NEP ; c'est ce que démontre G.M. Krjijanovsky dans son rapport devant la même assemblée sur le bilan et les perspectives de l'édification économique (compte rendu page 344) :

« Une délégation américaine nous a rendu visite l'an dernier... ces visiteurs ne sont pas du tout des gens de notre bord... notant le néant du départ, ils écrivent : « Partant de ce point mort, la reconstitution économique a été phénoménale. La production industrielle a augmenté par bonds successifs, suivie de près par la production agricole ; d'un état de complet désarroi et de dévastation, l'économie est revenue à un état normal en six années. On trouverait peu d'exemples d'un pareil relèvement dans l'histoire; pour l'occident ce serait stupéfiant ; pour l'orient ce fut du prodige. »

Et puis, il y a au village une autre coopération qui se développe, par exemple, de petites huileries ou des fromageries. Il s'agit souvent de petites entreprises forcément mal équipées ; on revient ainsi aux nécessités mises en avant par le XV^e congrès : priorité pour l'industrialisation et principalement pour l'industrie lourde. Ce n'est que de cette façon que l'on sera en mesure d'aider la coopération paysanne à se développer en lui fournissant l'outillage dont elle a besoin.

C'est un problème politique de premier plan : aider au maximum la coopération agricole, donc au travers d'elle le paysan pauvre et moyen pour les faire ainsi échapper à l'orbite des paysans riches. C'est aussi la voie de création de bases pour aller vers la grande exploitation collective.

Il semble bien que Staline percevait mieux que les autres la nécessité d'aller vite pour consolider la dictature du prolétariat, renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, assurer un rythme rapide au développement de l'industrie, électrifier le pays. Aller vite, mais sans trop forcer toutefois. Il faudra des années et des années, dit-il.

Cette position de Staline est maintenant reconnue par des cercles très larges comme le montre la citation suivante :

Extrait du livre « La République des Guaranis ». C. Lugon (Les Jésuites au pouvoir) : Les Editions Ouvrières.

« La République Guaranie était sans doute trop communiste pour les chrétiens bourgeois et trop chrétienne pour les communistes de l'époque bourgeoise.

C'est pourquoi elle fut mise sous le boisseau.

Dès qu'on veut bien l'en retirer sans chercher à voiler sa double lumière, elle apparaît dans l'histoire comme la plus fervente des sociétés chrétiennes et comme la plus importante et la plus originale des sociétés communistes jusqu'à l'URSS.

A vrai dire, après un demi-siècle, l'URSS n'a pas réalisé une société pleinement communiste. « Nous n'y sommes pas encore » déclarait Joseph Staline. »

C'était bien la politique souhaitée par la majorité du Comité Central. Pourtant, les réticences ne manquaient pas chez certains dirigeants; elles ne s'exprimaient pas toujours ouvertement mais plutôt d'une manière diffuse ; on peut même penser que quelques-uns y étaient opposés et pouvaient même mettre en cause le poste de secrétaire général de Staline.

Le monde capitaliste n'était pas encore entré dans la grande crise qui allait se déclencher en 1929, mais déjà Staline, dans ses discours, la prédisait et en tirait la conclusion que cette crise inciterait encore davantage les principaux états impérialistes à se dresser contre l'URSS, peut-être même à chercher, dans la guerre, une solution à leurs difficultés.

Aucun doute que l'incompréhension rencontrée chez des hommes comme Boukharine et d'autres, à saisir ces changements en aggravation dans le monde exaspérait Staline et l'incitait à chercher la façon de tourner les difficultés. Il était tenu à une certaine modération et d'ailleurs la collégialité de la direction, très réelle en ce temps-là, ne lui aurait pas permis de faire autrement. Alors, par des mesures d'organisation qu'il pouvait prendre en tant que secrétaire général, par telle promotion judicieuse là, tel changement d'affectation ailleurs pour des militants qui ne montraient pas beaucoup d'enthousiasme pour la ligne du Comité Central, il limitait grandement les possibilités de l'opposition, faisant appliquer vaille que vaille la politique du Comité Central. Il n'est pas douteux qu'au cours de ces années-là sont nées les méthodes qui constituèrent ce qu'on a appelé le stalinisme et qui devaient singulièrement s'aggraver par la suite.

Pour l'heure, l'année 1928 se présente dès ses premiers jours avec ses problèmes, et ils ne sont pas minces ! Le XV^e congrès vient de se terminer et a débarrassé le parti, au moins provisoirement, de son opposition. On a tracé les grandes lignes des tâches qui doivent être accomplies. Depuis déjà plus d'une année, des techniciens étudiaient les besoins en toutes choses, dressaient des plans, rédigeaient des mémoires pour aboutir l'année suivante dans le premier semestre à l'adoption, par les instances compétentes, du premier plan quinquennal d'industrialisation du pays et du développement de son agriculture. Ce document de près de deux mille pages, d'un caractère prévisionnel, supposait une fantastique dynamique d'extension. C'était la première fois au monde — et la marque d'une nation qui voulait construire le socialisme — qu'une telle expérience était tentée : Produire, aussi bien en industrie qu'en agriculture, d'après des normes établies à l'avance et correspondant à une progression calculée pour autant que faire se peut, en vue d'harmoniser les résultats aux besoins réels.

Le premier plan quinquennal vit le jour à la 16^e conférence du Parti qui l'adopta en avril 1929. Le congrès des Soviets le ratifia deux mois plus tard. Il englobait la période du 1^{er} octobre 1928 au 1^{er} octobre 1933. Sa mise au point et son démarrage n'étaient possible que parce que, comme on l'a vu, la NEP avait permis en un laps de temps assez court, de relever l'industrie et l'agriculture pour amener leur niveau de production à celui d'avant-guerre.

C'est sur les bases de cette reconstruction que fut établie l'assise du plan quinquennal qui devait donner une augmentation de la production industrielle de 80 % soit 16 % par an. La part de cette production, par rapport à la production totale qui était de 48 % en 1928, allait passer à 70 % en 1932 ; le revenu national allait augmenter de 85 % en quatre ans.

L'exécution du plan permit de liquider progressivement et définitivement le chômage, bien que le nombre d'ouvriers soit passé de 9500000 à 13800000.

Dès que les chiffres avancés pour le plan furent connus, le monde entier resta incrédule. Puis dans les rédactions des organes de presse, qu'ils soient économiques ou politiques, on se moqua franchement et bruyamment. Tout l'arc-en-ciel politique, de la social-démocratie aux voix les plus réactionnaires, le concert de raillerie ne comportait pas de fausses notes : « Ils sont fous — Ils montrent leur incapacité à diriger l'économie d'un pays — C'est la fuite en avant — Tout ceci annonce le prochain effondrement — Le communisme est liquidé, il n'a plus aucune valeur.

C'était à qui rivaliserait dans le style et les termes les plus définitifs.

Seuls y croyaient sérieusement les ouvriers avancés qui suivaient depuis 1917 les progrès de la révolution russe. Eux, partageaient l'enthousiasme des travailleurs soviétiques ; ils auraient aimé être à leur place, se lancer dans cette grande aventure ; ils sentaient qu'ils ne manqueraient ni de courage, ni d'abnégation, ni d'esprit de sacrifice. Tous ces sentiments étaient bien l'apanage des ouvriers soviétiques.

Alors, ce fut la ruée au travail, dans des conditions toujours dures, souvent épouvantables avec, selon les climats, des variations thermométriques de moins 45 à plus 40. Mal vêtus, parfois mal ravitaillés, débutant des chantiers en logeant sous des tentes, n'ayant pour mot d'ordre que le plan de cinq ans, le plan, le plan... et peut-être pourrons-nous le réaliser en quatre ans !... Des usines sortent de terre, toujours des usines qu'il faut construire et équiper au plus vite malgré la pénurie de tout, et aussi malgré les sabotages des ennemis de l'intérieur. Equiper les nouvelles usines et les lancer dans la production, mais aussi, faire face aux besoins les plus urgents pour les villes nouvelles autour des usines, en logements, en magasins, en voies de communications routes et fer.

Telle était la gigantesque bataille dans laquelle chacun, individu ou groupe, voulait se surpasser, et cela parce que la conviction de la nécessité qui hantait Staline était devenue celle de tout le Parti, et au-delà, de l'immense majorité du peuple (lire l'admirable témoignage de Paul Vaillant-Couturier : *Les bâtisseurs de la Vie Nouvelle*.)

Pendant que, sur le front industriel se livrait un tel combat pour la production, sur le front agricole les choses ne s'arrangeaient pas et les années 28 à 30 furent peut-être parmi les plus dramatiques qu'ait vécues l'Union Soviétique. Sans doute la NEP avait permis le relèvement au niveau d'avant-guerre, mais ce niveau lui-même accusait un plus grand retard par rapport aux grands pays industrialisés. Pendant ces quelque douze ans ils avaient, partant de leurs anciennes bases, poursuivi leur progrès. Maintenant se posait pour la Russie la question d'un colossal effort dans deux directions : l'industrie et l'agriculture. Pour l'industrie le mouvement était lancé, mais le problème du financement restait entier ; la pression sur la paysannerie allait se poursuivre, tandis que se posait un double choix qui divisait les dirigeants.

Donc, pression financière renforcée sur l'agriculture pour faire face aux investissements nécessaires à l'exécution du plan quinquennal. En même temps, il fallait faire progresser cette agriculture dans la voie socialiste par la collectivisation des terres en s'appuyant sur les paysans pauvres et en s'efforçant d'obtenir l'adhésion des paysans moyens. Une telle politique allait forcément se heurter aux intérêts et par conséquent à l'opposition des paysans riches, les koulaks.

Ceux-ci jouaient un rôle important. Ils employaient des paysans pauvres sur leurs exploitations ; ils étaient en mesure d'avancer des semences et de prêter du matériel à des paysans moyens. Depuis la NEP, ils n'avaient cessé d'étendre leur influence et on pouvait se demander en 1927-1928 s'ils n'étaient pas en train de donner la réponse à la terrible question de Lénine : Qui l'emportera ? du socialisme ou du capitalisme.

C'est pourquoi la majorité du Comité Central voulait accélérer l'industrialisation et la collectivisation des terres, alors que certains dirigeants en craignaient les conséquences. En effet, il fallut compter avec la résistance acharnée des koulaks qui s'opposaient à la création et au développement des kolkhozes (Kolkhoze, sous forme d'artel. Mise en commun des terres et du matériel à l'exception d'un lot, des volailles et de l'habitation.) et en général à la politique pratiquée par le gouvernement. Une mauvaise récolte en 1928 jointe au refus, ou tout au moins au freinage, des livraisons de blé par les koulaks amena une situation alimentaire difficile. Les cartes de rationnement réapparurent ; un gros effort fut fait pour débloquer la situation : 25 000 militants communistes furent envoyés dans les campagnes pour aider à la récolte des céréales et aux livraisons régulières. Staline lui-même y participa et se rendit en Sibérie.

La résistance des Koulaks qui s'exerçait pour ralentir les livraisons revêtait souvent une forme violente, suscitant des mouvements collectifs et des attentats individuels : assassinats de communistes, de présidents de kolkhozes ou de propagandistes de la collectivisation, incendies de récoltes et de bâtiments appartenant à des paysans kolkhoziens. Ce n'étaient pas là actes d'exception ; on les chiffre par milliers pour l'année 1929.

A ce propos, Elleinstein indique :

« La situation dans les campagnes continua pendant l'été 1929 à se détériorer. La résistance des koulaks se fit plus vive et dans de nombreux cas ils réussirent à entraîner les paysans moyens victimes eux aussi des mesures théoriquement destinées à frapper les Koulaks. Il y eut des grèves de livraisons dans certains villages et même de véritables soulèvements. Les attentats se multiplièrent : 1002 actes de violence dans la RSFSR (République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (la plus importante des 15 républiques formant l'Union).) pour les 9 premiers mois de l'année dont 384 assassinats ». (J. Elleinstein, *Histoire de l'URSS*, Tome 2.)

La définition que Lénine avait donnée du Koulak n'avait pas vieilli :

« Les koulaks sont les exploiters les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages ; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des propriétaires fonciers, des rois, des prêtres, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant, ils sont une minorité dans le peuple. Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers de roubles en faisant monter le prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraisés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés. Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres, (voir : camarades ouvriers ! Marchons au dernier combat, au combat décisif — *Œuvres* Tome 28) ».

Si ce dernier texte ne s'applique pas à la situation de 1929, car plus ancien, il explique néanmoins quel pouvait être l'état d'esprit de nombreux militants devant l'attitude des koulaks. Alors que fallait-il faire ? ou reculer et retourner vers le capitalisme, ou continuer d'avancer en brisant toutes les résistances ? Staline n'était pas l'homme des demi-mesures, ni de la marche arrière. Il préconisa et fit adopter par le Comité Central des décisions pour aller plus loin et plus rapidement vers l'industrialisation et la collectivisation.

On ne manque pas de rappeler à ce propos « la hâte fatale de Staline » dont avait un jour parlé Lénine ; mais est-il aujourd'hui si insensé de penser que cette hâte, soi-disant fatale, devait en fin de compte et 15 ans plus tard, permettre à l'Union Soviétique de résister d'abord et vaincre ensuite le projet hitlérien de domination mondiale, sauvant ainsi l'Humanité de l'esclavage.

Contre les koulaks, les mesures de rétorsion furent vives et très dures : confiscation des biens et déportation. De plus, pas toujours bien ajustée, la répression ne distingua pas toujours entre les coupables et les innocents, entre koulaks et paysans moyens comme se reconnaissent maintenant les livres d'histoire soviétiques :

« Au début de 1930, des erreurs furent commises dans l'organisation des Kolkhozes. On les devait au manque d'expérience de nombreux cadres et à leur désir d'accélérer la collectivisation. Cela conduisit à substituer des méthodes bureaucratiques au principe léniniste de l'union librement consentie des paysans en kolkhozes, à l'attitude attentive envers la paysannerie moyenne. Dans de nombreux cas on contraignit les paysans à adhérer aux kolkhozes. On socialisa non seulement les moyens essentiels de production, mais aussi vaches, menu bétail et volaille. Les koulaks et leurs complices ne manquèrent pas d'exploiter les erreurs commises dans la collectivisation. Ils incitèrent les paysans à abattre le bétail. Le cheptel commença à diminuer rapidement. » (*Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'URSS*, p. 236, Edition du Progrès, Moscou 1975.)

Il est de bon ton, maintenant, chez certains intellectuels communistes de condamner sans recours la politique suivie à cette époque par Staline et la *majorité* du parti, appuyés unanimement par la classe ouvrière, les paysans pauvres et une partie des paysans moyens, et cela contre l'opposition de droite avec Boukharine, Rykov et Tomski. Il est toujours facile, un demi-siècle après de jouer aux professeurs de révolution et de crier haro sur le « seul coupable après avoir pris soin de lui imputer tous les excès, toutes les exactions, tous les crimes résultant le plus souvent à la campagne d'un esprit de vengeance, de cupidité, d'ignorance et d'inculture qui accompagnèrent fatalement cette terrible époque. Oui, des excès il y en eut, et Staline fit ce qu'il put pour en limiter le nombre comme nous pouvons le lire dans son article de la « Pravda » N° 60 du 2 mars 1930 :

« Le vertige du succès.

Les succès de notre politique de collectivisation agricole s'expliquent, entre autres, par le fait que cette politique s'appuie sur le principe de la libre adhésion au mouvement kolkhozien et sur la prise en considération des conditions diverses dans les différentes régions de l'URSS. On ne peut implanter de force les kolkhozes. Ce serait stupide et réactionnaire.

Or, que se produit-il parfois chez nous ? Peut-on dire que le principe de la libre adhésion et de la prise en considération des particularités locales ne soit pas violé dans certaines régions ? Non, malheureusement, on ne peut pas le dire.

On sait que dans une série de régions du Turkestan, des tentatives ont déjà été faites pour « rejoindre et dépasser » les régions avancées de l'URSS, en menaçant de faire intervenir la force armée, en menaçant de priver d'eau d'irrigation et de produits manufacturés les paysans qui, pour l'instant, ne veulent pas entrer au kolkhoze.

A qui profitent ces déformations, cette proclamation à coups de décrets bureaucratiques du mouvement kolkhozien, ces menaces indignes contre les paysans ? A personne si ce n'est à nos ennemis !

L'Artel n'est pas encore consolidé, mais déjà on « collectivise » les habitations, le petit bétail, la volaille, et cette « collectivisation » dégénère en proclamations à coups de décrets paperassiers et bureaucratiques.....

Je ne parle même pas de ces « révolutionnaires » s'il est permis de les appeler ainsi, qui, pour organiser un artel, « commencent » par décrocher les cloches des églises. Décrocher les cloches, pensez donc comme c'est révolutionnaire !

Pour redresser la ligne de notre travail en matière de construction de kolkhoze, *il faut mettre un terme à ces tendances. C'est là maintenant une des tâches immédiates du Parti* (Ce qui est souligné est en italique dans le texte.).

Cette longue citation était nécessaire pour montrer l'ampleur du mal et les efforts de Staline pour ramener le Parti, qui rayonnait sur son immense pays, à une observation rigoureuse des principes que Lénine avait lui-même élaborés. Il reviendra sur le sujet en le développant encore un mois plus tard dans sa réponse aux kolkhoziens. Sans doute une telle observation des principes était-elle rendue plus difficile par les manœuvres des ennemis et une situation internationale qui se dégradait dangereusement. Après cette mise en garde de Staline il y eut un formidable recul de la collectivisation, ce qui prouvait bien que les adhésions aux kolkhozes avaient été plus imposées que volontaires.

Malgré ces mouvements considérables de va-et-vient, la collectivisation restait une politique juste car :

« Les kolkhozes représentaient pour l'Etat Soviétique un puissant renfort. Le développement des forces du socialisme à la campagne créait les conditions requises pour liquider la dernière — et la plus nombreuse — classe d'exploiteurs, à savoir les koulaks. Dans les régions de collectivisation intégrale, les paysans étaient autorisés à confisquer, au profit des kolkhozes le bétail, les machines et les dépendances appartenant aux koulaks. L'expropriation des koulaks et la privation de droits électoraux, qu'on leur appliqua, ne sont nullement une mesure obligatoire pour tous les pays. Lénine avait indiqué que s'ils se conduisaient loyalement envers le pouvoir des soviets, leur expropriation pouvait ne pas être nécessaire. Mais il y avait en URSS plus d'un million d'exploitations de koulaks. C'était une grande force et les koulaks avaient tenté plus d'une fois d'avoir raison du pouvoir des soviets par la famine et de le renverser

par la force des armes. Ils luttèrent avec acharnement contre la collectivisation, intimidaient les paysans, assassinaient les militants ruraux. Il fallut appliquer à leur égard des mesures coercitives, ce qui, d'ailleurs, était instamment exigé par les paysans pauvres et moyens qui adhéraient aux kolkhozes. Les koulaks furent déportés vers des régions éloignées du pays où ils devaient vivre de leur propre travail. L'Etat Soviétique prit des dispositions pour que les familles du koulak déportées soient logées et puissent trouver un emploi. Par la suite la grande majorité des koulaks cessa de lutter contre le pouvoir soviétique, ils s'embauchèrent dans les usines et les sovkhoses, devinrent des ouvriers et des paysans comme les autres. Toutes les restrictions politiques dont ils avaient été frappés furent levées et ils devinrent des membres égaux en droits de la société socialiste. » (Précis d'Histoire, *ouvrage cité*, Moscou 1975, p. 237.)

Après le printemps 1930 où beaucoup de paysans quittèrent les kolkhozes créés autoritairement, la collectivisation reprit sur des bases plus saines mais évidemment beaucoup plus lentement, avec encore de grandes inégalités selon les régions et avec des épisodes de luttes très dures entre ses partisans et ses adversaires.

Et pendant que ce nouveau processus s'amorçait, se tenait le XVI^e congrès du Parti. Réuni à partir du 26 juin 1930, il groupait plus de 2000 délégués dont les trois cinquièmes avaient voix délibérative et les autres, voix consultative, ce qui correspondait à peu près à la composition du parti qui comptait environ deux millions de membres dont les deux cinquièmes de stagiaires.

Le congrès enregistra les progrès considérables réalisés dans l'industrialisation et ceux aussi, mais plus nuancés de l'agriculture. Malgré les remous causés par les excès dans la collectivisation, les surfaces ensemencées avaient battu tous les records. La récolte qui allait se faire quelques semaines plus tard montrerait que les espoirs n'étaient pas vains ; c'était de loin la plus importante récolte jamais enregistrée jusque-là.

Le congrès confirma les objectifs généraux. Staline dut combattre les partisans de l'abaissement du rythme de développement de l'industrie. Il demanda qu'au contraire les objectifs soient atteints plus rapidement encore ; peu à peu s'imposa l'idée qu'il faudrait réaliser le premier plan quinquennal en quatre ans. Exploit sans précédent qui fut accompli.

Partout dans le pays l'autorité de Staline grandissait d'année en année. Déjà en 1929 pour son 50^e anniversaire, de nombreuses manifestations avaient eu lieu, messages, articles dans la presse, brochure spéciale éditée par le Comité Central, etc. Sa photographie apparaissait partout.

Dans son « Histoire de l'URSS — tome II page 102, Elleinstein écrit :

« C'est un fait que Staline utilisait la situation créée depuis quelques années à son profit personnel pour renforcer sa propre autorité. »

Ceci ne me paraît pas exact. Ce sont plutôt les événements sur lesquels il intervenait qui conféraient à Staline cette autorité. D'ailleurs, Elleinstein écrit dans le même ouvrage, page 183 :

« Lénine mort, peu à peu un homme s'impose à la direction du Parti. Héroïque avant la révolution, efficace pendant et ensuite, Staline apparaît comme modeste, soucieux de la direction collective malgré les défauts relevés en son temps par Lénine mais qu'il faisait effort pour corriger.

Qui pourra jamais dire ce qu'il y avait dans sa tête pendant les années où son autorité s'affirme ? Utilise-t-il les circonstances pour asseoir son pouvoir ? Ou bien celles-ci ne l'amènent-elles pas à développer son pouvoir personnel ? On a pu le comparer à Pierre le Grand qui avait tenté de moderniser la Russie par la force au début du XVIII^e siècle, à Cromwell ou à Napoléon. Mais les circonstances historiques sont radicalement différentes. Après la révolution anglaise de 1648, la bourgeoisie trouva en Cromwell le général qui avait vaincu les armées royales, le rempart protecteur qui lui était nécessaire pour gouverner le pays et assurer ses droits. Après la révolution française de 1789 la bourgeoisie trouva en Napoléon Bonaparte le rempart nécessaire au gouvernement et propre à assurer sa direction. Il continuait et consolidait la révolution bourgeoise, la portant même au quatre coins de l'Europe.

Trotsky parlait facilement de Thermidor à propos des événements de 1925-1927 et il aimait à comparer Bonaparte et Staline, mais précisément Bonaparte continua la révolution bourgeoise et la consolida. Trotsky n'a jamais compris que Staline continua et consolida la révolution socialiste. On peut et on doit critiquer bien des aspects de son activité mais il ne faut pas perdre de vue le sens général de son action qui dépassait singulièrement sa propre personnalité et elle s'exerçait sur la base du pouvoir de la classe ouvrière et d'une économie socialiste. »

Staline n'avait rien d'un dictateur ; l'autorité dont il disposait ne provenait pas de prérogatives que le poste de secrétaire général aurait pu mettre à sa disposition, mais d'une supériorité intellectuelle reconnue qui éclatait dans les grandes discussions avec l'opposition; c'était un véritable régal intellectuel, comme par exemple, son discours à la session plénière du Comité Central et de la Commission de Contrôle en avril 1929 sur l'opposition de droite.

— D'abord il s'explique sur l'amitié qui le lie aux autres vieux bolcheviks : il n'y a pas d'amitié, dit-il, qui puisse passer avant les questions politiques fondamentales.

— Puis s'adressant directement aux intéressés : Vous prétendez Boukharine, Rykov, Tomski, à une ligne politique commune et unique avec la majorité, mais ce n'est pas vrai ; autrement, comment expliqueriez-vous vos démissions et votre abstention au Bureau Politique dans le vote sur des questions aussi fondamentales que le plan quinquennal et la question paysanne ?

— Ensuite il leur dit : Vous niez l'aggravation de la lutte des classes, voici des faits.....et il en énumère un certain nombre.

— Puis il continue :

« Mais l'erreur de Boukharine consiste précisément en ce que les koulaks et les concessionnaires, tout en étant (jusqu'à un certain point) un corps étranger, ne s'en intègrent pas moins dans le socialisme.

Voilà à quelle absurdité conduit la théorie de Boukharine. Les capitalistes de la ville et des campagnes, les koulaks et les concessionnaires qui s'intègrent dans le socialisme, voilà à quelle ineptie en vient Boukharine.

Non, camarades, nous n'avons pas besoin d'un tel « socialisme ». Que Boukharine le garde pour lui ! » (D'après le sténogramme.).

Sur les surfaces emblavées, Rykov a cherché à effrayer le Parti en l'assurant que ces surfaces en URSS avaient tendance à diminuer systématiquement.

« Ce n'est pas vrai et je le prouve.....»

Et les arguments tombent, précis, concrets, sans vaines formules, sans jamais élever la voix. Des faits, rien que des faits, toujours des faits. Pour toutes les questions, cela dure des heures parfois.

J'ai entendu un jour Charles Rappoport, qui s'était plus d'une fois frotté à Lénine, dire de son illustre contradicteur : « Lorsque nous n'étions pas d'accord avec lui, il nous assassinait de son sourire. »

Staline, lui, triomphe par la puissance de sa dialectique. C'est élevé, compréhensif, indiscutable.

Le XVII^e congrès du Parti Communiste de l'URSS s'ouvrit le 26 janvier 1934 par un rapport de Staline sur l'activité du Comité Central. Il a enregistré de si grands succès dans les principaux domaines de la vie nationale qu'on a pu l'appeler le congrès des vainqueurs.

Sur l'essor de l'industrie et par rapport au niveau d'avant-guerre, 1913 = 100, les coefficients pour l'année 1933 s'élèvent à :

URSS = 391,9 ; Etats-Unis = 110,2 ; France = 107,6 ; Angleterre = 85,2 ; Allemagne = 75,4.

Pour l'agriculture, les progrès ne peuvent pas être mesurés de la même façon puisqu'il faut tenir compte qu'avant-guerre la Russie était un pays essentiellement agricole alors qu'il est devenu un grand pays industriel. Si en agriculture les chiffres de 1913 sont largement dépassés. Les changements intervenus résident dans le fait qu'avec la collectivisation des terres nous avons maintenant à faire pour les deux tiers à une agriculture socialiste quand au nombre d'exploitations, mais à 85 % quand aux surfaces emblavées. En ce qui concerne son équipement, il est passé de 34900 tracteurs en 1929 à 204100 en 1933.

A son habitude, Staline dit la vérité, même lorsqu'elle est peu favorable ; exemple pour l'élevage :

« Enfin en ce qui concerne l'élevage, j'ai déjà parlé de la situation difficile de l'élevage. On pourrait croire que nos organismes agricoles font preuve d'une activité fiévreuse pour liquider la crise de l'élevage,... Non seulement ils ne sonnent pas l'alarme à propos de la situation difficile où se trouve l'élevage, mais au contraire, ils cherchent à escamoter la question et, parfois, dans leurs rapports, ils tentent même de cacher à l'opinion publique du pays la situation véritable de l'élevage... Espérer après cela que les organismes agricoles sauront mettre l'élevage sur la bonne voie et le porter à la hauteur voulue équivaut à bâtir sur le sable. »

Le congrès enregistre également des progrès constants dans l'élévation du niveau de la vie matérielle et culturelle des travailleurs. Le chômage et l'analphabétisme, deux maux insupportables hérités de l'ancienne société, ont complètement disparu.

Progrès de même :

- dans l'augmentation du revenu national qui passe de 35 milliards de roubles en 1930 à 50 milliards en 1933,
- dans l'augmentation considérable des salaires de 13 milliards à 34 milliards,
- dans l'augmentation du fonds des assurances sociales,
- dans l'augmentation énorme du nombre d'écoles et de centres d'études.

Staline note également le développement d'une politique des loisirs et de la culture, l'instauration de la journée de 7 heures.

N'est-ce pas là un bilan des plus satisfaisant pour une si courte période et obtenu dans des conditions aussi difficiles.

VIII - L'ANTICOMMUNISME

Pourquoi, ? dans un ouvrage consacré à Staline, a-t-il paru indispensable de réserver un chapitre à l'anticommunisme ? D'abord, il faut admettre que Staline a concentré sur sa personne le feu de l'ennemi, et cela depuis maintenant plus d'un demi-siècle. Après la mort de Lénine, en tant que leader du communisme international il fut la cible privilégiée de toutes les oppositions et notamment de celle de Trotski.

Depuis sa mort, il a continué à personnifier le grand mouvement libérateur qu'il a incarné pendant longtemps. De son activité ressortent naturellement des lumières et des ombres, et sur ces dernières le rapport Khrouchtchev a constitué une charge dont s'est emparée la réaction internationale.

Ce chapitre en incidente se justifie également par le fait qu'il est absolument impossible d'expliquer la plupart des événements si on n'y décèle pas la marque de l'anticommunisme. Si vous n'avez pas cela présent à l'esprit, comment expliquerez-vous la politique anglo-française d'avant la guerre ? Munich ? Le refus de contracter alliance avec l'URSS ? La drôle de guerre ? Les préparatifs d'opérations contre l'URSS ? La bombe atomique sur Hiroshima le 6 août 1945, à deux jours de l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon en vertu des engagements pris avec les alliés ? Aucun de ces événements, et il y en a des dizaines d'autres, n'est explicable si on ne tient pas le fil conducteur de l'anticommunisme.

Ce phénomène idéologique, cette espèce de racisme fait prévaloir un à priori, une prévention, un refus d'entendre dès qu'un communiste parle en tant que tel.

Si on survole brièvement l'histoire du Parti communiste Français d'une manière tant soit peu impartiale, on ne trouve rien qui puisse justifier une telle réprobation.

Le Parti Communiste Français est né à Tours en décembre 1920, groupant dès son origine la majorité des militants se réclamant des meilleures traditions du mouvement Socialiste Français. Les premières actions sont dirigées contre les injustices et les prévisibles conséquences désastreuses du Traité de Versailles ; puis un peu plus tard, en 1923, contre l'occupation par l'armée française, de la Ruhr, la grande province industrielle allemande, alors qu'elle était déjà en Rhénanie mais cela en vertu du traité de Versailles. Cette action mènera en prison un certain nombre de militants communistes dont Marcel Cachin, le plus populaire de ses dirigeants. Quel est le Français qui, aujourd'hui, peut encore soutenir comme justes certaines stipulations du Traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr ?

En 1925, c'est la guerre du Maroc contre laquelle, dès le début, se dresse le Parti Communiste, ce qui lui vaut à nouveau la répression. Quel Français, aujourd'hui, approuve cette guerre coloniale ?

En 1934, quand se précise la menace fasciste, il est au premier rang pour organiser la riposte ouvrière et ses militants en sont les premières victimes. En juillet, il signait avec le Parti Socialiste SFIO le pacte d'unité d'action qui scellait l'alliance pour laquelle il luttait depuis des années à contre-courant puisque, cinq mois avant la signature, il recevait de Paul Faure, Secrétaire Général de la SFIO, le mot de Cambronne comme réponse à une de ses propositions d'unité d'action.

En 1936, il prend une part importante dans la victoire du Front Populaire. Dès après le 18 juillet il affirme en paroles et en actes sa solidarité pleine et entière avec la République Espagnole victime de l'attaque conjuguée de ses militaires rebelles et des dictatures fascistes allemande et italienne qui interviennent ouvertement. Il prend part à l'organisation des brigades internationales ; nombre de ses militants y laisseront leur vie.

De 1936 à 1939 il ne cesse d'appeler les français à l'union et à l'action pour faire face à la montée des périls. En 1938, il est seul en tant que parti à voter contre les accords de Munich et à se dresser contre la honteuse trahison à l'égard de la Tchécoslovaquie, accords qui allaient précipiter la guerre.

A peine la guerre de 1939-1945 arrive-t-elle que le parti est dissout, ses militants et ses députés emprisonnés. Il est réduit à la clandestinité, 70000 de ses membres seront fusillés ou mourront en déportation ; malgré cela il jouera un rôle capital dans l'organisation de la résistance, il sera l'âme de la lutte ouvrière contre l'occupant et si François Mauriac a pu écrire que : « Seule, dans sa masse, la classe ouvrière est restée fidèle à la Patrie profanée » on le doit pour une large part au Parti Communiste.

Est-ce à dire que toute son action a toujours été cohérente, qu'il a été exempt d'erreurs, qu'il détenait seul la vérité ! le prétendre serait extravagant.

Mais rien, absolument rien ne justifie cet anticommunisme permanent, obsessionnel, pratiqué par les gouvernements et répandu sur l'opinion publique par tous les moyens d'expression qui sont propriété ou à la disposition du capital. Si rien ne justifie dans les faits et en toute logique une action de rejet aussi systématique, il convient d'en rechercher le pourquoi ailleurs et certainement dans la nature même de la société dans laquelle nous vivons et qui est, sous le vocable généralement utilisé de « Société libérale » une société capitaliste. Cette société basée sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges a évolué et évoluera vers une concentration de plus en plus grande. L'essentiel de la structure du grand commerce et de la grande industrie avec la grande propriété foncière appartient à une minorité de plus en plus restreinte, de plus en plus puissante qui tend à s'internationaliser. Pour assurer la continuité de sa politique, cette minorité est aux prises avec tous ceux qui en font les frais : la grande masse des salariés et les classes laborieuses en général.

C'est là l'ordre social traditionnel auquel il convient de ne pas toucher, sauf à y apporter de temps en temps quelques petites réformatives qui vont le plus souvent dans le sens de l'accroissement des profits capitalistes.

Et voilà que, justement, les communistes, en se déclarant partisans du socialisme scientifique qui a pris naissance au XIX^e siècle, veulent bousculer le sacro-saint ordre capitaliste. En 1972, ils concrétisèrent cette position en proposant au peuple français et à leurs partenaires éventuels, un programme de nationalisations, c'est-à-dire une transformation en propriétés de la nation des 25 plus grands groupes industriels et bancaires. Cette attitude, impardonnable pour les défenseurs attitrés du système, sera combattue par tous les moyens.

Au long des années la politique des communistes a été falsifiée, dénaturée, calomniée, retournée de telle sorte qu'elle apparaît souvent en son contraire. Internationalement, si un seul état capitaliste avait réalisé un dixième de ce qu'a fait la moins avancée des nations socialistes, il serait porté aux nues ; mais on a dressé un mur de silence !...

Pas de chômage, pas d'inflation, mais stabilité des prix, politique sociale plus avancée que dans n'importe quel état capitaliste ; alors, silence sur toute la ligne !...

Et pourtant cela est encore insuffisant. Pour atteindre son objet, il faut que l'anticommunisme soit plus percutant. Si tous ces prétendus méfaits pouvaient être rattachés à une seule personne qui concrétise le mieux le socialisme, la partie serait gagnée : on le rendrait plus odieux, plus effrayant, plus repoussant.

Parmi les noms présents dans les esprits il y a bien eu Karl Marx, le fondateur du socialisme scientifique ; difficile de l'utiliser pour cette besogne ! Sauf à prétendre que son œuvre est dépassée.

Il y a eu Lénine, le grand marxiste moderne qui développa les enseignements du maître, en fit une doctrine capable de bouter le capitalisme, la mit en application en organisant la grande révolution prolétarienne. Il créa un parti politique de type nouveau, un parti pour la classe ouvrière, pour la conduire à son émancipation, un parti joignant la théorie à la pratique révolutionnaire, rigoureusement discipliné, uni sur une doctrine claire, sachant se placer à la tête des masses populaires, formé de militants aguerris, dévoués jusqu'à la mort à la cause qu'ils ont embrassée. Ce parti, Lénine mit vingt ans à le forger. Mais il meurt en 1924 dans les toutes premières années de cette ère nouvelle, alors que la révolution n'est encore qu'à l'aurore d'un changement d'hommes et de classe sociale, mais non encore réalisée dans les faits.

Enfin, il y a Staline élu secrétaire général du parti et qui le restera jusqu'à sa mort, soit pendant 31 ans. Comme ses deux grands prédécesseurs, Staline s'affirmera au cours des années un géant de la pensée et de l'action. Toute sa vie, selon la formule d'André Malraux, il fut « encerclé de partout ». Staline prit

de plus en plus de poids dans la direction réelle des affaires, dans la lutte contre les opposants de tous bords ; il conduisit son pays au milieu d'une hostilité générale et enfin dirigea la plus grande guerre de tous les temps.

L'exercice de telles responsabilités ne s'effectue pas sans erreurs, sans injustices, sans drames, sans déviations eu égard au caractère propre de l'individu. De là, la possibilité d'occulter la plus grande partie des faits positifs et d'extraire, pour les mettre en relief, tous les côtés négatifs. Afin de créditer Staline de toutes les illégalités, de tous les crimes, dont la plupart du temps il n'est responsable que parce qu'il est Secrétaire Général du parti gouvernant.

A partir de là, tous les éléments sont réunis pour réaliser le tableau monumental qui représentera le Socialisme ; au centre, le visage de Staline que l'on aura rendu sanglant à souhait pour servir d'épouvantail à l'adresse des millions de salariés qui subissent l'esclavage capitaliste.

Cette vue imposée quotidiennement par tous les médias guidera les masses ainsi manipulées vers la conclusion tant attendue que devant les méfaits du capitalisme il n'y a rien à faire car : « le remède est pire que le mal ».

Après cela, le mot le plus utile pour les nouveaux croisés de l'anticommunisme, c'est le stalinisme. Ceux qui ne lui attribuent pas tous les maux politiques dont nous souffrons ou qui, simplement, ne l'utilisent que dans certains cas, ceux-là sont des staliniens, c'est-à-dire les derniers des derniers.

Par une propagande de tous les instants, en utilisant tous les moyens d'expression, il est fait en sorte que les communistes ne soient pas écoutés. Tout est fait pour leur retirer le moindre crédit. Mais pour peu qu'il leur soit ajouté le qualificatif de staliniens, le comble est atteint, on peut tirer l'échelle ; ils prêcheront dans le désert.

Mais toutefois, une partie de l'opinion ne se laisse pas abuser, elle sait faire la part des choses et s'il y a eu des ombres, la partie positive est suffisamment importante pour témoigner en faveur du socialisme.

Notre société capitaliste actuelle n'est pas née d'hier. Si, au terme de cinq siècles de lutte, la bourgeoisie qui la dirige a imposé son pouvoir contre la royauté et le régime féodal au cours de la révolution de 1789 à 1794, cette bourgeoisie ne s'est vue mettre réellement en cause qu'au milieu du XIX^e siècle par la publication en 1848 du Manifeste Communiste rédigé par Karl Marx et Frédéric Engels à la demande de la ligue des communistes et qui devait lui servir de programme.

Le manifeste montre que toute l'histoire de l'humanité, à l'exception de la communauté primitive, a été l'histoire de la lutte des classes ; que la société bourgeoise est divisée en deux classes fondamentales aux intérêts entièrement opposés. Le pouvoir d'état appartient à la bourgeoisie qui s'en sert pour assurer la primauté de ses intérêts. Et ses intérêts ne s'arrêtent pas à la frontière de chaque état, mais envahissent le monde entier, s'entrecroisent, s'associent ou se heurtent aux intérêts des autres bourgeoisies.

Le manifeste éclaire l'origine des crises économiques, des guerres et montre que c'est au sein même de la société bourgeoise capitaliste que se créent les conditions même de l'abolition de son pouvoir par la montée en force, par le nombre et la maturité politique d'une nouvelle classe sociale qui doit prendre en charge les destinées des nations, la classe ouvrière alliée aux autres couches sociales laborieuses.

Pendant 80 ans après la publication du manifeste, il sera relativement facile d'opposer au marxisme des barrières idéologiques fondées sur les pesanteurs conservatrices, la force des habitudes, l'intérêt particulier des individus comme facteur principal des activités dans une société où la libre entreprise a une base réelle. Maîtrisant les sciences et les techniques, développant les forces productives, la bourgeoisie oppose sa force triomphante à toute velléité de changement. Cela aurait pu continuer longtemps, très longtemps encore, si une rupture ne s'était produite à l'endroit le plus inattendu et dans

une période difficile comme l'est toujours une guerre mondiale. La révolution russe de 1917 va tout remettre en question. Le système, jusque-là universel, va désormais comporter une brèche qui ne se refermera plus, c'en est fini de son unité. Des millions et des millions d'hommes vont par le monde suivre une expérience passionnante ; mais surtout, réponse sera donnée à la plus grande, à la plus importante des interrogations : Une société qui se situe aux antipodes de la société capitaliste va-t-elle pouvoir vivre et se développer ? Une société qui a aboli les lois fondamentales du capitalisme, la propriété privée des moyens de production et d'échanges par une socialisation complète, peut-elle subsister ?

Est-ce que la classe ouvrière peut édifier, sans la bourgeoisie et contre elle, une telle société ? Depuis octobre 1917 voilà la grande question. Selon la réponse qui y sera donnée, le monde évoluera dans un sens ou dans l'autre. L'antisoviétisme est né là, et comme corollaire l'anticommunisme y prend sa source. Il faut absolument empêcher que le monde évolue vers le socialisme, c'est un impératif absolu pour la grande bourgeoisie internationale.

Pour y arriver elle utilisera tous les moyens. Sans doute, la bourgeoisie n'a pas attendu la révolution russe de 1917 pour combattre les idées du socialisme, elle le faisait avec d'autant plus de facilité qu'il n'existait au monde aucun exemple à lui opposer. C'était simple d'assimiler les précurseurs du socialisme à des rêveurs, à des utopistes, à des partageux éloignés des réalités ; la justice même sociale n'est pas de ce monde ! Il y a toujours eu des patrons, il y en aura toujours ! Tels étaient les pauvres arguments opposés aux vulgarisateurs du socialisme ; ils leurs étaient opposés avec un certain succès. Malgré cela et au fur et à mesure que la classe ouvrière grandissait en nombre, se trouvant de plus en plus concentrée dans de grandes entreprises, et après l'avènement du socialisme scientifique, autrement dit du marxisme, les grandes masses ouvrières s'orientaient de plus en plus vers le socialisme.

Et voilà qu'en 1917 une expérience était tentée !

De là, son importance mondiale, de là l'intérêt fantastique qu'elle suscita parmi les travailleurs de tous les pays. A partir de ce moment-là, s'amorce et s'amplifie un extraordinaire mouvement de lutte des classes. Ce dernier mot est même trop faible pour refléter la situation nouvelle car c'est plutôt une véritable « guerre » des classes qui va se déclencher et qui ira en s'amplifiant : guerre au grand jour, guerre souterraine — sanglante ou non — mais surtout et avant tout, guerre idéologique avec des accalmies qui préparent de nouveaux développements. L'ampleur et l'âpreté de cette lutte ne sont évidemment pas perçues par tous les intéressés d'un côté ou de l'autre ; cela est vrai pour les classes laborieuses comme pour la bourgeoisie. Seules les avant-gardes en ont pleinement conscience. Voyez, par exemple, certaines déclarations :

« Le bolchevisme, déclara Herbert Hoover à la conférence de la paix (1919), est pire que la guerre. »

L'Américain le plus en vue qui s'est identifié avec la guerre antisoviétique a été Herbert Hoover qui a été président des Etats-Unis par la suite et qui était alors administrateur du ravitaillement américain. Ancien ingénieur des mines attaché à des entreprises britanniques avant la première guerre mondiale, Herbert Hoover avait placé des capitaux dans les puits pétrolières et les mines de Russie...

... il s'était assuré des participations dans pas moins de onze compagnies pétrolières russes...

... associé du célèbre millionnaire anglais Leslie Urghart dans trois nouvelles affaires qui avaient été montées pour exploiter le bois et des concessions minières dans l'Oural et en Sibérie...

L'activité d'Herbert Hoover, en tant qu'administrateur du Secours Alimentaire pendant la durée de la guerre civile en Russie, se résume en l'aide apportée aux armées russes blanches, tandis qu'il la refusait aux Soviets » (Michel Sayers et Albert E. Kahn. *La grande conspiration contre la Russie*, Editions Hier et Aujourd'hui, pp. 127 à 129.).

On comprend parfaitement que pour Hoover et ses semblables « Le bolchevisme soit pire que la guerre » !...

« Le 22 novembre 1919 le général Hoffmann déclarait dans une interview publiée par le « London Daily Télégraph » :

« Au cours des deux années qui viennent de s'écouler, je suis arrivé à peu près à la conclusion que le bolchevisme est le plus grand danger qui menace l'Europe pour des siècles ».

« Au début de la première guerre mondiale, Hoffmann devint le chef des opérations de la 8^e armée allemande... »

« Hoffmann devint le commandant en chef des forces allemandes sur le front oriental ».

Après une visite qu'il rendit au général Hoffmann à Berlin, en 1923, l'ambassadeur britannique Lord d'Abernon écrit dans son journal diplomatique : « Toutes ses opinions sont dominées par sa conception générale que rien ne saurait aller bien dans le monde tant que les puissances civilisées occidentales ne s'uniront pas pour abattre le gouvernement soviétique » (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *La grande conspiration contre la Russie, ouvrage cité*, pp. 145-146.).

Alors, que devaient penser ceux de Russie :

« Les millionnaires russes menaçaient ouvertement de faire appel aux Allemands (1917) si l'Angleterre et la France refusaient d'agir pour stopper la Révolution ».

« La révolution est une maladie, déclara Liazanov, le « Rockefeller » russe au journaliste américain John Reed, tôt ou tard, les puissances étrangères devront intervenir, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher ».

Un autre millionnaire russe, Riabouchiniski, déclara que la solution était « de s'emparer des faux amis du peuple, ces soviets et comités démocratiques, et de les pendre (*Idem*, pp. 19 et 20.) !... »

Et dans tous les pays capitalistes c'était la même préoccupation de la part des dirigeants bourgeois civils et militaires. En France, le maréchal Foch était au courant et donnait son aval à tout ce qui s'organisait contre les soviets. En Angleterre il appartient à Winston Churchill de prendre, très tôt, la tête de la croisade antisoviétique, il fut et resta, toute sa vie, sauf avant et pendant la deuxième guerre mondiale, le pire adversaire de l'Union Soviétique, il fit tout, en tant que ministre de la guerre (1914-1918) pour aider, par tous les moyens, la contre-révolution blanche ; il ne craignait pas de rencontrer espions et comploteurs et il lui arrivait de s'en vanter. Cependant, à partir de l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne, Winston Churchill fut le premier à comprendre le danger mortel qui pouvait en résulter pour l'Empire britannique. Il mena une action suivie pour entraîner ses compatriotes vers une alliance avec l'Union Soviétique. Ce ne fut pas sans arrière-pensée ; en cas de conflit armé entre l'Allemagne et la Russie, il souhaitait qu'on poussa cette dernière vers l'anéantissement sans que pour autant soit compromise la victoire de l'Angleterre et de ses alliés. Aussi de 1942 à 1944 s'acharna-t-il à retarder le plus longtemps possible l'ouverture d'un second front à l'Ouest. Ainsi, depuis 1917, le monde est ravagé par les luttes de classes aux proportions inconnues auparavant. Si la Russie en amorça le mouvement, elle en fut aussi en grande partie, et pendant une longue période, le théâtre avec les nombreux complots et machinations que nous aurons l'occasion d'évoquer.

Pour l'instant et puisque ce chapitre y est consacré, tenons-nous-en à l'anticommunisme tel que nous le connaissons en France et qui est surtout, mais pas seulement, idéologique.

D'abord, essayons d'éclairer la base économique de l'anticommunisme et constatons de suite que s'il déborde sur toutes les couches de la société, à part l'électorat communiste, et bien que celui-ci commence aussi à être atteint, il provient surtout et c'est compréhensible, de la grande bourgeoisie. Elle dispose de tous les moyens d'expression, à part quelques îlots de résistance, elle a fait main basse sur tout : télévision, radio, presse, littérature ; tout ce qui sort de ces différents éléments chante à 90 % les louanges du système capitaliste et dénigre tout ce qui s'y oppose tant soit peu. Il serait comique — si ce n'était aussi grave — de voir tant de braves gens défendre des points de vue en très nette contradiction avec leurs intérêts propres, en disant : « mais ce sont mes idées » sans se demander comment, précisément de telles idées leur sont venues. C'est à l'intérieur d'une forteresse que sont enfermés les intérêts et les privilèges de la grande bourgeoisie, forteresse protégée par une véritable

muraille de chine édiflée dans les cerveaux et qui rend le peuple dans une grande proportion inapte à exercer ses droits démocratiques.

C'est là que l'anticommunisme revêt un aspect économique car il s'adresse à tous ceux qui seraient le plus tentés de regarder vers autre chose que vers la société actuelle engluée dans le système capitaliste, c'est-à-dire, les catégories les plus frustrées, les salariés plus ou moins qualifiés pour qui la vie est dure, monotone, sans espoir de promotion et à qui les lois sociales, pourtant arrachées après de grandes luttes, sont appliquées avec restriction, ceux-là, qu'il faut coûte que coûte maintenir dans leur état de salarié du système en limitant le plus possible leurs prétentions et en leur faisant accepter les grands maux du capitalisme : le chômage, l'inflation, éventuellement la guerre.

Mais l'anticommunisme se fixe également un objectif plus immédiat et non le moindre. Comme le volume de la plus-value que le patronat peut arracher aux travailleurs dépend de la capacité de résistance de ceux-ci, que le parti communiste, parti des travailleurs d'un type nouveau, s'est depuis sa naissance porté aux avant-postes de la lutte pour la défense des revendications des salariés et de leurs intérêts à plus long terme, il s'ensuit que, plus l'influence communiste est contrebattue, mieux se réalisent les ambitions du grand patronat vers le plus large profit possible, l'incidence sur le marché du travail en découle directement.

Ne soyons pas étonnés si, en dehors de l'affaire commerciale qu'il constitue, un important quotidien de Paris qui appartient à un gros exploitateur, se donne comme tâche essentielle de développer l'anticommunisme. Après cela, ses valets de plume nous feront toujours rire en proclamant leur indépendance et leur liberté, le fait qu'ils constituent une société de rédacteurs ne change rien à cette dure réalité : la servitude.

L'objectif est donc clair ; obtenir que les travailleurs se détournent du socialisme et pour cela rien ne doit être négligé. Il s'agit de réaliser une mobilisation de tous les instants, tous les moyens, toutes les nuances, petites et grandes opérations seront montées sans discontinuer ; l'une d'elle doit retenir notre attention, ne serait-ce que par son ampleur : l'opération Soljenitsyne. Elle s'étendit sur plusieurs années et fut préparée en France par une grande et longue campagne de presse dont celle d'obédience catholique prit une large part et cela bien avant la traduction de ses œuvres. Alors jaillirent les qualificatifs les plus élogieux ; l'écrivain génial, l'écrivain martyr retenu prisonnier plusieurs années dans un camp de travail, le plus grand écrivain, le meilleur interprète de la littérature russe... des colonnes et des colonnes de journaux. Pour couronner le tout, l'attribution du prix Nobel, sûrement à titre d'écrivain, mais surtout à titre d'opposant au régime soviétique. Le comité Nobel en a l'habitude. Il éprouve toujours beaucoup de sympathie pour les dissidents soviétiques et ce n'était pas la première fois qu'il le manifestait. Il montrait ainsi son aversion pour le socialisme ; c'est bien son droit puisque ce comité Nobel préfère les exploitateurs aux exploités ; à un choix purement littéraire il incline plutôt vers des motifs politiques ; s'il n'en était pas ainsi, pourquoi n'a-t-il jamais entendu distinguer l'écrivain français André Malraux ?

Donc, en mars 1976 pour l'apparition en librairie du troisième tome de l'œuvre maîtresse du grand homme, tous les médias étaient là — télévision nationale comprise — afin que des millions de français puissent le contempler, l'admirer et surtout le croire ; c'est cela le plus important. Et on le vit tel qu'en son œuvre on peut l'imaginer, adversaire résolu, déterminé, irréconciliable de tout changement politique et à plus forte raison du socialisme ; Ah ! dit-il, si Lénine et les siens n'avaient pas renversé le tsar, qu'aurait-on pu faire ! Quel bonheur attendait le peuple sans ces maudits bolcheviks ?

A la télévision, ce qu'il y a de bien, avec une bonne organisation et c'était le cas, l'orateur n'est pas gêné. Personne n'est là pour lui faire remarquer, par exemple, qu'en ce qui concerne cette dernière affirmation les preuves manquent quelque peu et que le bonheur du peuple selon Nicolas II n'est peut-être pas très attrayant ! Mais puisque le révérend père Bruckberger a bien voulu qualifier Soljenitsyne de « prophète de notre temps ». Il va de soi qu'un prophète n'a pas besoin de preuves, il affirme, un point c'est tout, et d'une manière, avec une conviction, un fanatisme qui font penser à un autre oracle

qui s'est également illustré au pays du froid : Raspoutine, et dont le rapprochement n'est pas aussi insolite qu'on pourrait le penser.

Fort du succès obtenu en France, notre prêcheur disposait, quelques jours après, d'une heure d'antenne à Madrid au moment de la plus forte écoute, ce qui lui permit d'affirmer à ses auditeurs que « En Espagne, le concept de vie chrétienne a été le plus fort » avec la victoire de Franco. Notre chantre ne s'en est pas tenu là. Après avoir vanté la liberté que connaissent les citoyens espagnols il a entrepris de dénombrer les morts en Russie entre 1917 et 1959 : « nous avons 110 millions de morts russes, dont le socialisme est responsable ».

Il est clair que le fanatisme de ce Soljenitsyne/Raspoutine l'a conduit à la folie, il n'est pas nécessaire d'épiloguer là-dessus.

Mais revenons plutôt à ce qu'il a dit chez nous en signalant qu'à l'occasion de cette émission du 9 mars 1976, il fut salué comme un héros par toute la presse bien pensante ; il y avait de quoi car il ne ménagea ni avis, ni conseils ; pour Raspoutine/Soljenitsyne nous n'aurions jamais dû nous allier à Staline pour battre Hitler ! C'eût été évidemment le meilleur moyen d'assurer la victoire du Grand Reich. De plus, notre apathie le désespère, comme la détente du reste ; il vaudrait mieux en découdre plutôt que de continuer à subir la pourriture qui s'est installée en Occident depuis trois siècles ! (sic)... Inutile de poursuivre, les déclarations irresponsables foisonnent et nous n'en avons pas eu l'exclusivité. En Amérique aussi il s'est révélé ardent propagandiste d'une nouvelle croisade qui doit aboutir à la troisième guerre mondiale, au point que les dirigeants politiques ont dû intervenir pour préciser les choses.

Dans ses écrits également, on reconnaît la marque d'un esprit dérangé ; exemples : « On distingue les arrestations selon le degré de surprise voulu, le degré de résistance escompté, *mais dans des dizaines de millions de cas* (Souligné par nous, (pourquoi pas des centaines de millions !).), on n'avait tablé sur absolument aucune résistance, et du reste il n'y en eut pas » (*L'Archipel du Goulag*, Tome 1, p. 13, Editions France-Loisirs.).

« Si aux époques d' « embarquements » massifs, par exemple à l'époque où, à Leningrad, on mettait en prison le quart de la ville (*Ouvrage cité*, p. 17.) » affirmation répétée à la page 49. »

Et à longueur de page, nous trouvons les mêmes « arguments », la même fantaisie : « Il paraît qu'on en aurait fusillé trente cinq mille. Il ne nous est pas donné de vérifier » (*Ouvrage cité*, p. 44.). Et puis encore : « Autre genre d'histoire de cette époque : « les tchéquistes d'Ossetie (récit du chef de la milice Zabolowski) s'étaient vu assigner le chiffre de cinq cents personnes à fusiller pour toute la République ; Ils demandèrent une majoration du chiffre, on leur permit deux cent cinquante exécutions supplémentaires ».

Ainsi, près de mille pages sont consacrées à la répression et à ceux qui la subissent. Et voilà le goulag. Il y a de tout dans cette population spéciale : des voleurs, des saboteurs, des innocents, des criminels, des délinquants de toutes sortes, tous les âges et les sexes mélangés, mais nulle part un peu d'humanité ; c'est un étalage infini de bassesses, de mépris, d'égoïsme, de turpitudes, de prévarications, cette description dantesque de Raspoutine/Soljenitsyne ne concerne pas des êtres humains car absolument dépourvus d'aucune des qualités qu'il est possible de rencontrer, même peu nombreuses chez les sujets les plus primitifs ; ce n'est plus le « voyage au bout de la nuit », c'est la descente directe aux enfers, c'est l'homme de Cro-Magnon transposé, tel quel, à l'ère moderne.

Pourtant une exception surprenante dans cet univers de vilénies, c'est au moment de son arrestation où, convoqué au PC du commandant de brigade, deux agents du contre-espionnage s'emparent de lui, devant la suite d'officiers silencieux, et le poussent sans ménagements vers la porte, lorsque retentit la voix du commandant de brigade : « Soljenitsyne, revenez ». Il revient vers le commandant qui lui demande s'il n'a pas un ami au premier front d'Ukraine. Il aurait pu s'en tenir là, le commandant

Zakhar Guéorguievitch Travkine, mais non, il lui sert chaleureusement la main et dit « Bonne chance capitaine ».

Naturellement, notre prix Nobel noircit une page et demie pour raconter ces faits et par un renvoi en bas de page indique : « Chose étonnante que voilà : on peut tout de même être un homme ! Travkine n'eût pas d'ennuis. Il n'y a pas longtemps, nous nous sommes revus dans l'allégresse et nous avons fait pour la première fois connaissance. Il est général en retraite et inspecteur de l'union des chasseurs (*Ouvrage cité*, tome 1, pp. 21 et 22.). »

C'est la seule fois où un geste humain est mis en évidence dans cet ouvrage qui couvre un immense pays. Dans cette collectivité, point de héros, point de courageux, un peuple d'esclaves car telle est la rançon de l'anticommunisme et voilà pourquoi le monde capitaliste a fait un pont d'or à son héros !

Si l'opération Soljenitsyne a été menée avec un si grand luxe de moyens, cela n'a pas empêché les autres formes de propagande anticommuniste de se poursuivre activement car dans ces temps de crise du système capitaliste qui atteint de façon aiguë les principaux pays industriels il reste à persuader les peuples, en premier lieu les travailleurs salariés, qu'il n'existe pas de solution aux maux dont nous souffrons. L'opinion publique a été mise en condition de telle manière, elle a subi un tel martèlement anticommuniste que toute issue à la crise, autre que capitaliste, lui paraît hermétiquement fermée.

Devant les maux innombrables qu'entraîne le capitalisme et qui s'accroissent d'année en année avec l'accroissement du chômage, de l'insécurité des personnes et des biens, de l'instabilité monétaire — conséquences directes d'une crise durable de régime —, de nombreuses couches sociales rejoignent par leurs inquiétudes celle des salariés et l'orientation vers de profonds changements gagne, s'élargit, devient plus pressante. La vanité des promesses toujours renouvelées et jamais réalisées des porte-parole de la classe dirigeante, devient plus apparente. Il faut donc aller vers le changement, mais lequel? Un changement de pacotille, de réformattes, ou bien un vrai changement.

Dans cet ordre, un seul a jusqu'alors été proposé, car il n'y a qu'une alternative au capitalisme : c'est le socialisme. Partout où le socialisme a triomphé il a transformé la condition humaine. Il a fait disparaître le chômage, mal numéro un du capitalisme, après la guerre bien entendu. Il a proposé le désarmement, stabilisé les monnaies, supprimé là où elles étaient tant redoutées, les famines, donné l'éducation à tous, aboli les privilèges de classes, édifié une société où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu. Tout cela s'est réalisé dans des conditions parfois difficiles, avec des fautes, des erreurs, des reculs temporaires, mais le bilan est partout très largement positif.

Cette réalité peut être vérifiée là où la question s'est trouvée posée ; c'est la vérité. Pourtant, elle n'a pas réussi à franchir l'immense barrage que les grandes bourgeoisies ont pu établir. Les peuples conditionnés, manipulés par l'anticommunisme, prenant comme argent comptant tous les mensonges, toutes les calomnies, toutes les fables, plus grotesques les unes que les autres n'ont pas déchiré le voile qui leur masque l'évidence. Le socialisme a tellement été vilipendé que les meilleurs esprits, trop honnêtes pour déceler la supercherie, se sont laissés entraîner par le torrent boueux de l'anticommunisme. C'est ainsi qu'un ami, que j'aime beaucoup, professeur, grand patron, a déclaré un jour à la télévision, déplorant les maux du capitalisme : « le remède proposé jusqu'à maintenant (sous-entendu le socialisme) est pire que le mal » ; voilà lâchée la formule magique qui doit sauver provisoirement le capitalisme, lui assurer encore de beaux jours, — le remède est pire que le mal — et vive les multinationales.

Mais, attention, on parlera beaucoup de démocratie, de droits de l'homme, d'émancipation de la femme, etc. et en même temps on décrira les désordres qu'apporte le socialisme et parmi ceux-ci, le plus dangereux, le plus terrible, dénoncé davantage comme un trouble du comportement : le stalinisme ; catastrophe des catastrophes, la fin du monde en quelque sorte, tout le monde est d'accord là-dessus, tous les intellectuels de gauche et de droite et même certains qui se disent communistes ou le prétendent pour mieux en trahir l'esprit. Tous ces gens-là le proclament : le socialisme, déjà pas drôle

pour certains, acceptable pour d'autres, souhaitable pour une partie, mais le stalinisme qui s'incruste fatalement — du moins ils le prétendent — dans le socialisme est à rejeter catégoriquement comme l'ennemi principal. Cette démonstration vise en premier lieu les millions de salariés qui sont contraints, chaque jour, de vendre leur force de travail pour assurer leur subsistance ; il s'agit d'affaiblir leur capacité de résistance en diminuant l'audience de leurs organisations syndicales de classe et du parti politique qui les défendent, de briser leur moral, de les persuader de leur impuissance à changer quoi que ce soit et avec les menaces de chômage de les maintenir durablement dans leur état. C'est ainsi que l'on obtient qu'en France le prix de l'heure du travail soit l'un des moins élevés d'Europe. Le petit employeur qui n'a que quelques salariés s'en moque, mais pour le baron Empain qui en a 130000 cela représente une bonne pincée.

C'est là un aspect quotidien et national de la lutte des classes, cette lutte est devenue si âpre au XX^e siècle qu'elle se mène à l'échelle internationale et ce, avec beaucoup de détermination bien que sous des formes différentes. Ce qui s'est passé dans les années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale en est un exemple comme nous le verrons en revenant aux événements politiques qui suivirent le XVII^e congrès du parti communiste de l'URSS qui se tint, rappelons-le au début de l'année 1934. Ces événements prendront une tournure de plus en plus dramatique et la conclusion provisoire de chacun d'eux sera si surprenante et parfois si ahurissante qu'il faut chercher l'explication dans un phénomène extérieur aux faits eux-mêmes. On ne peut rien y comprendre si l'on ne veut pas admettre les motivations anticommunistes qui ont conduit aux solutions adoptées ; ainsi se justifie le long développement qui précède. A partir de 1933, année de l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne, la situation en Europe ne va cesser de s'aggraver au milieu des diverses contradictions qui existent dans les rapports entre Etats et qui relèvent d'une complexité extrême.

Un bref survol de ces événements permet de dégager — pas toujours très apparemment — la ligne directrice qui est l'« anticommunisme ».

— Dès 1934, la volonté du dictateur allemand de réaliser le rêve qu'il avait affiché dès la première page de son livre « Mein Kampf » pour constituer le grand Reich, fait craindre pour l'indépendance de l'Autriche.

— Le 30 juin 1934, c'est la nuit des longs couteaux ; par les massacres de Munich et de Berlin, Hitler assoit définitivement son pouvoir.

— Le 25 juillet, assassinat de Dollfuss, chancelier d'Autriche.

— Le 18 septembre 1934, devant la montée des menaces de guerre, Staline et son gouvernement décident d'entrer à la société des Nations.

— Le 9 octobre 1934 sont assassinés à Marseille : Alexandre de Yougoslavie et Louis Barthou ministre français des affaires étrangères.

— Le 13 janvier 1935 avec l'approbation des alliés, les habitants de la Sarre décident de leur retour à l'Allemagne.

— Le 16 mars 1935, contre les stipulations du traité de Versailles, le gouvernement allemand reconstitue son armée et rétablit la conscription.

— Le 2 mai 1935 est conclu le pacte Franco-Soviétique qui ne sera jamais ratifié.

— Le 16 septembre 1935 a lieu une grande parade militaire allemande en même temps qu'est décidé son réarmement naval.

— En octobre, l'Italie envahit l'Ethiopie.

— Le 7 mars 1936 l'Allemagne réoccupe la Rhénanie.

— En juillet 1936, l'Allemagne et l'Italie interviennent militairement en Espagne.

Beaucoup de ces événements apparaissent très éloignés les uns des autres et pourtant ils se relient entre eux. Il est clair, par exemple, que les visées allemandes sur l'Autriche vont à rencontre des intérêts de l'Italie surtout, de la France et de l'Angleterre ; ces deux dernières vont donc encourager l'Italie à s'opposer aux volontés allemandes, mais l'Italie, à son tour, prétend conquérir l'Ethiopie, membre de la Société des Nations. La SDN réagira-t-elle ? Oui, elle votera des sanctions, mais ne les appliquera pas. Conséquence : l'Italie conduira son opération avec succès et se rapprochera de l'Allemagne.

L'Allemagne va continuer à réarmer en ne trouvant devant elle que tergiversations, velléités, impuissance quand ce n'est pas complaisance et trahison.

Winston Churchill exprime assez bien cette situation :

« Du moment que l'Allemagne Hitlérienne avait été autorisée à réarmer en dehors de tout contrôle efficace de la part des alliés ou des anciennes puissances associées, une deuxième guerre mondiale devenait probable. Plus la décisive épreuve de force serait reculée, plus nos chances diminueraient d'abord d'arrêter Hitler sans une lutte sérieuse et en second lieu, d'être vainqueurs après de terribles souffrances. Au mépris de tous les traités, l'Allemagne avait rétabli, au cours de l'été de 1935 le service militaire obligatoire. La Grande-Bretagne avait accepté et même, dans un accord séparé, admis la reconstruction de la flotte allemande, avec, si elle le désirait, une flotte de sous-marins aussi importante que la nôtre.

Hitler avait maintenant les mains libres pour frapper. Au cours des étapes successives qu'il parcourut, il ne se heurta à aucune opposition réelle de la part des deux démocraties libérales d'Europe et, exception faite pour leur clairvoyant président, n'éveilla que peu à peu la curiosité des Etats-Unis.

Au cours de l'année 1935, l'Allemagne avait repoussé et saboté les efforts entrepris par les puissances occidentales pour un Locarno de l'est. Le IIP Reich déclara à cette époque qu'il constituait un bouclier contre le bolchevisme et qu'il ne pouvait être question pour lui de collaborer avec la Russie.

A midi, ce même jour, 7 mars 1936, deux heures après avoir proposé son pacte de vingt cinq ans, Hitler annonça au Reichstag qu'il avait l'intention de réoccuper la Rhénanie et à l'instant même où il prononçait son discours une colonne allemande de 35000 hommes pénétrait dans la zone interdite et faisait son entrée dans les principales villes rhénanes.

En France le choc fut brutal. MM. Sarraut et Flandin furent tentés de décréter la mobilisation générale. S'ils avaient été à la hauteur de leur tâche, ils l'auraient fait et auraient ainsi obligé les autres pays à les suivre. C'était pour la France une question de vie ou de mort. Mais ils s'avèrent incapables d'agir sans l'appui effectif de la Grande-Bretagne. C'est une explication mais non une excuse. La décision était vitale pour la France, n'importe quel gouvernement français digne de ce nom aurait pris sa décision, en se basant sur les obligations des traités. » (Winston Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, Tome 1, Edito Service, S.A. Genève, pp. 192 à 197.)

La sévérité de Churchill n'est pas exagérée mais en comparaison, quel devrait être le jugement des peuples qui payèrent si cher la politique de classe de la bourgeoisie. Après cela on peut toujours critiquer la « hâte fatale de Staline » pour sortir la Russie de son arriération, mais il eut le mérite de voir clairement l'enjeu, de le dire (écoutons-le) et d'entraîner tout un peuple à sa suite :

« Vous savez que nous avons hérité du vieux temps un pays à technique arriérée, un pays misérable, ruiné. Ruiné par quatre années de guerre impérialiste, ruiné encore par trois années de guerre civile, un pays avec une population à demi illettrée, une technique inférieure, avec quelques îlots d'industrie, noyés au milieu d'un océan d'infimes exploitations paysannes ; tel était le pays que nous avons hérité du passé. La tâche consistait à faire passer ce pays de la sombre voie médiévale dans la voie de l'industrie moderne et de l'agriculture mécanisée. Tâche sérieuse et difficile comme vous le voyez. La question se posait ainsi : ou bien, nous accomplirons cette tâche dans le plus bref délai et affermirons le socialisme dans notre pays, ou bien nous ne l'accomplirons pas, et alors notre pays techniquement faible et arriéré au point de vue culturel, perdra son indépendance et deviendra l'enjeu des puissances impérialistes. » (J. Staline, Discours prononcé à l'occasion de la promotion des élèves des écoles supérieures de l'Armée rouge, le 4 mai 1935, *Œuvres* tome 14, NBE.)

Aujourd'hui encore, en Union Soviétique, on considère cette politique de Staline comme juste comme l'indique un ouvrage officiel édité en 1975 :

« Si l'on avait ralenti les cadences et commencé par construire des entreprises de l'industrie légère sortant des articles de consommation, si l'on avait bâti moins d'usines métallurgiques et des constructions mécaniques, il aurait fallu des dizaines d'années pour industrialiser le pays. Le Parti expliquait au peuple que la question du rythme de la mise en place d'une puissante industrie socialiste était une question de vie ou de mort pour l'Etat soviétique, de garantie de son indépendance économique et d'élévation de sa capacité de défense. L'unique Etat socialiste du monde ne pourrait exister longtemps dans l'encercllement des pays capitalistes hostiles s'il n'avait pas une industrie capable en cas de nécessité de produire une quantité suffisante des moyens de défense modernes. La classe ouvrière en avait parfaitement conscience et réalisait des prouesses dans son travail, surmontait d'incroyables difficultés pour arracher au plus vite le pays au retard et en faire une invincible forteresse du Socialisme ». (*Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique*, Editions du Progrès à Moscou 1975, pp. 232 et 233.).

Ainsi, et pour conclure ce chapitre, il est clair que, particulièrement depuis 1917, l'anticommunisme est devenu un élément important et déterminant de la vie politique internationale. Il n'est guère d'événement dans lequel on puisse déceler un déroulement anormal, sans que celui-ci ne soit visiblement influencé par l'anticommunisme.

Dans ce phénomène idéologique de combat, de défense des intérêts capitalistes, la figure de Staline a été recomposée et utilisée de mille manières.

Il reste que, les classes laborieuses ne sauraient espérer une amélioration, un progrès dans leurs conditions de vie, une ouverture vers le socialisme, tant que ne sera pas surmonté cet obstacle.

IX - DE MUNICH AU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

« Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc... Il serait puéril de faire la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique, commencé par les partisans de la politique de non-intervention, pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec. » J. Staline

Ces paroles prophétiques de Joseph Staline furent prononcées le 10 mars 1939 au XVIII^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique au cours du rapport sur l'activité du Comité Central et concluaient l'analyse qu'il venait de faire, concernant l'évolution de la situation politique internationale depuis le XVII^e congrès en 1934.

Cette période était caractérisée par la montée régulière des forces de guerre dans un monde qui venait d'être frappé d'une crise économique sans précédent, de 1929 à 1933. Le nombre des chômeurs dans les principaux pays industrialisés s'était élevé à 30 millions, la production descendit à moins de 50 % de ce qu'elle était avant la crise.

Ce désastre économique rendit la lutte pour les matières premières et les débouchés plus âpre entre les pays capitalistes. L'Allemagne, l'Italie, le Japon voulaient obtenir une nouvelle répartition des zones d'influences, des richesses et des territoires, contre les nations satisfaites par les suites de la guerre 1914-1918 : Angleterre, France, Etats-Unis. L'opposition entre ces groupes d'Etats était majeure et s'il n'y avait eu que ce genre de difficultés entre eux, on aurait abouti à une nouvelle guerre impérialiste sans autre caractéristique. Mais, à l'intérieur de chaque Etat capitaliste, la lutte des classes s'était développée et les grandes bourgeoisies italienne et allemande avaient réussi à substituer le fascisme aux formes démocratiques bourgeoises utilisées auparavant, alors que dans les autres pays capitalistes

la structure libéro-démocratique avait subsisté, non sans luttes, et permettait à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses d'agir efficacement pour la défense de leurs intérêts. Enfin, et c'est là l'élément le plus important, le monde était désormais divisé en deux systèmes économiques différents et antagonistes par nature :

— le capitaliste qui porte en lui sa contradiction fatale qui ressort de la propriété privée des moyens de production et d'échange (usines, magasins, banques) et le mode de production et de distribution qui est collectif, qui fait appel à de grandes masses de participants,

— et le socialiste en Russie où tous les moyens de production (usines, magasins, banques, agriculture) ont été remis à la nation et dont l'exploitation planifiée bénéficie à la collectivité tout entière.

De tous ces éléments imbriqués résultait une situation embrouillée où alternativement, un aspect de la question prenait le pas sur l'autre, cependant que, de l'acuité des luttes inter-puissances sortaient des conflits armés : l'Italie à la conquête de l'Ethiopie, le Japon contre la Chine.

Bientôt ce fut le problème de classe, c'est-à-dire l'antisoviétisme qui prit le dessus ; mais cette politique, dirigée contre l'intérêt des peuples, était absolument inavouable par les gouvernements de la France et de l'Angleterre dans cette période d'avant-guerre. Il fallait camoufler cette orientation anti-soviétique afin que son objectif final n'apparaisse d'aucune façon. Alors, on vit fleurir des expressions nouvelles, des slogans « grande consommation » pour égayer le plus possible l'opinion publique, comme par exemple : « non-intervention » formule paraissant sage à l'opinion populaire. On pouvait croire qu'en n'intervenant pas on sauvait la paix. La preuve a été apportée du contraire !

Toute une politique a été montée dont l'initiatrice était l'Angleterre qui avait comme justification l'« apaisement » et qui permettait, sous ce prétexte, d'accorder de multiples avantages aux Etats agresseurs. Mais, le mot le plus employé, le mot sacré, c'était la « Paix » ; avec lui, tout était permis, la honte n'avait plus droit de cité. Par ce mot, toutes les trahisons étaient permises ; mais au bout : ... 50 millions de morts !

Il s'agissait bien d'une politique inavouable, prenons quelques exemples. Si Munich est le point culminant de la préparation à la guerre, il fut précédé par une suite de capitulations de la France et de l'Angleterre, les deux nations visées par les agresseurs. Nous les avons signalées au chapitre précédent ; elles sont autant de jalons sur la route des abandons, elles s'appellent : 16 mars 1935, 16 septembre 1935, octobre 1935, 7 mars 1936, juillet 1936, à chaque fois, c'est un pas nouveau vers la guerre en attendant le plus définitif de tous, le pacte de Munich.

En France, le 3 mai 1936, eurent lieu des élections générales qui virent la victoire du Front populaire ; c'était une grande victoire démocratique mais qui serait restée limitée si elle n'avait été accompagnée d'une formidable action populaire. En mai et juin un mouvement gréviste d'un style nouveau se développa avec ampleur. Pour la première fois les travailleurs faisaient grève sur place donc avec occupation des locaux de travail ; puissants, spontanés, unanimes, ils risquaient de tout emporter, du moins la bourgeoisie le crut ; ce fut sa plus grande peur. Comme le déclara Léon Blum, chef du gouvernement : « Jamais je n'aurais pu, en un si court délai, s'il n'y avait eu le mouvement gréviste, faire passer un tel train de revendications sociales », — augmentation des salaires, semaine de 40 heures, conventions collectives, congés payés, délégués du personnel.

C'était l'euphorie parmi les travailleurs, mais de gros nuages survinrent rapidement. Le 18 juillet on apprenait qu'un soulèvement militaire venait d'éclater en Espagne contre le gouvernement de Front populaire qui était sorti des urnes en mars précédent. L'insurrection était dirigée par le général Franco qui se plaçait à la tête de la réaction fascisante avec ses soldats marocains pour défaire ce qu'avait voulu le suffrage universel. Dès les premières semaines la preuve était apportée qu'un appui logistique était fourni à Franco par Hitler et Mussolini sous la forme d'aviation et d'artillerie d'abord, et ensuite

beaucoup plus massivement comme le démontre cet extrait de l'ouvrage de Churchill déjà cité page 261 ; il s'agit d'une conversation au sujet de l'Autriche entre Chamberlain Eden et le Comte Grandi :

« L'ambassadeur refusa, et de discuter sur l'attitude que l'Italie prendrait à l'égard de l'Autriche, et de prendre en considération le projet anglais de retrait des volontaires, ou soi-disant tels, en Espagne (Il s'agissait en réalité de 5 divisions de l'armée régulière italienne) ».

Il était de l'intérêt évident de la France d'aider le gouvernement légal de l'Espagne à maîtriser, non seulement ses rebelles, mais également de chasser les armées étrangères qui l'avaient envahie à la faveur de l'insurrection militaire. Il n'en fut rien, on ne le fit pas, mais plus encore, le gouvernement français refusa de livrer des commandes d'armement qui avaient été faites avant les événements.

Ainsi, ce qu'aucun autre gouvernement français n'aurait pu faire, qu'il soit dirigé par Laval, Tardieu ou Poincaré, le gouvernement de Front populaire le réalisa. Léon Blum était le seul politicien à pouvoir empêcher que la solidarité matérielle du peuple français ne s'exerçât en faveur du peuple espagnol et cela avec une trouvaille diabolique : alors qu'Hitler et Mussolini intervenaient en faveur des rebelles et qu'il était bien clair qu'ils continueraient quoi qu'il advienne, Léon Blum et ses complices de Grande-Bretagne inventèrent la non-intervention, déclarant que chacun aurait à cœur d'honorer et de respecter son engagement, ce que jamais, bien entendu ne firent les deux dictateurs, mais ce qu'observa rigoureusement l'Angleterre et la France. Seule la Russie malgré son éloignement, fit parvenir des armes au gouvernement espagnol.

Cet épisode de la vie internationale n'a sa place ici que pour montrer à quel point peuvent jouer, pour la bourgeoisie, les intérêts de classe ; combien la vie des peuples et l'indépendance des nations pèsent peu au regard de la suprématie d'une caste que les dirigeants bourgeois servent fidèlement.

De ce fait, alors qu'il pouvait déjà contrôler deux des frontières françaises, le fascisme s'installe sur la troisième et dernière sans que les responsables français appellent à réagir. C'est plus qu'aberrant ! Que pouvaient penser les dirigeants soviétiques, et Staline en premier lieu, de cet aveuglement inspiré par les plus bas calculs ?

La guerre civile espagnole, si l'on peut dire, dura presque trois années, fit des centaines de milliers de victimes et se déroula avec une sauvagerie inouïe.

Une formule célèbre est née dans cette guerre. Comme la résistance des républicains s'épuisait et que la chute de la capitale était prévisible puisque quatre colonnes franquistes convergeaient vers Madrid, quelqu'un demanda laquelle de ces quatre colonnes prendrait la ville : « Aucune » fut-il répondu, « ce sera la cinquième », c'est-à-dire tous les partisans de Franco, donc de l'ennemi à l'intérieur des lignes républicaines qui attendaient le moment favorable pour poignarder dans le dos les républicains ; de là, date l'expression cinquième colonne. Elle devait s'illustrer partout au cours de la guerre qui venait à grands pas comme l'atteste l'affaire de Munich.

Munich, c'est-à-dire le traité signé le 29 septembre 1938 entre l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie, constitue l'événement le plus important de l'avant-guerre, le plus décisif également quant à la marche vers la guerre, le plus fructueux pour la politique Hitlérienne. Avant d'en examiner les divers aspects, rappelons que l'Union Soviétique multiplia ses efforts, prit de nombreuses initiatives, soumit des propositions notamment à la France et à l'Angleterre pour essayer d'enrayer la course à l'abîme. Rien n'y fit ; la décision était déjà prise dans les cercles restreints des grandes bourgeoisies qui détiennent le pouvoir à ce moment-là et qui étaient fixées sur l'idée qu'Hitler constituait le meilleur rempart contre le communisme. En Grande-Bretagne c'était le même cas avec le groupe dominé par Chamberlain ; par contre, des minorités de la tendance Churchill, sans diverger sur le fond, appréciaient justement et appréhendaient les dangers qu'une telle politique faisait courir à leur nation et, par voie de conséquence, à leur pouvoir de domination de classe. Il est d'ailleurs habituel pour ces castes de ne jamais « mettre tous les œufs dans le même panier ». Ceci se vérifie aussi en France.

Ces événements de l'avant-guerre sont tellement liés les uns aux autres, la politique nazie épouse une telle continuité, toute tendue vers les ambitions de la domination de la race germanique, que chaque fait historique important, comme l'absorption de l'Autriche, ne constitue en réalité qu'un épisode, qu'une étape vers l'unique but.

Si, comme nous l'indiquons au chapitre précédent, dès son accession au pouvoir, Hitler manifesta le désir de s'emparer de l'Autriche, bien qu'il ne le dit pas ouvertement, il fut obligé de tempérer son impatience ; les conditions n'étaient pas réunies. Mais, après les succès qu'il remporta successivement avec la connivence bien dissimulée de la France et de l'Angleterre, il s'enhardit. Au début de 1938 et le 12 février, il convoqua à Berchtesgaden le chancelier autrichien Schuschnigg qui s'y rendit accompagné de son ministre des affaires étrangères Guido Schmidt. Là, il leur fit part de ses exigences. Il n'est pas utile d'entrer dans le détail, disons simplement qu'un mois plus tard, les 12 et 13 mars, l'occupation de l'Autriche était réalisée. Mais on retiendra, rapporté par Churchill — ouvrage cité, page 268, cette partie du dialogue Hitler-Schuschnigg. C'est Hitler qui parle :

« Ne croyez pas que personne au monde m'empêchera d'exécuter mes décisions! L'Italie? Je n'ai plus aucun compte à régler avec Mussolini. Avec l'Italie, je suis dans les meilleurs termes. L'Angleterre ? L'Angleterre ne lèvera pas le petit doigt en faveur de l'Autriche... Et la France ? Eh bien ! Il y a deux ans, lorsque nous sommes entrés en Rhénanie avec une poignée de bataillons... à ce moment-là oui, j'ai beaucoup risqué. Si la France avait alors marché, nous aurions été forcés de nous retirer... Mais pour la France, il est maintenant trop tard !!! »

La réalisation du Grand Reich était en bonne voie avec l'annexion de l'Autriche. De plus, il s'en dégageait un avantage géographique qui allait être exploité pour les prochaines opérations : une nouvelle et importante partie de la frontière tchèque avec l'Autriche devenait allemande.

Comme il le faisait à chaque aggravation de la situation, inlassablement Staline préconisait une politique de sécurité collective. A nouveau le 18 mars 1938, il proposait une conférence pour discuter de l'extension du pacte Franco-soviétique à l'échelle de la Société des Nations, dans l'éventualité d'une grave menace allemande contre la paix. Proposition accueillie sans enthousiasme par Londres et Paris, nous dit Churchill (page 278) en précisant :

« J'avais insisté sur les perspectives d'un projet d'alliance entre la Russie, l'Angleterre et la France, où je voyais notre seul espoir de contenir la ruée nazie ».

Et comme toujours, les meilleures solutions sont vite repoussées avec les plus mauvais arguments qui soient ; qu'on en juge sur l'intervention à la Chambre des Communes de M. Chamberlain, le 24 mars :

« Le gouvernement de sa Majesté estime que la conséquence indirecte, mais néanmoins inévitable, de l'action proposée par le gouvernement soviétique, serait d'aggraver la tendance à la création de groupements exclusifs de nations qui, dans l'opinion du gouvernement de sa Majesté, ne sauraient qu'être défavorables aux chances d'avenir de la paix en Europe. » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, p. 280.)

Peut-on imaginer sophisme plus dépouillé, plus on défend la paix, plus on la compromet. Ce pourrait être incohérent s'il ne s'agissait pas d'une politique bien déterminée qui va s'affirmer avec éclat dans les mois qui vont suivre.

Les plans d'Hitler étaient prêts. Il s'agissait de liquider la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat indépendant et cela dans les plus courts délais. Mais la Tchécoslovaquie était liée par des traités avec d'autres nations et pas des moindres ! La France, notamment s'était toujours portée garante — depuis 1919 — de l'indépendance Tchèque ; tous les gouvernements de Paris avaient renouvelés cette assurance. Malgré les modifications qui venaient de se produire en Europe, et dès le 14 mars 1938, donc au lendemain de l'Anschluss, celui de Léon Blum ne faillit pas à la tradition puisque le président du Conseil lui-même tint à assurer solennellement à l'ambassadeur Tchèque que la France tiendrait, sans réserves, ses engagements. Cette promesse devait être confirmée par le successeur de Léon Blum, trois

mois plus tard exactement le 12 juin, Edouard Daladier déclara que les engagements de la France à l'égard de la Tchécoslovaquie étaient sacrés et irrévocables.

Ces assurances répétées n'étaient pas prises au sérieux par Hitler. Le 18 juin il décida de préparer l'attaque contre la Tchécoslovaquie, cependant qu'une grande inquiétude régnait parmi l'Etat-major allemand qui pensait que le bluff ne réussirait pas éternellement comme cela avait été le cas une première fois avec le réarmement allemand, une seconde fois avec la réoccupation de la Rhénanie, une troisième fois avec l'annexion de l'Autriche. Aussi, en même temps qu'il prend ses dispositions de combat, Hitler éprouve le besoin de rassurer ses généraux par une lettre à Keitel :

« Je ne déciderai d'engager l'action contre la Tchécoslovaquie qu'une fois convaincu que la France ne marchera pas et que, par conséquent, l'Angleterre n'interviendra pas, tout comme cela s'est passé lors de la réoccupation de la zone démilitarisée et de l'entrée de nos troupes en Autriche. » (Nuremberg, Documents Part, 2 p. 10, Winston Churchill, *ouvrage cité*, p. 297.)

Juillet et août se passèrent en pourparlers secrets, démarches publiques, va-et-vient de chargés de mission, pendant que l'inquiétude des peuples grandissait. Le 31 août, par lettre à son gouvernement, Churchill proposait sans succès une démarche commune Angleterre, France, Russie. A peu près dans le même temps, sollicitée par le gouvernement français, l'Union Soviétique faisait connaître qu'elle était prête dans le cadre de la Société des Nations à remplir tous ses engagements vis-à-vis de la Tchécoslovaquie et proposait, qu'à cet effet, des conversations, d'états-majors aient lieu immédiatement entre la France, la Tchécoslovaquie et elle-même ; de cela le gouvernement britannique en était informé par ses soins, mais il n'est pire sourd qui ne veuille entendre.

Dès lors, tout devait aller très vite. Le 12 septembre, Hitler au cours de son congrès attaqua violemment les Tchèques ; ceux-ci répliquèrent par la loi martiale. Le conflit atteignait son point culminant ; les gouvernements anglais et français allaient faire pression sur la Tchécoslovaquie pour l'amener à céder, ce qui se produisit malgré une dernière mise en garde de l'Union Soviétique.

Le 30 septembre à deux heures du matin l'accord de Munich était signé par Hitler, Daladier, Mussolini, Chamberlain. Ni la Tchécoslovaquie, ni l'Union Soviétique n'avaient été invitées à participer aux discussions. L'accord prévoyait pour les jours suivants, le rattachement à l'Allemagne de la région des sudètes qui comprenait une zone fortifiée mettant ainsi le reste du pays à la merci d'Hitler. D'ailleurs le 15 mars suivant la Tchécoslovaquie était entièrement occupée par l'Allemagne.

Les accords de Munich furent approuvés à la chambre française par tous les partis bourgeois et le parti socialiste. Ont voté contre : les 73 députés communistes, M. Bouhey député socialiste et M. de Kérillis. En Angleterre, ce n'est que par 366 voix contre 144 que l'approbation fut obtenue et il y eut une quarantaine de députés conservateurs qui s'abstinrent, c'est-à-dire ceux qui se rangeaient à l'avis de M. Churchill. En voici la teneur :

« ... Il me reste à exposer l'histoire de l'accueil qui fut réservé aux offres de collaboration russes à la veille de Munich. Si seulement le peuple anglais avait pu savoir et comprendre qu'après avoir négligé nos moyens de défense et cherché à affaiblir ceux de la France, nous étions maintenant en train de repousser l'une après l'autre, les deux puissantes nations dont tous les efforts étaient nécessaires pour sauver notre vie et la leur, l'histoire aurait peut-être suivi un cours différent. Mais tout semblait si facile quand on vivait au jour le jour. Puissent, dix ans plus tard, les leçons du passé nous servir de guide ! » (Winston Churchill, Extrait des mémoires, *ouvrage cité*, p. 260.)

Dans le précédent chapitre, nous avons parlé des décisions ahurissantes parmi lesquelles : Munich. Voici pour étayer notre jugement :

« Nous connaissons maintenant la réponse faite par le maréchal Keitel à la question précise que lui posa le représentant Tchèque au procès de Nuremberg :

« Le colonel Eger, représentant de la Tchécoslovaquie, demande au maréchal Keitel :

« Le Reich aurait-il attaqué la Tchécoslovaquie en 1938 si les puissances occidentales avaient soutenu Prague ?

Le maréchal Keitel répondit :

« Certainement non. Militairement nous n'étions pas assez forts. Le but de Munich (c'est-à-dire de l'accord conclu à Munich) était d'éliminer la Russie de l'Europe de gagner du temps et de parachever nos armements » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, p. 325.).

Avant que l'occupation complète de la Tchécoslovaquie ne fût réalisée et seulement après l'affaire des sudètes, voilà comment l'ambassadeur soviétique en France appréciait l'événement et en informait son gouvernement :

« 12 octobre 1938 — Même ceux qui récemment encore s'époumonaient en accueillant Daladier au Bourget et couvraient de fleurs sa marche triomphale au tombeau du soldat inconnu ont compris maintenant plusieurs vérités incontestables et suffisamment désagréables, à savoir que :

1°) avec l'aide de la France, l'Allemagne a, sans coup férir, augmenté de plus de trois millions sa population qui, de ce fait, atteint donc actuellement plus du double de la population française.

2°) L'Allemagne a augmenté son territoire de plus de 27000 km².

3°) Elle a reçu en don une série de fabriques et d'usines à l'équipement tout à fait moderne, et des ressources essentielles en richesses minérales.

4°) Elle s'est appropriée maintenant une ligne de fortification qui a toujours été considérée comme la barrière la plus sérieuse contre une agression allemande en Europe centrale, et qu'en même temps la France :

a) a perdu son plus fidèle allié en Europe centrale.

b) a perdu une armée qui, en temps de guerre aurait pu atteindre 1 million ou 1,5 million d'hommes et qui, s'appuyant sur les fortifications abandonnées aurait été capable de stopper une armée allemande de non moindre dimension.

c) a perdu maintenant tous ses alliés, a détérioré ses liens avec l'URSS et a notablement déprécié, même aux yeux de l'Angleterre, son importance et son rôle d'allié.

Le représentant plénipotentiaire en France. Souritz » (Ministère des affaires étrangères de l'URSS, *Documents et matériaux*, p. 31, *l'URSS dans la lutte pour la paix à la veille de la seconde guerre mondiale.*)

Avec le recul, on imagine mal, qu'une politique aussi contraire aux intérêts de plusieurs pays et notamment de ceux de la France ait pu être menée avec l'appui de la majorité de l'opinion publique et contre la volonté d'une partie de celle-ci ; il est vrai que cette politique était déguisée par tous les moyens d'information et présentée comme une politique de paix, une politique d'« apaisement » qui, une fois les revendications allemandes satisfaites, conduirait à la paix pour une longue période alors qu'au contraire elle conduisait tout droit à la guerre. On le savait, mais on souhaitait — et on y souscrivait d'avance — que se soit une guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique.

Si, comme le remarque l'ambassadeur Souritz dans sa note du 12 octobre 1938, les yeux commençaient à se dessiller après la signature du pacte de Munich le 30 septembre, ce fut beaucoup plus apparent après le 15 mars 1939, date de l'occupation de Prague par l'armée allemande. Conscient des changements survenus dans l'opinion publique et contraint d'en tenir compte, Chamberlain prenant la parole à Birmingham le 17 mars, dut dénoncer la trahison flagrante d'Hitler, mais ceci avait peu d'effet sur les événements.

Par note du 18 mars 1939 au gouvernement allemand, l'Union Soviétique condamnait formellement l'agression comme le montre cet extrait :

« 4) En l'absence de toute manifestation de la volonté du peuple, l'occupation de la Bohême par les troupes allemandes et les actions successives du gouvernement allemand ne peuvent être considérées que comme arbitraires, violentes, agressives.

5) Les observations ci-dessus concernent pleinement la modification du statut de la Slovaquie dans le sens de la subordination de celle-ci à l'Empire allemand, ce qui n'a pas été justifié par une quelconque manifestation du peuple slovaque.

6) Les agissements du gouvernement allemand ont servi de signal à la grossière invasion de la Russie subcarpatique par les troupes hongroises et à la violation des droits élémentaires de sa population.

7) A la suite de quoi le gouvernement soviétique ne peut reconnaître l'inclusion de la Bohême dans l'empire allemand ni celle de la Slovaquie sous une forme ou sous une autre légitimes et conformes aux normes admises du droit international et à l'équité ou au principe de l'autodétermination des peuples. » (Ministère des affaires étrangères de l'URSS. Ouvrage déjà cité document n°117 — p. 174.)

Telle était la position de Staline sur l'un des événements qu'il citait dans son énumération, au cours du rapport au XVIII^e congrès qui se tenait à Moscou du 10 au 21 mars 1939 :

« Et voici les événements les plus importants de la période envisagée, qui ont marqué le début de la nouvelle guerre impérialiste. En 1935, l'Italie a attaqué l'Ethiopie et s'en est emparée. Pendant l'été de 1936, l'Allemagne et l'Italie ont entrepris en Espagne une intervention militaire, au cours de laquelle l'Allemagne a pris pied dans le nord de l'Espagne et dans le Maroc espagnol, et l'Italie dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares. En 1937, après s'être emparé de la Mandchourie, le Japon envahit la Chine centrale et du nord, occupé Pékin, Tientsin, Shangaï, il évince de la zone occupée ses concurrents étrangers. Au début de 1938, l'Allemagne s'est annexé l'Autriche, et, à l'automne de 1938, le Japon s'est emparé de Canton et, au début de 1939, de l'île de Haïnan.

C'est ainsi que la guerre, qui s'était imperceptiblement glissée vers les peuples, a entraîné dans son orbite plus de 500 millions d'hommes.

Ainsi nous assistons à un partage déclaré du monde et des zones d'influences aux dépens des intérêts des Etats non agresseurs, sans aucune tentative de résistance et même avec une certaine complaisance de leur part. Cela est incroyable, mais c'est un fait. » (J. Staline, *Œuvres*, tome 14, PP. 237-239 et suivantes.)

Et Staline poursuit sa démonstration en expliquant que cette politique n'est pas dictée par une infériorité militaire ou économique des états non agresseurs, la France et l'Angleterre ; Bien au contraire.

Mais, une première raison d'ordre impérialiste les pousse à agir ainsi : laisser l'Allemagne, l'Italie et le Japon s'engager dans les actions militaires sur leurs voisins et vers l'URSS, actions qui les affaibliront et permettront aux alliés d'intervenir, le moment venu, et de dicter leur loi.

La deuxième raison est d'ordre beaucoup plus politique et nécessite un camouflage plus sérieux, car ce n'est pas pour rien qu'Hitler s'est posé en bouclier contre le communisme, la répression qu'il a exercée en Allemagne en remplissant ses premiers camps de concentration de communistes a encore donné plus de poids à ses déclarations.

Pendant la dernière année de paix, un mot d'ordre est couramment répandu en France : « mieux vaut Hitler que le front populaire » ce qui rend plausible la politique d'« apaisement » et de « non-intervention » pratiquée à l'égard des agresseurs, politique qui n'a pour objet que d'orienter vers l'Est la revendication allemande d'« espace vital ».

Staline note également un fait caractéristique dans la presse d'Europe et des Etats-Unis : l'impatience marquée à attendre la « campagne contre l'Ukraine soviétique ». Ils écrivent que les Allemands les ont « cruellement déçus ».

Ainsi Staline, en matière de politique extérieure, s'affirme-t-il résolu à :

- 1) Continuer la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays.
- 2) Etre prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits.
- 3) Augmenter par tous les moyens la puissance combative de notre armée et de notre Marine militaire rouges.
- 4) Renforcer les liens internationaux d'amitiés avec les travailleurs du monde entier, intéressés au maintien de la paix et de l'amitié entre les peuples. » (J. Staline, *ouvrage cité*, tome 14, p. 244.)

Au moment même où se déroulait le XVIII^e congrès, la situation internationale continuait à évoluer vers la guerre, car l'Allemagne commençait à s'en prendre à la Pologne. Dès le mois de mars et le 3 avril, le chef d'état-major allemand, général Keitel, donnait ses directives pour l'attaque qui devait être prête pour le 1^{er} septembre. Dans cette direction le 23 mars, les troupes allemandes avaient occupé Memel, le seul port de Lithuanie. Dans cette grande coalition, cristallisée sur l'axe Berlin-Rome-Tokio, aucun partenaire ne restait inactif, et le 7 avril 1939, à nouveau l'Italie entrait dans la danse en débarquant et en occupant l'Albanie.

Le 16 avril 1939, toujours et jusqu'au bout soucieuse de préserver la paix, ou tout au moins de gêner au maximum l'exécution des plans des agresseurs, l'Union Soviétique fit des propositions qui tendaient à la création d'un pacte d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne, la France et l'URSS, et ouvert à la Pologne. Ce pacte devait permettre d'accorder une garantie à ceux des Etats d'Europe centrale et orientale qui pouvaient être menacés par les visées expansionnistes allemandes.

Ces propositions font l'objet des observations suivantes de la part de Winston Churchill :

« On ne peut mettre en doute, même aujourd'hui à la lumière des événements, que la Grande-Bretagne et la France auraient dû accepter la proposition russe et proclamer la triple alliance. Quant aux méthodes à adopter pour rendre cette alliance effective en cas de guerre, elles auraient été réglées par les alliés luttant contre l'ennemi commun.

L'alliance de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie aurait jeté profondément l'alarme au cœur de l'Allemagne en 1939, et nul ne peut affirmer que la guerre n'aurait pu alors être évitée » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, pp. 370-371.).

Une telle proposition s'inspirait des intérêts immédiats des puissances en cause, du maintien de la paix et correspondait au courant populaire qui se développait en Angleterre et en France contre les conséquences, maintenant très palpables, de l'accord de Munich. Il était encore temps, mais il fallait faire vite ; l'urgence des décisions dans ce sens ne faisait pas de doute et, puisque dans son discours du 17 mars à Birmingham Chamberlain semblait avoir pris conscience des dangers qui s'étaient accumulés on aurait pu croire qu'on allait enfin sortir de l'impasse. C'est ce qui se serait produit si des forces occultes, dont Churchill se garde bien de parler, n'avaient imposé une autre direction. Effectivement, pendant que des jours et des semaines passaient, des pourparlers secrets avaient lieu pour rechercher un accord avec l'Allemagne afin d'orienter celle-ci vers l'Ukraine soviétique.

Afin de mieux dissimuler ces contacts déshonorants et de paraître répondre à l'attente des peuples anglais et français, des conversations furent ouvertes le 15 avril entre l'ambassadeur anglais et Maxime Litvinov, ministre des affaires étrangères de l'URSS. Ces conversations allaient rapidement se révéler stériles puisque l'obstacle majeur ne pouvait être surmonté qu'avec l'accord de la Pologne. L'URSS et l'Allemagne n'avaient pas de frontière commune ; en cas de conflit, il fallait que les troupes soviétiques fussent autorisées à traverser la Pologne, mais celle-ci refusa jusqu'au bout, certainement encouragée discrètement par les occidentaux.

Pendant toute cette période, tout l'art des négociateurs anglo-français tendait à amener l'URSS à prendre des engagements sans en contracter eux-mêmes. Il s'agissait de faire se déclencher la guerre entre l'Allemagne et l'URSS en plaçant cette dernière dans les plus mauvaises conditions ; une fois l'affaire enclenchée aider l'Allemagne selon les possibilités laissées par les peuples français et anglais. La drôle de guerre de 1939 à mai 1940 n'est-elle pas une illustration de cette volonté ? Après tout, cela correspondait à la politique qu'Hitler avait définie en s'instituant le bouclier contre le communisme et pour laquelle il avait reçu tant d'encouragements du monde occidental.

Qui aurait pu penser, à ce moment-là, qu'un retournement sensationnel dont l'histoire a connu peu d'exemples, allait se produire et que le grand leader de la nouvelle croisade allait subitement changer de cap. Et pourtant, Hitler en avait-il reçu des cadeaux de ces grandes bourgeoisies qui conduisaient le monde ! Certes, Churchill l'avait toujours craint, mais cette volte-face surprit et modifia complètement la situation. C'est très probablement au tout début de mai qu'Hitler prit sa décision, mais comme toujours n'en laissa rien paraître, même à ses proches.

D'autre part, comme l'indique Churchill :

« Le gouvernement soviétique était convaincu, à la suite de l'affaire de Munich et pour beaucoup d'autres raisons, que ni la Grande-Bretagne ni la France ne se battraient avant d'avoir été attaquées, et qu'alors elles ne pourraient pas faire grand-chose. L'orage approchait et allait éclater. La Russie était obligée de veiller à ses intérêts » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, pp. 374-378.).

Dans le même temps, et c'est ce qui facilita grandement l'opération, les mêmes tergiversations se poursuivaient à l'Ouest. Le 16 avril, les nations occidentales étaient en possession de propositions concrètes de l'URSS pour un pacte d'assistance mutuelle qu'elles pouvaient étudier de toute urgence. Au lieu de cela, ce ne fut que le 8 mai que réponse fut donnée, soit 22 jours après, et pour répondre dans une optique négative comme l'expose Churchill dans ses mémoires :

« Le gouvernement des Soviétiques, disait le communiqué, a reçu les contre-propositions anglaises le 8 mai ; celles-ci ne mentionnent pas l'obligation pour l'Union Soviétique d'une garantie séparée pour chacun des états voisins, mais elles précisent que l'URSS sera tenue d'apporter un secours immédiat à la Grande-Bretagne et à la France au cas où elles se trouveraient entraînées dans une guerre par suite des garanties données à la Pologne et à la Roumanie. Aucune mention, en outre, n'était faite d'une assistance de leur part à l'Union Soviétique au cas où celle-ci se trouverait entraînée dans une guerre par suite de ses obligations envers une quelconque puissance de l'Europe orientale » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, pp. 374-378.).

Une telle réponse ne pouvait évidemment pas donner satisfaction à l'URSS qui, sur-le-champ, fit de nouvelles propositions qui ne furent pas davantage acceptées.

Le 19 mai, le problème fut évoqué devant la chambre des communes ; MM. Lloyd George — Eden — Churchill insistèrent sur : « la nécessité vitale de conclure immédiatement avec la Russie un accord de grande envergure et sur un pied d'égalité ».

M. Winston Churchill relate les faits comme suit :

« Le Premier Ministre répondit et, pour la première fois nous révéla ses vues sur l'offre soviétique. L'accueil qu'il lui réservait était certainement froid et dédaigneux ».

Et enfin il donne sa propre intervention à la même séance :

« Je n'arrive absolument pas à comprendre ce qui s'oppose à la réalisation de l'accord avec la Russie que le premier ministre se déclare désireux de conclure, et à sa réalisation sous la forme large et simple proposée par le gouvernement de la Russie soviétique.

Je ne puis comprendre ces subtilités de la diplomatie et ces atermoiements. Si le pire venait à se produire, vous vous trouveriez au cœur de l'orage en même temps que les Russes et vous auriez à vous tirer d'affaire en même temps qu'eux.

Il est évident que la Russie n'est pas décidée à conclure des accords à moins d'être traitée en égale. Elle désire non seulement être traitée en égale, mais avoir aussi l'assurance que les méthodes employées par les alliés, par le front de la paix sont de nature à conduire au succès. Nul ne tient à s'associer à des chefs vagues et à une politique incertaine.

Je ne veux certes pas demander de faveurs à la Russie Soviétique, et ce n'est pas le moment de demander des faveurs à aucun pays étranger. Mais nous voici en présence d'une offre, d'une offre équitable, meilleure à mon avis que les conditions envisagées par notre gouvernement, une offre plus simple, plus directe et, plus efficace que ce que nous recherchions. Il ne faut pas la dédaigner.

Le gouvernement de sa Majesté a depuis longtemps négligé nos défenses, il a abandonné la Tchécoslovaquie et tout ce qu'elle signifiait au point de vue militaire, il a, sans avoir examiné au préalable les aspects techniques de la question, pris des engagements relatifs à la défense de la Pologne et de la Roumanie. S'il refuse et rejette maintenant l'aide indispensable de la Russie et nous conduit ainsi par le pire de tous les chemins vers la pire de toutes les guerres, alors il n'aura guère mérité la confiance, ni, je dois l'ajouter, la générosité que lui ont témoignée nos compatriotes.

On ne peut guère en douter, tout cela venait trop tard. Attlee, Sinclair et Eden exposèrent dans les grandes lignes l'imminence du danger et la nécessité de l'alliance Russe » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, pp. 381 à 384.).

La France et l'Angleterre firent semblant de tenter un nouvel effort avec la Russie. Elles envoyèrent à Moscou le 12 juin, pour cette importante mission, un fonctionnaire peu élevé dans la hiérarchie, ce qui, dit Churchill « fut apprécié par les Russes comme une véritable offense ».

Le fonctionnaire en question s'appelait monsieur Strang et il me souvient d'un titre qui barrait la première page du journal l'« Œuvre » : Strang...ulation. C'était cela ; il s'agissait bien d'étrangler toute possibilité d'accord. Il allait en être de même avec les délégations militaires qui furent envoyées à Moscou au cours de l'été 1939 et qui elles aussi, n'avaient pas pouvoir de décision. Inutile de relater les petites péripéties de cette comédie compte tenu des consignes que les délégations avaient reçues : « faire durer les pourparlers et surtout ne pas aboutir ».

Le piège était bien préparé mais Staline n'était pas de ceux qui s'en laissaient conter, d'autant qu'un développement extraordinaire était en train de se produire en raison de la volte-face d'Hitler. Depuis le mois de mai, la presse allemande avait cessé ses attaques contre l'Union Soviétique ; au contraire, des ouvertures étaient faites, laissant entrevoir la possibilité d'un traité commercial et d'un pacte de non-agression.

Non qu'Hitler eût renoncé pour toujours à la guerre contre l'URSS, mais au lieu de la faire pour le compte des démocraties occidentales, il préférerait d'abord se rendre maître de l'Europe aux dépens de celles-ci. Fort de leurs dépouilles, il ferait la guerre à l'est pour la victoire de la seule Allemagne et établirait le Grand Reich pour mille ans comme il en avait manifesté l'intention.

C'est ainsi que devant l'impossibilité absolue où se trouvait l'URSS d'aboutir à une alliance avec les démocraties le pacte germano-soviétique de non-agression fut signé le 23 août 1939. Voici le commentaire qu'en fait Winston Churchill :

« On se demande qui, de Hitler ou de Staline avait le plus d'horreur pour le traité qui venait d'être conclu. Tous deux n'ignoraient pas qu'il ne s'agissait en l'occurrence que d'une expérience temporaire. Il existait entre les deux empires et les deux systèmes un antagonisme mortel. Sans doute Staline songeait-il que Hitler serait pour la Russie un ennemi moins redoutable après une année de guerre avec les occidentaux. Hitler, lui, continuait d'employer sa tactique : « Un ennemi à la fois ». Le fait que semblable accord ait pu être conclu marque le point culminant de la faillite de la politique étrangère suivie depuis plusieurs années par l'Angleterre et par la France » (Winston Churchill, *ouvrage cité*, pp. 400 et 401.).

Ces longues citations, extraites des mémoires de l'homme qui eut la lourde charge pour son pays de conduire la guerre pendant toute sa durée, et dont les sentiments profonds à l'égard du régime soviétique n'avaient pas changé, n'ont été faites que pour bien relater le déroulement des événements et les réactions d'un des grands acteurs du drame épouvantable que les peuples ont vécu. Ces précisions réfutent et font justice des abominables calomnies qui ont été répandues par tous les tenants habituels de l'anticommunisme, contre la politique soviétique.

Le lecteur impartial reconnaîtra le bien-fondé de la décision de Staline de signer le pacte germano-soviétique afin de gagner le maximum de temps avant la terrible échéance et, se sentant isolé, de préserver quelques chances de victoire pour toute l'humanité progressiste.

Encore aujourd'hui, cette politique est considérée comme la seule juste par les historiens que n'aveugle pas la haine anti-soviétique et aussi par les dirigeants actuels de l'Union Soviétique, assurance exprimée dans ce court extrait du « Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique » (*Ouvrage cité*, édition de Moscou, 1975.) page 271 :

... « Sur ces entrefaites le gouvernement Hitlérien proposa en août 1939 au gouvernement soviétique de conclure un traité de non-agression. L'Union Soviétique était menacée d'une guerre sur deux fronts en Europe et en Extrême-Orient dans laquelle elle se serait trouvée complètement isolée. Le gouvernement soviétique accepta la proposition de l'Allemagne. L'avenir prouva que cette décision de l'Union Soviétique était la seule juste, car elle lui permit de se consacrer pendant près de deux ans à un travail créateur et de renforcer sa capacité de défense ».

X - LA PREMIÈRE PHASE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Au moment où vont s'engager les premières opérations de guerre, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quel enjeu fantastique comportait cette lutte titanesque aussi bien pour le système capitaliste que pour le régime socialiste qui n'existait jusqu'alors que dans un seul pays ; aucune expérience soi-disant socialiste ne pouvant être assimilée à du socialisme.

C'est ainsi que lorsque monsieur Olof Palme, dirigeant de la social-démocratie suédoise quitte le pouvoir à Stockholm en 1976 après 44 années d'exercice au gouvernement de son parti, le capital privé représente 90 % de l'activité économique du pays ; en clair, les socialistes ont exercé le pouvoir pendant près d'un demi-siècle pour le compte de la bourgeoisie sans porter la moindre atteinte au système capitaliste, au régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Sans doute ont-ils atténué, par des lois sociales, certains effets néfastes du système — et encore pas les plus importants —, mais ils n'ont en rien modifié la structure oppressante de l'Etat de classe capitaliste. Est-ce là du socialisme ? Absolument pas.

Quant au cours de son rapport au XVIII^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, le 26 janvier 1934, Staline peut dire :

« C'est un fait que la part du système d'économie socialiste dans l'industrie est actuellement de 99 % ».
Ça, c'est du socialisme ! »

Avis aux inventeurs de socialismes, qu'ils le décrivent comme radical, national, démocratique, d'autogestion — avec la liberté jusqu'au bout ! — Accompagné de tous les oripeaux dont ils veulent bien le déguiser, le socialisme ne se prête pas à ces métamorphoses. Pour qu'il soit authentique, il doit avant tout signifier « la socialisation », donc la propriété collective des moyens de production et d'échanges, et à plus ou moins longue échéance, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. En dehors de cela, il n'y a que tromperie.

Ceci étant bien entendu et pris pour base inconditionnelle, il est évident que dans chaque pays, chaque peuple peut édifier le socialisme à sa manière en tenant compte des conditions particulières de temps, de lieu, de formation psychologique et se dégager des impératifs qui s'imposèrent à l'Union Soviétique.

Donc, quinze ans après octobre 1917, voilà ce qui pouvait être dit globalement du degré de socialisation en URSS.

Pour le confirmer, Staline ajoute immédiatement après :

« Il en résulte que l'économie capitaliste est d'ores et déjà liquidée en URSS et le secteur des paysans individuels, à la campagne, refoulé sur des positions de second plan. (Joseph Staline, *Les questions du Léninisme*, éditions Pékin, p. 703.) »

Si les progrès de l'économie socialiste peuvent être ainsi définis au début de 1934, c'est de véritable épanouissement (c'est d'ailleurs le mot employé) qu'il peut être question en 1939 lors du 18^e congrès, car entre les deux congrès, soit cinq ans, l'industrie a doublé et ce mouvement s'est accompagné d'une modernisation qui plaçait techniquement l'industrie soviétique parmi les meilleures.

Pour fixer les idées, en prenant l'année témoin 1913, il faut indiquer que la production de charbon (en ce temps-là, nerf de l'industrie) avait été multipliée par cinq, que celle de l'acier l'avait été par quatre, sans mentionner ce qu'étaient devenues les productions tout à fait importantes, mais qui ne peuvent se comparer à 1913, de l'électricité et du pétrole.

L'agriculture avait également progressé bien que dans des proportions moindres car ces progrès étaient accomplis sur la base d'une organisation nouvelle de collectivisation qu'il fallait mettre en place et qui apportait aux paysans une amélioration considérable de leurs conditions de vie.

Il s'entend que tout ceci s'obtenait dans un climat de menace imminente de guerre qui obligeait l'URSS à consacrer des dépenses chaque année plus lourdes à sa politique de défense.

Cet effort constant de développement des forces productives permet d'entrevoir la réalisation possible des grandes idées des humanistes des derniers siècles. Et d'abord un monde sans guerre apparu comme une simple utopie et qui se situe encore actuellement dans un temps éloigné mais que pourtant le socialisme porte comme la meilleure promesse d'avenir. Pour la deuxième guerre mondiale il n'a pas dépendu de l'URSS qu'elle n'ait pas lieu et si les peuples avaient été plus avancés politiquement leur lutte pour la paix aurait fait échec aux fauteurs de guerre.

Il est une autre calamité qui prend naissance dans la structure du capitalisme, qui engendre des maux innombrables, s'attaque à la dignité des travailleurs et les frappe par millions ; c'est le chômage, l'inactivité forcée dans laquelle sont maintenus les salariés. Ils ne demanderaient pas mieux que de contribuer à l'accroissement des richesses mais ils sont arbitrairement privés de cette participation. Ce mal est tellement redoutable que dans la plupart des constitutions des états capitalistes figure le droit au travail, liberté dérisoire qu'aucune obligation ne sanctionne. L'ère du capitalisme développe le chômage qui constitue le mal du siècle, frappe de plein fouet des hommes dans la force de l'âge et les avilit. Ce fléau pèse bien davantage encore sur ceux qui sont plus anciens dans la production lesquels, en cas de licenciement ne retrouveront plus d'emploi ; les cadres sont dans cette catégorie. La menace pèse sur tous. A part les personnels à statut, nul ne peut prévoir ce qui l'attend devant ce phénomène, le marché du travail s'en ressent et les rémunérations tendent à diminuer.

Il est tout à fait normal qu'un régime socialiste digne de ce nom, s'attache en premier lieu à résoudre ce problème. Ce n'est pas toujours facile ; ce ne le fut pas en Union Soviétique qui se retrouvait en 1922, après sept ans de guerre étrangère et civile, avec une économie complètement ruinée et la famine dans certaines de ses régions. Reconstruire un pays dans le cadre d'un blocus international (le fameux

cordons sanitaires) n'était pas chose aisée ; c'est pourquoi il fallut attendre dix ans, soit en 1931, pour que soit définitivement vaincu ce véritable fléau qu'est le chômage. Après cela, et jusqu'à nos jours, l'ouvrier soviétique n'entendit jamais plus parler de crise de l'emploi, de surproduction. Quels que soient les aléas, la constitution fut appliquée et chaque travailleur trouva son emploi garanti.

Dans une assemblée internationale de sécurité sociale à Londres en mai 1958, Lord Beveridge membre éminent de la haute assemblée britannique déclarait que le devoir sacré d'un homme politique consistait à tout faire pour assurer la stabilité de la monnaie, tellement ses variations sont préjudiciables aux gens à revenus fixes, salariés, rentiers, artisans, etc. Ce principe anti-inflationniste si souhaitable pour les grandes masses de consommateurs n'est pas appliqué dans les états capitalistes. Bien au contraire l'inflation est la règle générale et est maniée avec dextérité pour reprendre au bénéfice des riches, une part de la rémunération des pauvres ; encore un phénomène devant lequel les augures bourgeois se déclarent impuissants comme s'il était dans la nature des choses et qui disparaît avec le socialisme. A Moscou, vous prenez le métro pour cinq kopecks comme il y a quarante ans. La guerre a provoqué quelques perturbations et une certaine montée des prix comme le traduisent les indices qui se rapportent à 100 pour 1940 et qui atteignent 288,1 pour l'année 1947 ; mais ensuite, les prix baissent et se retrouvent à 139 en 1977 alors que dans le même temps l'indice des salaires est passé de 100 à 500.

Ces quelques points qui différencient diamétralement le socialisme du capitalisme ne sont qu'un aspect de leur opposition. L'Etat, expression d'un système entièrement au service du peuple, détermine sa politique d'après ce système dans toutes les formes d'activité ; la production et son développement ne sont plus organisés pour assurer de hauts profits à quelques-uns mais pour satisfaire au mieux les besoins de la collectivité. L'instruction et la culture doivent être répandus et en premier l'analphabétisme doit être liquidé dans les plus brefs délais ; la santé fera l'objet des préoccupations des responsables, la gratuité des soins en sera le principe ; vacances, loisirs compléteront un large dispositif et pour tout cela, avec les villes nouvelles, les barrages, les usines qui sortiront de terre, les écoles, la formation professionnelle, les instituts de recherche, les laboratoires. Tout un peuple se rue dans la vie nouvelle.

Dans les états fascistes, à cette même période, si l'activité est également fébrile, c'est dans un tout autre but. La mobilisation de l'industrie se réalise avec des objectifs de guerre, tout est subordonné à cette perspective. Sans doute, le chômeur retrouve du travail, mais, par exemple en Allemagne 60 % de l'activité est utilisée pour la préparation à la guerre. Le peuple est formidablement conditionné vers cet objectif et les opposants sont jetés dans les camps de concentration.

Ces quelques idées semblaient utiles à rappeler au moment de reprendre la suite des événements qui avaient amené la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939, signature qui mettait en pleine clarté la véritable trahison d'Hitler à l'égard de ses engagements antérieurs et qui laissait pantelants les gouvernants anglais et français. Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, la décision du dictateur avait dû s'élaborer vers le mois de mai ; mais un événement s'était produit en juillet et se poursuivait en août 1940 qui avait dû renforcer l'idée maîtresse de Hitler, à savoir qu'il ne fallait pas combattre deux ennemis à la fois, ce qui risquait de lui arriver s'il ne neutralisait pas, pour un temps, l'un des adversaires.

Cet événement se passait en Extrême-Orient, les Japonais qui n'avaient cessé de faire des incursions sur le territoire de la Mongolie finirent par l'attaquer ouvertement et l'URSS engagée par un traité d'assistance mutuelle avec la république populaire de Mongolie se porta à son secours pour repousser l'envahisseur. C'est le Général Joukov, futur vainqueur de Berlin qui commanda les troupes dans ce secteur ; la lutte fut chaude mais l'armée d'intervention japonaise fut encerclée et détruite.

La maîtrise avec laquelle les opérations avaient été conduites ne fut pas étrangère à ce que, par la suite Joukov fut nommé Chef d'Etat-major Général. Il exerça ses fonctions presque sans interruption pendant toute la durée de la guerre.

Le premier septembre 1939, les armées allemandes envahirent la Pologne. On a vu à propos de la Tchécoslovaquie que les engagements de soutien pris depuis longtemps, et renouvelés constamment et avec insistance, n'étaient pas très respectés par la France et l'Angleterre à l'heure venue de les honorer. Les abandonnant cette fois encore la politique d'agression des nazis s'en trouvait facilitée. Concernant la Pologne, on ne peut invoquer la trop longue ancienneté des promesses faites puisque les engagements pris étaient récents ; six mois représentent un délai très court pour un traité.

Voici ce que déclarait le 31 mars 1939 le premier ministre Chamberlain devant le parlement anglais :

« Je dois maintenant informer la chambre des communes que, dans l'éventualité d'une action qui menacerait nettement l'indépendance de la Pologne et à laquelle le gouvernement polonais déciderait pour des raisons vitales de résister avec toutes ses forces nationales, le gouvernement de sa Majesté se considérerait tenu d'apporter immédiatement au gouvernement polonais toute l'aide en son pouvoir. Le Gouvernement de Sa Majesté a donné au gouvernement polonais des assurances à cet effet. J'ajoute que je suis autorisé par le gouvernement français à affirmer que sa position est la même que celle du gouvernement de Sa Majesté. Les Dominions ont été mis au courant de cette situation dans tous ses détails ».

Pour répondre à l'attaque du 1^{er} septembre et prêter assistance à la Pologne, la France et l'Angleterre, le 3 septembre, déclarent la guerre à l'Allemagne. C'est le commencement de la deuxième guerre mondiale qui va durer près de six ans, faire 50 millions de morts et 35 millions de blessés et mutilés; la plus formidable hécatombe que l'Humanité n'ait jamais connue et que nous devons au système capitaliste, à ses contradictions, à son caractère impérialiste, à sa soif de profits, à ses heurts des volontés hégémoniques de classe.

La déclaration de guerre des deux puissances libérales n'entraîne aucun soutien pratique et efficace pour la Pologne dont la résistance est compromise au bout de quelques jours. Pour nos deux pays, l'important était que l'offensive allemande prit la bonne direction, cette marche vers l'Est tant désirée. C'est pourquoi les opérations militaires anglaises et françaises furent des plus limitées et ne gênèrent en rien l'avance foudroyante des armées allemandes à travers la Pologne, comme devait le reconnaître le chef d'Etat-major allemand Jodl au procès de Nuremberg :

« Si nous n'avons pas été battus dès 1939, c'est uniquement parce que les quelque 110 divisions françaises et anglaises qui, pendant notre guerre contre la Pologne, faisaient face sur le front ouest aux 23 divisions allemandes, sont demeurées totalement inactives ».

En conséquence, au bout d'une semaine ce fut l'effondrement du côté polonais. Il est vrai que les agresseurs y mettaient le prix avec 5 armées lancées de Silésie, de Poméranie et de Prusse orientale, soit 65 divisions dont 11 blindées et 2 800 chars avec environ 2000 avions. L'attaque par mer comprenait 100 navires de guerre. Les forces polonaises qui se battaient courageusement ne représentaient même pas le quart de celles de l'adversaire ! La rapidité de l'avance allemande n'avait pas permis de réussir la mobilisation et aucune fortification n'était susceptible de ralentir ce raz de marée ; il y avait bien des ouvrages fortifiés mais ils avaient été construits à l'autre bout du pays, bien entendu en prévision d'une guerre contre la Russie. Il y eut quelques îlots de résistance, notamment à Varsovie, mais bientôt les membres du gouvernement qui avaient quitté la capitale au bout de 5 jours, pour se réfugier en province le plus loin possible, abandonnaient tout pour s'enfuir en Roumanie.

Ce que voyant, Staline n'allait pas laisser les allemands s'approcher des frontières soviétiques sans réagir ! Le 17 septembre il ordonnait à ses troupes de se porter sur l'ancienne frontière polono-russe de 1920, soit quelques centaines de kilomètres en avant.

Cela éloignait d'autant les bases de départ d'une éventuelle attaque allemande, mais ce qui était vrai pour la Pologne le devenait avec acuité pour les Etats baltes qui avaient appartenu pendant deux siècles à l'empire russe et qui en étaient détachés depuis la révolution d'octobre ; en septembre-octobre 1939, les trois républiques : Lithuanie-Lettonie-Estonie, sollicitées, acceptèrent de signer un pacte

d'assistance mutuelle avec l'Union Soviétique. Mais la situation dans ces pays s'aggrava et il n'était pas certain que le pacte conclu recevrait application ; c'est pourquoi le gouvernement soviétique exigea un changement dans les équipes dirigeantes. Le mouvement révolutionnaire s'y développa et en juin 1940 elles demandèrent leur adhésion à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ce qui fut conclu au mois d'août.

Deux graves problèmes restaient à régler. Celui de la Finlande, que l'on va examiner, et celui de la Moldavie qui comprenait la Bessarabie et la Bukovine septentrionale qui avaient été arrachées à l'Union Soviétique par la Roumanie en 1918. Cette dernière, devant les dangers de guerre qui se précisaient de plus en plus, accepta la rétrocession.

Le problème était différent pour la Finlande gouvernée par les éléments les plus réactionnaires de la Grande Bourgeoisie qui n'avaient cessé de mener, avec l'aide de l'Angleterre et de la France, une politique d'hostilité antisoviétique très accusée. Avec l'aide étrangère, la Finlande avait construit sur la frontière qui la séparait de l'Union Soviétique d'énormes fortifications en profondeur : la ligne Mannerheim. Cette ligne fortifiée ne pouvait trouver sa justification que dans une politique d'agression en commun avec d'autres nations, mais non en défense, compte tenu de l'énorme disproportion entre les deux Etats. Or, Leningrad, le deuxième centre politique économique et militaire de l'Union Soviétique, se trouvait à 30 kilomètres de la frontière. Laisser les choses en l'état était s'exposer, dès le premier jour d'un conflit, aux pires déboires. Des pourparlers s'engagèrent dès octobre 1939. Les soviétiques proposaient aux finlandais d'échanger les territoires concernés par les fortifications de l'isthme de Carélie contre d'autres beaucoup plus étendus en Carélie même.

Cette proposition, trop honnête pour être acceptée, fut rejetée par les fauteurs de guerre finlandais qui accentuèrent encore l'armement de leur ligne fortifiée. Dès lors, la porte de l'entente était verrouillée. Le 30 novembre les hostilités commençaient.

Il ne s'agissait pas d'une petite opération ; il n'était pas question d'offensive frontale étant donné la puissance des ouvrages militaires. C'est donc de flan, par la Carélie, que les troupes russes devaient se frayer un passage dans une région de forêts, de lacs, de marécages, au milieu d'un hiver particulièrement rigoureux et à une latitude élevée. L'ensemble de ses difficultés fut certainement sous-estimé par l'Etat-major soviétique qui n'avait pas cru bon d'engager des effectifs pléthoriques dans cette opération et qui se heurta à une résistance acharnée, si bien que les hostilités durèrent trois mois et demi, alors que l'on aurait pu penser que six semaines suffiraient.

Une formidable campagne d'intoxication fut engagée dans la presse capitaliste mondiale pour tromper une fois de plus les opinions publiques. Que de qualificatifs, que de superlatifs pour décrire les succès militaires de la petite Finlande contre l'ogre russe ; là aussi, il fallait préparer le terrain pour l'opération à entreprendre par Hitler contre l'URSS. L'exclusion de l'URSS de la SDN fut décidée. Pourtant rien de tel n'avait jamais été envisagé contre l'Italie au temps où celle-ci absorbait l'Ethiopie, autre membre de la SDN.

Cette campagne avait aussi pour objet de minimiser aux yeux des allemands, la puissance militaire russe et ainsi les engager davantage à franchir le pas. En France, toutes les formations politiques, hormis le parti Communiste jeté dans l'illégalité, participaient à ce concert, y compris, bien entendu, les trotskistes qui se laissaient aller à leur rêve de résurrection en URSS à la faveur d'une grande défaite militaire. On retrouve un écho lointain de cette position dans l'appréciation suivante d'Elleinstein :

« La résistance des troupes finlandaises fut plus grande que l'on pouvait l'escompter. A cela il fallait ajouter la rigueur de l'hiver, les difficultés dues à la topographie (lacs, marais, forêts) et la *faiblesse de l'armée rouge dont les cadres avaient été décimés par la répression de masse des années 1937-1938 et dont l'impréparation s'avérait catastrophique.* » (Elleinstein, *ouvrage cité*, Tome 3, p. 30.) - (Souligné par nous.)

En matière d'exagération on ne fait pas mieux. Affirmer que les cadres militaires avaient été décimés par la répression au point de ne pouvoir encadrer un corps d'intervention, c'est aller un peu fort ; au surplus, comment expliquer que 18 mois plus tard la même armée rouge serait capable de résister à la formidable avalanche du 22 juin 1941 et ensuite de remporter la victoire de Moscou ?

Si Staline avait eu besoin d'un argument supplémentaire pour justifier sa position à l'égard du pacte germano-soviétique, la ligne qu'il suivait, que Winston Churchill appréciait en disant que « la Russie devait défendre ses intérêts » il l'aurait trouvé dans l'hostilité générale qui accueillait ses efforts pour une rectification de frontière qu'il aurait voulue pacifique. Car l'hostilité ne se manifestait pas seulement par des campagnes de propagande contre l'Union Soviétique mais également par des préparatifs pour l'envoi en Finlande d'un corps expéditionnaire de 100000 hommes en Angleterre et de 50000 en France. On projetait également d'attaquer l'URSS par le sud du côté de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak. C'était le gouvernement français qui s'était une fois de plus distingué par la proposition de Daladier au Conseil supérieur interallié le 19 décembre 1939 d'entamer ces opérations.

Ainsi, étant en guerre contre l'Allemagne depuis le 3 septembre et n'entretenant rien contre cette dernière, les alliés ne songeaient qu'à attaquer la Russie. Peut-on imaginer plus grande duplicité ? A-t-on jamais vu une politique de classe mise à nu pareillement ? La guerre Fino-soviétique se termina trop vite pour que tous ces projets aboutissent, cependant qu'une aide substantielle était fournie :

« Le premier ministre Chamberlain, qui, peu de temps auparavant, avait affirmé que son pays manquait des armes convenables pour lutter contre l'Allemagne nazie, réussit à envoyer rapidement à la Finlande 144 avions britanniques, 114 pièces d'artillerie lourde, 185000 obus, 50000 grenades, 15 700 bombes d'avion, 100000 capotes et 48 ambulances, au moment où l'armée française avait un besoin urgent de tout matériel militaire pour contenir l'inévitable offensive nazie, le gouvernement français envoya à l'armée finlandaise 179 avions, 472 pièces d'artillerie, 795000 obus, 5100 mitrailleuses et 200000 grenades à main ». (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *ouvrage cité*, p. 384.)

Après 100 jours de guerre, la chute de Vyborg et la défaite amenèrent le gouvernement finlandais à conclure, malgré les excitations franco-britanniques, un traité de paix qui garantissait, en reculant la frontière, la sécurité de Leningrad.

Chez Staline, la hantise de la guerre à venir était grande ; gagner là quelques dizaines de kilomètres, en gagner ailleurs plusieurs centaines, pour reculer le plus possible le point de départ de l'attaque éventuelle, était une bonne chose mais cela ne suffisait pas, il fallait que l'industrie, les voies de communications, l'armement, répondent aux nécessités de l'heure.

« Le Comité Central du parti aidait les entreprises qui produisaient du matériel militaire nouveau, dès qu'elles éprouvaient des difficultés du côté de l'allocation des matières premières déficitaires ou des équipements les plus récents. Afin que les usines de défense d'une certaine importance puissent recevoir tout ce qui leur était nécessaire et remplissent les missions qui leur étaient assignées, les délégués du Comité Central, organisateurs expérimentés et spécialistes connus furent nommés à la tête de leurs organisations du parti. Je dois dire que J. Staline fournissait un travail considérable en s'occupant lui-même des entreprises travaillant pour la défense. Il connaissait bien des dizaines de directeurs d'usines, d'organisateur du parti, d'ingénieurs principaux, les voyait souvent et obtenait avec la persévérance qui le caractérisait, l'exécution des plans prévus ». (G. Joukov, *Maréchal de l'Union Soviétique*, quatre fois héros de l'Union Soviétique, *Mémoire*, Tome premier, p. 279.)

Cette première citation du général G. Joukov appelle une explication en raison même du fait que de nombreuses fois, au cours de cet ouvrage, nous reviendrons sur ses écrits ; les commentaires qu'il fait des événements militaires ont une très grande valeur, ses appréciations méritent la plus grande considération. Il n'est pas une seule grande bataille à laquelle il n'ait pris une large part. G. Joukov fut nommé Chef d'Etat-major Général quelques mois avant le début du conflit et dès lors il ne quitta plus les très hautes responsabilités. Même lorsqu'il ne remplit pas ses fonctions — à la suite d'un différent avec Staline —, il exerça des commandements importants et au surplus resta toujours membre de la Stavka du commandant suprême ; d'ailleurs il devint rapidement l'adjoint direct de Staline.

Comme il le dit lui-même, Joukov est certainement l'homme qui depuis 1940 et pendant toute la guerre côtoya le plus et connaît le mieux Staline. Il put l'apprécier dans toutes les circonstances, son jugement a donc valeur de test; de plus, sa gloire militaire, mondialement connue, due à son immense talent, le mettait à l'abri de quelque pression que ce soit. En conséquence, le lecteur voudra bien admettre que souvent, référence lui soit faite

Il fallait exécuter les plans prévus et cela dans tous les domaines. Constituer d'importantes réserves de vivres, de combustibles, d'électricité, d'armes. Le budget de la défense passe de 1937 à 1940, de 17,5 à 56,9 milliards de roubles ; sa proportion dans le budget général passe de 10 % en 1928/1929 à 32 % en 1940.

Un effort supplémentaire est demandé aux travailleurs. On réintroduit la semaine de 48 heures et on rétablit l'interdiction sans autorisation, de changer de travail.

Pendant les trois premières années du troisième quinquennat 1938/1940, la production industrielle globale progresse de 45 % et 76 % pour les constructions mécaniques ; les biens d'équipements représentent 61,2 % de la production industrielle globale en 1940 contre 38,8 % pour la production des biens de consommation.

La production charbonnière passe de 128 millions de tonnes en 1937 à 165900000 en 1940. En 7 ans, l'extraction pétrolière a augmenté de 45 %. En 1940 la production d'acier et de fonte représente 4 fois celle de 1913. La production d'aciers de haute qualité était passée à 860000 tonnes en 1937 contre 87000 en 1932, les laminés de qualité de 5900 tonnes à 140000 soit 24 fois plus. Trois mille entreprises industrielles nouvelles sont mises en service en 1938/1940, mais dans les treize dernières années c'est 9000 entreprises qui ont été construites dont une bonne partie dans l'Est du pays, loin des atteintes possibles.

Dans les trois dernières années de paix, l'accroissement annuel de la production de guerre est de 39 % alors que, pour l'ensemble de l'industrie il n'est que de 13 %. Au cours des six premiers mois de l'année 1941, la production de guerre quadruple par rapport à 1937.

Tous ces chiffres réfutent les accusations injustes de Khrouchtchev à qui le prochain chapitre sera consacré, et qui met Staline en cause en ces termes :

«... les mesures nécessaires n'étaient pas prises pour préparer le pays comme il le fallait à se défendre et l'empêcher d'être pris au dépourvu.

Avions-nous le temps et la possibilité de réaliser cette préparation ? Oui, nous avons le temps et les possibilités ». (Khrouchtchev, rapport du 20^e congrès, p. 26.)

L'effort de guerre se poursuivait dans tous les domaines. Du 1^{er} janvier 1939 au 1^{er} juillet 1941, 17745 avions de combat sortent des chaînes de montage. La production d'appareils plus perfectionnés est entreprise, dans les six premiers mois de 1941 l'armée en reçoit 2 653 contre 86 en 1940.

« Les mesures prises de 1939 à 1941 par le parti et le gouvernement créent les conditions requises pour obtenir rapidement au cours de la guerre la supériorité quantitative et qualitative dans la construction des avions.

La modernisation de l'industrie de la construction de chars, la veille de la guerre a une portée énorme. Elle permet dès les premières années de guerre d'augmenter considérablement la production de chars et d'obtenir la supériorité sur l'ennemi. » (*La grande guerre nationale de l'Union Soviétique*, Moscou 1974, pp. 32-33.)

En artillerie également les progrès sont considérables, du point de vue du nombre et aussi des nouveaux modèles mis en fabrication. C'est à ce moment qu'est créée la fameuse Katioucha. Malheureusement les avis sont partagés sur la valeur de ce canon-fusée qui fera tant de ravages, et la

fabrication en série n'en sera commencée qu'après le déclenchement des hostilités. De même, beaucoup de ces nouveaux armements ne seront pas encore en place au début du conflit, et là où ils le seront, le personnel n'en aura pas encore la maîtrise. A ce moment, les forces armées soviétiques n'ont pas terminé leur réarmement, mais malgré cela des mesures sont prises — peut-être insuffisantes —. Il est clair que, contrairement à ce que dit Khrouchtchev, les moyens manquaient. Il est toujours facile après coup, et trente-cinq ans après de porter des jugements péremptoires, comme Madame Hélène Carrère d'Encausse qui nous dit à la télévision : « Staline avait mal préparé la guerre ».

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas l'opinion des soviétiques qui écrivent :

« La situation générale s'étant aggravée, le Parti Communiste et le gouvernement prennent d'urgence fin avril 1941 des mesures visant à tenir l'armée rouge en alerte. En mai-juin, le commissaire du peuple à la Défense prend une série de mesure pour la mobilisation répondant à la décision du gouvernement de février 1941. Le 26 avril, les régions militaires de Transbaïkalie et d'Extrême-Orient reçoivent l'ordre de préparer le départ d'un corps mécanisé et de deux corps d'armée (neuf divisions en tout), de deux brigades de parachutistes pour les régions situées aux frontières occidentales. A la mi-juin on commence à transférer des divisions aériennes de la Transbaïkalie et de l'Extrême-Orient vers la partie européenne. Le commandement de la région militaire de l'Oural reçoit l'ordre d'envoyer deux divisions à l'Ouest. Le 13 mai, la 19^e, la 21^e et la 22^e armée (du Caucase du Nord, de la Volga et de l'Oural) ainsi que le 25^e corps d'armée (de Kharkov) doivent avancer sur la ligne Dvina Occidentale-Dniepr. Ces troupes doivent se déployer du 1^{er} au 3 juillet et constituer la Réserve du Haut-Commandement. La 16^e armée de la Région militaire de Transbaïkalie rejoint celle de Kiev ». (*Idem.* p. 42.)

Pour l'Allemagne, l'année 1940 allait être décisive en ce sens qu'elle allait lui apporter la preuve qu'une complicité tacite lui était acquise de la part des grandes bourgeoisies européennes. Déjà elle avait pu mettre à profit le répit qui lui était accordé après sa campagne de Pologne puisque aucune action d'envergure n'avait été entreprise par les deux puissances, France et Angleterre qui lui avaient déclaré la guerre le 3 septembre 1939. Alors en avril 1940, elle envahit le Danemark, débarqua sur plusieurs points en Norvège et occupa rapidement ces deux pays.

Dans la nuit du 9 au 10 mai 1940, une formidable armada composée de puissantes unités blindées et aériennes se déploya dans une grande offensive contre la Belgique, La Hollande et le Luxembourg n'opposèrent qu'une résistance toute relative puisque le 15 mai la Hollande capitulait, suivie le 28 par la Belgique. Mais ceci n'était qu'un « hors-d'œuvre ». Dans cette offensive c'est la France et l'Angleterre qui étaient visées. Bientôt, les forces française furent bousculées dans la région de Sedan et la ligne Maginot qui avait toujours été présentée aux Français comme un rempart contre l'agression fut, tout simplement tournée par le nord. L'offensive allemande se développa en pointe pour couper en deux les forces adverses, ce qui aboutit à créer une poche dans la région de Dunkerque où furent encerclées d'importantes forces anglo-françaises. Sur l'ensemble du front, un désordre s'installa. Ordres et contre ordres se succédaient trop pour que ce soit seulement le fait du hasard. Il y avait de la part d'une partie de l'état-major la volonté de précipiter la victoire de l'Allemagne car, pour beaucoup, celle-ci était préférable à un retour du Front Populaire.

D'ailleurs, la grande préoccupation de la bourgeoisie n'était pas la conduite de la guerre mais l'offensive contre la classe ouvrière. Le parti communiste était interdit, ses députés arrêtés, le mouvement syndical divisé et dans ce concert la social-démocratie était à l'avant-garde.

Malgré une certaine résistance ou officiers et soldats montrèrent un grand courage, la dislocation de l'armée progressait rapidement. On vit des régiments abandonnés par leurs officiers, des dizaines et des dizaines de milliers de prisonniers faits par les Allemands, des batteries complètes d'artillerie livrées à l'ennemi sans avoir tiré un seul coup de canon. Entre-temps, le 10 juin, l'Italie déclara la guerre à la France, alors que celle-ci était déjà pratiquement vaincue. Cette situation entraîna des changements politiques qu'il est inutile d'énumérer et qui amenèrent Pétain au pouvoir pour signer la capitulation de la France. Le Général de Gaulle le 18 juin, Maurice Thorez et Jacques Duclos le 10 juillet firent appel à la résistance.

Contrairement à ce qui se passa en France, les événements tournèrent tout autrement pour l'Angleterre. Ayant rapatrié avec beaucoup de difficultés ses forces prises au piège à Dunkerque, l'Angleterre s'organisa pour poursuivre la lutte ; mais devant l'éclatante faillite de la politique de Chamberlain, lequel jusqu'au bout avait recherché l'entente avec Hitler, la venue au pouvoir de Winston Churchill s'imposa. Dans son gouvernement participèrent les travaillistes dont Attlee et Bévin.

A ce moment, la nation Britannique était au bord du désastre. De toute évidence elle n'aurait pu résister à un débarquement allemand. Hitler en décida autrement. La victoire qu'il escomptait rapide sur l'URSS lui permettrait de cueillir l'Angleterre comme un fruit mur.

Consolider ses victoires, raffermir ses alliances, préparer l'invasion de la Russie devinrent les préoccupations essentielles de la politique Hitlérienne. Dans cette optique intervint en septembre 1940 la signature du pacte tripartite entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, alliance militaire et contrat politique pour assurer à ces trois puissances la suprématie mondiale par l'organisation de l'ordre nouveau fasciste en Europe et en Asie. Dans cette orientation et dans les six mois qui suivirent, soit d'octobre 1940 à mars 1941, les Allemands soumièrent la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Bulgarie qu'ils firent entrer dans le pacte tripartite. Tous ces pays bordaient ou étaient à proximité de l'Union Soviétique. Ainsi, le dessein du pacte fasciste était clair : préparer l'assaut en multipliant les bases militaires contre l'Union Soviétique. En avril 1941, ce fut au tour de la Yougoslavie de subir l'attaque de l'armée nazie et de succomber également.

A cette époque il restait un seul théâtre d'opérations où l'offensive fasciste n'obtenait pas les résultats attendus. La Grèce résistait victorieusement à l'Italie. Alors l'Allemagne vint à la rescousse et occupa la Grèce. Ainsi presque toute l'Europe continentale était soumise à la loi de la guerre allemande. Des millions de prisonniers étaient à la disposition de l'industrie du Reich, toutes les réserves d'armements, d'usines, de matières premières, de produits agricoles pouvaient être considérés comme butin de guerre.

En une courte période, un géant comme il n'y en avait jamais eu auparavant s'était installé au cœur du monde industriel. La supériorité de la race allemande, disait Hitler, s'établissait pour mille ans, l'invincibilité de ses armées en était le garant. Par la trahison de leurs bourgeoisies, la nuit de l'oppression s'étendait sur les peuples qui s'étaient vu ravir leurs libertés et leur identité nationales et aussi le droit à l'espérance ; l'avenir ne laissait voir que prisons, camps de concentration, exterminations massives « Je n'ai à vous offrir que larmes et deuils » dit Churchill au peuple anglais en prenant le pouvoir. Le rêve insensé d'un fou était devenu réalité. Pour répondre à notre angoisse, existait-il quelque part un peuple, un homme pour relever le défi et dire au monde, avec une apparence de raison, non, nous ne baisserons pas la tête ?

XI - LE RAPPORT KHROUCHTCHEV

Au cours du XX^e congrès du Parti Communiste de l'URSS tenu en février 1956 et plus précisément le 25 en séance de nuit, à huis clos, soit en dehors de la présence d'aucun membre des délégations étrangères, le secrétaire général du parti N. Khrouchtchev présenta un rapport qui devait rester secret, sur le culte de la personnalité de Staline qui avait eu des conséquences néfastes.

« En raison du fait que tout le monde ne semble pas encore bien comprendre les conséquences pratiques résultant du culte de l'individu, le grave préjudice causé par la violation du principe de la direction collective du parti du fait de l'accumulation entre les mains d'une personne d'un pouvoir immense et illimité, le Comité Central du Parti considère qu'il est absolument nécessaire de révéler au XX^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique tout ce qui concerne cette question ».

N. Khrouchtchev

Une première question se pose, est-ce bien en vertu d'une décision du C.C. du parti? Est-ce même une décision du Bureau Politique ?

On peut en douter pour plusieurs raisons. Examinons-en quelques-unes. Non qu'il entre dans les fins de ce chapitre de contester l'ensemble du rapport de Khrouchtchev ni, non plus, de son utilité avec les autres mesures qui furent prises pour combattre le culte de la personnalité et le rétablissement de la légalité socialiste, mais seulement pour en montrer les extravagances, signaler de flagrants mensonges et en rechercher l'objet véritable.

Un éditeur américain a produit en 1970 un gros livre de près de 600 pages ayant pour titre : « Khrouchtchev-Souvenirs » et assure que : « Ce livre est composé de documents de dates différentes et venus au jour en des circonstances variées. » L'éditeur a la conviction absolue, fondée sur les vérifications les plus minutieuses qu'il s'agit d'un recueil authentique de souvenirs de Nikita Khrouchtchev. ».

L'intéressé a protesté en déclarant qu'il n'avait remis de manuscrit à quiconque et même sans cette déclaration, tout militant quelque peu au courant des arcanes de la politique pense tout d'abord qu'il s'agit bien d'un document apocryphe ; et pourtant, sans se laisser influencer par ceux qui certifient son authenticité, à la lecture on est un peu ébranlé, et s'il est vrai qu'il s'agit d'une œuvre imaginée de toute pièce, c'est en tous les cas un travail bien fait. Dans cette dernière hypothèse, on peut admettre que, pas mal de choses justes ont été collectées, précisément pour donner à l'ensemble le caractère d'authenticité recherché.

C'est avec ces réserves que nous pouvons prendre connaissance de ce qu'il est dit dans Khrouchtchev-Souvenirs. On apprend ainsi comment fut prise la décision de présenter le rapport au 20^e congrès, le 25 février 1956.

Il y est expliqué que le congrès approchait de sa fin et qu'il n'avait pas encore été question de faire connaître au parti les conclusions de la commission Pospélov qui avait rassemblé tous les éléments du futur rapport. Khrouchtchev profitant d'une suspension de séance saisit le présidium de la question ; il rencontra une vive opposition dont il finit par triompher et fut désigné pour faire le rapport. Donc, il apparaît déjà qu'il ne s'agit pas d'une décision d'une instance régulière du Parti, mais d'une approbation de principe du présidium du congrès. Celui-ci pouvait, certes, avoir autorité pour en décider mais manquait peut-être aussi de temps pour un examen préalable approfondi de documents et ne semble pas être à même d'en fixer les limites. En tous les cas, il ne s'agissait pas d'un texte écrit et soumis auparavant à un organisme ou même à une commission. Par conséquent, une large part était laissée à l'improvisation de l'orateur, ce qui est confirmé par l'exclamation suivante que l'on trouve au 8^e paragraphe de la page 42 du rapport : « A propos, une question me vient à l'esprit ». C'est bien là le terme employé dans une improvisation et quand on connaît la verve de Khrouchtchev, on peut être inquiet sur la qualité de ses propos.

Et maintenant posons-nous la question : pourquoi Khrouchtchev tenait-il tant à faire ce rapport, lui qui avait été un familier de Staline pendant tant d'années, qui appartenait aux sphères dirigeantes du Parti depuis si longtemps — (c'est lui qui avait présenté le bureau au XVII^e congrès en 1934) — qui avait participé dans la datcha de Staline à la dernière beuverie qui avait précédé sa mort ? Il condamne le culte porté à Staline alors qu'il fut lui-même un de ses plus zélés laudateurs comme le montre son intervention au XVIII^e congrès que rapporte J. Elleinstein dans son « Histoire de l'URSS — Tome II — page 228 :

« Au XVIII^e congrès, nous avons écouté le compte-rendu de la lutte pour le communisme, la lutte des ouvriers, des paysans, de l'intelligentsia, de tous les travailleurs de notre pays soviétique que dirige notre chef génial, notre guide, notre grand « Staline » (applaudissements tumultueux, prolongés qui passent à l'ovation, tous se lèvent. L'amour des bolcheviks d'Ukraine envers le camarade Staline reflète la confiance sans limite et l'amour du peuple Ukrainien envers le grand Staline. »

Et la conclusion du discours est la suivante :

« Vive le plus grand génie de l'Humanité, le maître et le guide qui nous mène victorieusement vers le communisme, notre cher Staline, (applaudissements tumultueux qui passent à l'ovation, tous se lèvent, exclamations : Hourrah ! Vive le Grand Staline ! Hourrah ! camarade Staline) » (Compte rendu sténographique du XVIII^e congrès, Moscou 1939, p. 169.)).

Oui, pourquoi Khrouchtchev tenait-il à présenter ce rapport ?

Il faut se souvenir qu'il s'agissait du premier congrès depuis la mort de Staline dont la disparition, il faut en convenir, avait laissé un vide considérable. Malenkov avait d'abord été désigné pour le poste de secrétaire général, puis ce fut Khrouchtchev. Dès après la mort de Staline, le Comité Central avait entrepris une action conséquente contre le culte de la personnalité, le dénonçant comme une pratique tout à fait en dehors du socialisme, et un travail de redressement avait été entrepris, de même que la révision de certains procès dont les victimes, condamnées injustement avaient été réhabilitées. Ce travail se poursuivant dans les années suivantes, il était plus que probable que le problème général des répressions allait se poser et que d'autres que Staline pouvaient y être mêlés. Si les événements avaient pris cette tournure, il fallait mieux prendre les devants !... Khrouchtchev lui-même n'était pas blanc dans cette affaire et, notamment en Ukraine, ses pas avaient laissés une trace sanglante.

Et puis, autre avantage de présenter ce rapport aux limites non déterminées d'avance, le fait d'apporter en bloc une masse de faits plus ou moins véridiques et dont certains souvent horribles surprendraient, mieux, stupéfieraient son auditoire au point qu'aucun compte ne pourrait désormais lui être demandé personnellement, pas même par les membres du Comité Central.

C'était un coup de poker qui, réussi, allait asseoir son pouvoir pour une longue période. Alors, il y mit le paquet. Comme nous allons le voir, tout va y passer et ce qui ne pourra être affirmé sera suggéré. Comme nous l'avons montré dans une citation précédente, les mérites de Staline sont expédiés en sept lignes — c'est un peu court pour un homme qui a tenu le poste de secrétaire général du Parti pendant trente et un ans —, et aussitôt après, le travail de démolition commence.

Après avoir rappelé que les classiques du marxisme-léninisme dénonçaient très sévèrement toute manifestation du culte de l'individu, il en vient à la correspondance échangée entre Lénine et Staline en 1922-1923 et, après en avoir donné lecture, ajoute : « Camarades, je ne commenterai pas ces documents. Ils parlent éloquemment d'eux-mêmes. Staline ayant pu agir de cette façon du vivant de Lénine, ayant pu agir à l'égard de Nadejda Konstantinovna Kroupskaïa que le parti connaît bien et apprécie hautement en tant que compagne fidèle de Lénine et comme combattante active pour la cause du parti depuis sa création, on peut facilement imaginer comment Staline traitait les autres gens. Ce côté négatif n'a cessé de se développer et dans les dernières années avait pris un caractère absolument insupportable » (page 5 du rapport).

Il s'agissait d'une lettre de Kroupskaïa à Kamenev commençant ainsi :

« Léon Borissovitch ! A la suite d'une courte lettre que m'a dictée, avec l'autorisation des médecins, Vladimir Illitch, Staline est entré hier dans une violente et *inhabituelle* (Souligné par nous.) colère contre moi... »

et ensuite d'une lettre de Lénine à Staline datée du 5 mars 1923. Là Khrouchtchev utilise un argument émotionnel car ayant trait à la compagne de Lénine, il se garde bien de rappeler que plus tard Kroupskaïa s'étant pendant un temps fourvoyée avec l'opposition se rallia aux thèses défendues par Staline et que jusqu'à sa mort elle resta à la tête d'un important ministère. Il ne dit pas non plus que Staline, à la suite des reproches qui lui avaient été adressés, avait fait effort pour se corriger ; au contraire, Khrouchtchev laisse supposer que depuis toujours il agissait ainsi. Ensuite, il continue d'argumenter contre le despotisme de Staline pour en arriver à dire : (Page : 6) :

« Nous devons affirmer que le parti a mené un dur combat contre les trotskistes, les droitiers et les nationalistes bourgeois et qu'il a désarmé idéologiquement tous les ennemis du léninisme. Ce combat idéologique a été conduit avec succès, ce qui a pour résultat de renforcer et de tremper le parti. Là, Staline a joué un rôle positif.

Le parti a mené une vaste lutte idéologique et politique contre ceux qui, dans ses propres rangs, avançaient des thèses anti-léninistes, qui représentaient une ligne politique hostile au parti et à la cause du socialisme. Cela a été une lutte opiniâtre et difficile, mais nécessaire car la ligne politique, aussi bien du bloc trotskiste zinoviéviste que des boukhariniens, conduisait en fait à la restauration du capitalisme et à la capitulation devant la bourgeoisie mondiale. Considérons un instant ce qui serait arrivé si, en 1928-1929, la ligne politique de déviation droitiste ou l'orientation vers le « socialisme à pas de tortue », ou vers le Koulak etc. avait prévalu parmi nous. Nous ne posséderions pas maintenant une puissante industrie lourde, nous n'aurions pas les kolkhozes, nous nous trouverions désarmés et faibles devant l'encerclement capitaliste. »

Le rapport étant fait en 1956, Khrouchtchev aurait pu ajouter que le parti ne serait pas là pour délibérer, mais qu'il aurait été balayé par le nazisme.

Je me permets en passant de dédier ce passage du rapport de Khrouchtchev à mes camarades, auteurs du livre : « L'URSS et nous » publié en 1978 (avec la bénédiction de la direction du parti) et notamment à Alexandre Adler qui fait disparaître le parti communiste de l'URSS au bénéfice d'un « groupe qui soutenait Staline » et qui se lance, à la suite de Soljenitsyne dans le dénombrement des morts de la répression contre les koulaks en 1928-1929. Dénombrement des plus fantaisistes qui ne tient nul compte des lois fondamentales de la démographie, à moins qu'Adler ait découvert que les femmes soviétiques ne portent leurs enfants que 6 mois au lieu de 9 comme toutes les femmes du monde.

Un peu plus loin, Khrouchtchev poursuit :

« La lutte se situait sur le terrain idéologique. Mais quelques années plus tard, alors que le socialisme était fondamentalement édifié dans notre pays, alors que les classes exploitantes étaient généralement liquidées, alors que la structure sociale soviétique avait radicalement changé, alors que la base sociale pour les mouvements et groupes politiques hostiles au parti s'était extrêmement rétrécie, alors que les adversaires idéologiques du parti étaient depuis longtemps vaincus politiquement, c'est alors que commença la répression contre eux.

C'est exactement pendant cette période (1935-1937-1938) qu'est née la pratique de la répression massive au moyen de l'appareil gouvernemental, d'abord contre les ennemis du léninisme : trotskistes, zinoviévistes, boukhariniens, depuis longtemps vaincus politiquement par le parti et, *également ensuite* (Souligné par nous.) contre de nombreux communistes honnêtes, *contre les cadres du parti* (Souligné par nous.) qui avaient porté le lourd fardeau de la guerre civile et des premières et très difficiles années de l'industrialisation et de la collectivisation, qui avaient activement lutté contre les trotskistes et les droitiers pour le triomphe de la ligne du parti léniniste. »

De cette citation, il faut retenir trois choses importantes :

1°) A aucun moment Khrouchtchev ne fait allusion à la situation internationale, à la montée du fascisme et à l'existence d'une cinquième colonne en Union Soviétique.

2°) S'il est vrai que l'opposition était vaincue politiquement comme elle en avait rendu témoignage elle-même au 17^e congrès (1934) en faisant l'éloge de la ligne du parti et celui de Staline il n'est rien dit de l'orientation nouvelle de l'opposition à cette époque, vers les attentats et les sabotages.

3°) Khrouchtchev distingue deux sortes de répressions puisqu'il a dit : « et également ensuite », ceci est extrêmement important. Reprenons ces trois points. Premièrement, comme il s'agit d'un réquisitoire en règle contre Staline, nous assistons à une addition impressionnante de faits sans liaison avec les événements extérieurs. Que le fascisme s'étende sur l'Europe avec la bienveillante complicité des

Démocraties, que les préparatifs d'une guerre contre l'URSS se poursuivent, importent peu à Khrouchtchev uniquement centré sur Staline. Et pourtant, que d'événements pendant la période évoquée par Khrouchtchev !

— l'arrivée d'Hitler au pouvoir au début de 1933, sa proclamation de protecteur de la société capitaliste traditionnelle (il se présente comme le meilleur rempart contre le communisme),

— la signature du pacte anti-komintern,

— le réarmement rapide de l'Allemagne, son extension territoriale aux dépens de ses voisins, ses visées avouées sur l'Ukraine soviétique, tout cela est occulté par Khrouchtchev qui ne voit que Staline.

Ces considérations nous amènent à traiter du deuxième point. Oui, l'opposition était vaincue. Oui, elle était incapable d'entraîner le moindre mouvement de masse. Mais est-ce à dire pour autant qu'elle n'agissait pas dans l'ombre ? Et c'est justement parce qu'elle était incapable d'agir au grand jour que ses éléments les plus hostiles à la politique du Comité Central versèrent dans l'action criminelle. Mais de cela, Khrouchtchev ne parle pas, sauf par de vagues allusions. Ainsi, il réalise l'amalgame entre les deux répressions : celle qui sanctionnait des crimes véritables et celle qui frappait des innocents et particulièrement des cadres du parti, problème sur lequel il nous faudra revenir.

Puis, à la page 22 de son rapport, Khrouchtchev parlant des procès déclare :

« Plusieurs milliers d'honnêtes et innocents communistes sont morts par suite de cette monstrueuse falsification de ces « procès » en raison du fait qu'on acceptait toutes sortes de « confessions » calomnieuses, et en conséquence de la pratique consistant à forger des accusations contre soi-même et les autres. De la même façon ont été fabriqués les procès contre d'éminents serviteurs du parti et de l'Etat : Kossior, Choubar, Postichev, Kosariév et d'autres.

Une grande partie de ces procès ont été maintenant révisés et un grand nombre d'entre eux ont été frappés de nullité parce qu'ils étaient sans fondements et falsifiés. Il suffit de dire que de 1954 à nos jours le collège militaire de la Cour suprême a réhabilité 7679 personnes, dont de nombreuses à titre posthume ».

Quand Khrouchtchev dit : « Une grande partie de ces procès ont été frappés de nullité », cela veut dire qu'il reste un certain nombre de procès qui étaient justifiés, — contrairement à ce qu'ont toujours affirmé les trotskistes —, et dont les condamnés n'ont pas été réhabilités ; c'est pourquoi on ne trouve dans les noms cités, ni Boukharine, ni Zinoviev, ni Kamenev, ni Radek, etc. Si après le 20^e congrès et le rapport de Khrouchtchev la cour suprême a continué son travail de révision, cependant que ne s'est jamais posé la question d'une amnistie générale, c'est donc qu'il fallait examiner chaque cas, faire un tri ; donc, il y avait des coupables, et de quels crimes ?

Des crimes abominables parce que camouflés, des crimes de l'ombre, des crimes de trahison, attentats de toute nature allant de l'assassinat pur et simple aux sabotages : incendies ou inondations de mines, déraillements de chemin de fer, espionnage en liaison avec les états qui préparaient la guerre contre l'URSS, — car le suprême espoir de l'opposition qui avait perdu toute influence sur les masses populaires était de venir au pouvoir avec la victoire militaire des ennemis de l'URSS —. C'est dans ces conditions qu'en URSS :

« Une des plus puissantes et des plus importantes de ces *cinquièmes colonnes* manœuvrait en Russie. Elle était dirigée par un homme qui est sans doute le renégat politique le plus étonnant de toute l'histoire. Le nom de cet homme était Léon Trotski.

Lorsque le troisième Reich commença son existence, Trotski était déjà le chef d'une conspiration antisoviétique internationale, avec des forces puissantes en Union Soviétique. Trotski en exil, complotait le renversement du gouvernement soviétique, son retour en Russie et la réalisation de ce pouvoir personnel qu'il avait été si près de saisir un jour. « Il y a eu un moment, a écrit Winston Churchill dans « *Great Contemporaries*, ou Trotski a été tout près du trône vide des Romanov » (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*, p. 221.).

C'est Churchill lui-même qui apporte les précisions suivantes :

« Pendant l'automne de 1936, le Président Benès reçut un message d'une haute personnalité militaire allemande l'informant que, s'il voulait bénéficier des offres de Hitler, il lui fallait se presser, car bientôt allaient survenir en Russie, des événements qui permettraient à l'Allemagne de se passer de l'aide des Tchèques.

Tandis que Benès méditait sur le sens de cette allusion inquiétante, il apprit que le gouvernement allemand était en contact avec d'importantes personnalités russes par le canal de l'ambassade soviétique à Prague. Cela faisait partie de ce qu'on a appelé la conspiration militaire et le complot de la vieille garde communiste, qui visaient à renverser Staline et à introduire en Russie un nouveau régime dont la politique eût été pro-allemande. Sans perdre un instant le président Benès fit part à Staline de tous les renseignements qu'il put réunir. Peu après, fut pratiquée en Russie Soviétique une purge impitoyable, mais sans doute utile, qui épura les milieux politiques et militaires ; toute une série de procès s'ensuivit dans lesquels, en janvier 1937, Vychinsky, l'accusateur public, joua un rôle si magistral » (Winston Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome 1, p. 295.).

Khrouchtchev est étonnamment discret sur cet aspect de la réalité soviétique où il y aurait eu trop à dire par rapport à son objectif principal qui était, sous couvert de lutte contre le culte de la personnalité, de descendre Staline de son piédestal et de s'imposer lui-même comme le leader incontesté pour la nouvelle voie que semblait ouvrir le XX^e congrès.

Enfin, il faut en venir au troisième point qu'appelait la citation faite plus haut du rapport de Khrouchtchev, celle qui concerne la distinction qu'il fait dans les répressions : « et également ensuite contre de nombreux communistes honnêtes » dont il parlera exclusivement dans toute la première moitié de son rapport et aussi du membre de phrase qui suit immédiatement comme on l'a vu : « contre les cadres du parti ».

Les Communistes français de la première et deuxième génération qui prendront intérêt à cet ouvrage se le rappelleront. Ils n'ont pas été très heureux avec le rapport de Khrouchtchev. D'abord, il n'en ont jamais eu connaissance officiellement ; en conséquence, il n'a jamais pu en être fait une analyse critique, ce qui est bien dommage car il s'en dégage des évidences qui en diminuent singulièrement la portée.

Il me semble que l'affirmation véridique que cette seconde répression a surtout frappé les cadres du parti, appelle réflexion.

Pour élaborer mon propos, j'ai eu à ma disposition deux versions du rapport Khrouchtchev ; toutes deux reproduisent le texte qui a été publié en France et aux Etats-Unis au cours de l'année 1956, l'une éditée sous forme de brochure par des amis qui nous veulent beaucoup de bien ! et l'autre d'origine américaine publiée dans le livre « Khrouchtchev-Souvenirs » déjà cité. La différence des deux textes n'apparaît que par quelques rares équivalences de traduction sans grande signification — à une exception près — : l'édition américaine, qui est parue quelque vingt ans après l'autre, a voulu se surpasser dans la volonté de nuire au socialisme, en faisant sauter un passage de 17 lignes ; mais quel passage !

Comme nous l'avons dit précédemment, l'ensemble du rapport constitue une charge qui se veut irréfutable et sans appel contre Staline. Mais elle rate complètement son objectif à cause justement de ces 17 lignes et les américains l'on très bien senti. C'est pourquoi ils ont supprimé le passage, tout simplement.

Voici cet extrait qui vient presque à la fin du rapport à la page 50 et après un rappel d' « intention » de Staline concernant certains membres du Comité Central.

« Camarades ! afin de ne pas répéter les erreurs du passé le Comité Central s'est déclaré résolument contre le culte de l'individu. Nous considérons que Staline a été encensé à l'excès. Mais, dans le passé, Staline a

incontestablement rendu de grands services au parti, à la classe ouvrière et au mouvement international ouvrier.

Cette question se complique du fait que tout ce que nous venons de discuter s'est produit du vivant de Staline, sous sa direction et avec son concours ; Staline était convaincu que c'était nécessaire pour la défense des intérêts de la Classe Ouvrière contre les intrigues des ennemis et contre les attaques du camp impérialiste.

En agissant comme il l'avait fait, Staline était convaincu qu'il agissait dans l'intérêt de la classe laborieuse, dans l'intérêt du peuple, pour la victoire du socialisme et du communisme. Nous ne pouvons pas dire que ses actes étaient ceux d'un despote pris de vertige. Il était convaincu que cela était nécessaire dans l'intérêt du parti, des masses laborieuses, pour défendre les conquêtes de la révolution. C'est là que réside la tragédie. »

Et maintenant, en rapprochant la signification de ce dernier texte et le fait que la répression dont parle Khrouchtchev s'exerçait surtout : « contre les cadres du parti », on s'aperçoit de l'incompatibilité absolue de ces deux termes. Il y a là un problème qui nous interroge. Non, ce ne pouvait pas être dans l'intérêt des masses laborieuses, du parti, de la révolution que les cadres du parti étaient sacrifiés. On ne peut pas douter non plus des sentiments de Staline dépeints par Khrouchtchev, alors ?

Alors, il y avait donc quelque part, une volonté, une puissance occulte qui poussait à la destruction des cadres du parti. Cela ne pouvait venir de Staline, compte tenu de ce que dit ci-dessus Khrouchtchev sur les mobiles qui faisaient agir Staline. Cela ne pouvait non plus être fait sans le consentement de Staline. Il fallait qu'il y eût auprès de Staline un homme, un groupe, une organisation qui aient assez d'influence pour convaincre Staline que tous ceux qui étaient déférés devant la justice étaient réellement coupables. Cela eût été impossible si la répression n'avait frappé que des innocents, mais ce n'était pas le cas ; en liaison avec la préparation à la guerre, il y avait un redoublement de crimes et de sabotages sur le territoire même de l'Union Soviétique.

Cet homme, ce groupe, cette organisation existaient réellement. L'homme, c'était Béria aux puissantes protections et à l'influence déterminante sur Staline.

Voici ce qu'en dit Khrouchtchev (page 37 du rapport) :

« Un rôle spécialement bas a été joué par un ennemi féroce de notre parti, agent d'un service d'espionnage étranger, dans l'organisation de certaines affaires sales et honteuses. Béria avait gagné la confiance de Staline. De quelle manière ce provocateur parvint à atteindre une situation telle au sein du parti et de l'Etat, de façon à devenir le premier vice-président du Conseil des Ministres de l'Union Soviétique et un membre du bureau politique du Comité Central? Il est maintenant prouvé que ce scélérat a gravi les différents échelons en passant sur un nombre énorme de cadavres.

Existait-il des indices indiquant que Béria était un ennemi du parti ? Il en existait en effet. Déjà en 1937, lors d'un plénum du Comité Central, l'ancien commissaire du peuple à la Santé Publique, Kaminski déclarait que Béria travaillait pour les services d'espionnage du Moussavat. »

Cette dernière phrase indique que dès la guerre civile et notamment pendant l'occupation de Bakou par les britanniques, l'attitude de Béria avait éveillé les soupçons de ses camarades comme plus tard en 1931 et que toujours il s'était tiré d'affaire sans que soit éclairé le rôle réel qu'il jouait. Ceci dénote chez cet homme une diabolique intelligence qui allait le servir auprès de Staline son aîné de 20 ans mais géorgien comme lui, ce qu'exprime Khrouchtchev page 40 :

« Il n'avait pas été démasqué plus tôt parce qu'il avait su utiliser très habilement les faiblesses de Staline. Alimentant sans cesse ses soupçons, Béria aidait Staline dans tout et agissait avec son appui. »

Ceci fait penser irrésistiblement à l'histoire d'un autre provocateur célèbre qui fut couvert par Lénine lui-même et qui fit grand tort au parti mais dont les crimes ne sont en aucune mesure comparables à ceux de Béria. Comme lui Malinowsky, c'est de lui qu'il s'agit, avait débuté modestement. Vieux militant ouvrier président de l'Union des Métallurgistes de St Pétersbourg et très populaire, élu au

Comité Central au Congrès de Prague en 1912, il devint député à la 4^e douma. Rédacteur à la Pravda, il intervint souvent à la tribune du Parlement. C'était un homme de grand talent qui sut dissimuler son appartenance à la police tzariste. Ce qui lui permit par ses indications de faire arrêter plus d'une centaine de bolcheviks parmi les meilleurs militants. Certaines accusations ayant été portées contre lui, une commission composée de Lénine, Zinoviev et Ganetsky examina son cas et décida à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu de soupçonner sa loyauté politique. Malinovsky aurait certainement pu continuer à jouir de l'impunité s'il n'avait décidé lui-même, après la révolution, de se livrer à la justice ; condamné à mort, il fut exécuté.

Nous avons dit plus haut qu'il eut été impossible que tant d'innocents soient frappés s'il n'y avait eu en même temps des coupables. C'est le reproche que l'on peut faire à certains historiens qui gommèrent tout simplement un aspect important de cette réalité. C'est le cas de Jean Elleinstein qui écrit :

« En 1928, un groupe d'ingénieurs de Charkhti (en Ukraine) fut accusé de sabotage, cinq d'entre eux furent fusillés et six autres condamnés à mort furent graciés. André Vychinski présida le tribunal qui prononça le jugement. Des accusés avouèrent, mais on vit quelques années après d'autres accusés qui avouaient des crimes imaginaires après des séances de tortures physiques et psychologiques. Il y avait des saboteurs en Union Soviétique. Les centres d'immigrés étaient actifs et entretenaient des relations à l'intérieur du pays avec des adversaires du pouvoir soviétique. C'est un fait aussi que l'Oguépéou se signala par l'art dont il fit preuve pour fabriquer de faux procès et de fausses preuves. Dans l'état actuel de nos connaissances, il est impossible de l'affirmer en 1928 mais un doute peut légitimement et scientifiquement exister (Jean Elleinstein, *ouvrage cité*, tome 2, p. 187.).

Pourquoi cette confusion ? Pourquoi ce mélange du vrai et du faux ? Camarade Elleinstein, votre démonstration n'est pas claire. Pourquoi dire d'une part : saboteurs, émigrés, adversaires du pouvoir soviétique et d'autre part : procès fabriqués ? Il y a eu les deux, mais il faut se garder de fondre les deux notions en une car alors on retire toute signification à l'une comme à l'autre ; ce n'est pas très scientifique comme ne l'est guère la méthode Khrouchtchévienne qui consiste à tout mettre sur le dos de Staline sans approfondir le problème comme vous le faites dans « Histoire du phénomène stalinien quand vous écrivez, page 121 :

« Le 19 août 1936 s'ouvrait le premier grand procès de Moscou. Cette date est importante dans le sens où pour la première fois Staline met à exécution son plan resté en échec depuis 1932 : il développe la terreur contre les communistes. Avec une adresse proprement incroyable et une audace sans pareille, il s'abrite dans les plis de la révolution et du socialisme et oblige les chefs historiques de la révolution de 1917 à reconnaître leur culpabilité. Dans un monde où le bruit des armes retentissait avec toujours plus de fracas, où le nazisme s'épanouissait, où l'antisoviétisme ne désarmait pas, il allait réussir à rendre crédible les inventions les plus insensées de la police politique. Les inculpés allaient répéter leurs aveux lors des procès grâce à des méthodes de tortures raffinées (tortures physiques, utilisation de drogues, menace sur la famille, pressions politiques et idéologiques) les aveux des accusés permettaient de donner une caution à la terreur et à la répression de masse. La direction du Parti fut placée devant le fait accompli, ainsi que le Komintern. Comment douter du complot quand on entendait Zinoviev ou Kamenev déclarer être des agents de la gestapo et avoir préparé l'assassinat des membres du politburo. Et le comble c'est que Staline fit effectivement assassiner un certain nombre d'entre eux, certainement deux titulaires, Tchoubar et Kossior, et trois suppléants, Eikhe, Postychev et Roudzoutak. Peut-être est-il responsable de la mort de Kouibychev et certainement l'est-il de celle d'Ordjonikidze et probablement de celle de Kirov. Ainsi faisait-il reconnaître par les inculpés ses propres crimes. »

Cette citation, pour donner une idée de la prose d'Elleinstein, qui poursuit longuement en citant des noms et en ajoutant :

« Presque tous les dirigeants du Parti de 1917 à 1922 furent ainsi exécutés après qu'ils eurent reconnu être des agents de la gestapo ou des services secrets japonais, mais sans que jamais, en dehors de leur aveu, soit produite une seule preuve matérielle de leur culpabilité. »

Le lecteur voudra bien remarquer la qualité du langage de notre « historien ». Staline étant « peut-être responsable de la mort de Kouibychev (mort d'une crise cardiaque) » certainement de celle

d'Ordjonikidze (s'est suicidé) probablement de celle de Kirov (a été assassiné). Quelle rigueur intellectuelle ne trouvez-vous pas ?

Cette outrance du propos ne doit pas nous cacher l'idée maîtresse exprimée ainsi : « sans que jamais, en dehors de leur aveu, soit produite une seule preuve matérielle de leur culpabilité. »

Donc, pas de preuve matérielle ; pas de coupables ; pas de participation de l'opposition aux attentats : procès fabriqués. Staline seul coupable.

Eh bien non, nous ne marchons pas. Des preuves, il y en avait et d'ailleurs d'autres voix se faisaient entendre à l'époque :

« L'assassinat de Kirov fut salué avec enthousiasme par les fascistes russes ainsi que par les droitiers et les trotskistes. Le comte Vonsiatski, ex-officier tsariste et agent japonais aux Etats-Unis, déclara dans le numéro de mars 1935 de son journal, le « Fascist » publié à Thompson (Connecticut) : « Kirov est mort, le prochain coup doit être dirigé contre Staline ; ce sera le signal de l'insurrection... Le coup tiré par notre frère Nikolaïev n'a pas fait de bruit, mais il a retenti dans le monde entier. Tirez votre chapeau, Russes, devant la tombe de Nikolaïev, héros immortel » (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*, note p. 293.).

Le propos d'Elleinstein inspiré par le rapport de Khrouchtchev va beaucoup plus loin que celui-ci car il nie tout simplement la participation de l'opposition à l'action contre révolutionnaire. Seulement il y a les faits.

D'abord à lire le rapport Khrouchtchev et la prose d'Elleinstein on s'aperçoit que nulle part il n'est question d'une cinquième colonne organisée opérant en Union Soviétique. Certes, on parle de sabotages et d'attentats, mais sans plus, sans évoquer à ce sujet une organisation structurée alors qu'il en existait partout, absolument partout, sauf, d'après nos auteurs en cause, en URSS pays qui réunissait le plus de conditions pour qu'il y en eut. N'oublions pas en effet que, suite à la révolution d'Octobre, un million et demi à deux millions d'émigrés russes blancs se répandirent dans le monde. S'ils ne s'adonnèrent pas tous à l'action contre révolutionnaire il y en eut un bon nombre, et les autres constituaient une réserve pour le recrutement d'espions et d'agents des services antisoviétiques des pays capitalistes auxquels s'ajoutaient les renégats et les ennemis de tous bords. Et l'on voudrait nous faire croire que dans ce pays considéré comme « l'ennemi principal » il n'y aurait pas eu de cinquième colonne ! Cette prétention est véritablement insoutenable.

Et quelles étaient les tâches de ces cinquièmes colonnes qui agissaient dans tous les pays : favoriser au maximum et par des moyens adaptés à chaque pays les visées du fascisme, préparer la victoire hitlérienne. En France c'était déjà le rôle que s'était assigné la grande bourgeoisie qui murmurait mieux vaut Hitler que le Front populaire, politique que servaient avec constance les Daladier, Bonnet et Cie dont tous les actes convergeaient vers cette éventualité. On avait déjà vu en préparation de Munich — et après — comment on répandait les idées favorables au brigandage hitlérien : la Bohême n'était-elle pas un porte-avions soviétique ? Et puis ne serait-il pas stupide de faire couler le sang français pour un monstre informe qu'est la Tchécoslovaquie au surplus habitée par des peuplades non civilisées ? (*Action Française*, septembre 1938.)

Ce qui avait si bien servi pour l'anéantissement d'un allié de la France allait être resservi à propos de la Pologne : les Déat et Doriot s'employaient à fond. Il ne faut pas mourir pour Dantzig disaient-ils et lorsque le 10 mai 1940 l'Allemagne nazie déclencha son offensive contre la France, on vit fleurir partout la trahison, au gouvernement comme dans l'armée. Certes, il y eut des îlots de résistance, il est des officiers qui n'abandonnèrent pas leurs troupes, mais ce ne fut pas la majorité ; même ceux qui voulaient combattre efficacement en étaient empêchés par la trahison qui affectait tous les secteurs. La cinquième colonne française avait bien rempli sa tâche.

En Angleterre les événements se déroulèrent d'une toute autre façon. La trahison de Chamberlain apparut au grand jour le 10 mai 1940 avec l'envahissement par les armées allemandes de la Belgique, du Luxembourg et de la Hollande qui avait été précédé un mois plus tôt, le 9 avril, par l'occupation de la Norvège et du Danemark. Chamberlain dut donner sa démission et fut remplacé aussitôt par Winston Churchill dont l'un des premiers gestes fut de frapper brutalement la cinquième colonne anglaise par l'arrestation de nombreux agents lors d'une perquisition à Londres à l' « Union britannique des fascistes » où d'importants documents furent saisis. En même temps était arrêté à son domicile le chef du parti fasciste, Sir Oswald Mosley. Puis ce fut l'arrestation de l'ancien membre du parlement John Beckett, également le capitaine Ramsay, membre conservateur du parlement, enfin, beaucoup d'autres arrestations suivirent qu'il serait trop long d'énumérer. Mais, il faut aussi mentionner le vote d'une loi prévoyant la peine de mort pour les traîtres.

Il faudrait un volume entier pour relater l'activité de la cinquième colonne aux Etats-Unis. Plus que partout ailleurs les anti-soviétiques disposaient de moyens importants et cela dans le climat d'hostilité contre la Russie qui y avait été soigneusement entretenu depuis la fin de la guerre mondiale. D'abord, un grand nombre d'émigrés russes blancs y avaient été accueillis ; puis des socialistes révolutionnaires, des mencheviks et la propagande anticommuniste s'y était sans cesse développée. Pour l'Américain moyen le pouvoir soviétique était inconsistant et devait s'effondrer non pas d'année en année, mais de mois en mois ; et c'est dans cette longue attente qu'était survenue l'attaque allemande du 22 juin 1941, alors là, il ne s'agissait plus que de quelques jours pour qu'un nouveau tsar ne remonte sur le trône.

Dans une telle atmosphère, les agissements de la cinquième colonne recevaient un accueil efficace dans tous les milieux. Le plus curieux est que cette activité se poursuivait même après l'entrée en guerre de l'Amérique. Sans doute, il y eut quelques arrestations parmi les éléments les plus compromis, mais les peines infligées ne furent ni nombreuses, ni lourdes.

On pourrait continuer de disserter sur la propagande et l'action pro-hitlérienne qui se développait dans le monde entier ; partout les cinquièmes colonnes étaient à l'œuvre.

Dans ces conditions il est impensable d'imaginer ou de soutenir qu'il n'y eut pas de cinquième colonne en URSS, d'autant que son existence a été archi-prouvée, non seulement par les procès de Moscou, si facilement contestés par Einstein, mais également par un grand nombre de publications à l'étranger, sous forme de mémoires d'espions et de saboteurs ou de relations de faits concrets. Exemple :

Le numéro de février 1934 du « Facist » (déjà cité), le journal de Vonsiatski, publié à Thompson, donnait l'information suivante :

« Le 7 octobre, le trio fasciste n° A5 provoqua le déraillement d'un train militaire. Selon les renseignements que nous avons reçus, environ 100 personnes y trouvèrent la mort. Dans le district de Starobinsk, grâce au travail des « frères » la campagne des semailles a été complètement sabotée. Plusieurs communistes responsables de la campagne de semailles ont mystérieusement disparus. Le 3 septembre dans le district d'Ozera Kmiaz, le président communiste d'une ferme collective a été assassiné par les « frères » n°s 167 et 168. »

Le programme officiel du Parti fasciste national-révolutionnaire russe comportait les instructions suivantes :

« Organisez l'assassinat des instructeurs militaires soviétiques, des correspondants militaires, des responsables politiques ainsi que des communistes les plus influents... assassinez avant tout les secrétaires du Parti. Sabotez tous les ordres des autorités rouges. Embrouillez les communications du pouvoir rouge. Abattez les poteaux télégraphiques, coupez les fils et détruisez toutes les communications téléphoniques.

Rappelez-vous bien frères fascistes : nous avons détruit, nous détruisons encore, et dans l'avenir nous continuerons à détruire ». (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *ouvrage cité*, pp. 399-400.)

Des témoignages comme ceux-là, la presse mondiale s'en fit l'écho pendant un temps. Voilà donc pour l'existence de la cinquième colonne en Union Soviétique. Mais il reste à savoir si l'opposition trotskiste-zinovieviste-Boukarinienne y a participé ; et malheureusement pour l'Union Soviétique il faut répondre par l'affirmative.

Mais attention, cette affirmation (nous verrons plus loin sur quoi elle est basée) ne vaut pas pour toute l'opposition. Il est évident que nombre d'ouvriers, de travailleurs honnêtes, à un moment ou à un autre se sont trouvés entraînés dans le sillage de Trotski ou bien ont appartenu au bloc Trotski-Zinoviev ou encore se sont trouvés avec les droitiers Boukharine-Tomski dont Khrouchtchev dit qu'ils préconisaient le socialisme à pas de tortue — en fait la restauration du capitalisme. Il est clair qu'une bonne partie de ces opposants ont rejoint la majorité du Parti, se sont battus sans réserves pour le socialisme et ont compté pour certains parmi les victimes innocentes de la répression qui visait les cadres du parti. Mais pour beaucoup de responsables, la lutte contre la ligne politique de la majorité, quand ce n'était pas simplement la lutte pour le pouvoir, les a menés très loin dans le crime, dans la collaboration avec les pires ennemis de leur patrie.

C'est à partir de 1921, donc du vivant de Lénine que l'activité fractionnelle de Trotski se développa et s'assura des complicités dans tous les rouages de la nouvelle société soviétique, dans la diplomatie, dans les ministères, dans les directions économiques. Des Trotskistes notoires occupaient les plus hauts postes et, parallèlement, se développaient les intrigues des agents de l'espionnage étranger. L'espoir était toujours caressé par les Etats impérialistes de renverser le pouvoir soviétique du fait du blocus économique. Les conditions se créèrent pour que l'Allemagne qui n'y participait pas soit le lieu privilégié pour que le contact s'y établisse ; et c'est ce qui arriva.

Trotski, qui avait besoin de beaucoup d'argent pour financer son action fractionnelle, ne repoussa pas les offres qui lui étaient faites ; un accord fut même conclu en 1923 pour la remise régulière de fonds par l'intermédiaire de la Reichwehr et de firmes allemandes qui avaient obtenu des contrats pour équiper l'industrie soviétique. Cette remise de fonds avait évidemment une compensation : la remise de renseignements économiques et militaires.

Cela allait de pair avec la propagande antisoviétique que diffusait Trotski et dont voici quelques échantillons.

« La crise menaçante de l'économie soviétique réduira en poussière, dans un avenir très proche, la légende mielleuse (que le socialisme peut être construit dans un seul pays) en causant, nous n'avons aucune raison d'en douter, de nombreux morts.

Les travailleurs affamés (en URSS) sont mécontents de la politique du Parti. Le Parti est mécontent de sa direction. La paysannerie est mécontente des villes, de l'industrialisation, de la collectivisation, (1933)

Il serait enfantin de penser que la bureaucratie stalinienne peut être chassée au moyen d'un congrès du Parti ou des Soviets. Les moyens normaux, constitutionnels ne sont pas valables désormais pour chasser la clique au pouvoir. Elle ne peut être forcée de passer le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne que par la violence. (1933)

Dans le Parti, Staline s'est mis au-dessus de toute critique et au-dessus de l'Etat. Il est impossible de le destituer sauf par l'assassinat. (1937)

Pouvons-nous penser que l'URSS sortira de la grande guerre qui s'approche sans défaite ? A cette franche question nous répondrons aussi franchement : si la guerre n'est qu'une guerre, la défaite de l'URSS est inévitable. Du point de vue technique, économique et militaire, l'impérialisme est incomparablement plus fort. S'il n'est pas paralysé par une révolution à l'ouest, l'impérialisme balayera le régime actuel, (mars 1937)

Jusqu'en 1930, l'agent de Trotski, Krestenski, avait encaissé approximativement 2 millions de marks or de la Reichwer pour le financement de l'activité trotskiste en URSS, en échange de renseignements d'espionnage que devaient fournir les trotskistes au service secret militaire allemand ». (Michel Sayers et Albert E. Kahn, *ouvrage cité*, pp. 255 à 257.)

Berlin offrait les meilleures possibilités pour les rencontres entre conspirateurs de tous genres et naturellement pour les trotskistes. Voici relatées les directives que faisait parvenir Trotski par l'intermédiaire de son fils Sédov à un trotskiste qui venait d'être désigné comme ingénieur conseil d'une mission commerciale soviétique qui se rendait à Berlin. C'est de Smirnov qu'il s'agit et nous sommes en 1931 :

« A partir de maintenant, déclara Sédov à Smirnov, la lutte contre le régime soviétique devait prendre le caractère d'une offensive totale. Les vieilles rivalités et les divergences politiques entre trotskistes, boukharinistes, zinoviévistes, mencheviks, socialistes révolutionnaires et tous les autres groupes et fractions anti-soviétiques devaient être oubliées. Il fallait constituer une opposition unie. Deuxièmement, à partir de maintenant, la lutte devait assumer un caractère militant. Une campagne à l'échelle nationale de terrorisme et de sabotage contre le régime soviétique devait commencer. Par des coups d'envergure et soigneusement synchronisés, l'opposition devait être capable de jeter le gouvernement soviétique dans un état désespéré de trouble et de démoralisation. Alors l'opposition pourrait s'emparer du Pouvoir ». (*La Grande Conspiration*, ouvrage cité, p. 259.)

Il ne paraît pas utile d'insister sur l'ampleur de la lutte engagée par les ennemis de tous bords du pouvoir soviétique, une lutte qui, pour l'opposition, avait au cours des années quitté le terrain idéologique pour occuper celui, beaucoup moins honorable, de l'action armée sous forme de sabotages et d'attentats. Ce que Khrouchtchev ne dit pas, quand il affirme :

« alors que les adversaires idéologiques du parti étaient depuis longtemps vaincus politiquement, c'est alors que commença la répression contre eux ».

Non, une telle affirmation est inexacte. Il ne s'agissait pas d'une répression contre des idées, mais bel et bien contre des crimes.

Ceci étant, une bonne partie du rapport de Khrouchtchev est consacrée à la relation détaillée de faits ignobles qui frappèrent d'honnêtes communistes et il n'est pas de militant qui puisse en prendre connaissance sans en avoir le cœur serré ; mais l'accumulation des critiques portant sur les sujets les plus divers, le nombre incalculable de petits détails, montre que ce rapport avait été longuement et secrètement préparé et qu'il répondait à un autre objectif que celui avoué : la lutte contre le culte de la personnalité. En tout cas, il ne va jamais au vrai, au grand problème qui est celui du respect scrupuleux, absolu, de la légalité fut-elle révolutionnaire. Or le culte de la personnalité n'aurait été qu'un moindre mal s'il n'avait été accompagné de violations répétées de la légalité. Les lois peuvent être sévères, surtout quand elles émanent d'un pouvoir nouveau en but aux menées de la contre-révolution, mais, au moins que l'on n'aille pas au-delà ; c'est une garantie qui doit être absolument donnée à tous les citoyens.

La constitution stalinienne de 1936 était, pour l'époque et les conditions, presque parfaite ; elle perdait de sa valeur à partir du moment où elle n'était pas respectée.

Nous reviendrons sur la partie du rapport de Khrouchtchev qui traite des questions militaires.

XII - L'INVASION

A l'aube du 22 juin 1941, la plus puissante force militaire que le monde ait jamais connue, s'ébranlait de la Baltique à la mer Noire. Sur environ 4500 kms — dont 3375 — de terre, elle attaquait l'Union Soviétique sans déclaration de guerre.

Les 235 divisions que l'Allemagne nazie mettait en marche se répartissaient en 180 allemandes dont 30 blindées, 20 roumaines, 10 italiennes, 10 hongroises, 15 finlandaises.

Cet effort militaire jamais encore réalisé avait le soutien logistique de toute l'Europe continentale puisqu'aux participants militaires directs il faut ajouter la collaboration industrielle et économique de : la France, l'Espagne, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Grèce, la Belgique, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas.

Comme on l'a vu au chapitre X, et bien qu'un colossal effort ait été fait surtout dans les trois dernières années par l'Union Soviétique, celle-ci était loin d'être en force de pouvoir résister sur place à un pareil choc. De toute façon, contrairement à l'affirmation fantaisiste de Khrouchtchev, elle n'aurait pu l'être, trop de choses auraient dû être faites dans un délai beaucoup trop court. Même dans l'hypothèse où la possibilité aurait été donnée, l'avantage serait resté à celui qui attaquait par surprise ; ce ne pouvait être que l'Allemagne. En aucun cas, et même prête militairement, l'Union Soviétique n'aurait pu prendre la responsabilité de rompre le pacte germano-soviétique en même temps que l'état de paix, pour faire une guerre préventive.

Donc, à une supériorité militaire écrasante, l'Allemagne, par sa trahison, ajoutait un sérieux avantage supplémentaire, ce qui donnait une apparence de réalisme aux pronostics les plus sombres qui fleurissaient un peu partout, mais particulièrement en Amérique :

« Hitler aura conquis la Russie en un mois » (Martin Dies 24/6/41).

« Il faudrait un miracle plus grand qu'aucun de ceux qu'on a vus depuis que la Bible a été écrite pour sauver les rouges d'une défaite totale, dans un temps très bref » (Fletcher Pratt. New York Post — 27/6/41).

« La Russie est condamnée et l'Amérique et la Grande-Bretagne sont impuissantes à empêcher sa rapide destruction devant le martelage de la guerre-éclair de l'armée nazie » (New York, Journal Américain de Hearst, 27/6/41).

« Au point de vue Etat-major et commandement, entraînement et équipement, les Russes ne peuvent lutter avec les Allemands. Timochenko, Boudienny et Stern ne sont pas du même calibre que Keitel et Brauchitsch. Les épurations et la politique ont blessé à mort l'Armée Rouge. » (Hanson Baldwin, New York Times 29/6/41).

« Il n'y a besoin ni d'excuses, ni d'explications, sauf que l'incompétence, le despotisme, le manque d'aptitude à la direction, le manque d'initiative, le gouvernement par la peur et l'épuration ont laissé le géant sans force et sans capacité. L'URSS a bluffé le monde pendant un quart de siècle... Nous devons nous préparer à l'élimination de la Russie Soviétique de la Guerre ». (Georges Sokolski, 26/6/41). (Michel Sayers et Albert E. Kahn, ouvrage cité, p. 395.)

Cette opinion était partagée dans tous les pays capitalistes par ceux qui voyaient enfin se réaliser un rêve longtemps caressé de voir disparaître le premier état socialiste qui avait lancé un défi au vieux monde bourgeois et capitaliste.

Depuis 1956, donc sur la base du rapport de Khrouchtchev, est née une légende sur l'attitude de Staline avant et après le 22 juin qui ne correspond pas du tout à la réalité des faits. Il n'était pas nécessaire pour rétablir la collégialité dans la direction du parti, non plus que de faire cesser le culte de la personnalité, de prendre de telles libertés avec la vérité. Comme il est dit au chapitre précédent, les mobiles qui faisaient agir Khrouchtchev n'avaient rien à voir avec le dessein affiché. Il est bien connu que celui qui veut trop prouver ne prouve rien, d'autant que les calomnies contre Staline étaient parfaitement superflues. Il y avait assez à dire en s'en tenant au côté négatif du caractère de Staline ; mais cette attitude de Khrouchtchev est d'autant moins admissible qu'il ne peut en aucun cas invoquer l'ignorance de certains faits. Occupant le plus haut poste dans la hiérarchie soviétique, il avait à sa disposition tous les documents des archives officielles et de plus, il était enfantin de sa part de penser que son rapport resterait secret. S'il ne l'a pas pensé, il a pris la responsabilité de déchaîner sur la base de ses dires qui pouvaient sembler réalistes, une vague d'anti-soviétisme donc d'anti-communisme comme il n'en avait pas encore existé auparavant. De plus, il fournissait des éléments pour alimenter la campagne démentielle que menaient les trotskistes contre les partis communistes. (Je livre ces réflexions à mon ami R. D. en compagnie de qui nous nous rendîmes, en septembre 1971, sur la tombe

de Khrouchtchev alors qu'elle était encore recouverte d'un monceau de couronnes. Les obsèques remontaient à quelques semaines. Nous la découvrîmes au fond d'un cimetière moscovite, dans un endroit assez isolé pour étonner fortement mon ami. C'est en effet assez surprenant chez un peuple qui a, plus que tout autre, le culte des morts et compte tenu du rôle considérable joué par Khrouchtchev, alors que, derrière le mausolée de Lénine, avec celles de six autres dirigeants, se trouve, surmontée de son buste, la tombe de Staline qui reçoit souvent des gerbes de fleurs... Il y a peut-être là une explication que je n'ai pu fournir sur le moment à mon ami.)

Mais venons-en aux faits en consultant le rapport de Khrouchtchev. A la page 27 il relate une démarche du Général Korponos demandant le renforcement du dispositif de défense dans le secteur de Kiev, puis poursuit :

« Moscou répondit à cette proposition en alléguant que ce serait une provocation, qu'il ne fallait entreprendre aux frontières aucun travail préparatoire de défense, ni fournir aux Allemands le moindre prétexte d'entamer une action militaire contre nous. Ainsi nos frontières furent insuffisamment préparées à repousser l'ennemi.

Quand les armées fascistes eurent effectivement envahi le territoire soviétique et que les opérations militaires furent en cours, Moscou ordonna qu'il ne soit pas répondu au tir allemand. Pourquoi ? Parce que Staline en dépit des faits évidents pensait que la guerre n'avait pas encore commencé, que ce n'était là qu'une action de provocation de la part de plusieurs contingents indisciplinés de l'armée allemande, et que notre réaction pourrait offrir aux allemands un motif de passer à la guerre. Le fait qui suit est également connu. A la veille de l'invasion du territoire de l'Union Soviétique par l'armée hitlérienne, un certain citoyen allemand franchit notre frontière et indiqua que les années allemandes avaient reçu l'ordre de lancer l'offensive contre l'Union Soviétique dans la nuit du 22 juin à 3 heures du matin. Staline en fut informé immédiatement, mais cet avertissement fut ignoré. Comme vous le voyez tout fut ignoré : les avertissements de certains commandants d'armée, les déclarations de déserteurs de l'armée ennemie et même les hostilités ouvertes de l'ennemi. Est-ce là un exemple de la vigilance du chef du parti et de l'Etat à ce moment historique particulièrement significatif ?

Et quels furent les résultats de cette attente insouciance, de ce mépris des faits établis ? Le résultat fut que dès les premières heures, dès les premiers jours, l'ennemi avait détruit, dans nos régions frontalières, une grande partie de notre armée de l'air, de notre artillerie et autres équipements militaires. Il anéantit un grand nombre de nos cadres militaires et désorganisa notre état-major. Par la suite, nous fûmes dans l'impossibilité d'empêcher l'ennemi de pénétrer profondément à l'intérieur du pays. »

Dans tout ceci il y a, comme on va le voir, des affirmations entièrement fausses et d'autres au moins très très tendancieuses sur le premier paragraphe de cette citation : mensonge pur et simple comme le montrent ces extraits des mémoires de Joukov, corroborés par les archives du ministère de la Défense.

« Quant aux secteurs fortifiés nouveaux, le commissaire du peuple à la Défense et l'Etat-major général ont donné plus d'une fois aux régions des directives concernant l'accélération de leur construction. Près de 140000 hommes travaillaient chaque jour aux fortifications des nouvelles frontières. Et J. Staline nous pressait d'en finir (Tome 1 — page 314).

Dans le même temps, J. Staline donnait les instructions pour que soit accéléré, par tous les moyens, la construction d'aérodromes, tant du réseau de base que du réseau de campagne. Mais pour recruter la main-d'œuvre nécessaire il nous fallait attendre que les travaux de printemps dans les champs soient terminés ». (Tome 1 — page 322).

On voit le crédit que l'on peut accorder aux affirmations de Khrouchtchev ! Mais il y a plus dans cette première partie « nos frontières furent insuffisamment préparées à repousser l'ennemi »... une idée proprement aberrante si l'on tient compte d'une part, de l'ampleur des moyens de l'ennemi et d'autre part, du fait que sur une grande partie il s'agissait de nouvelles frontières suite aux événements qui avaient suivis la chute de la Pologne.

Le deuxième paragraphe dit : « Moscou ordonne de ne pas répondre au tir allemand ». Le troisième paragraphe rappelle la déclaration d'un déserteur allemand et la réaction de Staline ; la thèse de

Khrouchtchev ainsi formulée est complètement mensongère. Pour nous en convaincre reportons-nous à la relation que fait Joukov de l'arrivée, le soir du 21 juin, dans les lignes soviétiques d'un déserteur, le commissaire du peuple à la Défense et lui-même sont immédiatement convoqués par Staline :

« Quand J. Staline nous reçut, il était seul et visiblement préoccupé.

— Et si ce sont les généraux allemands qui nous envoient ce déserteur pour provoquer un conflit ? demanda-t-il.

— Non, répondit G. Timochenko, nous estimons que le déserteur dit la vérité.

Pendant la conversation, les membres du Bureau Politique entrèrent dans le cabinet de J. Staline.

— Qu'allons-nous faire ? demanda J. Staline. *Il ne reçut pas de réponse.* (Souligné par nous.)

— Il faut donner immédiatement aux Forces armées une directive de mise en état d'alerte de toutes les troupes des régions militaires proches des frontières dit le commissaire du peuple à la Défense.

— « Lisez-la, répondit Staline. (Tome 1 page 344).

Les termes en sont discutés et mis au point pour aboutir à ce texte :

« Aux Conseils Militaires des régions de Leningrad, Baltique, de l'Ouest, de Kiev, d'Odessa

Copie : au commissaire du peuple à la Marine de guerre.

1°) Une agression subite des Allemands peut avoir lieu les 22 et 23/6/41 sur les fronts des (même énumération que ci-dessus). L'agression peut commencer par des actes de provocation.

2°) La mission de nos troupes est : ne pas se laisser entraîner par des actes de provocation qui pourraient conduire à de graves complications. En même temps, les troupes des régions militaires de Leningrad, de la Baltique, de l'Ouest, de Kiev et d'Odessa doivent se trouver en état d'alerte générale afin d'être capables de faire face à une attaque subite des Allemands ou leurs alliés. (Tome 1 — page 345).

J. Elleinstein, dans le tome III de son histoire de l'URSS, page 58 — publie ce texte dans une traduction quelque peu altérée, mais surtout ne dit mot du troisièmement :

3°) J'ordonne :

a) d'occuper secrètement pendant la nuit du 21/6/41 les emplacements de feu des secteurs fortifiés le long de la frontière de l'Etat ».

(Les points b, c, d, e, ont trait à des mises en alerte et autres mesures de protection.)

le 21/6/41

Timochenko

Joukov

Nous avons écrit dans le précédent chapitre que le rapport de Khrouchtchev constituait une véritable entreprise de démolition contre Staline avec des motifs inavoués et nous le verrons par la suite de façon plus flagrante encore. Mais ceci étant, il reste que des erreurs ont été commises par Staline et par beaucoup d'autres. Voici ce que Joukov dit en parlant de lui-même :

« En tout ce qui est essentiel et fondamental, le parti et le peuple ont su préparer la défense de la patrie. Or, c'est cet essentiel et ce fondamental qui, en fin de compte, décident du sort d'un pays en guerre, c'est ce qui détermine la victoire ou la défaite.

Si je porte témoignage, ce n'est pas pour échapper à la part de responsabilités que j'ai eue dans les déficiences de cette période. D'ailleurs, chaque homme sensé comprend que, même en occupant le poste élevé de chef d'Etat-major général de l'Armée Rouge, on ne peut en quatre mois et demi, obtenir tous les résultats voulus. J'ai déjà parlé de certaines de mes erreurs, plus loin je parlerai d'autres encore » (G. Joukov, *ouvrage cité*, T. 1, p. 337.)

Et voici ce qu'il dit des erreurs de Staline :

« Après avoir comparé entre elles et analysé les conversations qu'eut, en ma présence, dans ce cercle d'hommes qui étaient ses familiers, J. Staline, je suis arrivé à la ferme conviction que toutes ses pensées et tous ses actes n'étaient inspirés que par un seul désir : éviter la guerre, et par une seule conviction : qu'il parviendrait à l'éviter.

J. Staline comprenait bien quelles calamités pouvait infliger aux peuples de l'Union Soviétique la guerre contre un ennemi aussi puissant et expérimenté que l'Allemagne fasciste. Il faisait donc tout son possible, lui et notre parti tout entier pour l'éviter ». (G. Joukov, *ouvrage cité*, T. 1, p. 329.)

Et Joukov parle de l'erreur la plus grave qui ait été commise à l'époque, erreur qui fut à l'origine de beaucoup d'autres, c'est l'estimation erronée de la date probable de l'agression car le plan prévoyait :

- En cas de menace de guerre, mettre l'ensemble des forces armées en état de préparation totale au combat.
- Effectuer immédiatement dans le pays la mobilisation.
- Porter les effectifs des troupes au niveau du temps de guerre.
- Concentrer les forces mobilisées dans les districts proches des frontières occidentales.

Pourquoi n'a-t-on pas appliqué ces mesures.

« Le plus souvent on impute à J. Staline la responsabilité de ces erreurs et de ce manque de prévoyance. Sans aucun doute J. Staline a-t-il commis des erreurs.

Mais on ne peut pas étudier les causes de ces erreurs sans prendre en considération les suites d'événements et de phénomènes historiques objectifs qui constituent tout un ensemble de facteurs d'ordre économique et politique ». (G. Joukov, *ouvrage cité*, T. 1, p. 329.)

Et pour sa part Joukov en énumère un certain nombre :

« Le commissaire du peuple à la Défense, tout l'Etat-major général et moi-même, parmi d'autres nous considérions que, devant le danger de guerre qui approchait, il était nécessaire de pousser les réserves des moyens matériels et techniques plus près des forces armées, plus près des utilisateurs. Il eut semblé que ce fut là un raisonnement juste, mais plus tard, il apparut que, sur cette question, nous avions tous commis une erreur. Quand la guerre commença, l'ennemi parvint à s'emparer en un temps assez court des réserves matérielles et techniques des régions militaires, ce qui rendit difficile l'approvisionnement des troupes et la formation des réserves ». (G. Joukov, *ouvrage cité*, p. 317.)

Et il note en ce qui concerne le début des hostilités, que si des avertissements exacts parvenaient, il y avait également l'intoxication en sens contraire ; par exemple le renforcement considérable des armées allemandes vers l'Union Soviétique avaient été présentées dans une circulaire du commandement allemand pour masquer l'attaque contre l'Angleterre. Toute une documentation concernant cette dernière avait été diffusée, même des batteries de fusées factices avaient été installées sur la côte face à l'Angleterre. La propagande allemande avait cessé ses attaques contre l'Union Soviétique et se retournait contre l'Angleterre. Toute la politique occidentale avait consisté à pousser l'Allemagne contre l'URSS et maintenant les avertissements à l'URSS contre l'Allemagne n'allaient-ils pas dans le même sens pour la pousser à la guerre ? Il y avait de quoi être perplexe. Staline se souvenait de la définition qu'il avait donnée au XVIII^e congrès, de la politique de l'URSS.

« Etre prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits ».

Cette crainte de se voir entraîner là où ils ne voulaient pas aller était également celle de chefs militaires comme l'amiral N. Kouznetzov, le général F. Galikov et certainement des dirigeants du Parti. Après la mise au point et l'envoi aux principales régions militaires de la circulaire de mise en alerte que nous avons relatée plus haut, les nouvelles ne tardèrent pas à arriver dans cette nuit du 22 juin, à 3 h 17. C'était le commandant de la Flotte de la mer Noire, l'amiral F. Oktiobrsky, qui faisait savoir à Joukov par haute fréquence, qu'un grand nombre d'avions inconnus s'approchaient en venant de la mer.

« La Flotte est complètement prête au combat, je demande des instructions ».

Il reçut immédiatement le feu vert. A quatre heures, le même chef militaire informait :

« L'attaque aérienne est repoussée. La tentative d'attaque des navires est brisée, mais dans la ville il y a des destructions. » (G. Joukov, *ouvrage cité*, p. 350.)

Entre-temps, à 3 h 30 c'était le chef d'Etat-major de la région Ouest, le général V. Klimovskikh qui informait de « l'attaque des villes de Biélorussie par l'aviation allemande », trois minutes plus tard, la même chose pour Kiev concernant l'Ukraine, du Général M. Pourkaïev, à 3 h 40 la Baltique du général F. Kouznetsov. Voici comment G. Joukov relate la suite de cette nuit tragique :

« Le commissaire du peuple (Timochenko) m'ordonna d'appeler au téléphone J. Staline. J'appelle. Au téléphone, personne ne répond, j'appelle sans discontinuer. Finalement j'entends la voix ensommeillée du général de permanence à la direction de la Sécurité. Je lui demande de dire à Staline de venir au téléphone. Environ trois minutes après J. Staline prit l'appareil ; je rendis compte de la situation et demandai l'autorisation de commencer les opérations de riposte. J. Staline ne répondit rien. Je n'entendais que sa respiration.

— Vous m'avez compris ? Toujours le même silence. Finalement J. Staline demanda :

— Où est le commissaire du peuple ?

— Il est en communication par haute fréquence avec la région de Kiev.

— Venez au Kremlin avec Timochenko. Dites à Poskrébychev de convoquer tous les membres du Bureau politique.

A 4 h 30 du matin, tous les membres convoqués du Bureau politique étaient réunis. On nous invita, le commissaire du peuple et moi-même à entrer dans le cabinet.

J. Staline, pâle, était assis à une table, tenant en main une pipe bourrée de tabac. Il dit :

« Il faut téléphoner d'urgence à l'ambassade d'Allemagne. » A l'Ambassade, on répondit que l'ambassadeur, le comte von Schulenburg demandait à être reçu pour une communication urgente.

Molotov fut chargé de le recevoir.

Pendant ce temps le premier suppléant du chef de l'Etat-major général, le général N. Vatoutine, avait fait savoir que les unités terrestres allemandes, après un violent tir d'artillerie étaient passées à l'offensive, dans plusieurs régions des directions nord-ouest et ouest.

Quelque temps après, V. Molotov entra rapidement dans le cabinet :

— Le gouvernement allemand nous a déclaré la guerre. J. Staline se laissa aller sur son siège et se mit à réfléchir. Un long et pénible silence suivit. Je me risquai à interrompre ce silence qui se prolongeait et proposai d'attaquer immédiatement avec toutes les forces existant dans les régions frontalières, les unités ennemies qui avaient percé et de les arrêter.

— Il ne s'agit pas d'arrêter, mais d'anéantir, précisa S. Timochenko.

— Donnez une directive dit J. Staline.

A 7 h 15, le 22 juin, la directive n° 2 du commissaire du peuple à la Défense était transmise aux régions.

Mais le rapport réel des forces et la situation qui s'était créée étaient tels, que cette directive ne correspondait plus à la réalité et ne fut pas appliquée.

Un peu plus tard, nous apprîmes qu'avant l'aube du 22 juin, dans toutes les régions frontalières de l'ouest, les liaisons téléphoniques avec les troupes avaient été coupées et que les états-majors de régions et d'armées n'avaient pu transmettre rapidement leurs ordres. Les espions et les groupes de sabotage introduits sur notre territoire par les allemands détruisaient les lignes téléphoniques, tuaient le personnel des transmissions et attaquaient les chefs touchés par l'ordre d'alerte. Comme je l'ai déjà dit, une partie importante des troupes de régions frontalières n'étaient pas équipée de moyens radios ». (Joukov, *ouvrage cité*, p. 350.)

Puis les informations arrivent. Sur toute la frontière à l'exception de la région de Leningrad, violents bombardements de l'aviation allemande et combats acharnés des avant-gardes. A 9 h 30 Staline recevait à nouveau Timochenko et Joukov qui lui transmettaient le projet d'arrêté du Présidium du Soviet Suprême sur la mobilisation générale et également le projet de constitution de la « Stavka » (Commission composée de hautes personnalités militaires auprès du Commandant suprême.), ainsi que d'autres mesures.

S'étant informé de la situation, Staline annonça qu'à 12 heures Molotov parlerait à la radio ; quant à la composition de la Stavka elle serait soumise au Bureau Politique.

Constitué dès le lendemain 23 juin, elle était composée de Timochenko, président, Joukov, Staline, Molotov, les maréchaux Vorochilov et Boudienny, l'amiral Kouznetsov. Cela ne correspondait pas tout à fait à la proposition faite qui prévoyait Staline comme président.

Pour la suite, donnons encore la parole à Joukov :

« Vers 13 heures, le 22 juin, J. Staline m'appela au téléphone et me dit :

— Nos commandants de Fronts n'ont pas une expérience suffisante dans la conduite des opérations militaires, et manifestement plusieurs sont déroutés. Le Bureau Politique a décidé de vous envoyer sur le Front Sud-Ouest en qualité de représentant de la Stavka du haut commandement. Sur le Front Ouest nous enverrons le maréchal Chapochnikov et le maréchal Koulik. J'ai convoqué Chapochnikov et Koulik et leur ai donné des instructions. Il vous faut rapidement prendre l'avion pour Kiev, et de là, avec Khrouchtchev vous rendre à Ternopol à l'état-major du front.

— Je demandai :

Mais qui donc assurera la direction de l'Etat-major général dans une situation aussi complexe ?

— J. Staline répondit : Remettez-vous-en à Vatoutine. Puis un peu agacé, il ajouta :

Ne perdez pas de temps, ici nous nous en tirerons bien d'une manière ou d'une autre » (*Idem*, p. 354.).

Pendant que je rédige ce chapitre, ce jeudi 25 janvier 1979, j'entends à la télévision le discours de réception à l'Académie Française d'Edgar Faure et je retiens ces paroles :

« Hindenburg nomma Hitler chancelier ; il en fit le maître de l'Allemagne et il s'en fallut de peu du monde. »

Oui, vraiment, il s'en fallut de peu ! Mais ce jour-là, 22 juin 1941, sur une énorme distance, cinq millions d'hommes étaient face à face. Une foule de héros se levait et affrontait la mort avec détermination. Pussions-nous ne jamais l'oublier.

Dès les premiers contacts, sur terre comme dans les airs, les combats furent d'un acharnement indescriptible. Dans bien des cas, sans avoir reçu l'ordre de mise en alerte, sans liaison avec l'état-major de la région, de la division, et même parfois du régiment, chaque soldat, chaque gradé, chaque responsable prit la guerre à son propre compte. Peut-être même que cette fantastique prise de conscience et de responsabilité fut facilitée pour les soviétiques, par le fait même de leur impréparation, de l'inachèvement de la mise en place des moyens défensifs, de la soudaineté et de la brutalité de l'attaque fasciste ; dans ces conditions, il s'agissait bien pour chacun, de la défense de la patrie socialiste, d'une lutte sans merci, d'un combat à mort.

Il est des moments, où toute l'histoire des peuples remonte à la surface : l'esclavage historiquement récent, les luttes des siècles passés, toutes celles où le sentiment de justice vient dire aux combattants « Souvenez-vous de votre force et de votre courage, tout ce que vous ferez individuellement sera mis dans la balance, tout ce qui constitue votre communauté, nation, culture, famille compte sur vous ».

Alors, des choses extraordinaires se passèrent en ce premier jour. On vit le pilote de chasse D. Kokorev, ses mitrailleuses s'étant enrayées pendant le combat, se précipiter sur un bombardier allemand, lui cisailier l'empennage avec son hélice et ainsi l'abattre en flammes alors que lui-même réussissait à se poser dans ses lignes. D'autres étaient moins heureux, ainsi le lieutenant Ivanov, munitions épuisées, répète l'exploit de Kokorev et abat son ennemi, mais, ne disposant pas d'altitude suffisante pour sauter en parachute, meurt glorieusement. De même, le capitaine Gastello et ses trois compagnons voyant leur appareil s'enflammer après le choc d'un projectile, pouvaient peut-être avoir la vie sauve avec la captivité ; mais ils choisissent de diriger l'appareil sur une colonne de citernes et de chars ennemis et ainsi font payer chèrement leurs vies.

A terre, les combats n'étaient pas moins acharnés dès le début. Ainsi le poste 13 de garde-frontière du lieutenant Lopatine du 90^e Détachement de Vladimir-Volinski tient onze jours dans l'encerclement, casemates et blockhaus détruits ; c'est dans le sous-sol d'un bâtiment en ruine qu'il termine la lutte. Il n'y a pas un survivant.

Les combattants de la citadelle de Brest encerclée, la défendirent âprement et résistèrent vingt-neuf jours ; deux divisions allemandes y laissèrent de lourdes pertes. Et sur toute l'étendue du front dans les pires conditions, il en était ainsi.

Mais le courage, l'abnégation, l'esprit de sacrifice d'une multitude ne peuvent transformer rapidement un état de fait, et la situation continue à s'aggraver. Moscou en fut gravement affecté.

Bien que s'étant rendu à Ternopol au poste de commandement du Front Sud-Ouest, dans la soirée du 22 juin, Joukov, chef d'Etat-major général s'entretint par haute fréquence avec son adjoint le général Vatoutine. Il en ressort que peu de renseignements arrivent au ministère de la Défense. Sur certains fronts, les commandants sont allés vers les unités et ne donnent pas de nouvelles ; il est impossible de faire un état de l'avance ennemie, sinon qu'en certains endroits des combats ont lieu à 15 ou 20 km à l'intérieur des lignes soviétiques. Staline a approuvé la circulaire n° 3 de la Défense qui prescrit des contre-attaques. Elle est signée Joukov. Mais il faut passer à son application. Le narrateur note :

« Il faut rendre hommage à la maîtrise de soi et aux magnifiques aptitudes d'organiseurs que manifestèrent le chef d'état-major M. Pourkaïev et le chef de la division Opérations de l'état-major du front I. Bagramian, dans cette situation très complexe du premier jour de la guerre ». (Joukov, *ouvrage cité*, p. 356.)

Dans la région de Brody-Doubno eut lieu la bataille principale d'un acharnement extrême ; la contre-attaque commencera le 24 juin, sans attendre le rassemblement complet des troupes et effectivement elle obtint un certain résultat comme le rappelle Joukov :

« Les secteurs fortifiés de Rava Rousskaïa et de Peremychl continuaient à repousser victorieusement les attaques ennemies. La 99^e division infligea de grandes pertes à l'ennemi et ne céda pas un mètre de ses positions. Pour ses actions héroïques elle fut décorée de l'ordre du Drapeau Rouge.

Les 25 et 26 juin, les opérations se poursuivirent avec une intensité croissante. L'ennemi engagea en cet endroit la masse de son aviation tactique. Des engagements acharnés avaient lieu sur terre et dans les airs. Les deux parties éprouvaient de graves pertes. Souvent l'aviation allemande ne résistait pas aux attaques audacieuses de nos pilotes et regagnait ses aérodromes.

Par les conversations que j'eus au cours de ces journées avec le général N. Vatoutine, étant relié à Moscou par haute fréquence, je savais que sur les fronts ouest et nord-ouest les commandants des fronts et les états-majors n'avaient certainement pas encore de liaisons constantes avec les commandants d'armée. Les divisions et les corps devaient se battre isolément contre l'ennemi, sans l'aide des troupes voisines et de l'aviation et sans directives appropriées des instances supérieures. D'après ce que le général Vatoutine m'avait communiqué, je voyais clairement que sur les Fronts ouest et Nord-ouest une situation extrêmement difficile s'était créée.

Vatoutine me disait que J. Staline devenait nerveux et qu'il était porté à rendre responsable de tout, le commandement du Front Ouest, son état-major, qu'il reprochait son inactivité au maréchal Koulik.

De bon matin, le 26 juin, le général N. Vatoutine me communiqua au poste de commandement de Ternopol les renseignements suivants :

« Les affaires dans la région Baltique et en Biélorussie se sont déroulées de façon très malheureuse. La 8^e armée du Front Nord-Ouest recule sur Riga, la 11^e armée se fraye un itinéraire en direction de Polotsh ; pour renforcer ce Front, le 21^e corps mécanisé est prélevé de la région militaire de Moscou.

J. Staline a ordonné de constituer un fond de réserve et de déployer sur la ligne Southtchevo, Nevel, Vitebsk, Moghilev, Jobine, Gomel, Tchernigov, la rivière Derna, le Dniepr. Dans la composition du front de réserve entrent la 19^e, la 20^e, la 21^e et la 22^e armée.

C'était au fond, la ligne même que nous avons reconnue en mai de cette année avec le commissaire du peuple S. Timochenko et un groupe d'officiers de l'Etat-major général ». (Joukov, pp. 367 et 368.)

Puis, sur de longues pages, l'ancien chef de l'Etat-major général fait la critique des fautes commises, telles qu'elles ont été engendrées et loin d'en rendre, comme le fait Khrouchtchev, Staline responsable. Il en explique les causes, puis il poursuit :

Aux abords immédiats de Minsk se déroula une lutte acharnée. Les unités des 64^e, 100^e et 161^e divisions d'infanterie se battirent particulièrement bien. Elles anéantirent plus de 100 chars ennemis et des milliers de fascistes.

Le 26 juin J. Staline m'appela au Téléphone, au poste de commandement du Front Sud-ouest, à Ternopol, et me dit :

— Une situation difficile s'est créée sur le Front Ouest. L'adversaire s'est approché de Minsk. Nous ne comprenons pas ce qui arrive à Pavlov ; on ne sait pas où est le maréchal Koulik ; le maréchal Chapochnilrov est malade. Pouvez-vous prendre immédiatement l'avion pour Moscou ?

Tard dans la soirée du 26 juin, j'arrivai à Moscou et me rendis directement de l'aérodrome chez J. Staline. Dans le cabinet de J. Staline se tenaient au garde-à-vous le commissaire du peuple S. Timochenko et mon premier suppléant le général-lieutenant N. Vatoutine. Tous deux pâles, amaigris, les yeux rougis par le manque de sommeil. J. Staline n'était pas dans un meilleur état. Après m'avoir salué d'un signe de tête J. Staline dit :

— Réfléchissez ensemble et dites ce qu'on peut faire dans la situation qui s'est créée ? Et il jeta sur la table une carte du Front Ouest.

— Il nous faut quarante minutes pour nous y reconnaître, dis-je.

— Bien, dans quarante minutes vous exposerez.

« ... Toutes les propositions furent approuvées par J. Staline et furent aussitôt transformées en ordres appropriés. (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 378 et 379.)

Suit le détail sur cinq pages, puis :

« Le 29 juin J. Staline se rendit deux fois au commissariat du peuple à la Défense, à la Stavka du haut commandement, et les deux fois sa réaction quant à la situation sur la direction stratégique ouest fut violente (Joukov, *ouvrage cité*, p. 383.)

Pendant la situation ne s'améliorait pas. Le 30 juin à l'Etat-major général, J. Staline m'appela au téléphone et ordonna de convoquer le commandant du Front Ouest, le général d'armée D. Pavlov » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 385.)

Dans les jours suivants, Pavlov est relevé de son commandement et traduit en justice avec, sur proposition du Conseil Militaire du Front Ouest, d'autres officiers.

Puis Timochenko est nommé à leur place avec comme suppléant le général-lieutenant A. Deremenko.

« A la fin du mois, J. Staline procéda de nouveau à des changements dans la direction militaire. Le 30 juin, le général de division N. Vatoutine fut nommé chef d'Etat-major du Front nord-Ouest et A. Vassilewski devint premier adjoint du chef d'Etat-major général ». (*Idem*, pp. 386 et 394.)

Le 30 juin 1941 fut créé le Comité d'Etat à la Défense à la tête duquel fut placé J. Staline, secrétaire général du Comité Central du Parti. Cet organisme fut chargé de la Direction du pays et concentra entre ses mains toute l'autorité. (*Idem*, pp. 386 et 394.)

Le lecteur voudra bien pardonner à l'auteur les très nombreuses citations qui émaillent ce chapitre mais il lui a paru indispensable de le faire pour la compréhension des événements. Et surtout, il s'agit là d'un témoignage essentiel, appuyé souvent des documents d'archives et apportés par un des plus illustres chefs de guerre des temps modernes, acteur du drame. On peut noter que ces écrits ont été réalisés quinze ans après la mort de J. Staline.

Tout ceci pour revenir au rapport « secret » de Khrouchtchev traitant de la même période et contredit par ces citations prouvant irréfutablement que Staline n'a pas cessé pendant un seul jour, une seule heure de se consacrer entièrement à la direction des opérations.

Or, que dit Khrouchtchev (page 28) :

« Tout cela souligne la situation qui existait au début de la guerre et qui constituait la grande menace à notre pays. On aurait tort d'oublier qu'après les premières défaites et les premiers désastres sur le front, Staline pensa que c'était la fin. Dans l'un de ses discours de l'époque, il déclara :

« *Tout ce que Lénine avait créé nous l'avons perdu à jamais* ». (En italique dans le texte.) Après cela Staline ne dirigea pas effectivement — et pendant longtemps — les opérations militaires et cessa de faire quoi que ce soit. Il ne reprit la direction active qu'après avoir reçu la visite de certains membres du bureau politique, qui lui dirent qu'il était nécessaire de prendre certaines mesures immédiatement afin d'améliorer la situation sur le front.

Par conséquent, le danger menaçant suspendu sur notre patrie dans la première période de la guerre était dû largement aux erreurs de Staline lui-même quant aux méthodes par lesquelles il dirigeait la nation et le parti ».

Comment peut-on en si peu de mots, accumuler autant de mensonges. Non, jamais, à aucun moment Staline n'a tenu les propos que lui prête Khrouchtchev qui se garde bien de donner la référence. C'est tout le contraire qui est vrai. Dans son immortel discours du 3 juillet, soit dix jours après l'attaque des hordes fascistes, Staline exhorte à la lutte, il enflamme des millions de soviétiques comme le montre ce court extrait :

« Voilà pourquoi toute notre vaillante armée, toute notre vaillante flotte navale, tous nos aviateurs intrépides, tous les peuples de notre pays, tous les meilleurs hommes d'Europe, d'Amérique et d'Asie, enfin tous les meilleurs hommes de l'Allemagne flétrissent l'action perfide des fascistes allemands et sympathisent avec le gouvernement soviétique, approuvent la conduite du gouvernement soviétique et rendent compte que notre cause est juste, que l'ennemi sera écrasé, et que nous vaincrons ». (Staline, *Œuvres*, tome 16, p. 15.)

La suite des propos de Khrouchtchev ne vaut pas mieux que ses premières assertions. Lorsqu'il dit que Staline ne dirigea pas « effectivement et pendant longtemps », les lecteurs peuvent comparer avec les citations ci-dessus. Si l'on pense que ces mensonges honteux, indignes, ont été repris des millions de fois par la propagande impérialiste, on peut mesurer tout le tort qu'ils ont portés au socialisme.

Mais Khrouchtchev poursuit : (page 29) « Je me permettrai à ce propos de noter un fait caractéristique qui illustre la façon dont Staline dirigeait les opérations sur les lignes. Nous avons parmi les participants au congrès le maréchal Bagramian, qui fut chef des opérations au quartier général du front sud-ouest, et peut corroborer ce que je vais vous dire ».

Bagramian se gardera bien de répondre à cet appel du pied de Khrouchtchev pour la bonne raison que c'est le contraire qui est vrai comme il le montre lui-même dans le livre « La Bataille de Kursk » sur lequel nous reviendrons.

Khrouchtchev poursuit un peu plus loin :

« Je téléphonai à Vassilevski et m'exprimai comme suit : Alexandre Miklaïlovitch, prenez une carte (Vassilevski était présent) et indiquez au camarade Staline l'état de la situation ».

Il y a lieu de noter que Staline dressait ses plans en utilisant une mappemonde (remous dans la salle) oui, camarades, c'est à l'aide d'une mappemonde qu'il établissait la ligne du front... » (*Idem*, p. 29.)

Evidemment depuis les nazis on savait que plus un mensonge est gros et plus il a de chance d'être accepté, mais là tout de même c'est un peu fort et un enfant de dix ans pourrait se demander comment une armée dirigée de la sorte aurait pu remporter la victoire.

Sur les capacités de Staline il y a d'autres témoignages.

En 1974 est paru à Moscou un ouvrage important, intitulé :

« La grande guerre nationale de l'Union Soviétique ». Publié sous la direction d'une commission militaire composée d'une trentaine de personnalités militaires parmi les plus hautes de l'Union Soviétique : maréchaux, généraux, officiers supérieurs de toutes armes.

Voici ce que l'on peut y lire pages 113 et 114 :

« Les Soviétiques garderont à jamais présents en leur mémoire les noms des héros de la grande bataille de Moscou, le commandant suprême Staline, les commandants des fronts et des armées, les chefs d'états-majors, les généraux Joukov, Koniev, Sokolovski, Govorov, Rokossovski, Golikov, Erémenko, Liliouchenko, Kouznetzov, Boldine, Efremov, Kostenko, Sbytov et d'autres encore.

Dans la sixième partie de cet ouvrage : « Bilan et leçons de la guerre, » page 467, on peut lire :

« La direction des Forces Armées de l'URSS fut à la hauteur. La Stavka était l'organe suprême responsable des opérations militaires. Elle se composait de chefs militaires en vue et de dirigeants du Parti et de l'Etat. Staline était le commandant suprême des armées. Il sut se montrer ferme, et assurer une direction en principe correcte des opérations. Ces dernières années on a vu paraître des mémoires et des articles dus à des chefs militaires en vue : Vassilevski, Gretchko, Joukov, Koniev, Meretskov, Rokossovski, Chtemenko et d'autres. Tous ont bien connu l'activité militaire de Staline. Il est évident que, mettant à part certaines assertions subjectives, Staline, caractère compliqué et contradictoire, était un grand stratège. Elaborant les plans de campagne de l'Armée Rouge, il savait tenir compte des idées des responsables du parti, chargés des problèmes militaires. Certes, la direction d'une guerre de l'envergure de la Grande Guerre Nationale était une affaire extrêmement difficile, compliquée et d'une responsabilité considérable qui ne pouvait pas se faire sans fautes et erreurs. En les éliminant et en les surmontant, la Stavka, l'Etat-major général, les commandants des Fronts, dans l'ensemble, ont mené avec habileté les opérations militaires et conduit les Forces Armées soviétiques à une brillante victoire. »

Nous sommes bien loin ici, des élucubrations mensongères de Khrouchtchev.

Et voilà qui donne une singulière portée à ce qu'écrivit en 1975 Hedrick Smith dans son ouvrage déjà cité :

... « Mais je fis une découverte en m'apercevant que Staline avait encore un grand prestige latent chez les gens du peuple, et que Khrouchtchev était en général considéré sans la moindre indulgence, comme un rustre et un bousilleur, ... » ...

«... Non seulement les Géorgiens boivent à Staline et regardent de haut les critiques sur la façon dont il a gouverné, mais on m'a montré également des photos de célébrations et commémorations au cours desquelles des officiels géorgiens portaient le portrait de Staline qui figurait dans le cortège à côté de ceux de Lénine, de Marx et d'Engels, marque publique de respect interdite ailleurs. En d'autres lieux du pays, il y en avait beaucoup qui, s'ils se montraient peut-être plus discrets, n'en éprouvaient pas moins la nostalgie de Staline. »

XIII - JOURS ET SEMAINES D'ANGOISSE

Joukov parle quelque part de l'essentiel et du fondamental, et en effet, c'est cela qui compte le plus. Pour le moment, c'était en ces premiers jours d'éviter de grands désastres, de freiner le plus possible, l'avance de l'ennemi et surtout, de lui infliger le plus de pertes possibles. Si le handicap de l'absence de liaison, d'une préparation inachevée, de la rapidité et de la puissance de l'attaque, était lourd à porter, ses effets étaient néanmoins limités par la détermination et la vaillance des combattants. Malgré cela, des reculs s'imposaient. Le 26 juin, les Allemands franchissaient en force la Dvina occidentale et s'emparaient de Daugavpils. Pourtant le 21^e Corps mécanisé passa hardiment à l'offensive et arrêta la progression du 56^e Corps mécanisé allemand, avant de se replier sur des positions qu'il conserva jusqu'au 2 juillet. Dans ces combats, se distingua particulièrement le Général N. Berzarine, Commandant de la 27^e armée, le même qui devait presque 4 ans plus tard, à la tête de la 5^e Armée de choc, entrer à Berlin et en devenir le premier Commandant d'armes. Joukov écrit :

« Sur le front Ouest, dans les directions de Vitebsk, Orcha, Moghilev et Bobrouisk, les combats qui avaient eu lieu dans les premiers jours de juillet, s'étaient déroulés contre un ennemi disposant d'une supériorité écrasante en éléments motorisés et blindés et en aviation. Nos troupes épuisées par des combats incessants se repliaient vers l'Est, s'efforçant à tout moment d'infliger à l'ennemi le maximum de pertes et de le retarder le plus longtemps possible sur des lignes de défense » (Joukov, *Mémoires*, tome 1, p. 387.).

Devant les revers essuyés dans les premiers jours, tout autre Pouvoir que le Soviétique, eut été certainement très ébranlé. Molotov le premier jour à midi, avait déjà appelé le peuple Soviétique tout entier à faire son devoir et à se rallier au glorieux Parti bolchevik, au Gouvernement et au grand chef le Camarade Staline. Le pays tenait vaille que vaille, mais il attendait la grande voix qu'il connaissait bien, qu'il avait entendue si souvent dans les mauvais comme dans les bons moments, lui indiquer la voie à suivre.

Alors le 3 juillet, après 10 jours de guerre, elle s'éleva cette voix. Des millions et des millions de personnes l'écoutèrent le cœur battant. Hommes, femmes, jeunes, vieillards, pour qui rien n'existait plus que cette voix sourde mais calme du grand Géorgien, cette voix qui informait, mobilisait, galvanisait une fois de plus, cent peuples se reconnaissaient et se préparaient car Staline affirmait de lointaines certitudes :

« Camarades — Citoyens

Frères et Sœurs

Combattants de notre armée et de notre flotte,

Je m'adresse à vous, mes amis,

La perfide agression de l'Allemagne hitlérienne, commencée le 22 juin, se poursuit contre notre Patrie. Malgré la résistance héroïque de l'Armée Rouge, et bien que les meilleures Divisions de l'ennemi et les Unités les meilleures de son aviation, aient trouvé la mort sur les champs de bataille, l'ennemi continue à se ruer en avant, jetant sur le front des forces nouvelles. Les troupes hitlériennes ont pu s'emparer de la Lithuanie, d'une grande partie de la Lettonie, de la partie ouest de la Biélorussie, d'une partie de l'Ukraine occidentale. L'aviation fasciste étend l'action de ses bombardiers, en soumettant au bombardement : Mourmansk ; Orcha ; Moguilev, Smolensk, Kiev, Odessa, Sébastopol. Un grave danger pèse sur notre Patrie. »

Comme à son habitude, Staline ne dissimule rien ; en quelques mots, les Soviétiques sont informés de l'ampleur du désastre, et tout de suite après, il pose la question : Comment se fait-il que notre glorieuse Armée Rouge ait abandonné tant de terrain ? Les armées fascistes seraient-elles invincibles ? Non ! Il n'y a pas d'armée invincible, pas plus celles de Hitler que celles de Napoléon ou de Guillaume II. Seulement, et jusqu'à maintenant, elles n'avaient nulle part rencontré de résistance sérieuse. C'est seulement sur le territoire soviétique que les choses changent et si nous avons pu battre quelques Divisions, c'est toute l'armée qui peut être vaincue.

Néanmoins, pourquoi ces succès des fascistes ? Cela découle de plusieurs avantages ; comme attaquant ils étaient entièrement mobilisés et déjà concentrés à nos frontières. De plus ils violaient un Pacte de non agression, ce que nous ne pouvions faire. Mais alors pourquoi avez-vous signé un Pacte nous demandez vous ? Pour gagner du temps, la Paix pendant un an et demi.

Et puis, vient le passage cité au chapitre précédent et il ajoute :

« Nos troupes se battent héroïquement contre un ennemi pourvu abondamment de chars et d'aviation... La vaillance des guerriers de l'Armée Rouge est sans exemple. La riposte que nous infligeons à l'ennemi s'accroît et se développe. Aux côtés de l'Armée Rouge le Peuple soviétique tout entier se dresse pour la défense de la Patrie. »

Il indique la voie à suivre pour la sauver :

« Comprendre la gravité du danger qui nous menace. L'ennemi veut restaurer le tsarisme, nous prendre nos richesses et anéantir notre culture et l'indépendance des Peuples qui forment l'Union. Il faut que tout le Peuple se mobilise, qu'il soit derrière ses Combattants, qu'il veille sur l'ordre intérieur. »

Et il définit les conditions de la terre brûlée :

« Rien ne doit être laissé qui puisse servir à l'ennemi. Dans les territoires occupés, les partisans doivent se lever en masse. »

Il va bientôt terminer :

« Ce sera le front unique des Peuples qui s'affirment pour la liberté contre l'asservissement et la menace d'asservissement de la part des armées fascistes de Hitler.

Ceci étant, le discours historique prononcé par le Premier Ministre de Grande-Bretagne, Monsieur Churchill, sur l'aide à prêter à : l'Union Soviétique et la déclaration du Gouvernement des Etats-Unis, se disant disposé à prêter assistance à notre pays ne peuvent susciter qu'un sentiment de reconnaissance dans le cœur des peuples de l'Union Soviétique.

Le Comité d'Etat à la Défense a commencé son travail ; il appelle le peuple entier à se rallier autour du Parti de Lénine et de Staline, autour du Gouvernement Soviétique, pour soutenir avec abnégation, l'Armée et la Flotte Rouges, pour écraser l'ennemi, pour remporter la victoire. »

Ce discours eut un retentissement considérable chez les Combattants d'abord, qui percevaient mieux les données du conflit. A l'arrière, où fut encore davantage cimentée l'union des Peuples, l'abrégé d'Histoire Universelle des Editions de Moscou s'exprime ainsi : (Tome 2, p. 239.)

« A l'appel de son Parti et de son Gouvernement, le Peuple Soviétique se leva à la guerre nationale. Animés d'un patriotisme ardent, les volontaires affluaient aux bureaux de recrutement, par centaines de milliers. Rapidement la majorité des entreprises industrielles furent reconverties pour la production militaire. Dès 1941, plus de 1360 usines et fabriques, avec leur personnel furent évacuées des régions voisines du front, vers l'Est, ce qui mobilisa un million et demi de wagons. Des centaines de milliers de femmes assimilaient d'urgence les métiers de leurs maris, pères, frères, partis au front et travaillaient dans l'industrie. Des retraités revenaient volontairement aux usines. »

Cependant les combats se poursuivaient avec la même violence et en définitive, se terminaient toujours à l'avantage des allemands, même s'ils mettaient trois jours à emporter une position au lieu de quelques heures escomptées. Dans certains secteurs, la résistance durait plusieurs semaines. Ce fut le cas pour Tallin, capitale de l'Estonie où les offensives furent contenues en Juillet et presque tout le mois d'Août. La Stavka décida d'évacuer les forces navales sur Kronstadt et d'abandonner la ville. Joukov fait le point :

« Presque trois semaines s'étaient écoulées depuis que l'Allemagne fasciste, violant le traité de non agression, avait pénétré avec ses forces armées à l'intérieur de notre pays. Déjà, au cours de cette période les troupes hitlériennes avaient perdu environ 100000 hommes, plus de 1000 avions, près de 1500 chars (50 % des chars qu'ils possédaient au début de la guerre.)

Les forces armées soviétiques, et en particulier les troupes du front ouest, avaient subi d'énormes pertes, ce qui eut une sérieuse répercussion sur le cours ultérieur des événements. Le rapport des forces et des moyens sur le front soviéto-allemand s'était encore modifié en faveur de l'ennemi. L'ennemi avait remporté de sérieux succès. Il avait pénétré de 500 à 600 km à l'intérieur du pays et s'était emparé de régions économiques et d'objectifs stratégiques importants. »

L'ennemi s'était emparé des régions économiques les plus importantes ; il avait paralysé la mobilisation dans plusieurs anciennes régions militaires, des millions de soviétiques, d'énormes valeurs matérielles demeurèrent aux mains de l'ennemi. Sur le territoire occupé par « l'ennemi au cours des trois premières semaines, vivaient 40 % de la population ; plus du tiers de la production globale du pays s'y trouvait fabriqué. La production des matériaux stratégiques, de la fonte, de l'acier, des lames, de l'énergie électrique tomba brutalement. Une menace pesait sur les nouveaux centres industriels (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 390 à 392.). »

Alors commença une nouvelle épopée qui exigea du peuple une tension extrême. Sous la direction de Chvernik — Kossyguine — Pervoukine, un Conseil de l'Evacuation fut créé. Il dirigea le transfert à des centaines, parfois des milliers de kilomètres de leur point de départ, d'usines, de fabriques, avec la participation de masses humaines considérables. C'était comme une immense fourmilière ; jours et nuits, nuits et jours, allant, venant, se bousculant parfois (accidents) ; des trains bondés vers l'Est, chargés de matériels et de matières premières.

Des trains bondés au retour amenant vers l'ouest des troupes fraîches et des munitions ; et un travail poursuivi jusqu'au bout des forces humaines. Démontez les machines et tout ce qui pouvait servir, les charger, constituer les convois. Recommencer sans cesse jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien, ou que l'ennemi arrive si près, qu'il n'y avait plus qu'à incendier ce qui restait. Et à l'arrivée la même ruée vers l'effort, la même tension, la même intelligence pour placer les machines et les monter là où serait leur place avant même que les murs ne soient dressés. Qu'elles tournent ces machines, vite, le plus vite possible, la patrie en danger avait besoin de canons et d'obus, d'avions et de chars, de camions et de wagons. La fourmilière humaine bruissait de toute part, en haut de la pyramide, le commandant suprême avait appelé, dirigeait, se trompait parfois rectifiait, mais toujours veillait. Le Camarade Staline ne dormait guère. Lui répondant à tous les échelons, des centaines de milliers de communistes se dépensaient sans compter, animaient, montraient l'exemple. Alors comme si le peuple eut craint que ce trésor ne s'épuisât, de ses entrailles profondes des dizaines de milliers demandaient leur adhésion au glorieux Parti de Lénine, Joukov commente :

« C'est dans ces périodes aiguës et à la lumière d'événements aussi grandioses que la supériorité d'une structure socialiste, d'une économie nationale basée sur la propriété collective, apparaît de la manière la plus éclatante » (*Idem*, p. 393.).

En France, depuis plus de vingt ans et comme indiqué au chapitre VIII, la propagande anticommuniste s'est nourrie d'antisoviétisme en prenant Staline comme figure centrale et pour une grande part sur la base du rapport de Khrouchtchev. En conséquence, on me pardonnera de multiplier les citations qui démentent les assertions fanatiques antistaliniennes de Khrouchtchev ; par exemple, à la page 34 de son rapport, celui-ci affirme, parlant de Staline :

« Il décidait de tout, tout seul, sans considération pour quiconque ou pour quoi que ce fut. »

C'est faux, archifaux, comme on le verra dans cet ouvrage. Staline a trop tenu compte d'avis qui lui étaient donnés ; notamment de ceux de Khrouchtchev. Et comme un écho, Joukov répond : (*Mémoires*, tome 1, p. 415.)

« Il faut dire, comme je m'en suis convaincu au cours des longues années de la guerre, que J. Staline n'était pas du tout un homme devant qui les problèmes difficiles ne pouvaient être évoqués ; avec qui on ne pouvait discuter et même défendre énergiquement son point de vue. Si certains affirment le contraire, je dirai simplement que leurs assertions sont fausses. »

Aux séances du Comité d'Etat à la Défense qui se tenaient à n'importe quel moment de la journée, en règle générale au Kremlin ou bien dans la villa de Staline, les problèmes les plus importants étaient étudiés et résolus.

Très souvent, aux séances du Comité d'Etat à la Défense, éclataient de vives discussions, au cours desquelles les opinions s'exprimaient de manière précise et tranchée. D'habitude, J. Staline allait et venait autour de la table, écoutant attentivement ceux qui discutaient. Lui-même était peu loquace, et n'aimait pas la prolixité des autres. Souvent, il arrêta ceux qui parlaient par un « soyez plus brefs » ou « soyez plus clairs ». Il ouvrait les séances sans mot d'introduction. Il parlait bas, avec aisance uniquement de la question. Il était laconique et formulait clairement ses pensées.

J. Staline était un homme volontaire qui, comme on dit, n'avait pas froid aux yeux. Une seule fois, je l'ai vu assez abattu. Ce fut à l'aube du 22 juin 1941, sa conviction en la possibilité d'éviter la guerre venait d'être détruite.

Après le 22 juin 1941, et pendant la durée de la guerre, J. Staline de concert avec le Comité Central du Parti et le Gouvernement soviétique, assura la ferme direction du Pays, de la guerre et de nos relations internationales » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 394 et 396.).

On pourra m'objecter que mes références ne correspondent pas à celles d'historiens connus, comme par exemple Jean Elleinstein qui appuie souvent ses positions antistaliniennes, par des citations de personnalités militaires dont on a peu entendu parler, sauf du premier, dans la défense de Stalingrad :

— Général Fedyuninsky : « Exaltés par le Péril », Moscou, 1961 (Jean Ellenstein, *ouvrage cité*, tome 3, P. 59.).

— Nekritch : « Le 22 juin 1941 » ; Moscou, 1965 ; traduit en français sous le titre significatif : « L'Armée Rouge assassinée » (Jean Ellenstein, *ouvrage cité*, tome 3, P. 38.).

— Général Boldine : « Pages de ma Vie. » Moscou, 1961 (Jean Ellenstein, *ouvrage cité*, tome 3, P. 60.).

et si je souligne les dates de sorties des ouvrages, c'est que je trouve à la page 30 du rapport de Khrouchtchev, la phrase suivante : « Lorsque le Congrès du Parti sera achevé, nous aurons probablement à réexaminer plusieurs opérations militaires du temps de guerre et à les présenter sous leur vrai jour ».

Sous leur vrai jour ? ou plutôt selon la thèse de Khrouchtchev, compte tenu du moment où ils ont été publiés (Khrouchtchev fut à la tête du Parti de 1954 à 1964.). L'affaire de Kiev pourrait le laisser penser. Elle va dans le même sens comme on va pouvoir en juger. Le 29 juillet 1941 Joukov, à sa demande, fait un rapport à Staline sur l'ensemble du front en appuyant sa démonstration sur des cartes. Staline suit passionnément, questionne, fait des observations, et vers la fin demande : Que devient Kiev ? « Il faudra l'abandonner » répond Joukov. Alors Staline, hors de lui, éclate :

« Qu'est-ce que c'est que ces balivernes ? Comment pouvez-vous proposer l'abandon de Kiev. »

Et Joukov répond :

« Si vous pensez que le Chef d'Etat-major Général peut dire des balivernes je n'ai plus ma place ici. »

« Si vous le prenez comme cela, on peut se passer de vous, répond Staline. Allez travailler, nous allons nous consulter. »

L'entretien reprend 40 minutes après. Joukov est informé qu'il est relevé de ses fonctions, mis au courant des nominations que cela entraîne, maintenu membre de la Stavka du Commandant suprême.

Staline lui demande ce qu'il veut faire. Il est finalement convenu qu'il a tous pouvoirs pour conduire la bataille dans le secteur de Jelnia.

« Puis-je disposer ? demande Joukov.

« Asseyez-vous et buvez un peu de thé avec nous, dit Staline en souriant, nous avons encore à parler un peu » (*Ouvrage cité*, p. 425.).

Plusieurs jours après, Joukov eut encore l'occasion d'insister sur son plan du 29 juillet, puis le 19 Août à nouveau directement avec Staline sur haute fréquence. Staline lui dit qu'il venait encore de conférer avec Khrouchtchev et Kirponos qui l'avaient convaincu que l'évacuation de Kiev ne s'imposait absolument pas. Ce n'est que le 8 septembre que Staline se rendit compte que Joukov avait raison. Il ordonna l'évacuation de Kiev, mais trop tard pour éviter un encerclement qui coûta cher aux troupes soviétiques. On comprend dans ces conditions que Khrouchtchev eût préféré que l'histoire fut écrite comme il la décrivait lui-même.

Au 10 juillet 1941, c'est-à-dire 18 jours seulement après le début de la guerre, la ligne du front s'étendait de Pskov, très au nord à Vitebsk-Orcha-Moghilev, des villes qui permettaient de tracer sur la carte une ligne droite à environ 100 km en avant de Smolensk, ville éloignée de Moscou de seulement 400 km. Dès ce moment la menace était claire. Sans doute Hitler avait-il prédit qu'il serait à Moscou après deux semaines de guerre, mais il était loin de compte. N'empêche que pour tous ceux qui suivaient avec anxiété la marche infernale des armées nazies ; l'angoisse les tenaillaient de plus en plus avec le lent écoulement des jours. En France occupée on écoutait la radio de Londres et ce qu'on entendait n'était pas de nature à dissiper l'inquiétude.

Par exemple, le 6 juillet 1941 dans le « Quart d'heure du soir » par Darsie Gillie :

« Les Russes ont de très grandes pertes. Autour de Bialystok ils ont perdu des armées entières, mais ces années ont été isolées en avant des forces russes. Les Allemands n'ont pas pu les maintenir avant que les forces russes plus à l'est se soient reformées. Les groupes de chars allemands qui ont percé ici et là les défenses russes n'ont pas pu ouvrir la route pour les masses de l'infanterie allemande. Sur le front central on a moins l'impression d'un repli que d'un renouveau constant de la défense à une profondeur qui n'a pas encore trouvé de limite. Les Allemands trouvant toujours devant eux d'autres armées qui se battent avec le même courage farouche, avec le même héroïsme absurde comme a dit pour sa plus grande honte, un journaliste espagnol. »

Dans l'émission « Les trois amis » — 10 juillet 1941,

«... en 18 jours l'armée allemande a avancé de 450 km. L'U.R.S.S. a perdu 2000 avions, 1500 chars, 3000 camions, 300000 hommes sont prisonniers. La Lettonie, la Lithuanie, la Biélorussie et une grande partie de l'Ukraine, sont prises » (*Les Voix de la Liberté, Ici Londres 1940-1941, Tome 1, La Documentation Française*, pp. 257 et 259.).

L'avance allemande apparaissait énorme, et elle l'était réellement ; sans doute elle était moins rapide que celle à l'Ouest un an plus tôt, qui avait submergé la France, mais néanmoins nous comptions sur une plus grande résistance de l'Union Soviétique. Les communistes français qui ont vécu cette période ne l'oublieront jamais ; l'hypothèse d'une victoire nazie était pour eux insupportable. Il n'y avait pas seulement la France, placée par la force sous la domination fasciste, avec tout ce que cela comportait pour les travailleurs. Ils avaient assez combattu avant la guerre contre la menace de subversion en voyant sombrer les Etats les uns après les autres : l'Italie, l'Allemagne, en dernier lieu l'Espagne. Et voilà que pour la France, un régime abhorré était imposé par l'étranger ; sans doute ils n'avaient pas attendu pour entrer très nombreux dans la Résistance, le nombre des victimes l'atteste. Mais la Russie c'était autre chose ; la Russie Soviétique c'était la revanche de la Commune de Paris, cette Commune qu'ils honoraient chaque dernier Dimanche de Mai par un long, très long défilé devant le Mur des Fédérés. Donc revanche des massacrés de 1871 mais davantage certitude du socialisme, preuve vivante qu'une autre société était possible et cette terre bénie était maintenant saccagée, ses grandes

réalisations sociales et industrielles anéanties. Le grand Reich pour mille ans ? et si c'était vrai, certainement pas pour mille ans, mais pour combien de dizaines d'années. Que d'angoissantes pensées. Le discours de Staline du 3 juillet n'était pas connu ; il fallait agir, et ils avaient agi ; les communistes parmi les premiers dans la Résistance, mais l'espoir raisonné n'aurait pas été superflu. S'il fallait choisir quel fut le plus mauvais mois de la guerre germano-soviétique le choix se porterait probablement sur juillet 1941 ; le mois où, dans tous les secteurs, les offensives allemandes battaient leur plein, malgré une résistance héroïque de l'Armée Rouge. Indifférents aux pertes énormes en hommes et en matériel qu'ils subissaient, les Allemands avançaient, avançaient, avançaient. Bientôt leur effort principal se porta sur Smolensk. Smolensk sur la route de Moscou qui avait jadis, offert une résistance acharnée à l'armée napoléonienne, et qui allait renouveler cet exploit, mais dans des conditions difficiles. Essayer de disloquer le front, tel était l'objectif allemand, il réalisa des brèches profondes au sud et au nord de Moghilev et il voulut naturellement s'emparer de cette dernière ville. Mais la population participa à sa défense en construisant des fortifications. Le 61^e Corps du Général F. Bakounine et la 172^e division d'infanterie du général-major M. Romanov résisteront pendant 23 jours ce qui constituait un exploit sensationnel. Cela retardait d'autant l'avance générale et gagnait du temps pour mieux s'organiser et ainsi faire face avec plus d'efficacité.

Ce n'était pas négligeable car le rapport des forces, au moment où éclate la bataille de Smolensk était toujours en faveur des troupes hitlériennes; elles avaient presque deux fois plus d'hommes, 2, 4 fois plus de bouches à feu et quatre fois plus d'avions.

Par ailleurs les combats n'étaient pas moins violents et les unités blindées finirent par déborder et ensuite s'emparer de Smolensk ; ce que commente Joukov :

« Tout cela fut péniblement ressenti par le Comité d'Etat à la Défense et particulièrement par J. Staline ; il était hors de lui. Nous, les chefs militaires, eûmes à supporter tout le poids de la colère de Staline. Pourtant dans la région de Smolensk, non seulement les combats ne s'apaisaient pas, mais bien au contraire, ils reprirent avec une nouvelle force. La Stavka créa immédiatement un nouveau front de défense en arrière du front ouest. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 404.)

Peu après, le commandement décida d'affecter vingt divisions d'infanterie au Maréchal S. Timochenko pour entrer dans la composition de cinq groupes d'armées dont l'un était sous le commandement de K. Rokossovski ; on espérait ainsi mettre fin à la situation extrêmement dangereuse qui s'était créée. Mais les Allemands mirent des forces encore plus importantes et les combats se poursuivirent avec un grand acharnement du 23 au 30 juillet. De l'aveu des généraux eux-mêmes, ils perdirent dans cette bataille 250000 soldats et officiers. Certes, les Allemands n'avaient pu être arrêtés, mais leur avance avait été freinée et l'Armée Rouge en tirait des enseignements du point de vue pratique comme du point de vue théorique.

Cela pouvait également donner lieu à des incidents dramatiques comme celui que raconte Joukov, convoqué à la maison de campagne de Staline fin juillet avec S. Timochenko :

« Lorsque nous entrâmes dans la pièce, presque tous les membres du Bureau Politique étaient assis à une table. Staline était vêtu d'une vieille veste, il se tenait au milieu de la pièce et avait à la main une pipe éteinte ; indice évident de sa mauvaise humeur. « Voilà, dit Staline, le Bureau Politique a examiné l'activité de Timochenko à son poste de commandant du Front Ouest, et il a décidé de le relever de ses fonctions. Il a été proposé de nommer Joukov à sa place. Qu'en pensez-vous ajouta-t-il, s'adressant à moi et à Timochenko. Timochenko se taisait.

Camarade Staline, dis-je les relèves fréquentes de commandants de Fronts, ont de graves incidences sur le cours des opérations. Les chefs qui n'ont pas eu le temps de se mettre au courant des affaires, sont forcés de livrer des combats extrêmement difficiles. Le maréchal Timochenko commande le front depuis moins de quatre semaines. Au cours de la bataille de Smolensk, il a appris à bien connaître les troupes ; il a vu ce dont elles étaient capables. Il a fait tout ce qui a pu être fait, et pendant près d'un mois il a contenu l'ennemi dans la région de Smolensk. Je pense que personne d'autre n'aurait pas fait mieux. Les troupes

ont confiance en Timochenko, et c'est l'essentiel. Je considère que le relever maintenant de ses fonctions de commandant de Front est injuste et inopportun. »

M. Kalinine qui avait écouté attentivement, dit :

— Eh bien ! il me semble que c'est juste.

Sans se hâter Staline alluma sa pipe, regarda les autres membres du Bureau Politique et dit :

— Nous pourrions peut-être nous ranger à l'avis de Joukov ?

— Vous avez raison Camarade Staline, répondirent plusieurs voix.

Timochenko peut encore rétablir la situation.

On nous congédia après avoir ordonné à S. Timochenko de regagner immédiatement le front.

Cette accusation injuste offensa gravement Semion Konstantinovitch Timochenko.

Ce n'était pas un cas unique. J. Staline n'a pas toujours été objectif dans son appréciation de l'activité des chefs militaires. J'eus à l'éprouver moi-même et je comprenais bien S. Timochenko, mais nous vivions des moments où l'on ne pouvait s'arrêter aux offenses personnelles (Joukov, *Idem*, pp. 407 et 408.).

Aucun commentaire n'est nécessaire mais la relation de cet épisode montre combien les ragots de Khrouchtchev sont loin de la réalité.

La décision finale de maintenir Timochenko à la tête du Front n'était que justice. La bataille de Smolensk avait coûté aux hitlériens des pertes considérables et c'est une des premières fois où l'artillerie fut utilisée avec une grande efficacité. Elle avait reçu un renfort qui s'illustrerait pendant toute la durée de la guerre. C'est le 14 juillet en effet, que l'on utilisa pour la première fois, les fameux lance-fusées. Cette arme terrible que l'on surnommera à l'étranger « les orgues de Staline », mais que les Russes baptisèrent « Katioucha ». Il s'agissait d'un engin qui lançait plusieurs projectiles à la fois ; on imagine ce que cela pouvait donner lorsque cette arme était utilisée massivement comme par exemple pour la bataille de Berlin.

C'est aussi pendant la bataille de Smolensk que commença à prendre corps la lutte des Partisans. Staline le 3 juillet y avait fait appel, et le Comité Central du Parti avait donné des instructions pour que dans tous les territoires occupés par l'ennemi, la lutte clandestine s'organise.

En Biélorussie, en peu de temps, plus de 80 districts sont couverts et déjà vers le 1^{er} août, plus de douze mille Partisans y prennent part aux combats. Ce n'est évidemment rien en comparaison de ce que le mouvement partisan allait devenir ; mais c'est ici qu'il fit ses premières armes, avec les défauts que comporte une action faite par petits morceaux sans liaison entre eux ; chacun travaillant au départ pour son propre compte.

De ces insuffisances mêmes, allait naître une organisation supérieure qui grouperait plus d'un million de combattants avec ses Etats-majors, ses officiers, ses liaisons interzones, ses postes émetteurs.

La lutte partisane n'était pas une nouveauté en Russie. Déjà en 1812 contre l'armée napoléonienne il y avait eu des premiers détachements qui avaient grandement augmenté les misères de la retraite. Pendant la guerre civile en 1918-1920 le mouvement partisan s'était développé à la mesure de la terreur que les blancs exerçaient. Ces soldats sans uniformes avaient contribué pour une part importante à la victoire des Soviets. Tous les enseignements de cette guerre spéciale n'avaient pas été perdus ; chaque partisan savait que la plus grande erreur serait sa dernière, c'est-à-dire celle de se faire prendre. Attaquer l'ennemi lorsqu'il est en état d'infériorité, toujours le surprendre ; lui tendre une embuscade là où il s'y attend le moins, fondre sur lui avec la rapidité de l'éclair, disparaître aussitôt avant qu'il n'ait eu le temps de se ressaisir.

L'équipement léger nécessaire aux manœuvres rapides, tout cela séduisait ces soldats d'un nouveau genre. Et il y avait une autre forme d'activité qui constituait les spécialités : celle qui consistait à

couper les voies ferrées, faire sauter les ponts, parfois les barrages, détruire les réserves et les dépôts de munitions, saboter les moyens de transports.

Si cela avait été possible lors de la guerre civile, les conditions en étaient multipliées dans la grande guerre nationale et la nécessité tout aussi grande. Au surplus d'énormes populations avaient été prises au piège de l'avance rapide des armées fascistes et les exactions multiples des hitlériens les faisaient haïr davantage. Leur volonté de détruire tout ce qu'avait apporté au peuple le régime soviétique, ne pouvait en effet, qu'augmenter la haine que ressentait le peuple pour l'envahisseur ; jointe au plus grand patriotisme faisait des partisans, hommes ou femmes, des Combattants intrépides. Les exploits des milliers de détachements de partisans, font partie du capital de patriotisme que le peuple soviétique accumula pendant la grande guerre nationale et qui allait constituer une véritable épopée. Ils n'étaient pas encore connus hors de l'URSS et n'entraient pas dans les éléments d'espoir qui pouvaient atténuer l'inquiétude, de ceux qui suivaient avec angoisse le développement des offensives allemandes sur tous les fronts.

Parmi celles-ci, celle de Leningrad n'était pas la moins préoccupante. Hitler avait affiché sa volonté de s'emparer rapidement des deux plus grandes villes de l'URSS, Moscou et Leningrad. Cela frapperait de plein fouet, pensait-il, le moral de la nation tout entière et précéderait de peu l'écroulement du régime.

Du point de vue strictement militaire, les Allemands pensaient que la chute de Leningrad serait précédée de celle de la forteresse de Cronstadt. Avec la prise de la ligne de chemin de fer de Mourmansk c'étaient les régions de la Baltique et celle du Grand Nord, qui tomberaient entre leurs mains, rendant inévitable le démantèlement de la flotte de la Baltique.

Seulement là comme ailleurs, le peuple soviétique va se dresser de toute sa force. Dès le début de juillet de formidables travaux de défense sont entrepris sous la direction du génie militaire ; plus de 100000 personnes travaillent chaque jour aux fortifications.

Pour la défense par les armes, les habitants constituent dix divisions de milice populaire. Les usines, les fabriques, les ateliers tournent à plein pour fabriquer des armes.

Des volontaires constituent des groupes de Partisans destinés à lutter sur les arrières de l'ennemi. L'Armée Rouge dispose de 31 divisions pour un front de 455 km, et les deux tiers de ces divisions ont déjà été cruellement éprouvées. Les combats avaient déjà lieu depuis deux mois dans le secteur de Leningrad.

Le 10 septembre, sur l'ordre de Staline, Joukov prend le commandement du front Nord-Ouest, alors que déjà l'on se bat aux abords de la Ville. Une incursion de chars a même eu lieu jusqu'aux abattoirs.

Joukov revoit rapidement toute la défense du camp retranché, prélève des troupes dans certaines sections, fait venir quelques réserves disponibles, les répartit, dispose d'une partie des batteries antiaériennes, pour, dans les endroits les plus exposés, le tir à vue sur des chars ennemis.

Malgré tout cela les forces fascistes sont bien supérieures et tout est à craindre, mais la grande rupture ne se produira pas. A force d'acharnement, à force de combats héroïques, l'entêtement des héros aura raison de la furie aveugle des agresseurs.

Saignés à blanc, quelque peu démoralisés par tant d'opiniâtreté dans la résistance ils commencent à faiblir dans leurs attaques, l'intensité en diminue, elle s'arrêtera même dans certains secteurs.

C'est alors que commença le plus grand, le plus terrible, le plus meurtrier de tous les sièges qu'eût jamais à subir une population. Il dura 900 jours pendant lesquels périrent la moitié des habitants, nous aurons l'occasion d'en reparler.

Comme on l'a vu, un trait commun rassemblait tous les fronts, du nord, du centre, du sud, c'était partout la lutte implacable pour la défense de la patrie, la volonté de faire payer à l'envahisseur le prix le plus élevé, de le saigner, de l'affaiblir, de l'user en attendant de pouvoir le rejeter victorieusement. Depuis le premier jour, c'était l'objectif unique qu'il fallait rechercher au milieu des tâtonnements, des erreurs, des remaniements de commandement du haut en bas de la pyramide.

En juillet 1941, par décision du Bureau Politique du Comité Central, le système de direction stratégique des forces armées fut modifié. Le 10 juillet, le Comité d'Etat à la Défense constituait comme suit la Stavka du Commandement supérieur : J. Staline (Président), V. Molotov, S. Timochenko, S. Boudienny, K. Vorochilov, B. Chapochinkov, G. Joukov. Le 19 juillet, Staline fut nommé commissaire du peuple à la Défense et le 8 août Commandant suprême des forces armées de l'URSS.

« La nomination de J. Staline, qui jouissait d'un grand prestige au poste de Commandant suprême fut accueillie comme un fait positif tant par le peuple que par les troupes. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 412.)

Joukov décrit les locaux où travaillait Staline, les cartes, les documents, les appareils de liaison, les téléphones.

« Sur une grande table, les membres de l'Etat-major général et de la Stavka déployaient leurs cartes et les utilisaient pour rendre compte de la situation dans les fronts. Ils rendaient compte debout en utilisant parfois des notes. J. Staline écoutait, et d'habitude arpentait à grands pas son cabinet en se balançant un peu. De temps en temps il s'approchait de la grande table et, penché il regardait attentivement la carte déployée. De temps en temps il retournait à sa table, prenait un paquet de tabac, le déchirait et lentement bourrait sa pipe.

Le travail de la Stavka s'effectuait en règle générale sous le signe de l'organisation, du calme ; tous pouvaient exprimer leur opinion. J. Staline s'adressait à tous de la même manière, sur un ton sévère et assez officiel. Il savait écouter quand on lui faisait un rapport en pleine connaissance de cause.

Il m'a été donné de connaître J. Staline après 1940, en ma qualité de chef de l'Etat-major général, et au moment de la guerre en ma qualité d'adjoint au Commandant suprême. On a plus d'une fois décrit le physique de J. Staline. Il n'était pas grand et ne se faisait remarquer par rien de particulier, mais produisait une forte impression. Dépouvé de toute pose, il séduisait l'interlocuteur par la simplicité de ses rapports. Le tour libre donné à la conversation, l'aptitude à formuler avec netteté sa pensée, l'esprit porté naturellement à l'analyse, une grande érudition et une mémoire étonnante, obligeaient même les personnalités très averties qui s'entretenaient avec lui à se concentrer et à être sur leur garde.

J. Staline n'aimait pas être assis et au cours d'un entretien il allait et venait lentement dans la pièce, s'arrêtant de temps en temps, s'approchant de l'interlocuteur, le regardant droit dans les yeux. Son regard était clair, pénétrant.

Il parlait à voix basse, séparant distinctement une phrase de l'autre, ne faisant presque pas de gestes; il tenait presque toujours sa pipe à la main, même éteinte, de son extrémité il aimait lisser ses moustaches. Il parlait avec un accent géorgien marqué, mais connaissait parfaitement le russe et aimait employer des comparaisons imagées littéraires, des exemples, des métaphores.

J. Staline riait rarement, et quand il riait c'était silencieusement, comme en lui-même. Mais il comprenait l'humour et savait apprécier l'esprit et la plaisanterie.

Sa vue était très bonne, il lisait sans lunettes à n'importe quelle heure de la journée. Il écrivait en général lui-même, de sa main. Il lisait beaucoup et c'était un homme largement informé dans les domaines les plus variés. Son étonnante capacité de travail, son aptitude à saisir rapidement un sujet lui permettait d'étudier et d'assimiler en un jour une quantité de faits les plus variés, ce qui exige des capacités exceptionnelles. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 414 à 417.)

Puis Joukov poursuit sa description ; il parle du caractère changeant de Staline homme universel et doué, habituellement calme et plein de bon sens, mais capable aussi de s'emporter, travaillant beaucoup, 12 à 15 heures par jour, l'après-midi et la nuit, aussi bien avec le Comité Central, le Conseil des Commissaires du Peuple, les organismes et commissions de toute nature, il fatiguait

considérablement les hommes ; il réglait aussi des problèmes au dîner avec les membres du Bureau Politique.

On a attribué à Staline des solutions de principe, des procédés d'attaques de l'artillerie, des méthodes d'encerclement, la conquête de la maîtrise aérienne, toutes choses qui sont le fruit d'une expérience pratique, de réflexions approfondies et des conclusions tirées par l'ensemble des chefs et par les troupes elles-mêmes :

« Mais le mérite de J. Staline consiste à avoir accueilli comme il convient les conseils de nos spécialistes militaires éminents, de les avoir complétés, exploités et communiqués rapidement sous forme de principes généraux dans les instructions et les directives adressées aux troupes en vue d'assurer la conduite pratique des opérations.

En outre, dans le soutien des opérations, la création de réserves stratégiques, l'organisation de la production du matériel de guerre et, en général, de tout ce qui était nécessaire au front, J. Staline s'est, dirais-je tout simplement, révélé un organisateur éminent. Et ce serait injuste si nous ne lui rendions pas ce dû.

J. Staline demandait aux constructeurs, aux directeurs d'usines de guerre, dont il connaissait personnellement un grand nombre, de produire des modèles d'avions, de chars, de pièces d'artillerie et d'autres matériels très importants dans des délais fixés et de telle sorte qu'ils soient non seulement qualitativement égaux aux modèles étrangers, mais qu'ils leur soient encore supérieurs.

J. Staline a-t-il été réellement ce penseur militaire éminent et cet expert en matériel stratégique et opérationnel ?

Je l'ai parfaitement bien connu sur ce plan, puisque j'ai passé toute la guerre à ses côtés.

Jusqu'à la bataille de Stalingrad, J. Staline ne dominait que dans les grandes lignes, les problèmes de la stratégie, de l'art opérationnel de la mise sur pied des opérations modernes au niveau d'un front, et à fortiori à celui d'une armée. Plus tard, surtout à partir de Stalingrad, J. Staline acquit à fond l'art de monter les opérations d'un front ou de plusieurs fronts, et dirigeait de telles opérations avec compétence, résolvant bien de sérieux problèmes de stratégie. Dans la direction de la lutte armée J. Staline était d'une manière générale, aidé par son intelligence naturelle et sa riche intuition. Il savait découvrir l'élément principal d'une situation stratégique et, s'en étant saisi, il savait riposter à l'ennemi, déclencher telle ou telle importante opération défensive.

Il n'y a pas à en douter : il était digne du commandement suprême. » (Idem, p. 420.) (Souligné par nous.)

Le lecteur voudra bien excuser ces longues citations qui m'ont paru indispensables car ce texte venant d'un des plus grands chefs de guerre du deuxième conflit mondial, écrit quinze ans après la mort de Staline, au sens identique à celui paru en 1974 dans « La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique » sous l'égide de trente chefs militaires parmi les plus prestigieux fait définitivement justice des élucubrations de Khrouchtchev devant le 20^e Congrès et remet à sa place sa misérable diversion politicienne.

XIV - VICTOIRE DEVANT MOSCOU

C'est au centième jour de guerre, soit le 30 septembre 1941 que les Allemands engagent ce qu'ils appellent l'offensive générale contre Moscou. Son point de départ le plus rapproché, compte tenu qu'ils ont dépassé Smolensk de 50 km se trouve être à environ 300 km de la capitale. L'Etat-major hitlérien a concentré trois groupes d'armées et trois corps blindés, 77 divisions, soit plus d'un million d'hommes avec 14000 pièces d'artillerie, 1700 chars et 950 avions, ce qui lui donne une supériorité écrasante sur les forces soviétiques.

Dans un secteur le 30 septembre, dans l'autre le 2 octobre, les attaques allemandes se déclenchent avec une violence inouïe. Partout l'Armée Rouge résiste vaillamment ; perd-elle pied dans un endroit, une

contre-attaque lui fait regagner le terrain perdu. C'est ailleurs que le fait se reproduit, et là aussi il faut essayer de reprendre, de tenir. Pourtant, succombant sous le nombre, dès les premières journées des brèches apparaissent; elles sont d'abord limitées, mais se trouvent peu à peu agrandies ; les 4 et 5 octobre la situation s'aggrave, six armées sont menacées d'encerclement par le débordement de leurs flancs. La Stavka donne l'ordre de repli sur la ligne Rjev-Viazma, mais l'ennemi réussit à couper la retraite à deux groupes d'armées. Naturellement il est hors de question qu'aucune de ces unités prises au piège puissent se rendre ; pendant des jours et des jours elles continueront à combattre, infligeant à l'ennemi des pertes considérables et surtout retardant son avance pour permettre à la ligne de repli de s'organiser. Certaines mêmes, malheureusement peu nombreuses s'échappent et rejoignent le gros des forces qui reculent en bon ordre ; on atteint ainsi la mi-octobre.

Dans le secteur de Briansk, la situation est encore plus dramatique ; les armées sont disloquées et leur retraite coupée. Le commandement est réduit à l'impuissance au point que la Stavka devra l'assurer elle-même. Le 3 octobre, les blindés allemands s'emparent d'Orel et foncent sur la route Orel-Toula ; la Stavka réussit à regrouper quelques forces aux environs de Mtsensk à 70 km d'Orel ; là une judicieuse contre-attaque des 4^e et 11^e brigades stoppe l'ennemi, au moins pour un temps.

« L'évolution déplorable de la situation dans la région de Viazma et de Briansk pose un grave problème militaire et politique. Il s'agit de défendre Moscou coûte que coûte, de mobiliser toutes les forces, toutes les ressources du pays. Il faut commencer par rétablir le commandement en difficulté et mettre sur pied un nouveau dispositif capable de riposter aux envahisseurs. Le Comité National de la Défense qui, dès le 5 octobre a pris une décision spéciale sur la défense de Moscou, a choisi la ligne de défense de Mojaïsk comme ligne principale de la résistance des troupes du front de l'Ouest. La Stavka donne le 6 octobre des directives pour prendre des dispositions en vue des combats sur cette ligne en prélevant sur sa propre réserve six divisions d'infanterie, six brigades blindées, plus de dix régiments d'artillerie antichars et des bataillons de mitrailleurs.

Plusieurs divisions opérant sur les fronts du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, y seront également transférées de toute urgence.

Dans le but d'unifier et d'affirmer le commandement dans la zone de l'Ouest, la Stavka ordonne le 10 octobre de remettre les armées du Front de réserve à celui de l'Ouest. Le commandement du Front sera confié au général Joukov. » (*La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique, ouvrage cité, p. 89.*)

Si l'offensive allemande est provisoirement stoppée dans les régions de Viazma et de Briansk, la situation reste très grave aux environs de Moscou. D'après une décision prise par le Comité National de la Défense le 12 octobre, les abords de la capitale devront être protégés par la construction d'une ligne de défense comprenant l'avant-terrain et deux bandes de résistance dont la principale sera édifiée en demi-cercle et située de 15 à 25 km de Moscou. Le danger était si pressant, si réel, qu'il suscita un fantastique élan populaire. 450000 personnes se portèrent aux lignes de défense pour construire les fortifications ; dans ce nombre 50000 étudiants et dans l'ensemble il y avait plus de 330000 femmes qui s'acharnèrent à manier la pelle et la pioche, sentant qu'au bout de leur effort les attendaient le maintien de leur liberté et l'indépendance de la patrie.

La pression ennemie continue ; elle obtint des résultats au Nord-Ouest et le 14 octobre, les Allemands s'emparent de Kalinine, importante ville, la plus à l'est qu'ils aient atteinte jusqu'ici et qui se trouve pratiquement à la même hauteur que Moscou. Ce qui comporte le risque de voir tourner la capitale. Le front de Kalinine est créé et placé sous le commandement du général Koniev ; il opposera une résistance farouche et causera d'énormes pertes à l'ennemi.

Le secteur de Volokolamsk, à égale distance de Kalinine et de Moscou est défendu par le général Rokossovski.

La ligne de défense en construction sera défendue par quatre divisions, quatre brigades blindées et plusieurs régiments d'artillerie antichars.

« Pour échapper à l'esclavage nazi, des civils fuient vers l'Est avec l'Armée, les routes sont encombrées de charrettes, de camions, de troupeaux.

C'est dans de telles conditions que, du 13 au 18 octobre, des combats acharnés s'engagent avec une puissance renouvelée en direction de Moscou. Les hitlériens qui se ruent vers Moscou ont misé le tout pour le tout. Les soldats soviétiques, de leurs corps, barrent à l'ennemi la route de leur capitale. La résistance opposée se révèle particulièrement farouche. Soldats, Officiers et Commissaires politiques font preuve d'une vaillance sans précédent. » (*La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique*, p. 91.)

Le danger est maintenant imminent pour Moscou. Le Comité National à la Défense décide d'évacuer à Kouibychev, une partie des organismes du Parti et des administrations, et la totalité du Corps diplomatique.

« Les bombardements aériens de plus en plus fréquents menacent les entreprises, les biens scientifiques et culturels. Aussi le Comité National de la Défense estime-t-il qu'il convient de procéder d'urgence à l'évacuation des usines d'armements les plus importantes, des établissements scientifiques et culturels encore à Moscou et dans la région.

Opérations gigantesques. C'est à ce moment que la haute conscience politique des ouvriers de la capitale, l'activité impeccablement précise des cheminots et le rôle d'avant-garde des organisations du Parti de la capitale s'expriment pleinement. Des milliers de Communistes et de Komsomols seront mobilisés pour charger et garder le matériel des usines ; pour assurer le fonctionnement précis des gares et des postes d'approvisionnement. » (*Idem*, p. 92.)

Les Communistes sont partout, mais partout aux tâches les plus difficiles, dans les combats face à l'ennemi, dans les usines, dans les travaux des fortifications, les premiers dans l'abnégation, les premiers dans la discipline.

En ces jours de malheur, l'âme de la patrie est là ; c'est l'armée du courage, de la volonté, de la certitude ; si jamais cette armée venait à faiblir, à trop s'appauvrir, alors tout pourrait être perdu.

Il faut donc maintenir en état ce corps incomparable ; les pertes sont parfois tragiques, il faut combler les vides, mais comment ? Les règles d'entrée au Parti sont strictes. D'après les statuts tout candidat doit être parrainé par trois membres ayant chacun trois ans d'ancienneté et de plus doivent connaître et avoir travaillé avec le récipiendaire pendant un an. Ces conditions sont difficilement applicables en temps de guerre. Pour des centaines de milliers de soldats et d'officiers, l'entrée au Parti de la révolution est considéré comme un honneur suprême.

Le 19 août, le Comité Central adopte un arrêté qui modifie les conditions d'admission; Les combattants qui se sont particulièrement distingués dans les combats peuvent adhérer sur recommandation de trois parrains n'ayant qu'un an d'ancienneté et être connu d'eux depuis moins d'un an.

Ainsi au cours du premier semestre, 27000 avaient adhéré et dans le second semestre 1941, c'est 126625 qui pourront entrer dans la glorieuse carrière.

Ainsi de toute la guerre, la phalange d'airain n'allait cesser de se renforcer. Les meilleurs des meilleurs se plaçaient sous le drapeau du Grand Lénine, pas seulement pour montrer l'exemple, mais aussi et surtout pour expliquer, d'abord le caractère juste de la grande guerre nationale, guerre de défense, guerre de sauvegarde de tout ce qui avait été acquis jusqu'à maintenant.

Jamais l'Union Soviétique n'avait réclamé un pouce de terre qui ne lui appartienne, jamais elle n'avait menacé quiconque. Au contraire, dès les premiers jours de son existence elle avait proposé la paix à tous les peuples, à maintes reprises elle avait suggéré des mesures de désarmement.

Voilà qu'aujourd'hui son territoire était largement envahi, ses villes bombardées, ses capitales menacées, ses populations martyrisées.

Il n'y avait pas d'autres solutions que de combattre, avec intelligence et abnégation et au bout de ce combat gigantesque, il y avait la victoire.

C'était une certitude ; jamais la Russie n'avait accepté la servitude ; toujours elle avait rejeté l'envahisseur. Elle le ferait encore, mais cette fois-ci ce ne serait pas seulement pour son propre compte, mais également pour les Nations qui avaient été soumises par les conquérants hitlériens. Voilà ce dont chaque Combattant devait être persuadé et si d'aventure, dans la violence d'une attaque ennemie, dans le bruit immense et la chaleur des flammes un début de panique pouvait se produire, un ou des Communistes étaient là pour crier : frères, qu'allez-vous faire ? la fuite ne peut vous épargner la vie, au contraire la mort vous frappera plus sûrement, ressaisissez-vous, ensemble faisons face.

Ainsi dans tous les domaines, pour affronter toutes les difficultés en quelque lieu qu'elles se présentent, le moral devait être maintenu, un soin particulier devait être apporté aux blessés, des locaux clairs même dans les hôpitaux de fortune, des soins attentifs et chaque jour un réconfort par la visite de jeunes écoliers de 8 à 10 ans qui n'étaient pas encore employés aux tâches plus dures, ils venaient parler aux Combattants immobilisés sur leurs lits ; leur apporter une douceur, passer un moment avec eux.

Ainsi dès les premières semaines, dès les premiers mois, toute la nation s'est mise en guerre ; c'est partout un effort surhumain qui est demandé et à l'arrière il faut compenser les énormes pertes subies dans les combats ; des renforts ne cessent de monter, du 22 juin au 1^{er} décembre 1941, 231 divisions et 94 brigades viennent renforcer les troupes au combat, la formation des officiers est accélérée, ainsi dans les six premiers mois de la guerre 192000 officiers, de toutes les armées, sont formés.

Dans le même temps, les services de l'arrière sont réorganisés, notamment pour le ravitaillement, un Comité National pour le service des Combattants blessés et malades de l'Armée Rouge est créé.

Dans chaque grande ville, une milice populaire nombreuse est organisée, elle joue un grand rôle dans la défense des villes. La défense anti-aérienne fait l'objet d'une organisation méticuleuse. Les hommes âgés de 16 à 60 ans et les femmes de 18 à 50 ans sont astreints à participer aux groupes d'autodéfense formés dans les entreprises, des services et lieux d'habitations. Ils doivent procéder à leur entraînement pendant les temps libres.

Dans les premiers jours de Novembre, un relâchement relatif de l'offensive allemande sous Moscou se produit ; il est dû à l'extraordinaire résistance opposée par les soviétiques dans différents hauts lieux de cette grande bataille comme à Mojaïsk où la 5^e armée s'oppose à la Wehrmacht sur les lieux mêmes de la bataille de Borodino 130 ans auparavant. A Toula également où la bataille prend l'aspect de la grande guerre nationale et en réunit à l'échelon réduit toutes les composantes, d'abord, dès le début du combat tous les Communistes et les Komsomols en état de porter les armes, rejoignent les Combattants, plusieurs milliers de sans Parti les imitent, un régiment d'ouvriers est mis sur pied sous le commandement du capitaine Gorchkov, il combattra aux premiers rangs ; la population dresse des barricades, creuse des tranchées et des fossés antichars, aménage des postes de tir, la ville devient bientôt une véritable forteresse.

Ces deux exemples choisis entre beaucoup d'autres, montrent ce que les nazis devaient vaincre pour s'approcher de Moscou et expliquent que les envahisseurs éprouvent le besoin de marquer une pause. Elle sera de courte durée, car déjà les services de renseignements soviétiques signalent que l'ennemi se regroupe, des réserves sont acheminées d'urgence, plus de dix divisions montent vers le front, le troisième groupe blindé se déplace dans la même direction, la 2^e armée blindée est renforcée par deux corps d'armée et par plus de cent chars, d'autres unités de chars renforcent également la 4^e Armée. Par ailleurs l'offensive allemande se poursuit partout, l'étau se resserre autour de Leningrad, l'offensive se

développe dans le sud et au centre ; un effort démesuré va donc être tenté pour s'emparer de Moscou avant l'hiver.

C'est dans cette sinistre conjoncture que Staline, ce géant au combat, va frapper un terrible coup ; il est de caractère psychologique mais n'en portera pas moins. Le 31 octobre, le Comité Central du Parti Communiste lance un appel à la population et aux forces armées, pour la lutte impitoyable contre les agresseurs, pour la mobilisation totale de toutes les forces de la nation. En même temps il annonce que sera fêté le 7 novembre comme à l'accoutumée, l'anniversaire de la Révolution d'Octobre ; une séance solennelle du Soviet de Moscou, avec les organisations du Parti et de masses de la capitale, aura lieu la veille, non pas comme d'habitude au théâtre Bolchoï, mais dans le métro à la station « Place Maïakovski » où Staline présentera un rapport, et le lendemain sur la Place Rouge devant le mausolée de Lénine un défilé militaire aura lieu, Staline y parlera également. Cette décision eut une portée considérable :

« Le maréchal principal d'artillerie Voronov qui se trouve à ce moment-là à Leningrad, note dans ses mémoires : « Le 7 novembre l'allégresse était générale à Leningrad. La parade de Moscou avait une signification profonde. Elle témoignait une fois de plus que le Parti et le Gouvernement étaient certains de la victoire. La force et l'énergie de chacun s'en trouvaient décuplées ». Les journaux qui donnent la description de la revue militaire de l'Armée Rouge du 7 novembre le rapport et le discours de Staline sont expédiés dans les régions occupées. Ils ont pour effet de relever le moral des soviétiques, de les mobiliser pour une lutte impitoyable contre l'opresseur, de répandre la certitude que l'ennemi sera écrasé. » (*La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique*, p. 95.)

Et en effet ce 6 novembre, dans ce magnifique métro de Moscou, fait pour les ouvriers, la station « Place Maïakovski » aménagée et décorée pour la circonstance à l'heure dite, commence la séance solennelle du soviet des députés, des travailleurs de Moscou, élargie aux organisations sociales et du Parti de cette Ville. Avec son calme habituel, sans jamais élever la voix, Staline va analyser la situation telle qu'elle se présente en ce jour, rien ne sera dissimulé :

« Camarades,

Vingt-quatre ans ont passé depuis que la révolution socialiste d'Octobre a triomphé chez nous... J'ai déjà dit dans un de mes discours du début de la guerre, que celle-ci a créé une menace grave pour notre pays, qu'un sérieux danger pèse sur lui, qu'il faut se rendre compte de ce danger, en prendre conscience et réorganiser tout notre travail sur le pied de guerre. Maintenant après quatre mois de guerre, je tiens à souligner que ce danger, loin de diminuer s'est encore aggravé. L'ennemi s'est emparé d'une grande partie de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Moldavie, de la Lithuanie, de la Lettonie, de l'Esthonie et de différentes autres régions ; il a pénétré dans le bassin du Donetz ; il reste, telle une sombre nuée, suspendu sur Leningrad, il menace Moscou, votre glorieuse capitale. Les envahisseurs fascistes allemands ravagent notre pays, détruisent les villes et les villages créés par le travail des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

Les hordes hitlériennes assassinent et violentent les habitants pacifiques de notre pays, sans épargner femmes, enfants, vieillards. Dans les régions de notre pays envahies par les Allemands, nos frères gémissent sous le joug de l'oppression.

En quatre mois de guerre, nous avons perdu 350000 tués, 378000 disparus nous comptons 1020000 blessés.

Dans le même temps, l'ennemi a perdu plus de 4 millions et demi de tués, blessés et prisonniers.

En attaquant notre pays, les envahisseurs fascistes allemands comptaient pouvoir « en finir » à coup sûr avec l'Union Soviétique en un mois et demi à deux mois, et pousser en ce court espace de temps, jusqu'à l'Oural. Il faut dire que les Allemands ne dissimulaient pas ce plan de victoire « éclair ». Au contraire ils l'exaltaient par tous les moyens. Les faits ont montré cependant toute la légèreté et la fragilité de ce plan « éclair ». Maintenant ce plan insensé doit être considéré comme définitivement avorté. »

Et Staline explique pourquoi la guerre éclair a réussi à l'ouest et a avorté à l'Est. Tout d'abord les Allemands croyaient pouvoir créer une coalition générale contre l'URSS et y faire participer la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en se servant de l'épouvantail de la révolution ; ils pensaient réussir

en Angleterre et aux Etats-Unis ce qui avait si bien marché en France ; mais ils se sont cruellement trompés.

Les Allemands comptaient sur la fragilité du régime soviétique, sur sa dislocation après les revers militaires et, c'est le contraire qui se produit; l'arrière soutient le front sans défaillance, et puis ils comptaient sur la faiblesse de nos forces armées, certes, notre flotte et notre armée qui ne se battent que depuis quatre mois, n'ont pas encore l'expérience des Allemands qui sont en guerre depuis deux ans ; mais nos progrès sont rapides et le moral de nos combattants est bien supérieur; ils savent qu'ils luttent pour une cause juste, pour la défense de la Patrie, alors que les Allemands sont engagés dans une guerre de brigandage et de rapines.

« Les causes des échecs temporaires de notre Armée.....

Quelles sont ces conditions défavorables ? Où chercher les causes des échecs militaires temporaires de l'Armée Rouge ?

Une des causes des échecs de l'Armée Rouge, c'est l'absence d'un deuxième front en Europe contre les troupes fascistes allemandes...

La situation présente est telle que notre pays mène seul la guerre libératrice sans l'aide militaire de qui que ce soit, contre les forces coalisées des Allemands, Finlandais, Roumains, Italiens, Hongrois....

Une autre cause des échecs temporaires de notre armée, c'est le manque de chars et, en partie, le manque d'avions...

Pendant la quantité de chars que nous possédons est de beaucoup inférieure à celle des Allemands. Là est le secret des succès temporaires de l'armée allemande. »

Puis Staline s'en prend à la morale des hitlériens qui ne sont, ni nationaux, ni socialistes, mais impérialistes de la pire espèce, et il poursuit :

« Il faut tout mettre en œuvre, dit Hitler, pour que le monde soit conquis par les Allemands. Si nous voulons fonder notre grand empire germanique, nous devons, avant tout, chasser et exterminer les peuples slaves : Russes, Polonais, Tchèques, Slovaques, Bulgares, Ukrainiens, Biélorusses. Il n'y a aucune raison de ne pas le faire.

Et ces gens sans conscience ni honneur, ces gens à morale de bête fauve ont l'impudence d'appeler à exterminer la grande nation russe, la nation de Plekhanov et de Lénine, de Béliniski et de Tchernychevski, de Gorki et de Tchékhouv, de Souvorov et de Koutouzov !

Les envahisseurs allemands veulent une guerre d'extermination contre les peuples de l'URSS. Qu'à cela ne tienne ; si les Allemands veulent une guerre d'extermination, ils l'auront.

Désormais notre tâche, la tâche des peuples de l'URSS, la tâche des combattants, des commandants et des travailleurs politiques de notre armée et de notre flotte consistera à exterminer jusqu'au dernier, tous les Allemands qui auront pénétré sur le territoire de notre Patrie en qualité d'envahisseur.

Pas de quartier pour les envahisseurs allemands.

Mort aux envahisseurs allemands. »

Puis Staline insiste de nouveau sur les causes qui produiront la défaite certaine de l'Allemagne ; il montre que les peuples asservis, un jour ou l'autre relèveront la tête :

« On fait allusion à Napoléon en assurant que Hitler agit comme lui et qu'il ressemble en toutes choses à Napoléon. Mais d'abord il ne faudrait pas oublier quel fut le sort de Napoléon. En second lieu, Hitler ne ressemble pas plus à Napoléon qu'un petit chat ne ressemble à un lion ; (rires, vifs applaudissements) car Napoléon combattit les forces de réaction en s'appuyant sur les forces de progrès ; tandis que Hitler au contraire s'appuie sur les forces de réaction pour combattre les forces de progrès. »

Puis il parle de la fragilité de l'arrière allemand (là il se trompe, contrairement à toute attente, l'arrière a tenu jusqu'au bout) et enfin de la puissance de la coalition, URSS, Grande-Bretagne, Etats-Unis, la

guerre d'aujourd'hui dit-il est une guerre de moteurs. La gagnera celui qui aura une supériorité écrasante dans la fabrication des moteurs. La conférence récente des trois puissances à Moscou est de bon augure. Ensuite il définit les buts de guerre ; d'abord libérer les peuples asservis, qu'ils retrouvent la liberté et s'organisent comme ils l'entendent ; pas de conquêtes territoriales, c'est là notre tâche d'aujourd'hui pour laquelle nous devons redoubler d'efforts. Notre cause est juste, nous vaincrons (le compte rendu ajoute) :

« Applaudissements en rafales. Toute la salle se lève. Acclamations :

Au grand Staline, hurra ! Vive le Camarade Staline ! Longue ovation enthousiaste, on chante « L'Internationale » (Discours et ordres du jour du Maréchal Staline, Editions France-URSS, pp. 11 à 23.) ».

Le lendemain 7 novembre 1941, c'était le défilé militaire sur la Place Rouge alors que depuis des semaines, se rapprochant sans cesse le bruit de la canonnade se faisait entendre. Toute la population qui restait à Moscou et qui n'avait pas d'obligation impérieuse était là, pour acclamer les troupes qui montaient au combat ; les moscovites les virent défiler, ceux de Russie, ceux de l'Ukraine, ceux de la Biélorussie, ceux du Kazakstan, les Azerbaïdjanais, les Ouzbeks, les Turkmènes, les Tadjiks, les Lettons, les Lithuaniens, les Estoniens, les Moldaves, les Tartares, les Bachkirs, les Oudmourtes, les Maris et les autres ; ils étaient là pour défendre Moscou, mais aussi pour beaucoup d'entre eux qui avaient échappé à l'esclavage nazi, pour reconquérir leur petite patrie, confondue dans la grande, la terre de leurs ancêtres ; ils étaient là pour châtier l'envahisseur qui martyrisait leurs familles ; ils ne feraient pas de quartier, leur conviction répondait à Staline : Mort aux envahisseurs allemands.

Et Staline leur parla brièvement :

« Camarades soldats et marins rouges, commandants et travailleurs politiques, ouvriers ou ouvrières kolkhoziens et kolkhoziennes, travailleurs intellectuels, frères et sœurs qui, à l'arrière de notre ennemi, êtes tombés momentanément sous le joug des bandits allemands, nos glorieux partisans et partisanes qui détruisez les arrières des envahisseurs allemands !

Au nom du gouvernement soviétique et de notre Parti Bolchevik, je vous salue et vous félicite à l'occasion du 24^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Il y a eu des jours où notre pays connut une situation encore plus pénible. Rappelez-vous l'année 1918, date à laquelle nous célébrions notre premier anniversaire de la Révolution d'Octobre. Les trois quarts de notre pays se trouvaient alors aux mains de l'intervention étrangère. Nous avions momentanément perdu l'Ukraine, le Caucase, l'Asie Centrale, l'Oural, la Sibérie, l'Extrême-Orient.

« Nous n'avions pas d'alliés, nous n'avions pas d'Armée Rouge ; nous étions seulement en train de la créer, nous manquions de blé, d'armements, d'équipements, 14 États enserraient notre pays, mais nous ne nous laissions pas décourager ni abattre.

« Nous n'éprouvons pas un sérieux manque de produits alimentaires, ni d'armements, ni d'équipements. Tout notre pays, tous les peuples de notre pays soutiennent notre armée, notre flotte ; ils les aident à battre les hordes d'invasion des fascistes allemands. Nos réserves en hommes sont inépuisables. L'esprit du Grand Lénine et son victorieux drapeau nous exaltent aujourd'hui comme il y a 23 ans, dans la guerre pour le salut de la Patrie.

« Une grande mission libératrice vous est dévolue. Soyez donc dignes de cette mission. La guerre que vous menez est une guerre libératrice une guerre juste. Puisse vous inspirer dans cette guerre, le glorieux exemple de nos grands ancêtres, Alexandre Nevski, Dimitri Donskoï, Kouzma Minine, Dimitri Pojarski, Alexandre Souvorov, Mikhaïl Koutouzov ! Que le drapeau victorieux du Grand Lénine vous rallie sous ses plis !

Pour l'écrasement complet des envahisseurs allemands !

Mort aux usurpateurs allemands !

Vivent notre glorieuse Patrie, sa liberté, son indépendance !

Sous le drapeau de Lénine, en avant vers la victoire. »

Cependant, le sort de Moscou est loin d'être décidé. Pendant toute la première quinzaine de novembre les allemands ne cessent d'acheminer des renforts, un puissant groupement qui comprend les 3^e et 4^e groupes blindés et une partie de la 9^e armée, avancent au nord-ouest sur la capitale ; la deuxième armée blindée progresse en direction de Toula, un corps d'armée blindé opère dans chaque secteur. Cinquante et une divisions ont été détachées pour la prise de Moscou, dont 13 blindées et 7 motorisées. Le commandement allemand est convaincu que cette fois-ci Moscou ne pourra pas résister.

Les 15 et 16 novembre il déclenche la seconde offensive contre la capitale de l'URSS.

De son côté la Stavka essayait de renforcer les positions soviétiques ; elle prélevait sur les réserves et envoyait au front de nouvelles unités d'infanterie et de chars qui étaient placées sur les endroits les plus menacés ; du 1^{er} au 15 novembre le Front Ouest reçut 100000 hommes et 300 chars, 2000 pièces d'artillerie mais l'accord ne régnait pas toujours entre Staline et ses principaux adjoints ; Joukov relate une conversation peu agréable qu'il eût avec le Commandant suprême qui lui dit qu'avec Chapochnikov il était d'accord pour déclencher des contre-attaques préventives. Ce à quoi Joukov répondit qu'il ne disposait pas de forces suffisantes pour de telles opérations, Considérez que c'est un ordre, répliqua Staline :

« Quinze minute après, N. Boulganine vint me chercher et, dès le seuil il me dit :

— je viens de recevoir un bon savon

— Comment ça ?

— Staline a dit : « A vous et à Joukov, la tête commence à tourner, mais nous trouverons un moyen de vous mettre à la raison !

Il a exigé que je me rende immédiatement auprès de toi et que nous organisions sans tarder des contre-attaques.

— Eh bien ! assieds-toi, appelons Sokolovsky et prévenons les Commandants d'armée Rokossovski et Zakharkine.

Environ deux heures après, l'Etat-major du Front donna l'ordre aux Commandants des 16^e et 48^e armées, ainsi qu'aux Commandants des grandes unités d'effectuer des contre-attaques dont nous rendîmes compte à la Stavka : Cependant ces contre-attaques dans lesquelles la cavalerie surtout fut engagée, ne donnèrent pas tous les résultats qu'en attendait le Commandant suprême. L'ennemi était suffisamment fort, et son élan offensif n'était pas encore brisé. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 493.)

Mais bientôt, les 15-16-17 novembre, les différents secteurs s'embrasèrent contre la 30^e armée, les allemands jetèrent plus de 300 chars auxquels les soviétiques ne pouvaient opposer que 56 chars légers, faiblement armés ; ici donc la défense fut rapidement enfoncée. Dans la région d'Istra, c'est 400 chars que les hitlériens lancèrent, alors que l'Armée Rouge n'avait en cet endroit que 150 chars légers ; malgré ces infériorités, les combats étaient acharnés, les allemands indifférents aux pertes multipliaient les attaques sans toutefois pouvoir rompre le dispositif de défense, la 16^e armée se repliait lentement mais en bon ordre. La première brigade blindée de la Garde se distingua à nouveau particulièrement.

A propos de l'infériorité en armement de l'Armée Rouge, il est bon de faire le point sur l'aide des alliés à ce moment de la guerre ; voici ce qu'en dit « La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique, page 80 » :

Cependant, les besoins croissants de l'Armée Rouge en armes et en matériel ne sont toujours pas satisfaits. Les engagements de nos alliés en matière de livraison de matériel et d'armes, pris à la conférence de Moscou en septembre 1941 ne sont pas honorés, tant s'en faut. Sur 800 avions et 1000 chars promis par l'Angleterre pour octobre-décembre, 669 et 487 respectivement sont livrés. D'octobre 1941 à juillet 1942, les Etats-Unis envoient à l'URSS, 783 chars, trois fois moins que ce qu'ils ont promis, ainsi que 16502 camions, soit plus de 5 fois moins que ce qui avait été commandé ».

Malgré l'infériorité manifeste en armement et en effectifs, l'acharnement des combats témoigne du courage des soldats soviétiques. Mais dans cette sombre période, chacun payait de sa personne comme le souligne Joukov :

« A Moscou comme auparavant, le Comité d'Etat à la Défense, une partie des dirigeants du Comité Central du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple travaillaient. Les ouvriers de Moscou, eux aussi, travaillaient douze à dix-huit heures par jour, approvisionnant les troupes qui défendaient Moscou, en armes, en matériel de guerre, en munitions. »

Mais la menace qui pesait sur Moscou ne s'effaçait pas. Guderian Commandant allemand de la 2^e armée blindée rencontra la plus vive résistance dans le secteur de Kachira — Toula se convainquit de l'impossibilité de s'ouvrir le chemin de Moscou et dut se mettre sur la défensive.

La situation était beaucoup plus mauvaise à l'aile droite du front ; le 23 novembre les chars allemands pénétrèrent dans Kline, ce qui, par crainte d'encerclement, devait entraîner le repli de deux armées. Le 25 novembre la 16^e armée dut également abandonner certaines positions. La situation était alarmante ; Joukov la caractérise ainsi :

« Le front de notre défense s'inscrivait en forme d'arc ; en certains points il était très faible ; il semblait que d'un moment à l'autre, l'irréparable allait se produire. Mais non ! Les Combattants ne perdaient pas courage, et après avoir reçu du renfort ils reconstituaient un front de défense infranchissable ! »

Dans ces circonstances, chaque heure, chaque jour gagnés étaient autant de victoires, mais la tension était terrible comme le montre le dialogue pathétique suivant rapporté par Joukov :

« Je ne me souviens pas exactement du jour ; c'était peu après la rupture tactique effectuée par les allemands dans le secteur de la 30^e armée du Front de Kalinine et sur le flanc droit de la 16^e armée, J. Staline me téléphona et me demanda :

— Vous êtes sûr que nous tiendrons Moscou ? C'est le cœur serré que je vous pose cette question. Répondez-moi franchement, en communiste.

— Moscou, nous le tiendrons, c'est absolument certain. Mais il ne faut pas moins de deux années encore et 200 chars au minimum.

— C'est beau d'avoir cette confiance, me répondit J. Staline. Appelez l'Etat-major Général et expliquez lui où il faut rassembler les deux armées de réserve que vous demandez. Elles seront prêtes à la fin de novembre, mais des chars, pour le moment, nous ne pouvons en fournir. »

Pendant les premiers jours de décembre les combats se poursuivirent avec une grande intensité. Rien que dans un secteur, après qu'une brèche fut colmatée les allemands laissèrent sur le terrain plus de 10000 morts, 50 chars et un important matériel. Certaines compagnies étaient à ce point décimées qu'il n'y restait plus que 20 à 30 hommes.

A certains signes et avec l'interrogatoire des prisonniers, l'essoufflement des assaillants se fait sentir. Le Commandant Suprême, la Stavka et l'Etat-major général pensent que l'heure de la contre-attaque générale ne va pas tarder avec comme premier objectif d'écarter la menace qui pèse sur Moscou.

Les nazis disposent à ce moment-là de 800000 hommes, de 10 400 bouches à feu de 1000 chars et de plus de 600 avions ; en face l'Armée Rouge est forte de 720000 hommes, 5900 canons et mortiers, et de 790 avions dont 590 de modèle récent.

« On envisage de faire porter l'effort principal dans la zone de l'Ouest. On fait participer les Fronts de Kalinine, de l'Ouest et du Sud-Ouest. Lors des dernières semaines de combats défensifs, les Commandants ont une indication de la Stavka concernant la préparation d'une prochaine offensive. Les conseils militaires des Fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest ont présenté leurs suggestions dont on a largement tenu compte dans l'élaboration du plan de la Stavka. La tâche immédiate de la contre-offensive

devant Moscou est d'écraser des formations de choc ennemies. Le front de Kalinine doit attaquer la 9^e Armée allemande, libérer Kalinine et aider le Front de l'Ouest à anéantir le groupement hitlérien de Klive en attaquant ses arrières. Ce front a pour mission d'écraser les formations de choc ennemies au Nord-Ouest et au Sud de Moscou. Le Front du Sud-Ouest doit détruire le groupement d'Eletz, et, par là même aider l'aile gauche du Front de l'Ouest à exterminer l'ennemi dans la région de Toula. Il est ordonné au Front de Kalinine de déclencher la contre-offensive le 5 décembre ; les Fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest en feront de même le lendemain ! (*La Grande Guerre Nationale, ouvrage cité*, p. 101.)

En novembre, début décembre, un changement était perceptible qui allait modifier l'équilibre. Lassitude chez les allemands qui avaient vu leurs lignes de communications s'allonger jusqu'à 1000 km, les pertes énormes subies, le retard et les difficultés de plus en plus grandes pour s'emparer de Moscou, les rigueurs de la température pour lesquelles ils n'étaient pas équipés convenablement, pesaient lourdement sur leur moral. Au contraire chez les soviétiques, où malgré les pertes subies, leurs forces combattives avaient été maintenues, des succès avaient été enregistrés, la reprise de Rostov, l'échec allemand devant Leningrad, d'autres succès partiels avaient maintenu leur foi en la victoire. Tout cela rendait nécessaire le dialogue suivant :

« Le 29 novembre, j'appelai au téléphone le Commandant suprême et, après lui avoir rendu compte de la situation, je lui demandai d'ordonner que la 1^{re} armée de choc et la 10^e armée soient subordonnées au Front Ouest pour porter à l'ennemi des coups plus rudes et le rejeter un peu plus loin de Moscou. J. Staline écouta attentivement puis il me demanda :

— Etes-vous sûr que l'ennemi est dans une situation critique et qu'il n'a pas la possibilité de faire intervenir quelque nouveau et important groupement ?

— L'ennemi est épuisé, mais les troupes du Front sans l'arrivée de la 1^{re} armée de choc et de la 10^e armée, ne peuvent réduire les saillants dangereux. Si nous n'agissons pas immédiatement, l'ennemi peut dans l'avenir, renforcer ses troupes dans la région de Moscou avec des réserves importantes prélevées sur ses groupements Nord et Sud, et alors la situation peut s'aggraver sérieusement. J. Staline répondit qu'il prendrait conseil de l'Etat-major général.

Tard dans la soirée du 29 novembre, on nous communique la décision de la Stavka : La 1^{re} armée de choc, la 10^e armée et toutes les unités de la 20^e armée étaient mises à la disposition du Front Ouest (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 507 et 508.).

Voilà donc, une fois de plus, apportée la preuve que J. Staline ne prenait ses décisions qu'après mûre réflexion et consultation des principaux responsables contrairement aux affirmations répétées du pitoyable Khrouchtchev, l'inventeur de la mappemonde pour diriger une grande guerre.

L'Etat-major du Front Ouest dressa son plan de bataille et répartit ses éléments. Dans la nuit du 4 décembre, Staline téléphona à Joukov :

« Comment faut-il encore aider votre front en plus de ce qui lui a déjà été donné ? »

Et Joukov indiqua qu'il aurait fallu deux cents chars et leurs équipages, et de l'aviation.

« Il n'y a pas de chars, répondit Staline, mais on forcera sur l'aviation. »

C'est ainsi que les 5 et 6 décembre, les contre-attaques de l'Armée Rouge se déclenchèrent sur un vaste front ; dès le premier jour des brèches furent faites dans l'armée des envahisseurs. Ces premiers succès ne pouvaient pas être exploités à fond, faute de matériel ; dans les cinq premiers jours plusieurs villes et d'innombrables villages étaient reconquis. L'aviation exécuta de puissantes attaques contre les positions d'artillerie et pendant le repli des hitlériens, les colonnes étaient constamment bombardées, toutes les routes de l'Ouest étaient bientôt jonchées de matériel de guerre et de véhicules. Dans la région de Toula, Guderian y laissa 70 chars et en dix jours de combats, l'Armée Rouge le contraignit à se replier rapidement, abandonnant ses armes lourdes, ses véhicules auto, ses tracteurs et ses chars, et avançait de 130 km. Ces officiers hautains, ses soldats butés qui voulaient imposer leur volonté au monde, connaissaient maintenant l'amertume de la défaite ; ils devaient fuir à marches forcées sur les

routes glacées, enfonçant dans la neige, sous la menace de mort toujours présente, soit descendant du ciel, soit embusquée au coin d'un bois qu'un détachement de partisans occupait.

Très impressionné par ses succès et enclin à l'optimisme, Staline proposait de déclencher une attaque sur l'ensemble du front pour infliger des pertes sévères à l'ennemi, et compromettre ses possibilités d'offensives au printemps, mais faute de moyens, l'offensive dut être limitée.

« Les combattants soviétiques lancés à la poursuite des hitlériens purent constater de visu la « valeur » de l' « Ordre nouveau » fasciste. La maison musée du grand compositeur Tchaïkovski de Kline est en ruines. Les fascistes ont presque entièrement brûlé la ville d'Istra et fait sauter le couvent de Novyĭ-Siroussaline, monument de la vieille architecture russe construit en 1654. A Jasnaĭ Polania, ils ont pillé la demeure de Léon Tolstoï et profané sa tombe.

« Des anciens généraux d'Hitler ont reconnu depuis que les attaques soviétiques devant Moscou avaient failli acculer leur armée à la catastrophe. Le général Westphal par exemple, reconnaît que « l'armée allemande considérée jusque-là, comme invincible, a failli être anéantie ». L'Armée Rouge libère plus de 11000 agglomérations dont les chefs-lieux de régions : les villes de Kalinine et de Kalouga ; elles ont raison des menaces d'encerclement sur Toula. L'ennemi se voit rejeté de Moscou à 100 voire même à 250 km. La menace qui pesait sur la capitale de l'URSS a disparu.

La victoire de l'Armée rouge devant Moscou joue un rôle politique et militaire de taille. Elle marque un tournant décisif à l'avantage de l'URSS et influence considérablement le déroulement ultérieur de la seconde guerre mondiale dans son ensemble.

Le fait que le Comité National de Défense, le Comité Central du Parti, le Gouvernement soviétique, la Stavka et Staline Commandant suprême, n'ont pas abandonné un seul instant Moscou d'où ils dirigeaient les opérations sur les fronts et le travail de l'arrière, a joué un rôle exceptionnel dans la défense de la capitale soviétique et la défaite allemande. Voilà ce qu'écrivit à ce sujet dans ses mémoires G. Joukov, Maréchal de l'Union Soviétique, qui commandait à l'époque le Front de l'Ouest. J. Staline demeura à Moscou pendant toute cette période, coordonnant hommes et moyens matériels pour battre l'ennemi. Il faut lui rendre ce qui lui est dû.

En dirigeant le Comité d'Etat à la Défense et en s'appuyant sur les cadres supérieurs des commissariats du peuple- il effectua un travail colossal sur le plan de l'organisation des réserves stratégiques et des moyens matériels nécessaires. Par son exigence rigoureuse, il parvenait à obtenir, si l'on peut dire, jusqu'à l'impossible ! » (*La Grande Guerre Nationale, ouvrage cité, pp. 104 à 106.*)

XV - 1942, ANNÉE TERRIBLE

Les plus savants calculs, les combinaisons les plus élaborées, n'avaient pas réussi à orienter les événements dans le sens où le désiraient les grandes bourgeoisies. Depuis qu'en 1917 une nouvelle classe sociale avait fait irruption sur la scène politique mondiale, prétendant construire une nouvelle société sur la base économique du socialisme et non sur celle du capitalisme.

Comme on l'a vu à la lecture des chapitres précédents, après qu'eût disparu l'espoir que le nouveau régime s'effondrerait de lui-même, la coalition des Etats capitalistes n'avait pu se réaliser que sous l'égide du fascisme hitlérien.

L'affaire semblait bien partie et justifiait, pour les politiciens des principaux pays, toutes les concessions, toutes les compromissions, toutes les trahisons pourvu qu'enfin se réalise le grand rêve d'une guerre qui refoulerait pour des siècles le spectre du socialisme.

Une telle entente ne pourrait être durable que sur la base d'une communauté d'intérêts ; elle existait, aussi, sur la répartition égale des rôles et des résultats de l'entreprise en respectant les hiérarchies existantes. Cela ne pouvait plus continuer à partir du moment où le partenaire le plus engagé risquait de tirer les marrons du feu pour les autres. Il se refusait à être dupe, préférant conduire l'opération pour

son propre compte et à son profit exclusif. C'est ce qui se passa avec Hitler, chef de la coalition et désirent être seul bénéficiaire après avoir écarté les autres.

Dès lors, il ne restait plus aux comparses que de tirer leur épingle du jeu pour ne pas être victimes, et faire alliance, à contrecœur, mais faire alliance avec la première proie menacée de dépeçage : l'Union Soviétique.

Il s'agissait d'une alliance de raison, de nécessité, mais vraiment pas de cœur. Malgré les pas qui avaient été faits et que saluait Staline déjà, dans son discours du 3 juillet 1941, en remerciant Churchill et Roosevelt pour leurs déclarations de solidarité et d'assistance. Déclarations sur lesquelles Staline reviendra plusieurs fois, et souvent pour se plaindre du non respect des engagements. D'ailleurs, malgré la prise de position de ces deux hommes politiques, une campagne antisoviétique se poursuivait dans leur pays respectif, à croire que l'opinion prédominante n'était pas celle des chefs d'Etats comme le rappelle le texte suivant :

« Les dirigeants soviétiques n'ignoraient rien des desseins des milieux réactionnaires des Etats-Unis et de l'Angleterre. Le sénateur Harry Truman qui devait à la fin de la guerre devenir Président des Etats-Unis, déclare sans ambages en 1941 : « Si nous voyons que l'Allemagne prend le dessus, il nous faudra aider la Russie, et si c'est la Russie qui gagne, il nous faudra aider l'Allemagne, de façon qu'il se tue le plus de monde possible ». Mais aux Etats-Unis et en Angleterre, ce furent les hommes d'Etat les plus clairvoyants et avertis parfaitement du danger mortel que représentait le bloc fasciste pour leur pays, qui eurent le dernier mot. » (*Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'URSS*, p. 274.)

En vue de régler le problème des livraisons d'armes à l'Union Soviétique, une conférence eut lieu à Moscou du 29 septembre au 1^{er} octobre 1941 entre les représentants des trois puissances URSS — Etats-Unis, Angleterre. De bonnes décisions furent prises mais qui ne devaient être appliquées qu'avec beaucoup de retard comme on l'a déjà vu, et sur lesquelles nous reviendrons. Les résultats se firent attendre beaucoup trop longtemps et il restait bon nombre d'autres questions à régler comme l'exprime la lettre de Staline à Churchill du 8 novembre 1941 où l'on peut dire :

«... Evidemment l'accord qui règle la question des livraisons militaires que vous effectuez à l'URSS a une grande valeur positive, mais il ne suffit pas pour régler la situation dans son ensemble car il n'épuise pas la question des relations entre nos deux pays.

3 — Vous pouvez être certains que nous prenons les mesures nécessaires pour que l'armement qui arrive d'Angleterre à Arkhangelsk soit opportunément acheminé vers son lieu de destination. Il en sera de même en Iran. Cependant on ne peut manquer de signaler bien que cela soit un détail, que les chars, le matériel d'artillerie et d'aviation, arrivent dans de mauvais emballages que les pièces détachées d'artillerie parviennent par des bateaux différents et que les avions sont si mal emballés que nous les recevons sous forme de débris. » (Staline, *Œuvres 1941-1949*, NBE, document n° 8, p. 277.)

Dans les mois qui suivirent des conversations eurent lieu, notamment en décembre pour aboutir à un nouveau traité qui fut signé à Londres le 26 mai 1942. Il était relatif à l'alliance entre les deux pays, à la conduite de la guerre contre l'Allemagne et ses alliés, à la collaboration et aide mutuelle après la guerre. Ce traité était signé dans le cadre de la Déclaration du 1^{er} janvier 1942 dans laquelle vingt-six Etats dont l'URSS, les Etats-Unis, l'Angleterre, la Chine s'engageaient à mettre en commun leurs ressources militaires et économiques pour écraser le bloc fasciste. Il était également convenu que l'Angleterre et les Etats-Unis ouvriraient prochainement un second front en Europe.

Cette déclaration de la coalition anti-fasciste renforçait considérablement la position politique de l'Union Soviétique dès le début de 1942, s'ajoutant à cela, la poursuite des opérations militaires suite à la retraite des Allemands devant Moscou. Sur le Front Ouest de violents combats ont lieu à partir du 18 janvier qui infligent de grosses pertes aux hitlériens et les obligent à reculer de plus de 100 km en direction de Vitebsk. Dans le secteur de Leningrad des armées allemandes sont encerclées, mais après de vifs combats réussissent à se ménager un couloir d'évacuation ; là aussi les pertes sont sérieuses et le front sera stabilisé pour longtemps.

A la suite de l'offensive dans la zone de l'Ouest, seize divisions et une brigade hitlérienne sont anéanties. D'après le général nazi Blumentritt, rien qu'en janvier et mars 1942, la 4^e armée a perdu 97000 soldats et officiers, c'est-à-dire la moitié environ de ses effectifs. La 9^e armée, quant à elle, a subi des pertes plus lourdes encore, ce qui ne manque pas de susciter l'angoisse dans le camp ennemi.

Dans la presqu'île de Kertch, dans le Donbass, les offensives de février ne peuvent se poursuivre faute de réserves suffisantes ; les fronts tendent à se stabiliser et un calme provisoire s'instaure, une attitude de défensive est adoptée des deux côtés.

L'armée rouge va utiliser à fond ce répit en organisant ses positions par des tranchées, des blockhaus, des champs de mines et réseaux de barbelés. Cadres et Etats-majors étudient les problèmes qui vont se poser après l'accalmie. A la Stavka du commandement suprême comme dans les unités, étaient étudiées les phases précédentes de la guerre et la critique des opérations était faite en même temps qu'étaient élaborés des plans nouveaux.

La Stavka se préoccupait également de constituer des armées de réserves, en complétant les armements et en les améliorant ; vers la fin du printemps 1942, les forces en présence pouvaient être évaluées comme suit :

Du côté soviétique :

Effectifs globaux de l'armée : 5 500 000 hommes — 4 065 chars — 43 642 pièces d'artillerie et mortiers — 3 164 avions.

Du côté allemand :

Effectifs globaux de l'armée : plus de 6 000 000 hommes dont 810 000 de ses alliés — 3 230 chars et canons d'assaut — près de 43 000 canons et mortiers — 3 400 avions de combat — en unités et pour un front qui allait de la mer de Barents à la mer Noire : 217 divisions — 20 brigades — 4 flottes aériennes.

Il semblait que la stratégie militaire de Hitler puisse se résumer pour ce printemps 1942 à enfoncer la défense du Sud, s'emparer de la région Caucasiennne, atteindre la Volga pour occuper Stalingrad ; d'ailleurs dans sa directive N° 41 du 5 avril 1942 il prévoyait d'enlever à l'Union Soviétique ses régions industrielles et agricoles les plus riches pour pouvoir à nouveau se tourner vers Moscou. Joukov fait le point de la situation dans les termes suivants :

« Il était parfaitement clair que le Commandant Suprême ne croyait pas entièrement aux déclarations de Churchill et de Roosevelt relatives à l'ouverture d'un second front en Europe, mais il ne perdait pas l'espoir de les voir, dans une certaine mesure, tenter quelque chose dans d'autres régions. J. Staline avait davantage confiance en Roosevelt qu'en Churchill. Le Commandant Suprême supposait qu'en été 1942 les Allemands seraient en état de mener simultanément des opérations offensives importantes sur deux directions stratégiques, probablement dans la direction de Moscou et celle du Sud. Quant au Nord et au Nord-Ouest, disait J. Staline, là, il ne faut attendre de la part des Allemands qu'une activité insignifiante. Il est possible qu'ils tentent de réduire les saillants de notre ligne et d'améliorer l'articulation de leurs troupes.

Des deux directions sur lesquelles, de l'avis du Commandant suprême, l'ennemi pouvait entreprendre des opérations offensives stratégiques, c'était celle de Moscou qui lui causait le plus d'appréhension ; sur cette direction l'ennemi avait plus de 70 divisions.

Devant la complexité du problème, J. Staline ordonna de procéder à un examen de la situation générale et des variantes possibles pour l'action de nos troupes pendant la campagne d'été.

A la conférence qui eut lieu fin mars, au Comité d'Etat à la Défense assistaient K. Vorochilov, S. Timochenko, B. Chapochnikov ; A. Vassilevsky, I. Bagramian et moi-même ! (G. Joukov, *Mémoires*, Tome 2, pp. 11 et 13.)

La discussion fut longue et finalement la Stavka opta pour des attaques généralisées plutôt que pour la défensive, ce qu'elle considéra par la suite comme une erreur.

Au début de mai, les Allemands attaquèrent en force dans la presqu'île de Kertch qui dut être abandonnée, ce qui mettait tout le front Sud en difficulté et le 4 juillet, Sébastopol qui avait résisté pendant neuf mois avec un héroïsme à toute épreuve, tombait à son tour ; toute la Crimée était perdue.

Offensives et contre-offensives se poursuivirent dans le Sud, avec des avances et des reculs de 25 à 50 Km. Certaines opérations n'étaient pas conduites avec toute l'attention voulue ; c'est ainsi que le Front Sud-Ouest déclencha une offensive, partant du saillant de Barvenkova et progressa de près de 50 km en trois jours, mais subit bientôt une violente contre-attaque qu'avait craint Staline comme l'explique Joukov :

« A la mi-mai, j'assistais à la conversation de J. Staline avec le Commandant du Front et je me souviens très bien que J. Staline manifestait de sérieuses appréhensions à cause du groupement ennemi de Kramatorsk. Dans la soirée de ce même jour, une conversation eut lieu entre le Commandant en chef et N. Khrouchtchev, membre du Conseil militaire du front, qui exprimait les mêmes opinions que le Commandant du Front Sud-Ouest : « le danger que représente le groupement de Kramatorsk a été exagéré et il n'y a aucune raison de cesser l'opération. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 16.)

Alors, l'attaque se poursuivit, Vassilevsky, qui faisait fonction de Chef d'Etat-major général, se rendait compte rapidement des dangers que comportait cette offensive, mais il ne put convaincre à temps Staline qui avait été influencé par Khrouchtchev et l'Etat-major du Front Sud-Ouest, cependant que le changement de tactique finit par s'imposer, mais il était trop tard ; on aboutit à un désastre ; des armées entières furent encerclées, certaines purent se dégager, d'autres préféraient la lutte à mort à la captivité ; cela entraîna la perte d'un contingent important de troupes, de nombreux officiers et de trois généraux de grande valeur.

Ce n'était pas la première fois que Khrouchtchev se trompait ; aucun responsable militaire n'est à l'abri d'une erreur, et on pourrait ne pas lui en faire grief s'il n'avait dans son rapport au XX^e Congrès fait justement le récit de ces faits en leur donnant une très large place (C'est dans cette partie de son rapport que Khrouchtchev déclare que Staline décidait des opérations militaires sur une mappemonde. Il est difficile d'imaginer une falsification plus grande dans le récit d'un événement aussi important. Etonnez-vous après cela qu'aux obsèques de Khrouchtchev en 1971 il n'y eut aucun représentant du Parti ni de l'Etat.), mais en intervertissant les responsabilités. Devant le Congrès il affirma que Staline n'avait pas voulu modifier le plan des opérations, alors que d'après le témoignage de Joukov ci-dessus, c'est lui, Khrouchtchev, qui avait conseillé à Staline de ne pas le faire, malgré les craintes que celui-ci exprimait. Pour mieux faire passer son mensonge Khrouchtchev invoque le témoignage du Maréchal Bagramian, mais il ne l'obtint pas et pour cause.

La relation ci-dessus très concise, est entièrement corroboré par un récit très détaillé dans : *La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique* » (ouvrage plusieurs fois cité — pages 127 — 134).

Quand à la version de Khrouchtchev, Joukov précise :

« Suivant une certaine version, les Conseils militaires des Fronts Sud et Sud-Ouest auraient transmis au Commandant Suprême des rapports alarmants. Cela ne correspond pas à la réalité. Je l'affirme parce que j'étais personnellement présent lors des entretiens du Commandant Suprême. (Joukov, *ouvrage cité*, p. 16.)

Aux revers militaires venait s'ajouter la mauvaise volonté évidente des Alliés à soutenir l'URSS, cette attitude ressemblait fort à la mise en pratique de la doctrine Truman rappelée précédemment (Plus il s'en tuera, mieux ça vaudra) et on comprend le mécontentement des dirigeants soviétiques comme en témoigne le document suivant :

« Envoyé le 23 juillet 1942

Message du Président Staline au Premier Ministre Churchill

J'ai reçu votre message du 18 juillet

Il apparaît que, premièrement, le Gouvernement de la Grande-Bretagne refuse de continuer à fournir à l'Union Soviétique le matériel de guerre par la voie Nord, et deuxièmement, que malgré le communiqué officiel anglo-soviétique, élaboré d'un commun accord sur les mesures urgentes nécessaires à l'organisation d'un nouveau front en 1942, le Gouvernement de la Grande Bretagne remet ce débarquement à 1943.

Nos spécialistes de la Marine de guerre se refusent à reconnaître le bien fondé des arguments des spécialistes anglais sur la nécessité d'arrêter les livraisons de matériel de guerre dans les ports septentrionaux de l'URSS. Ils sont convaincus qu'avec de la bonne volonté et le désir de tenir ses promesses, il serait possible d'effectuer les transports en infligeant régulièrement des pertes élevées aux Allemands. L'amirauté britannique a donné l'ordre aux convoyeurs du 17^e convoi d'abandonner les navires de transports et de rentrer en Angleterre ; elle a demandé aux cargos de se disperser pour gagner sans escorte et isolément les ports soviétiques ; nos spécialistes estiment ces mesures incompréhensibles et inexplicables. Sans doute des livraisons régulières aux ports soviétiques du Nord ne sont pas possibles sans risques ni pertes. Mais à la guerre aucun objectif ne peut être atteint autrement. Vous savez certainement que l'Union Soviétique subit des pertes incomparablement plus élevées. En tous cas je ne pouvais supposer que le gouvernement de la Grande-Bretagne nous refuserait la livraison de matériel de guerre alors que l'Union Soviétique en éprouve un besoin particulier, au moment où sur le front germano-soviétique la situation est si tendue. Il va de soi que les transports par les ports persans ne compenseront en aucune mesure les pertes qui suivront l'abandon des livraisons par la voie Nord.

En ce qui concerne la deuxième question, celle de la création d'un second front en Europe, je crains qu'elle ne commence à être traitée à la légère. Considérant la situation du front soviéto-allemand, je dois déclarer de la façon la plus catégorique que le gouvernement soviétique ne peut accepter de voir repousser jusqu'en 1943 l'ouverture d'un second front en Europe.

J'espère que vous ne vous froisserez pas de ma franchise à formuler d'une façon sincère et honnête mon opinion et celle de mes collègues sur les questions que soulève votre message.

J. Staline (Staline, *ouvrage cité*, p. 289.)

Après les opérations relatées plus haut et qui aboutirent à une catastrophe pour les soviétiques, les Allemands, vers la fin juin commencèrent des offensives plus vastes. L'une d'elles partit de Koursk en direction de Voronej, villes éloignées d'une de l'autre d'environ 200 km pouvait menacer, soit Moscou, soit la Volga en direction de Stalingrad, selon qu'elle inclinerait à gauche ou à droite. En juillet, la situation s'avéra des plus difficiles ; une opération était en train de réussir ; les Allemands envahissaient les riches régions du Don et du bassin du Donetz. De là, ils poussèrent leur avantage vers la Volga, coupant les voies de communication avec le Caucase du Nord et, le Kouban tomba également aux mains des hitlériens, privant les soviétiques d'une région économique très importante qui alimentait en pétrole l'armée et l'industrie.

Le succès allemand était considérable ; le front était rompu sur une largeur de 300 Km, et une profondeur de 170 Km. Plus au sud la chute de Rostov venant compéter ce sinistre tableau.

L'Union Soviétique supportait seule le poids écrasant de la guerre ; l'aide de ses alliés anglo-saxons limitée au matériel, et en quantité dérisoire par rapport aux besoins, ne pouvait équilibrer l'énorme puissance allemande qui avait toute l'Europe continentale derrière elle.

C'est pourquoi Staline, à plusieurs reprises, insistait, mais en vain, pour la création d'un second front en Europe :

« J. Staline à W. Churchill — Mémoire

A la suite des échanges de vue du 12 courant à Moscou, je conclus que le Premier Ministre de Grande-Bretagne M. Churchill, estime impossible l'organisation d'un second front en 1942. On sait que l'organisation d'un second front en Europe en 1942 avait été décidée lors de la visite de Molotov à

Londres et formulée dans le communiqué Anglo-Soviétique établi d'un commun accord avant d'être publié le 12 juin 1942.

On sait également que l'organisation d'un second front en Europe, permettrait d'attirer à l'Ouest des forces allemandes du front Est ; elle visait à créer à l'Ouest une base sérieuse de résistance aux forces germano-nazies et alléger ainsi en 1942 la situation des troupes soviétiques sur le front germano-soviétique.

Il va de soi que le Commandement soviétique prévoyait ses opérations d'été et d'automne en fonction de la création de ce front.

Le refus du Gouvernement de la Grande-Bretagne de créer en 1942 ce second front porte, on le comprend facilement, un coup moral à toute l'opinion publique soviétique qui escomptait cette mesure ; il complique la situation de l'armée rouge sur le front et porte préjudice aux plans du Commandement soviétique.

J'ajoute que les difficultés de l'Armée Rouge provoquées par le refus d'ouvrir un second front cette année aggraveront sans aucun doute, la situation militaire de l'Angleterre et de nos autres alliés. Mes collègues et moi-même estimons que l'année 1942, offre les conditions les plus favorables pour la création d'un second front en Europe ; presque toutes les forces allemandes, et les meilleures, sont fixées sur le front de l'Est ; en Europe il n'est laissé qu'une quantité insignifiante de troupes et des moins bonnes. 1943 offrira-t-il des conditions aussi favorables que maintenant à la création d'un second front ? C'est douteux. Aussi estimons-nous que c'est justement en 1942 qu'il est possible et qu'il convient de créer un second front en Europe. Mais à mon grand regret je n'ai pu en convaincre Monsieur le Premier Ministre de Grande-Bretagne et au cours des conversations de Moscou, M. Harriman, représentant du Président des Etats-Unis, a soutenu M. le Premier Ministre sur tous les points.

13 août 1942, J. Staline »

Au début d'octobre Staline insistait une fois de plus sans succès.

« Du Président Staline au Premier Ministre Churchill

1) je dois vous informer que notre situation dans la région de Stalingrad a empiré depuis les premiers jours de septembre. Les Allemands ont pu disposer de grandes réserves d'aviation qu'ils ont concentrées dans la région de Stalingrad, ce qui leur confère dans les airs une supériorité de deux à un. Nous avons manqué d'appareils de chasse pour la protection des troupes terrestres. Même les troupes les plus valeureuses s'avouent impuissantes lorsqu'elles ne sont pas couvertes par l'aviation. Nous avons particulièrement besoin de Spitfires et d'Aircobras. J'en ai fourni le détail à M. Wilkie.

2) Les cargos chargés d'armement sont arrivés à Arkhangelsk et sont en cours de déchargement. C'est une aide appréciable. Pourtant, vu l'insuffisance du tonnage nous aurions pu nous passer momentanément d'une partie de cet envoi, et ainsi économiser le tonnage à condition que l'aide en aviation de chasse soit renforcée. Pour l'instant, nous pourrions renoncer à nos demandes de chars et d'artillerie, si l'Angleterre et les Etats-Unis pouvaient nous fournir 800 chasseurs par mois, soit 300 pour l'Angleterre et 500 pour les Etats-Unis. Cette aide serait plus efficace et améliorerait notre situation sur le front.

3) Nos informations ne confirment pas celles de votre service de renseignements quant à une production maximale par l'Allemagne de 1300 avions de combat par mois. D'après nos renseignements, les usines allemandes d'aviation, y compris celles des usines des pays occupés, spécialisées en pièces détachées, produisent mensuellement un minimum de 2 500 avions de combat.

3 octobre 1942. » (Staline, *ouvrage cité*, pp. 292 à 296.)

Cette correspondance courante que les trois Grands échangeaient entre eux, témoignait des difficultés de la conduite de la guerre, des divergences qui subsistaient et qui n'étaient pas, du côté des alliés, toujours exemptes d'arrière-pensées politiques. La qualité du matériel y était parfois évoquée, comme l'atteste cet extrait d'un message du 18 juillet 1942 :

« J. V. Staline à F. Roosevelt

... Je profite de l'occasion pour vous exprimer ma reconnaissance pour l'envoi à l'URSS d'un lot supplémentaire de 115 chars. J'estime de mon devoir de vous avertir que, selon les affirmations de nos spécialistes du front, les chars américains s'enflamment très facilement sous le tir des fusils antichars lorsqu'ils sont atteints par-derrière et sur les côtés.

Cela se produit parce que l'essence de qualité supérieure qui est employée dans les chars américains, forme à l'intérieur du char une dense couche de vapeur d'essence qui crée les conditions favorables à l'inflammation. Les chars allemands fonctionnent aussi à l'essence, mais leur carburant de qualité inférieure dégage moins de vapeurs ; aussi sont-ils moins sujets à l'incendie. Nos spécialistes estiment que le moteur qui convient le mieux aux chars, est le Diesel. » (*Idem*, p. 289.)

Lorsque dans la lettre à Churchill du 13 août 1942, Staline parle du coup moral porté à toute l'opinion publique soviétique par le refus d'ouvrir un second front en exécution des promesses faites, il ne dit que la stricte vérité ; en effet il était difficile d'admettre que pour la seconde année de guerre, et par conséquent passé l'effet de surprise des six premiers mois, l'Armée Rouge ne puisse offrir une plus grande résistance aux envahisseurs ; la démoralisation commençait à gagner la population et évidemment aussi l'armée ; cela parce que l'Union Soviétique était seule à supporter le lourd fardeau de la guerre. Il y eut quelques cas d'indiscipline, la panique put apparaître dans quelques rares secteurs ; quelques cas de lâcheté aussi ; la patrie était vraiment en danger. L'année 1942 était plus dure encore que la précédente ; les immenses territoires occupés, les régions les plus riches anéanties, l'appareil industriel broyé, les populations en fuite ou martyrisées par l'occupant, pouvait-on concevoir situation plus désespérante.

Alors, au-dessus des multitudes angoissées, la voix formidable de Staline s'éleva ; elle se propagea comme une onde de choc dans les immenses steppes, dans les villes en ruine comme dans celles qui bourdonnaient d'activité, dans les forêts et les marécages où étaient tapis les guetteurs partisans et partisans, dans les formations militaires ; aux divers degrés, partout, l'âme de la patrie se redressa à cet appel.

Le Parti, le Parti toujours devait être le fer de lance ; il devait faire beaucoup plus qu'il n'avait fait jusque-là, voilà ce que disait l'ordre N° 227 du 28 juillet 1942. Les hommes et les femmes de tout âge, les jeunes, parfois les très jeunes, devaient s'imposer une discipline de fer : « Pas un pas en arrière » disait Staline dans cet ordre du jour ; l'armée devait apprendre à mieux combattre, l'infériorité en hommes et en matériel ne pouvait pas tout justifier. Le Parti devait mieux organiser son travail politique parmi les troupes, étendre la propagande et les explications orales, surtout parmi les combattants de nationalité non russe. Il fallait également améliorer la presse destinée aux armées, augmenter son tirage, c'étaient quelques-unes des décisions que le Comité Central avait prises conjointement à l'appel du 28 juillet et au renforcement de la discipline que stipulait l'ordre du jour 227.

Il fallait améliorer tout ce qui avait été fait pour le peuple, depuis le début de la guerre, veiller à satisfaire dans la mesure du possible, les besoins des populations en mouvement. Dès les premiers mois de la guerre il avait fallu faire face aux exodes vers l'Est. En un mois à Leningrad, 300 000 enfants et 100 000 adultes furent évacués, de Moscou c'était 500 000 enfants et un million d'adultes. Transporter ces populations, les loger, les ravitailler et au terme du voyage, trouver du travail aux adultes. Comme le flot ne tarissait pas, il avait fallu prendre des mesures d'organisation, sur le trajet des convois, jusqu'en Sibérie Orientale, cent postes de ravitaillement avaient été mis en place, dont chacun servait gratuitement trois mille repas chauds par jour. Il fut également nécessaire de regrouper les familles dispersées, un bureau central de renseignements fut ouvert.

Les villes qui recevaient les réfugiés gonflaient rapidement et posaient de gros problèmes de logement, d'enseignement, de santé. Le ravitaillement imposait le rationnement avec tout le travail administratif que cela engendrait. Il y avait peu de viande et de matières grasses pourtant si nécessaires avec les basses températures ; ouvriers et employés recevaient 400 à 500 grammes de pain par jour.

Ce que les régions occupées ne produisaient plus, il appartenait à l'Oural et à la Sibérie d'y suppléer. A Magnitogorsk on construisit en sept à huit mois le haut fourneau le plus puissant en Europe, alors qu'avant la guerre on aurait mis deux ans et demi au minimum pour le faire. De nouvelles variétés d'acier furent mises au point. Rien que dans les régions orientales de l'URSS il a été livré en 1942 6 % de plus de laminés de qualité supérieure qu'en 1940 sur tout le territoire ; la même année 1942, ces

régions fournirent 97,4 % de la fonte ; 81,8 % de l'acier ; 84 % des laminés ; rien que la République Kazakhe fournit 85 % du plomb et plus de 50 % du cuivre produit dans le pays.

L'industrie des combustibles était en grande difficulté ; le bassin houiller de Moscou occupé pendant un mois par les Allemands, avait subi des dommages considérables ; les puits noyés, les cités ouvrières brûlées. L'occupation prolongée du bassin principal, le Donbass, appelait aussi à la rescousse l'Extrême-Orient où un énorme effort permit l'extraction de 75 millions de tonnes qui représentaient seulement 46 % de la production de 1940.

Même problème pour l'électricité, et résolu en gros, de la même façon.

« Les régions orientales du pays étaient devenues la base de la production de guerre. Dans l'Oural la production des armements dépasse en 1942 de cinq fois celle de 1940 ; en Sibérie Occidentale de 27 fois, dans le bassin de la Volga de 9 fois. Les régions orientales du pays livraient en mars 1942 autant d'armements qu'il n'en avait été livré au début de la guerre sur la totalité du territoire de l'URSS. » (*La Grande Guerre Nationale de l'URSS*, p. 149.)

La classe ouvrière rapprochait la victoire par son travail plein d'abnégation dans les usines ; en 1942 le rendement augmenta de 18 % par rapport à 1941 pour l'ensemble de l'industrie et dans les constructions mécaniques de 34 %.

A côté de la classe ouvrière des millions de Kolkhoziens forgeaient la victoire. La bataille pour le pain, la viande, les légumes, le coton, prenait valeur de lutte pour la victoire.

Dans cet effort titanesque les femmes jouèrent un rôle énorme ; appuyées par les jeunes et les vieillards les femmes en l'absence des hommes, se mettaient aux commandes des moissonneuses-batteuses, des tracteurs. Il fallait nourrir la population et constituer des réserves pour l'Armée Rouge ; malgré les pertes de territoire, il fallait ensemençer davantage ; les superficies ensemençées en céréales d'automne dépassaient en 1942 de deux millions six cent mille hectares celles de 1940. Cette augmentation se faisait surtout et naturellement à l'Est ; elle était de 64 % en Sibérie et de 47 % au Kazakhstan et en Asie Centrale. Cependant malgré tous ces efforts, le résultat ne représentait qu'environ un tiers de la récolte de 1940 ; cela était dû bien sûr, aux pertes immenses de territoires, mais aussi à la diminution du rendement qui provenait du manque de main-d'œuvre et de matériel, du manque d'engrais, du retard des travaux dans un pays où le climat ne pardonne rien.

On dut procéder à un rationnement sévère, mais accepté par tous, même ceux qui avaient des réserves personnelles les mettaient à la disposition de la collectivité.

Les intellectuels de toutes les disciplines participèrent largement à l'effort national ; Savants, Ingénieurs, Techniciens de toutes spécialités se surpassaient pour les aciers, en qualité, en diversité, en quantités, ce qui se retrouvait pour les chars T.34 et KV.1 et d'autres dont les performances étaient améliorées. Pour l'artillerie où les fameuses « Katiouchas » furent encore perfectionnées. La force offensive de l'armée se développa grâce à de nouveaux obus perforants, des armes automatiques nouvelles, des fusils antichars, un pistolet mitrailleur. Il fut étudié, inventé et mis au point des procédés de protection des navires contre les mines. Les chimistes trouvaient également de nouveaux explosifs. Le constructeur S. Iliouchine perfectionna son avion d'assaut « I.L.2. » L. Lavotchkine construisit le « La 5 » chasseur monoplace rapide. A. Yakovlev mit au point le chasseur « Iak 3 ». Les constructeurs A. Mikoïan et M. Gourevitch ont construit dès 1940 le MIG dont la vitesse l'emportait sur tous ceux de l'époque.

1942, année dure, année de reculs, mais aussi année d'efforts, une étape vers de futures victoires.

XVI - STALINGRAD

La terrible année 1942 fit souffrir tant de peuples, causa tant d'inquiétude qu'elle restera comme un point culminant de l'angoisse collective qui s'enflait sans cesse avec la marche, paraissant irrésistible de l'entreprise hitlérienne.

Puis un nom apparut, se répéta, s'imposa à toute l'Humanité ; il était inscrit en lettres de sang sur chaque versant de la montagne des volontés. Hitler disait : « Je le tiens, je vais le prendre ». Une cohorte de héros répondait « Non il ne l'aura pas ». Cet enjeu formidable était une ville, ou ce qui en restait ; cela s'appelait Stalingrad. Du sommet de l'angoisse, il devint peu à peu le point de départ d'une immense espérance, et ce nom restera dans la mémoire des Peuples pour les siècles à venir. GLOIRE A STALINGRAD !

Propos exagérés ? Certainement pas. Jamais encore le monde n'avait connu un tel cataclysme que la guerre mondiale de 1939-1945 qui fit cinquante millions de morts et encore davantage de blessés, de mutilés, de malades. Un conflit qui engloutit des richesses considérables, vit des villes, parmi les plus grandes, anéanties, rasées, ne laissant voir que leurs squelettes de murs noircis, écroulés, des monuments du monde moderne, grands travaux, barrages, sacrifiés, détruits.

Jamais la terre n'avait reçu autant de sang humain, nulle période de l'histoire d'un peuple ou de tous les peuples, n'approche en horreur ces années-là. Le génocide fut admis, approuvé, appliqué, le droit de massacre revendiqué. Une race se proclamait elle-même supérieure à toutes, décidait d'éliminer par la mort autant qu'il lui plairait. Les grands cataclysmes de la nature qui peuvent effrayer un moment, sur un espace donné, sont de petites plaisanteries à côté de cette secousse née de la main des hommes.

Un socialiste français, Jean Jaurès, avait craint la première guerre mondiale et avait multiplié ses efforts pour l'éviter ; en recherchant ses causes, il avait dit :

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage ». Jaurès ne vit point le déroulement de la guerre qui l'assassina au premier jour, ne put en vivre les souffrances et donc en parler. Aurait-il pu soupçonner ce que pourrait être la deuxième ; certainement non, puisqu'elle dépassa l'imaginable ; mais sa pensée sur l'origine de la guerre reste juste. La deuxième guerre mondiale, avec ses caractéristiques particulières, n'en est pas moins comme la première, le fruit du système capitaliste.

Le désir de camoufler cette vérité première pousse certains à chercher une autre source ; le fascisme, le nazisme ? allons donc ; la forme politique que prend le capitalisme, ne retire rien à sa nature essentielle, et d'ailleurs Hitler n'était-il pas le produit direct des grands industriels allemands.

Les peuples qui prennent du retard pour faire la révolution et remplacer le capitalisme, qui fut utile en son temps, par le socialisme portent une grande responsabilité devant l'histoire.

Sans être manichéen, on peut penser qu'en ces années le bien et le mal s'affrontèrent en un combat cyclopéen et qu'à Stalingrad le Juste avait un genou à terre, quand le barbare levait déjà son glaive pour l'achever. Alors d'un effort sublime, le Juste se releva, il esquiva le coup fatal, fit face, reprit de l'assurance et se porta en avant. A son tour son poing formidable frappa la bête et l'ébranla, ses coups redoublèrent et bientôt, l'espérance, avant la victoire, changea de camp.

Dans les steppes glacées les neiges s'ensanglantèrent, l'envahisseur pourrait panser ses blessures, des plaies béantes ne se refermeraient plus. Alors le monde entier respira ; une seconde fois, après la bataille de Moscou. L'Armée Rouge administrait la preuve que les armées allemandes n'étaient pas invincibles. L'ordre esclavagiste n'était pas bâti pour mille ans, et que pourvu que l'on frappât assez fort, il s'écroulerait.

En juin de violents combats s'étaient poursuivis dans tout le sud-ouest de l'Union Soviétique ; les troupes soviétiques subissaient de grandes pertes et se repliaient, quand le 28 juin les Allemands entreprirent des opérations encore plus vastes. Ils étaient partis de Koursk en direction de Voronej, le 30 juin c'était au tour de la 6^e armée allemande d'enfoncer les défenses soviétiques et de réussir à encercler une partie des forces soviétiques.

Le Maréchal Vassilevsky écrit dans ses mémoires :

« A l'issue du 2 juillet, la situation sur la direction de Voronej avait brusquement empiré. A la charnière des Fronts de Briansk et du Sud-Ouest, la défense avait été enfoncée sur une profondeur de 80 km environ. Les réserves dont les Fronts disposaient sur cette direction avaient été jetées dans la bataille. La menace d'une percée jusqu'au Don, du groupement de choc ennemi, et celle de la prise de Voronej se précisaient avec évidence ».

Et à son tour Joukov fait le point de la situation à ce moment- là ! 206

« Après la perte de la Crimée, la défaite de nos troupes dans la région de Barvenkovo, dans le bassin du Donetz, et près de Voronej, l'ennemi avait repris l'initiative stratégique et, amenant des réserves fraîches, entama une vigoureuse progression vers la Volga et le Caucase. Au milieu de juillet, après avoir rejeté nos troupes au-delà du Don, de Voronej à Kletskaja et de Souvioukino à Rostov, les troupes ennemies engageaient le combat dans la boucle du Don, s'efforçant de percer en direction de Stalingrad. » (Joukov, *ouvrage cité*, Tome 2, p. 19.)

Les troupes des Fronts Sud et Sud-Ouest qui avaient subi de grosses pertes n'étaient plus en état d'arrêter les hitlériens en direction du Caucase. La Stavka tenta de leur barrer la route sur la Volga, et le 12 juillet réorganisa la défense en créant le Front de Stalingrad et y affecta trois armées. Comme pour la défense de Moscou, la population civile participa à la construction de lignes défensives et fortifiées. Une milice populaire, des groupes ouvriers d'autodéfense, furent formés et instruits ; il fallut également évacuer de la ville les enfants, les vieillards et les trésors nationaux. Le 26 juillet, les troupes blindées et motorisées allemandes perçaient la défense de la 62^e armée soviétique et avançaient en direction de Stalingrad. Pendant toute la première quinzaine d'août, des combats acharnés se livraient aux abords de la ville. C'est le 23 août que le 14^e Corps blindé allemand, après plusieurs jours d'intenses combats coupant la défense de Stalingrad en deux, atteignit la Volga. L'aviation allemande soumit Stalingrad à de violents bombardements et malgré les mesures d'évacuation qui avaient été prises, il y eut des milliers de victimes. Les ruines s'accumulaient dans la ville, les incendies n'arrêtaient pas.

Le 24 août au matin, il y eut une première attaque de blindés contre l'usine de tracteurs ; elle fut repoussée par l'Armée Rouge renforcée par des bataillons ouvriers. La résistance partout rencontrée, avait obligé les hitlériens, pressés d'atteindre Stalingrad à étendre démesurément leur front et disperser quelque peu leurs forces. C'est ce moment que choisit le commandement soviétique pour déclencher une attaque venant du Nord sur le flanc gauche des Allemands, leur infligeant de grosses pertes en les coupant de leurs arrières. Ils furent obligés de regrouper des réserves pour attaquer à nouveau en force le 30 août. Parmi les officiers qui défendaient Stalingrad, il y avait le Général-lieutenant Lopatine commandant la 62^e armée, qui sut préserver le gros de ses forces en vue de la lutte qui ne manquerait pas de se produire à l'intérieur de la Ville.

Pendant cette période difficile pour le Front de Stalingrad, la Stavka du Commandant suprême lança une série d'offensives sur plusieurs fronts de l'Ouest afin d'y fixer les Allemands et les empêcher de concentrer toutes leurs forces disponibles sur Stalingrad. L'ambition en était limitée mais l'efficacité certaine, au point que le Général allemand K. Tippelskirch, parlant du front Ouest, 150 km en avant de Moscou écrit à ce propos : « La rupture ne fut évitée que grâce aux 3 divisions blindées et à plusieurs divisions d'infanterie qui déjà prêtes à être envoyées sur le front sud, furent arrêtées et engagées dès le début pour circonscrire la brèche et ensuite contre-attaquer. » (K. Tippelskirch, *Histoire de la deuxième guerre mondiale*, Moscou, 1956, p. 241.)

Dans ce secteur, le Commandant suprême laissa peut-être échapper la possibilité d'infliger un grave échec aux Allemands avec Koniev qui commandait ce Front.

Et Joukov note :

« On doit dire d'une manière générale que le Commandant Suprême comprit que la situation difficile de l'été 1942 était aussi la conséquence de l'erreur personnelle qu'il avait commise en approuvant le plan d'opérations de nos troupes pour la campagne d'été 1942. Il ne chercha pas d'autres responsables parmi les membres dirigeants de la Stavka et de l'Etat-major général.

Le 27 août 1942, lorsque je me trouvais dans la région de Pogoreloïe Gorodichtche, où nous menions une opération offensive, Poskrebychev m'appela au téléphone. Il me fit savoir que la veille, le 26 août, le Comité d'Etat à la Défense, examinant la situation au sud du Pays, avait décidé de me nommer adjoint au Commandant Suprême. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 27.)

Sur le premier paragraphe de cette citation, nous avons la confirmation « dans La Grande Guerre Nationale » Moscou 1974 — page 169.

« Le pays traversa une étape critique en été et en automne de 1941 et de 1942. Au cours d'une réception donnée au Kremlin, en mai 1945, en l'honneur des Cadres supérieurs de l'Armée Rouge, Staline déclara franchement « Notre gouvernement a commis pas mal de fautes. En 1941 et en 1942, nous avons connu des moments critiques quand notre armée reculait, abandonnant nos villages et nos villes qui nous étaient chers... abandonnait parce qu'il n'y avait pas d'autre issue... Un autre peuple aurait dit à son gouvernement : vous n'avez pas justifié nos espérances ; allez-vous-en, nous nommerons un autre gouvernement... » Dans les conditions particulièrement dures de la première période de la guerre, le peuple soviétique et le Parti trouvèrent suffisamment de forces pour sortir de cette situation difficile. Cela fut possible par le fait que le Parti avait éduqué les soviétiques dans l'esprit des idées victorieuses de Lénine. Il sut établir le programme menant à la victoire, organiser les masses, les préparer à la lutte.

Les ressources militaires et économiques de l'Etat, la puissance de ses forces armées augmentaient sans cesse ; le peuple soviétique, en se basant sur son économie de guerre bien équilibrée, son essor rapide, créait les conditions d'un revirement décisif. C'est en cela que réside le bilan essentiel de la première période de la guerre. »

En même temps qu'il apprenait sa nomination, non de la bouche de Staline, mais de celle de son secrétaire, Joukov recevait l'ordre de se rendre sans tarder à Moscou ; il relate comme suit cet épisode :

« Tard dans la soirée de ce jour, j'arrivai au Kremlin. J. Staline travaillait dans son cabinet. Plusieurs membres du Comité d'Etat à la Défense s'y trouvaient. Le Commandant suprême dit que nos affaires allaient mal dans le sud et que les Allemands pourraient peut-être bien prendre Stalingrad. Dans le Caucase du Nord, la situation n'était pas meilleure. Le Comité d'Etat à la Défense avait décidé de nommer Joukov adjoint au Commandant suprême et de l'envoyer dans la région de Stalingrad. A Stalingrad se trouve actuellement Vassilevsky, Malenkov et Malychév ; Malenkov demeurerait avec Joukov et Vassilevsky devait rentrer à Moscou.

— Quand pouvez-vous partir ? me demanda le Commandant Suprême.

Je répondis qu'il me fallait 24 heures pour étudier la situation et que le 29, je pourrais partir pour Stalingrad.

— Voilà qui est bien. N'avez-vous pas faim ? me demanda soudain Staline. Ça ne serait pas mal de se restaurer un peu ».

On nous servit du thé et une dizaine de sandwiches. Pendant que nous prenions le thé. J. Staline nous résuma brièvement la situation du 27 août, 20 heures ». (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 28 et 29.)

Joukov fut ainsi complètement informé de la situation des Fronts et du mouvement des Armées qui était prévu par la Stavka. Un soin tout particulier fut mis pour la région de Stalingrad, avec un grand déplacement de troupes ; il fut question des 24^e et 66^e armées, et se tournant vers Joukov, Staline dit : « Engagez immédiatement ces deux armées, sinon nous perdrons Stalingrad. »

La bataille de Stalingrad avait une importance politique et militaire énorme ; la chute de la grande ville pouvait couper le pays en deux en séparant le centre du sud. De plus la perte de la Volga qui s'ensuivrait trancherait cette artère fluviale essentielle pour les opérations et la vie du pays. Le 29 août, quatre heures après son départ de Moscou, Joukov était sur place, au milieu des officiers.

« En écoutant leurs rapports dit-il, il m'apparut qu'ils n'étaient pas absolument sûrs de pouvoir arrêter l'ennemi dans la région de Stalingrad ».

Joukov continue l'inspection des armées et la mise en place des unités, mais l'inquiétude grandissait partout, et il poursuit :

« Le 3 septembre, je reçus un télégramme signé de J. Staline dont la teneur était la suivante : « La situation de Stalingrad a empiré. L'ennemi se trouve à trois verstes de Stalingrad. Stalingrad peut être pris aujourd'hui ou demain, si le groupement nord des troupes ne vient pas immédiatement à l'aide. Demandez aux commandants des troupes situées au nord et au nord-ouest de Stalingrad d'attaquer immédiatement l'ennemi et de se porter au secours des habitants de Stalingrad. Aucun retard n'est permis. Le retard est, dans les circonstances présentes, assimilable à un crime. Engagez toute l'aviation au secours de Stalingrad. A Stalingrad même il y a peu d'aviation. » (*Documents et Matériaux de l'Histoire de la Grande Guerre Nationale*, inv. N° 9988, p. 7, Joukov, ouvrage cité, p. 31.)

Au reçu de ce message, Joukov appela Staline par téléphone et lui montra tous les inconvénients d'une attaque brusquée, avant que les concentrations nécessaires d'hommes et de matériel, ne soient réalisées ; mais Staline se prévalait d'une déclaration du maréchal Ieremenko, disant que l'ennemi pouvait prendre Stalingrad à la première attaque ; ce n'était pas l'avis de Joukov qui pensait que les Allemands n'attaqueraient pas immédiatement, mais de toute façon il promettait d'utiliser l'aviation à fond pour gêner les concentrations ennemies. « Eh bien soit », finit par dire Staline, « mais si l'ennemi attaque, n'attendez pas ». Ceci montre combien la tension était grande dans ces jours terribles.

Le 5 septembre au matin, l'attaque au flanc des armées allemandes commençait ; Staline dans la nuit, à trois heures du matin, avait téléphoné pour s'enquérir de la situation. Les résultats du premier jour étaient maigres ; les unités soviétiques n'avaient pas ou peu progressé par manque de moyens et aussi par une défense acharnée des Allemands qui opposaient de violents bombardements et des contre-attaques efficaces aux tentatives soviétiques. Il en fut ainsi pendant plusieurs jours et le 12 septembre Joukov retournait à Moscou pour une réunion de la Stavka ; il apprit de Vassilevsky que dans le sud, les hitlériens attaquaient également. Joukov raconte :

« Le Commandant suprême, après avoir écouté attentivement le rapport de Vassilevsky résuma :

Ils se ruent sans tenir compte des pertes, vers le pétrole de Groznyï et maintenant écoutons Joukov parler de Stalingrad ».

Il est fort intéressant de suivre le processus des grandes décisions ; Joukov expliqua les causes des succès des jours précédents ; situation de l'ennemi fortement retranché sur les hauteurs, terrain très accidenté peu favorable à l'attaque, pas assez d'avions, de matériel et aussi de troupes.

Après cela et pendant que le Commandant suprême étudiait longuement et attentivement sa carte des réserves de la Stavka, Joukov et Vassilevsky s'étaient mis à l'écart et discutaient à voix très basse pour arriver en fin de compte à la conclusion qu'il fallait Chercher une autre solution :

« Et quelle « autre » solution demanda soudain J. Staline en relevant la tête. Je n'aurais jamais pu croire que J. Staline avait l'oreille aussi fine. Nous nous approchâmes de la table.

Eh bien, voilà continua-t-il ; allez à l'Etat-major général et réfléchissez un peu à ce qu'il faut entreprendre dans la région de Stalingrad. Où peut-on prélever des troupes ? et quelles troupes peut-on prélever pour renforcer le groupement de Stalingrad, et réfléchissez aussi ensemble au Front du Caucase. Demain à 9 heures du soir, nous nous reverrons ici. » (*Idem*, p. 36.)

Le lendemain à 22 heures la discussion commença ; elle fut longue, détaillée, minutieuse, contradictoire et à son issue, Staline dit : « Quant à ce que nous avons examiné ici entre nous trois, personne n'en doit rien savoir ».

La mi-septembre connut de très violents combats pendant plusieurs jours ; quelles que soient les pertes subies, les allemands attaquaient toujours ; les ruines étaient devenues des forteresses ; souvent les attaquants trouvaient la mort à bout portant.

Les valeureux combattants soviétiques des 62^e et 64^e armées se battaient toujours malgré leurs pertes. Le 16 septembre, la Stavka détacha de sa réserve la 13^e Division de la garde commandée par Rodintsev qui attaqua avec fougue, surprit les Allemands et s'empara de la butte de Marnai. L'aviation donnait une aide précieuse aux combattants.

Septembre se termina, octobre se passe en combats acharnés pour un mur, pour un sous-sol ; pour une ruine ; il y eut la maison du sergent Pavlov qui tint 58 jours, la butte Marmai qui changea plusieurs fois de mains, deux hauts lieux qui s'offrent aujourd'hui aux visiteurs, mais il y en eut tant. La gare qui fut prise et reprise 13 fois.

Dans cette guérilla de rues aux mille péripéties les ouvriers des usines de Stalingrad participèrent aux côtés de l'Armée Rouge aux combats. Les succès des Allemands ne pouvaient pas être exploités à fond, en raison des contre-attaques ; ayant pris l'usine de tracteurs, ils n'en tirèrent guère de profits en raison de l'âpreté de la lutte. De plus en plus ils éprouvaient des difficultés pour combler les vides alors que, plus le temps passait, plus régulièrement les soviétiques recevaient des renforts qui arrivaient après avoir traversé la Volga.

Ce n'était pas le seul secours que les combattants recevaient de ce côté-là ; toute la flottille militaire de la Volga participait à la bataille ; les marins étaient souvent en mesure de bombarder les concentrations ennemies.

Au milieu de cette effroyable fournaise, le Parti vivait ; des réunions se tenaient, on suivait l'évolution de la situation. En novembre il y eut sur le front de Stalingrad plus de 5 300 soldats et officiers qui furent admis au Parti. Les soldats et officiers exprimaient leur fidélité à la patrie et leur désir de consacrer toutes leurs forces à la lutte contre l'ennemi :

« En allant au combat, écrivait le soldat M. Opolchtentsev, j'assume le commandement que je combattrai bravement, avec habileté, avec dignité, sans ménager mon sang ni ma vie. Si mes forces ne m'abandonnent pas je ne quitterai pas le champ de bataille, même si je suis blessé. Salut amis communistes ! Le sans Parti M. Opolchtentsev. » (*La Grande Guerre Nationale, ouvrage cité, p. 177.*)

Des témoignages comme celui-là, il y en avait beaucoup ; un moral si élevé explique qu'une troupe si infériorisée par rapport à ses attaquants, aussi bien en hommes qu'en matériel ait pu tenir si longtemps, précisément jusqu'à ce que le rapport des forces joue en sa faveur.

Elleinstein cite un autre témoignage, le serment des défenseurs de Stalingrad adressé à Joseph Staline :

« En t'envoyant cette lettre des tranchées, nous te jurons cher Joseph Vissarionovitch, que jusqu'à la dernière goutte de notre sang, jusqu'au dernier battement de notre cœur, nous défendrons Stalingrad. Nous jurons de ne jamais ternir la gloire des armées russes et de combattre jusqu'au bout. Sous ton commandement, nos pères ont gagné la bataille de Tsaritsyne (Ancienne appellation de Stalingrad.), sous ton commandement nous gagnerons la bataille de Stalingrad. » (Jean Elleinstein, *Histoire de l'URSS, Tome 3, p. 120.*)

Le 1^{er} octobre, Joukov retourne à Moscou, convoqué par Staline, pour travailler au plan de la contre-offensive ; il relate :

« Après avoir examiné en détail le plan de la contre-offensive, le Commandant Suprême se tournant vers moi dit : « Retournez au front, prenez toutes mesures pour épuiser et user encore plus l'adversaire. Regardez encore une fois les zones de concentration assignées par le plan aux réserves, et les zones de départ du Front Sud-Ouest et de l'aile droite du Front de Stalingrad, particulièrement dans la région de Sérafimovitch et de Kletskaïa. Dans ce but, le Camarade Vassilevsky doit, une fois encore se rendre à l'aile gauche du Front Sud-Est et y étudier toutes les questions que pose le plan. »

Après avoir soigneusement étudié sur place toutes les conditions de préparation de la contre-offensive, je suis revenu avec A. Vassilevsky à la Stavka, où une nouvelle fois fut examiné dans ses grands traits le plan de la contre-offensive. Il fut ensuite approuvé.

G. Joukov et A. Vassilevsky avaient signé la carte-plan de la contre-offensive. Le Commandant suprême écrivit : Approuvé.

J. Staline dit à Vassilevsky :

— Sans dévoiler l'intention de notre plan, il faut demander l'opinion des commandants de Fronts en ce qui concerne leurs opérations ultérieures. Il m'était prescrit d'informer personnellement le Conseil Militaire du Front du Don du caractère des opérations destinées à aider Stalingrad au maximum. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 43 et 44.)

Après son retour au Front, Joukov décrit la situation :

« Pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, les combats ne cessèrent pas dans les rues de la ville, dans les maisons, les usines, sur les bords de la Volga, partout et toujours. Nos unités en dépit des grandes pertes éprouvées, demeuraient dans les petits îlots de Stalingrad. Pour aider les défenseurs de Stalingrad, les troupes du Front du Don, passèrent à l'offensive le 19 octobre. Les Allemands durent cette fois encore, comme cela s'était déjà produit, retirer au détriment de l'assaut de la ville, une partie importante de leur aviation, de leur artillerie et de leurs chars, et les diriger contre le Front du Don qui attaquait. » (Joukov, *idem*, p. 46.)

Pendant la première quinzaine de novembre, les Allemands essayèrent encore de venir à bout de la résistance à l'intérieur de la ville, mais ils approchaient de la limite de l'épuisement ; par des prisonniers capturés les soviétiques apprenaient que les effectifs des unités allemandes étaient de plus en plus réduits ; le moral avait baissé aussi bien chez les officiers que chez les soldats ; il y en avait de moins en moins qui espéraient sortir vivants de cet enfer. De juillet à novembre, la bataille pour Stalingrad, livrée depuis le Don et la Volga, leur avait coûté 700 000 hommes, 1 000 chars, 2 000 canons et mortiers, et environ 1 400 avions.

La situation opérationnelle des arrières soviétiques du Don et de la Volga n'était pas excellente. Avec la mi-novembre allait prendre fin la première partie de la Grande Guerre Nationale qui avait été très dure pour le peuple soviétique. A cette époque les Allemands occupaient une superficie énorme de l'Union Soviétique, environ 1 800 000 Km² ; soit trois fois et demie la France. Dans ces régions vivaient 80 millions de personnes, des millions s'étaient enfuis vers l'Est, pour ne pas demeurer sous l'occupation allemande. Cette occupation vue par un Allemand, pouvait donner ce qui suit :

« Tous ces crimes. Les groupes de réfugiés russes, les vieillards et les femmes, les mères avec leurs nourrissons, couchés par centaines le long de la voie ferrée, sous le vent d'Est par des froids de - 20 et de - 30 degrés, attendant des trains qui ne passaient jamais ; les prisonniers de guerre et les déportés russes qui pourrissaient derrière les barbelés des camps et auxquels on jetait pour toute nourriture, les tripes des chevaux morts ; les femmes prisonnières des soldats, esclaves obligées de reprendre les chaussettes, d'apporter l'eau, de laver le linge, et obligées de coucher avec eux ; une population civile obligée de force à construire des routes et des fortifications, à creuser des fosses communes, rassemblée de force et déportée par convois entiers en Allemagne dans l'esclavage, des villages à demi dépeuplés, des villes livrées au bon plaisir de la Gestapo. Les colonnes en marche avaient laissé derrière et de chaque côté d'elles un pays piétiné. Stalingrad brûlant de mille feux, saignant de mille blessures, était au bout de toutes les routes. Stalingrad conquise rachèterait tout le mal, effacerait tous les crimes ; Stalingrad conquise ferait de l'injustice la justice. Pourtant, la conquête de Stalingrad, n'aurait fait que prolonger l'horreur, que fonder l'injustice comme institution ; elle n'aurait apporté que décomposition morale et décadence à ce peuple de négriers, transformés à vie en gendarmes. Peut-être dans cette armée de 330 000

hommes, l'un d'eux ou beaucoup d'entre eux ont-ils eu cette pensée ; sûrement ils l'ont eue, mais en tout cas, jamais cette pensée n'a été exprimée. » (Théodor Plievier, *Stalingrad par un Allemand*, p. 76, Flammarion, éditeur.)

Mais l'heure de la revanche allait bientôt sonner; le peuple soviétique n'avait pas accepté, le peuple s'était battu, le peuple avait travaillé jusqu'aux limites des forces humaines, avec intelligence, avec discipline, dans ses usines évacuées loin de l'ennemi, et qui tournaient jours et nuits; il s'était construit l'instrument de la victoire. Staline pouvait dire le 7 novembre 1942 :

« Ordre du Jour du Commissaire du Peuple, à la Défense de l'URSS (N° 345) Camarades soldats rouges, Commandants et Travailleurs politiques, partisans et partisans ! Travailleurs de l'Union Soviétique ! Au nom du Gouvernement soviétique et de notre Parti Bolchevik, je vous salue et vous félicite à l'occasion du XXV^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'octobre.

Il y a un quart de siècle, sous la direction du Parti Bolchevik et du Grand Lénine, les ouvriers et les paysans ont instauré dans notre pays le pouvoir des soviets. Route glorieuse que celle qui a été parcourue par les peuples de l'Union Soviétique pendant cette période. En vingt cinq ans notre patrie est devenue un puissant Etat socialiste, industriel et kolkhozien. Après avoir conquis leur liberté et leur indépendance, les peuples de l'Etat soviétique se sont unis dans une confraternité indestructible. Les hommes du pays des Soviets se sont libérés de toute oppression et par un travail opiniâtre, se sont assurés une vie d'aisance et de Culture. Aujourd'hui les peuples de notre pays célèbrent le XXV^e cinquième anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'octobre au plus fort de l'âpre lutte qu'ils mènent contre les envahisseurs fascistes allemands et leurs complices en Europe.

Camarades soldats rouges, commandants et travailleurs politiques, partisans et partisans !

Il dépend de votre opiniâtreté et de votre fermeté, de vos capacités militaires et de votre volonté de remplir votre devoir envers la patrie d'écraser l'armée fasciste allemande, de débarrasser le sol soviétique des envahisseurs hitlériens.

Vive le XXV^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'octobre !

J. Staline Commissaire du Peuple à la Défense de l'URSS. (*Discours et ordres du jour, ouvrage cité*, p. 51.)

Le jour n'était pas loin où l'ennemi allait connaître la puissance de nouveaux coups ; l'aube du 19 novembre arriva ; à ce moment-là les Allemands avaient sur la totalité du Front soviétique environ 6 200 000 hommes, constituant 266 divisions, plus de 70 000 canons et mortiers, 6 600 chars et canons d'assaut, 3 500 avions de combat et 194 navires de guerre.

En face, les soviétiques pouvaient aligner 6 millions d'hommes, 72 500 pièces et mortiers, 6 000 chars et canons automoteurs, 3 100 appareils de combat ; en outre la réserve de la Stavka comprenait 25 divisions, 13 corps blindés et mécanisés, 7 Brigades autonomes d'infanterie et de chars. C'est dire que le rapport des forces commençait à se modifier en faveur de l'Union Soviétique. Au surplus la science militaire soviétique avait progressé ; des manœuvres souples, des déplacements importants avaient pu être réalisés et tenus rigoureusement secrets. De même des concentrations inconnues de l'adversaire, permettaient des attaques à l'improviste.

L'intoxication de l'ennemi, pratiquée sur une grande échelle, aboutissait, par exemple, à l'ordre des opérations N° 1 du haut commandement des forces hitlériennes du 14 octobre 1942, où il est dit :

« Les Russes eux-mêmes ont été sérieusement affaiblis au cours des derniers combats et ils ne pourront pas, dans l'hiver 1942-1943, disposer des forces aussi grandes que celles dont ils disposaient au cours de l'hiver passé ». (Joukov, *ouvrage cité*, p. 57.)

C'est pourquoi au matin du 19 novembre, la surprise fut totale chez les Allemands ce qui fit dire après la guerre, à l'ancien chef d'Etat-major Yodl :

« Nous n'avions absolument aucune idée de la force des Russes dans cette région. Antérieurement il n'y avait rien ici et, soudain, fut lancée une attaque d'une grande puissance, qui eut une importance décisive. »

En effet le 19 novembre, dans la contre-offensive soviétique participaient : 11 armées, plusieurs corps, brigades et unités autonomes de chars, de cavalerie et d'unités mécanisées, 13 500 pièces et mortiers, 1 400 avions ; c'était énorme et Joukov revient sur la difficulté de l'entreprise :

« La préparation de la contre-offensive demandait l'exécution d'énormes transports de troupes et de moyens matériels à destination de tous les Fronts, en particulier du Front du Sud-Ouest reconstitué. Il faut rendre ce qui est dû à l'Etat-major général et à l'Etat-major du service des arrières de l'Armée Rouge. Ils assurèrent brillamment la concentration des hommes et des moyens en vue de l'opération. 27 000 véhicules assuraient les transports de troupes et de matériel. Par les voies ferrées arrivaient chaque jour 1 300 wagons de marchandises. Les troupes et les matériels à destination du Front de Stalingrad étaient acheminés dans des conditions extrêmement difficiles, celles qu'offre la Volga au moment où à l'automne elle charrie des glaces. Du 1^{er} au 19 novembre, 160 000 hommes, 10 000 chevaux, 430 chars, 600 canons, 14 000 véhicules auto, 7 000 tonnes environ de munitions franchirent la Volga. » (Joukov, p. 65 et 74.)

Le jour allait se lever sur les immenses steppes glacées du Don, ce 19 novembre 1942, quand tout à coup le ciel s'incendia et la terre trembla. Des milliers de bouches à feu crachaient en même temps. Le Front du Don et celui du Sud-Ouest, à la même minute, commençaient leur offensive et les défenses allemandes volèrent en éclats. Un officier Roumain pris dans la tornade, a noté :

« Les Russes ont déclenché un ouragan de feu sur le flanc gauche de la 5^e Division. Je n'ai jamais vu un feu pareil... la terre tremblait sous la canonnade de l'artillerie et les vitres volaient en éclats... Sur la côte 163 les chars ennemis ont fait leur apparition et ils tiennent la route menant à Raspopskaïa. Bientôt on nous informa que les chars traversaient à toute allure les positions et faisaient irruption dans le village. Nos canons ne leur causaient aucun mal... ces chars lourds de 52 tonnes, qui marchent à la vitesse maxima ont un blindage très épais et nos obus ne les transpercent pas. » (Joukov, p. 65 et 74.)

Le Front de Stalingrad s'ébranla vingt-quatre heures plus tard, soit le 20 novembre au matin. Ce fut le même processus ; une formidable préparation d'artillerie pendant quelques heures et ensuite les engins mécaniques qui ouvraient des brèches dans le dispositif ennemi, brèches par où s'engouffrent cavalerie et infanterie. Plusieurs jours durant les combats se poursuivent avec une grande intensité.

« Le Commandant suprême, sérieusement inquiet des opérations à l'aile droite du Front du Don, envoya le 23 novembre, en fin de journée, l'ordre suivant à K. Rokossovsky, commandant du front du Don :

« Au Camarade Rokossovsky, Copie au Camarade Vassilevsky,

D'après un rapport de Vassilevsky, la 3^e division motorisée et la 16^e Division blindée allemandes, ont été retirées, en totalité ou partiellement, de votre Front et elles se battent actuellement sur le Front de la 21^e armée. Cette circonstance crée une situation favorable pour que toutes les armées de votre Front passent à des opérations actives. Galanine agit mollement ; donnez-lui des ordres pour que Vertiatcheï soit pris le 24 novembre au plus tard. Donnez également ordre à Jadov d'engager des opérations actives pour fixer des forces ennemies. Poussez comme il convient Batov, celui-ci, dans la situation présente pourrait agir avec plus de résolution.

J. Staline 23-11-1942 - 19 H 40. » (Joukov, p. 76.)

En cinq jours d'âpres combats, la jonction des deux groupes d'armée était presque accomplie. 330000 hitlériens se trouvaient pris au piège, mais il fallait les maintenir enfermés pour pouvoir, ou les faire capituler, ou les exterminer. Ecoutons un Allemand parler de l'effroyable bataille :

« La côte 126 : la veille et l'avant-veille avec Lindt et Bauer, Steiger était descendu de là-haut. Des voitures, des chars, des canons, renversés les uns sur les autres, des cadavres de chevaux, des morts gelés et tordus.

La route du versant oriental était embouteillée par des colonnes sanitaires, des colonnes du train, et des colonnes de fuyards qui avaient été rejetées de chaque côté sur le talus par un détachement blindé qui s'y était embouti ; cette route définitivement obstruée, labourée par les bombes, prise finalement sous le harcèlement de l'artillerie russe, s'immobilisa en pleine panique : du métal, des ossements humains, des têtes de chevaux, des jambes en l'air entourées de chiffons crasseux, des chenilles, des blocs de boue, une voiture d'Etat-major écrasée, un crâne béant, des morceaux de cervelle gelés sur des épaulettes argentées, des bouches ouvertes, des yeux, de la boue, de la neige, des cheveux... voilà ce que fut le repli de la 3^e DIM du saillant de Marinovka. Cela s'était passé la veille et l'avant-veille. (Théodor Plievier, *ouvrage cité*, p. 113.)

« La montagne de cadavres amoncelés sur les bords du trou d'obus semblait être une ligne de partage dans le paysage du front démantelé. Les détachements blindés qui y arrivaient sans cesse changeaient ici de direction et se dirigeaient vers le sud, vers Kalatch. Les groupes de fuyards qui émergeaient des bords du fleuve arrivaient difficilement eux-mêmes à dépasser ce monument funèbre aux abords duquel ils étaient régulièrement sabrés par les cavaliers russes, qui de là repartaient aussitôt vers le Sud et Kalatch, à grand galop. Le tas de cadavres qui était recouvert d'une couche de terre et qui dégageait une odeur douceâtre, n'attirait l'attention de personne. Cependant lorsqu'un conducteur de char ou un cavalier cosaque se trouvait brusquement en face de lui, il le contournait et changeait de direction ». (Théodor Plievier, *ouvrage cité*, p. 23.)

Le capitaine de la compagnie d'Etat-major, von Hollwitz songeait précisément à ces histoires ; les ordres contradictoires, mon Dieu, ça arrive aussi. Mais la participation des civils russes à la bataille, avec des haches, des couteaux de cuisine, de l'eau bouillante, c'est aussi vraisemblable que la propagande de Göbbels, mais de toute façon il vaut mieux s'attendre à tout et dans des cas pareils, ne pas trop se charger. » (Théodor Plievier, *ouvrage cité*, p. 43.)

Vilshofen fit stopper la remorque ; il s'approcha du dernier char, alluma sa torche électrique et regarda à l'intérieur de la tourelle à travers le trou de l'obus. Le blanc reflet de la torche éclaira le visage penché de Vilshofen ; c'étaient les traits d'un homme d'une cinquantaine d'années, avec un nez saillant et de grands yeux clairs. Vilshofen constatait quel travail fait un obus qui explose dans la cabine d'un char. Le conducteur était encore à sa place, décapité. Jusqu'à la ceinture il avait été comme écorché vif. Le squelette était apparent. La chair de la poitrine et la chair des bras avaient été arrachées. Les poumons et le cœur étaient à nu, visibles. Les mains intactes comme une paire de gants sur les os dépouillés des bras, tenaient encore le volant. On ne pouvait plus rien distinguer des trois autres hommes. Une espèce d'écume sanglante tapissait l'intérieur de la cabine.

Vilshofen connaissait le nom de chaque homme et leur origine. » (Théodor Plievier, *ouvrage cité*, p. 14.)

Il fallait s'attendre à ce que le Commandement hitlérien fasse des efforts importants pour dégager ses armées encerclées. Dans ce but il procéda à la formation d'un nouveau groupe d'armées, celui du Don ; pour le renforcer fin novembre et début décembre, il ramenait dix divisions d'Europe occidentale et d'autres secteurs du front. Ce groupe d'armées sous les ordres du Feld Maréchal Mainstein comptait environ 30 divisions, lorsque le 12 décembre au matin, il attaqua en direction de Stalingrad ; partant de Kotelnikovski, il disposait dans ce secteur d'une supériorité écrasante sur un adversaire fatigué par l'offensive victorieuse qu'il conduisait depuis le 20 novembre. Mainstein put avancer malgré la résistance rencontrée ; en 4 jours il avait accompli la moitié du trajet qui le séparait des troupes encerclées à Stalingrad. Il réussit même à encercler un important groupement de chars soviétiques, mais ceux-ci n'abdiquèrent pas et rompirent eux-mêmes l'encerclement. Au 5^e jour de son offensive, les choses se gâtèrent. Staline veillait au grain ; par deux contre attaques sur les flancs, il prenait le groupe Mainstein en tenaille et après d'âpres combats, celui-ci devait reculer. Le 29 décembre Kotelnikovski était repris, les allemands étaient en déroute ; désormais les encerclés de Stalingrad étaient éloignés de la ligne du front de 200 à 250 km.

« L'Armée Rouge avait mené cette habile manœuvre en six semaines. Pendant ce temps, elle avait anéanti onze et taillé en pièces seize divisions ennemies, libéré près de 1 600 agglomérations. Elle avait en outre encerclé solidement, entre la Volga et le Don, un groupe de 22 divisions ennemies. Les soviétiques s'étaient emparés de trophées importants. L'écrasement de l'ennemi dans le secteur de Kotelnikovski et sur le cours moyen du Don avait créé les conditions propices pour une offensive de l'Armée Rouge sur la totalité de l'aile sud du front soviéto-allemand. L'initiative stratégique était entièrement passée au Commandement soviétique. » (*La Grande Guerre Nationale, ouvrage cité*, p. 181.)

Pendant ce temps, un problème restait à régler : celui du sort de l'armée de Von Paulus, enfermée dans la poche de Stalingrad. Joukov indique :

« Le 28 novembre, je me trouvais à l'Etat-major du Front de Kalinine, où j'étudiais avec son commandement l'offensive prévue. Tard dans la soirée le Commandant Suprême m'appela au téléphone et me demanda si j'étais au courant des derniers renseignements concernant la situation dans la région de Stalingrad. Je répondis par l'affirmative. Alors le Commandant suprême m'ordonna de réfléchir et de lui faire des propositions concernant la destruction des troupes encerclées. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 79.)

Cette citation n'est faite que pour rappeler au lecteur, qu'en toutes circonstances, Staline consultait les uns et les autres, là son adjoint, ailleurs son chef d'Etat-major général Vassilevski, ou bien les commandants des fronts ou encore les membres des Etats-majors et qu'ainsi les affirmations répétées du contraire faite par Khrouchtchev n'ont aucune valeur, et à ce propos on peut se demander pourquoi, dans son « Histoire de l'URSS » Tome III. Jean Elleinstein sur onze pages de textes consacrées à la bataille de Stalingrad, cite quatre fois Khrouchtchev aux pages 114-119-120-124 ; alors que dans « La Grande Guerre Nationale » sur dix grandes pages sur le même sujet, il n'est cité qu'une fois, comme Joukov le fait également et seulement parce qu'il était membre du Conseil militaire du Front Sud-Est d'abord, devenu ensuite celui de Stalingrad. N'y a-t-il pas là, volonté de sortir Khrouchtchev de son rôle modeste dans la bataille de Stalingrad, le grandir, pour donner plus de crédit à sa position anti-stalinienne qui plaît incontestablement à Elleinstein.

En décembre 1942, la défaite allemande à Stalingrad était consommée, mais les soviétiques n'en avaient pas encore fini avec les encerclés ; suite à la demande téléphonique de Staline relatée ci-dessus, Joukov avait dès le lendemain matin, adressé un plan d'anéantissement des armées allemandes qui, sur l'ordre de leur führer, allaient refuser la capitulation qui leur serait offerte et qui comporterait des conditions humanitaires irréprochables.

L'échec de la tentative de Von Mainstein de rétablir la liaison avec les troupes encerclées signifiait la mort pour le plus grand nombre de ces 250000 hommes restants ; ils avaient espéré, lorsque, à un moment donné il n'y avait plus que 40 km qui les séparaient. Mais maintenant tout était perdu et quand le 10 janvier au matin, après le refus de capitulation, les troupes soviétiques entrèrent en action ce fut un combat terrible, car même sans espoir de s'en sortir, les Allemands luttèrent jusqu'au bout, c'est dire jusqu'à quel point un peuple peut être conditionné. Où était donc l'ancienne Allemagne, celle de la République de Weimar où les forces de gauche égalaient et parfois surpassaient la partie conservatrice. Ce peuple avait osé attaquer le seul pays socialiste au monde, puis le combattre jusqu'au bout et, devant la plus sombre perspective on n'y décelait pas le moindre sentiment de révolte ; les Allemands allaient à l'abattoir sans murmurer. Chez leurs alliés, le sentiment était tout autre ; l'armée roumaine fut la première à capituler ; l'armée italienne fit de même. La poche se rétrécissait de plus en plus. Les Allemands combattaient toujours ; un témoin en parle :

« Nous fûmes obligés d'entamer le repli sur toute l'étendue du front... ce repli se transforma en fuite... en certains endroits ce fut même la panique... Notre route était jonchée de cadavres que la tempête comme prise de compassion, recouvrait bientôt de neige... nous nous replions sans ordre... faisant la course avec la mort, prenant dans nos rangs, par paquets, ses victimes ; l'armée se regroupait sur une aire qui tenait de l'enfer. » (J. Wieder, *Catastrophe sur la Volga*, Moscou 1965, pp. 95-102.)

Avec un entêtement d'insensés, il y avait toujours des officiers pour suivre l'ordre d'Hitler ; ils ramassaient quelques fuyards, des blessés qui pouvaient encore marcher, des malades, des clochards en haillons constituaient un petit groupe et s'embusquaient en attendant l'arrivée des soldats rouges. Ils étaient broyés, étripés et s'il en réchappait un ou deux, ils seraient repris un peu plus tard pour constituer un autre groupe. Quand il n'y en avait plus dans un secteur, les gradés rescapés se suicidaient ; jamais il n'y eut autant de suicides dans un court laps de temps et dans un espace aussi restreint. Enfin le 30 janvier, Paulus capitula. Les combats cessèrent le 2 février. Sur les 240 000 qu'il y avait le 8 janvier lors de l'offre de capitulation, il ne restait plus que 90 000 survivants dont certains n'en avaient plus pour longtemps.

Naturellement la victoire de Stalingrad eût un grand retentissement en URSS où chaque homme, chaque femme, dans quelque secteur d'activité qu'il fût, y voyait la récompense de ses efforts et la merveilleuse promesse d'une libération totale.

Mais c'est dans le monde entier que la répercussion fut la plus grande ; c'était l'événement politique et militaire le plus importants de la seconde guerre mondiale. Il sonnait le glas des prétentions allemandes à dominer le monde. Il était bien mort le mythe de l'invincibilité des armées nazies ; tous les alliés de l'Allemagne commencèrent à s'inquiéter, tous ceux qui dans le monde soutenaient l'entreprise hitlérienne en vinrent à douter de leur bon choix. A partir de ce jour, la grande coalition esclavagiste commença à se dégrader.

Le Japon qui avait attendu la chute de Stalingrad avant d'engager la guerre contre l'URSS, préféra s'abstenir. La Turquie qui était à peu près dans les mêmes dispositions vira de bord et chercha à améliorer ses relations avec l'URSS. La Finlande se promit de sortir du guêpier dès qu'elle le pourrait et commença à faire des avances dans cette voie. L'Italie vit sa situation politique intérieure s'aggraver, et le problème de sa sortie de la guerre se posa ; l'inquiétude quant à l'issue finale se développa en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie. Dans tous ces pays occupés, la Résistance intérieure vit croître ses forces. La grande coalition commença à trembler sur ses bases. Il est bon de rappeler que :

« Le plan stratégique visant à écraser sous Stalingrad les troupes allemandes, était donc le résultat d'un grand travail d'équipe entre les chefs militaires : le Commandant Suprême, l'Etat-major général, les représentants de la Stavka, les commandants et les états-majors des diverses armes et des conseils militaires des fronts. Mais le rôle essentiel et décisif dans l'élaboration et l'exécution du plan revenait, bien entendu, à la Stavka et à l'Etat-major général. Le plan de contre-offensive de l'Armée rouge, qui recevait le titre conventionnel « d'Urane » s'appuyait sur une observation réaliste de la situation et du rapport des forces.

Le plan est approuvé le 13 novembre après le rapport des généraux Joukov et Vassilevski, par le Comité National de la Défense sous la présidence de Staline. Le Commandant suprême qui consacrait beaucoup de temps à la préparation de cette opération, écouta encore avant la séance, Joukov et Vassilevski. » (*La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique*, Moscou 1974, p. 175.)

XVII - LA BATAILLE DE KOURSK

Si la victoire soviétique de Stalingrad reste l'événement politique et militaire le plus important de la seconde guerre mondiale, Politique, pour le retentissement formidable qu'il eut dans le monde entier, Militaire pour avoir brisé le dogme de l'invincibilité des armées nazies et aussi pour l'incursion en maîtres dans le domaine de la science militaire des Chefs de l'Armée Rouge.

Il n'en reste pas moins que la plus grande bataille de tous les temps, par rapport au nombre des participants et à la quantité du matériel engagé, reste la bataille du saillant de Kursk.

Il n'est pas d'événement plus important pour illustrer l'année 1943. Une longue année de très durs combats qui allait encore s'écouler sans que la promesse des alliés d'ouvrir un second front en Europe ne se réalisât.

Et pourtant, Staline, ne manquait pas à chaque occasion, de rappeler les engagements qui avaient été pris. Lors de son voyage à Moscou du 17 au 24 août 1942, Churchill se l'était entendu redire comme il en témoigne à la Chambre des Communes, le 8 septembre 1942 : « Les Russes pensent que nous n'avons pas encore fait assez pour alléger leurs efforts, ce qui ne saurait nous surprendre étant donné le choc effroyable qu'ils subissent actuellement. »

C'est un sujet que l'on retrouve constamment dans la correspondance :

« De Staline à Churchill, 27 novembre 1942.

J'ai lu avec une grande attention votre communication sur le maintien du rythme de vos préparatifs et de ceux des Américains le long de votre côte Sud et Sud-est afin de clouer les Allemands dans le Pas-de-Calais, etc. Je vois que vous êtes prêts à utiliser toute éventualité favorable. J'espère que ces préparatifs ne signifient pas une renonciation à votre promesse de Moscou d'établir un second front en Europe Occidentale au printemps 1943. »

6 décembre 1942

J'attends de vous une réponse à mon message précédent sur le point qui concerne l'ouverture d'un second front en Europe Occidentale au printemps 1943.

« De Staline à Roosevelt, 14 décembre 1942.

Permettez-moi d'exprimer ma certitude que le temps ne s'écoule pas en vain et que seront remplies vos promesses, Monsieur le Président, et celles de M. Churchill, relatives à l'ouverture d'un second front en Europe pour l'année 1942 et, en tout cas, pour le printemps de 1943. Je suis certain que ce second front en Europe sera effectivement ouvert par les forces conjuguées de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, au printemps de l'an prochain. »

« De Staline à Roosevelt, 13 janvier 1943.

... Mes collègues s'étonnent du ralentissement des opérations en Afrique du Nord. Il paraît même que ce n'est pas un ralentissement de courte durée, mais qu'il va s'étendre sur une longue période. Ne pourriez-vous pas nous donner des éclaircissements à ce sujet ?

« De Staline à Churchill, 16 février 1943.

... Selon des informations dignes de foi que nous possédons, les Allemands depuis décembre où les opérations anglo-américaines en Tunisie se sont ralenties pour certaines raisons, ont transféré de France, de Belgique, de Hollande et d'Allemagne même, 27 divisions dont 5 blindés pour les renvoyer sur le front soviéto-allemand. De cette façon, au lieu d'une aide à l'Union Soviétique qui se serait manifestée par un retrait des forces allemandes du front soviétique, un soulagement a été apporté à Hitler qui grâce au ralentissement des opérations anglo-américaines en Tunisie a pu transférer ses réserves sur le front russe. »

16 mars 1943

« Extrait du message strictement confidentiel et personnel du Président Staline au Président Roosevelt.

... Par le message de M. Churchill j'ai appris que les opérations anglo-américaines en Afrique du Nord, non seulement ne s'accéléraient pas, mais encore sont repoussées à la fin d'avril. Et encore cette date n'est-elle pas indiquée bien clairement. Ainsi, au moment de la plus forte tension des combats contre les troupes hitlériennes, dans la période février-mars, non seulement l'offensive anglo-américaine en Afrique du Nord n'a pas été poussée à fond, mais elle a tout simplement été stoppée et les délais prévus ont été reculés. Pendant ce temps l'Allemagne a déjà pu ramener de l'Ouest, pour les opposer aux troupes soviétiques, 36 divisions dont 6 blindées. Il est aisé de comprendre quelles difficultés en résultent pour l'armée soviétique et à quel point cela a facilité la situation des Allemands sur le front soviétique. » (Tous ces matériaux sont extraits des œuvres de Staline, *ouvrage cité.*)

Depuis le début de l'année 1943 et tout en poursuivant la réduction des armées allemandes prises au piège de Stalingrad, l'offensive soviétique se poursuivait sur un immense front qui allait de la mer de Barentz à la mer Noire, et comme il est difficile pour le lecteur de suivre les péripéties, nous l'examinerons sommairement en la divisant en deux secteurs principaux et quelques villes repères. Le Nord avec Leningrad et le Centre avec Smolensk, Briansk, Koursk. Avant d'entamer ce survol et pour montrer les imbrications humaines qui surgissent à chaque pas dans cette grande épopée, arrêtons-nous un instant aux décisions prises pour la liquidation de la poche de Stalingrad, d'après Joukov :

« Fin décembre, au Comité d'Etat à la Défense, furent examinées les opérations ultérieures ; le Commandant Suprême propose ce qui suit : Il faut confier à un seul homme la direction des opérations visant à détruire l'ennemi encerclé. Présentement, les opérations de deux Commandants de Front gênent le déroulement de l'affaire. Les membres présents du Comité d'Etat à la Défense approuvèrent cette idée.

« A qui confierons-nous la liquidation définitive de l'ennemi ?

Quelqu'un proposa de subordonner toutes les troupes à K. Rokossovsky.

« Et vous, pourquoi vous taisez-vous ? dit le Commandant suprême en se tournant vers moi.

— A mon avis, les deux commandants de Front en sont dignes, répondis-je. Ieremenko sera certainement offensé si l'on place les troupes du Front de Stalingrad sous le commandement de K. Rokossovsky.

— Ce n'est pas le moment de se sentir offensé, coupa J. Staline. Et il m'ordonna : Appelez au téléphone A. Ieremenko et communiquez-lui la décision du Comité d'Etat à la Défense. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 91.)

Comme l'avait prévu Joukov, la décision, bien qu'annoncée avec une fraternelle déférence, troubla profondément Ieremenko qui en demanda les raisons. Les explications ne purent le satisfaire et comme il n'était pas en état de poursuivre la conversation, Joukov lui proposa de le rappeler, ce qu'il fit peu de temps après en disant qu'il ne comprenait toujours pas la préférence qui était donnée au Commandant du Front du Don et il demanda à Joukov d'intervenir auprès de Staline pour le maintenir à son poste. Celui-ci lui proposa alors d'intervenir lui-même directement auprès de Staline et Ieremenko répondit : J'ai déjà essayé et il m'a été répondu que c'était avec vous que la question devait être réglée.

Joukov voulut néanmoins communiquer par téléphone à Staline les objections de Ieremenko ; il reçut en réponse de sévères reproches et l'ordre de faire exécuter la décision.

Il n'y a là rien que de très normal, cela se passe ainsi dans toutes les armées du monde ; en France il est dit : « La discipline faisant la force principale des armées ; il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants. » Cela n'empêche pas de penser à celui qui se trouve contraint de se soumettre à une décision désagréable à supporter. En la circonstance c'était le cas de Ieremenko et ce n'est pas une moindre satisfaction de le voir figurer quelque temps après parmi les premiers d'une importante distinction, avec G. Joukov, N. Voronov, N. Vatounine, K. Rokossovski, décorés de l'ordre de Souvorov de 1^{re} classe.

Au début de janvier 1943, la Stavka qui organisait les offensives dans les principaux secteurs, avait chargé G. Joukov et K. Vorochilov, d'assurer la coordination des opérations des Fronts de Leningrad et du Volkhov et la rupture du blocus de Stalingrad, dans la région du lac Ladoga.

Il y avait déjà seize mois que Leningrad subissait le siège et la situation y était demeurée épouvantable. Hitler voulait détruire la population par la famine et de fait les morts se comptaient par milliers chaque semaine ; ville affamée, ville sans eau ni lumière, ville sous les bombardements, ville martyre mais fidèle à la patrie, Leningrad travaille, on forge des armes, on tombe, on meurt mais on ne se rend pas. Dans cette situation le son du canon tiré par les siens devient une harmonie, douce et réconfortante.

C'est ainsi que le 12 janvier 1943, la 67^e armée du général Doukhanov, du Front de Leningrad, commençait son offensive par une puissante attaque. En même temps le général Romanovski du Front de Volkhov à la tête de la 2^e armée de choc, s'efforçait de venir à sa rencontre. Ils étaient appuyés par deux armées aériennes, les 13^e et 14^e. L'opération visait à battre le groupement allemand de Siniavine et de réduire le saillant au sud du lac Ladoga pour rompre le blocus et établir une liaison par terre avec Leningrad l'encerclée. Les difficultés de l'entreprise ne manquaient pas ; il faudrait escalader les rives escarpées de la Neva, le grand fleuve qui baigne Leningrad ; et évoluer au milieu des marais de tourbe. Après 7 jours de durs combats, les deux armées se rejoignirent ; le blocus était rompu. Leningrad n'était pas libérée pour autant ; il lui faudrait attendre encore de longs mois. Mais au moins on pourrait lui faire parvenir du ravitaillement, et de fait, les rations alimentaires furent rapidement améliorées, mais on continua de mourir beaucoup ; l'armement put également se renforcer.

Le 18 janvier 1943, jour de la rupture du blocus de Leningrad, par décret du Soviet Suprême de l'URSS, G. Joukov était élevé à la dignité de Maréchal de l'Union Soviétique.

Du sud au centre, en ces trois premiers mois de 1943, la bataille se poursuivait et l'Armée rouge gagnait du terrain. Elle libérait les Villes de Rostov, Nevotcherkessk ; Koursk, Kharkov, ainsi que d'importantes régions. Pour les Allemands la situation s'était brutalement aggravée sur tout le Front soviéto-allemand ; ils avaient essuyé des pertes colossales et étaient contraints de se replier sur une ligne à une centaine de kilomètres en arrière de Koursk. Mais ils ne se tenaient pas pour battus ; après avoir concentré de nouvelles forces, ils contre-attaquèrent avec violence et réussissaient à reprendre Kharkov.

D'une conversation téléphonique avec Staline, Joukov apprend quelques changements dans le commandement des Fronts, en même temps qu'il mettait le Commandant Suprême au courant de ce qui se passait dans son secteur. Après quoi il était convoqué pour le lendemain à la Stavka, afin d'étudier la situation sur les Fronts du Sud-Ouest et de Voronej. Il relate son voyage :

« Le lendemain matin je partais à la Stavka. J'arrivai à Moscou le jour même, tard dans la soirée. J'étais terriblement fatigué par la route, car il m'avait fallu voyager dans un véhicule tout terrain sur des routes défoncées.

A. Poskrebychev me fit savoir par téléphone, que J. Staline avait réuni un groupe important de camarades pour examiner les questions concernant le combustible pour la métallurgie ; l'énergie électrique et celles concernant les usines d'aviation et de chars. Il m'était ordonné de me rendre aussitôt à la conférence. Je partis pour le Kremlin, avalant un morceau en cours de route.

Dans le cabinet du Commandant suprême, outre les membres du Bureau politique, se trouvaient les chefs des départements, les constructeurs, et les directeurs de plusieurs usines importantes. De leurs rapports il apparut nettement que dans l'industrie, et même dans les usines aussi importantes que celles de l'aviation et de l'artillerie, la tension était toujours aussi forte.

L'aide promise par les Etats-Unis aux termes du Prêt-bail arrivait mal. La conférence chez le Commandant Suprême prit fin après trois heures du matin. Tous les participants se dispersèrent, qui au Comité Central, qui au Conseil des Commissaires du Peuple, qui au Comité du Plan, pour trouver des ressources et prendre d'urgence les mesures destinées à améliorer le travail de l'industrie.

Après la conférence, Staline s'approcha de moi et me demanda :

— Vous avez dîné ?

— Non.

— Eh bien, alors venez chez moi et nous continuerons ensemble à parler de la situation dans la région de « Kharkov »

Et la conversation se poursuivit pendant le dîner sur la base d'une carte d'Etat-major, commentée par un officier ; le rapporteur rendait compte qu'au 16 mars sur le front de Voronej, la situation s'était aggravée à l'extrême. Elle était également difficile au sud-ouest de Kharkov. Devant de nouvelles et dangereuses attaques, N. Vatoutine avait replié ses unités pour organiser un dispositif plus sûr, mais le front de Voronej ne l'avait pas fait.

« Pourquoi l'Etat-major général ne l'a-t-il pas suggéré ? demanda le Commandant Suprême.

— Nous l'avions conseillé, répondit l'officier.

— L'Etat-major général doit intervenir et diriger le Front, remarqua avec fermeté J. Staline. Puis après avoir réfléchi un peu, il dit en s'adressant à moi : Il vous faudra demain matin vous rendre par avion sur le front.

Puis le Commandant Suprême appela au téléphone N. Khrouchtchev, membre du Conseil militaire du Front de Voronej, et lui reprocha durement de n'avoir pas fait prendre par le Conseil Militaire, les mesures pour parer aux contre-attaques ennemies.

Ayant congédié le rapporteur, le Commandant Suprême dit :

— Il faut quand même finir de dîner. Pourtant il était déjà cinq heures du matin. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 103 à 105.)

Le jour même Joukov était sur le front de Voronej où il trouva une situation beaucoup plus grave que celle qui avait été dépeinte devant Staline à qui il rendit compte immédiatement en lui demandant les renforts nécessaires.

Sinon Belgorod était très menacé et par la suite Koursk. Le Commandant Suprême fut d'accord et donna les ordres nécessaires immédiatement, ce qui n'empêcha pas Belgorod de tomber le 18 mars, occupé par un corps blindé S.S. Les attaques allemandes se poursuivirent dans ce secteur jusqu'à fin mars mais sans résultat, le front se stabilisa. Cet arrêt presque général des opérations était imposé aux deux camps par la fameuse Raspoutitsa », ce mot russe qui désigne l'état des routes en période de dégel qui, transformant la surface du sol en boue gluante, rend les chemins impraticables.

Dès lors, des deux côtés, les états-majors pouvaient se pencher sur les cartes et essayer de deviner les intentions de l'autre pour les prochains mois. La ligne que le front dessinait du nord au sud avait cette particularité qu'elle attirait l'attention de quiconque se penchait sur la carte, vers un point précis. Du côté russe, cette ligne sinueuse montrait une importante protubérance d'environ une centaine de kilomètres en avant de Koursk. Il semblait évident que cette énorme tête de pont pourrait être le point de départ d'une offensive qui permettrait d'importants encerclements, en se rabattant à droite et à gauche.

Du côté allemand, ce coin enfoncé vers le centre de leur dispositif faisait naître le désir de réaliser une opération en tenailles, pour anéantir d'importantes forces soviétiques. Opération qui permettrait enfin de s'ouvrir la route de Moscou et d'autant plus que les pertes énormes subies jusqu'à maintenant ne leur permettraient pas un éparpillement de leurs armées. Au contraire, en se limitant à un secteur, si large soit-il, ils disposaient encore d'une force colossale.

En avril Joukov adressait à Staline un rapport détaillé sur les prévisions que l'on pouvait déduire de cet état de fait. A partir de ce moment-là et pendant tout la durée de l'accalmie, du Commandant Suprême au plus modeste officier d'état-major, chacun travailla d'arrache-pied, dans sa partie, pour dresser des plans. Il fallait mettre au point les préparatifs afin d'être en mesure, le moment venu, de faire face à l'avalanche qui se préparait. Le plus inquiet était peut-être encore Staline qui, en l'absence d'un second front en Europe, qu'il ne cessait de réclamer de ses alliés, craignait une percée en direction de Moscou. Naturellement les services de renseignements soviétiques s'efforçaient de recueillir le maximum de renseignements sur les préparatifs allemands.

Il s'agissait de mettre l'Etat-major en mesure de bien discerner les intentions hitlériennes. Les Partisans contribuaient également à éclairer les responsables de l'Armée rouge, et il se confirmait de semaine en semaine, par les concentrations qui s'opéraient, que le saillant de Koursk allait devenir le point culminant de la guerre.

La bataille du saillant de Koursk a pris une telle importance dans l'histoire militaire mondiale que l'Institut d'Histoire militaire du Ministère de la Défense de l'URSS, la Direction des Recherches militaires de l'Etat-major général et la Maison Centrale de l'Armée Soviétique y ont consacré une conférence. Celle-ci s'est ouverte le 15 août 1968 à Moscou avec la collaboration de grands chefs militaires, d'historiens militaires, de professeurs des écoles militaires. Le maréchal Koniev qui commandait à l'époque le front des steppes donne tout d'abord une idée de l'importance de cette bataille :

« La bataille de Koursk, que l'on a toutes les raisons de qualifier de grande bataille, se distingue par son ampleur inouïe, l'intensité et l'acharnement exceptionnels des combats. Elle s'est déroulée sur un immense périmètre : les régions d'Orel, Briansk, Koursk, Bielgorod, Sourny, Kharkov et Poltava. Il y eut 50 jours de combats acharnés, au sol et dans les airs. On jeta de part et d'autre, tour à tour, dans la bataille plus de quatre millions d'hommes, plus de 69000 canons et mortiers, 13200 chars et canons automoteurs et jusqu'à 12000 avions de combat. Les batailles de chars qui se succédèrent n'ont pas eu leurs pareilles dans l'histoire militaire. Ce fut la plus grande bataille de chars de la seconde guerre mondiale. »

Puis Koniev analyse la situation qui avait amené les Allemands à tenter leur va-tout :

« Après l'effroyable débâcle de Stalingrad l'ennemi se préparait activement à l'offensive d'été, cherchant à venger la défaite qu'il avait subie l'hiver et qui avait sérieusement aggravé la crise dans le camp fasciste. Le mécontentement suscité par la guerre s'intensifiait dans les pays satellites et en Allemagne même. »

Poursuivant son exposé, il confirme ce que nous savons déjà :

« L'estimation de la situation et les suggestions les plus détaillées sur le mode d'action de l'Armée soviétique dans la campagne d'été à venir, en particulier dans la zone du saillant de Koursk, furent exposées dans le rapport du maréchal Joukov, adjoint au Commandant Suprême et présentées à la Stavka le 8 avril 1943. Le rapport précisait : « Je considère qu'il n'est pas opportun pour nos troupes de passer à l'offensive dans les jours à venir afin de devancer l'adversaire. Il serait préférable d'user l'adversaire sur nos lignes de défense, de détruire ses chars pour ensuite, jetant dans la bataille des réserves intactes, passer à l'offensive générale et anéantir définitivement son groupement principal.

« La conférence du 12 avril à la Stavka, en présence de Staline, Joukov, Vassilevsky et Antonov, arrêta une décision préalable en faveur de la défensive à Koursk ; ce fut une décision remarquable du point de vue de l'art militaire. »

Puis, sur le rôle de Staline dans les préparatifs et la conduite des opérations Koniev poursuit :

« Le Commandant Suprême veillait tout particulièrement à reconstituer les troupes, à constituer et à utiliser les réserves stratégiques, les trois fronts (Central, de Voronej, et des Steppes) obtinrent des renforts : plus de 683 000 hommes, 11000 canons et mortiers, près de 3800 chars et canons automoteurs, 1900 avions. Les troupes des Fronts de Voronej et Central alignaient plus de 1 300 000 hommes, plus de 20 000 canons et mortiers, plus de 3 500 chars et canons automoteurs et jusqu'à 2 650 avions.

On examina attentivement le secteur où devaient se déployer les Unités du Front des Steppes. Staline s'occupait lui-même de ce problème.

Cependant le Commandant Suprême donna l'ordre de disposer les armées du Front au centre, derrière les Fronts Central et de Voronej qui opéraient. Et cela, comme devait le souligner Staline au cours de notre entrevue à la Stavka, parce que l'on comptait utiliser le Front des Steppes également dans des buts défensifs le cas échéant.

La décision de la Stavka de réunir les réserves stratégiques dans le Front des Steppes, fut sans conteste une acquisition marquante de l'art militaire soviétique. L'histoire des guerres n'offrait jusque-là aucun exemple de réserves stratégiques aussi puissantes réunies sous le commandement d'un seul Front. »

Avec Joukov on revient sur les problèmes de tactique, on se souvient et cela vient d'être rappelé, qu'il avait proposé d'attendre l'adversaire sur des positions solidement retranchées, de l'user et ensuite de déclencher une offensive générale pour le mettre définitivement à genoux ; mais la décision n'allait pas de soi, il le rappelle :

« A la suite de nombreux débats, et compte tenu de nos considérations le Commandant Suprême donnait enfin son accord définitif au plan suivant : « opposer à l'offensive allemande le feu de l'ensemble de notre défense échelonnée en profondeur, les coups de boutoirs de nos forces aériennes et les retours offensifs de nos réserves stratégiques, pour ensuite, après avoir usé et saigné l'ennemi à blanc, lui porter le coup de grâce par une vigoureuse contre-offensive sur Bielgerod, Kharkov et Orel, et passer alors à des opérations offensives profondes sur les directions vitales. »

Suit tout le détail des opérations prévues, puis arrivent les derniers jours de juin où il devenait évident que les Allemands attaqueraient dans la région de Koursk, dans les jours qui suivraient :

« Je me trouvais alors sur le Front Central et avec Rokossovski je m'occupais surtout des troupes de la 13^e armée, de la 2^e armée blindée et des Corps de réserves. Le Commandant Suprême me téléphona le 30 juin. Il m'intima l'ordre de demeurer sur l'axe d'Orel afin de coordonner l'action des Fronts Central, de Briansk et Ouest. A. Vassilevski est délégué au Front de Voronej, ajouta Staline. Dans la zone de la 13^e

armée, où l'on attendait l'attaque principale de l'adversaire, on avait atteint une densité particulièrement forte de l'artillerie : jusqu'à 92 canons et mortiers par kilomètre de front... La défense antichars la plus puissante du Front Central, avait été aménagée dans la zone de la 13^e armée et des 47 et 70^e armées qui la flanquaient du Front de Voronej dans la zone des 6^e et 7^e armées de la garde. La densité y était de 15,6 canons par kilomètre de front, et si l'on tient compte du matériel disposé au second échelon, jusqu'à 30 pièces par kilomètre de front. »

Joukov ne manque jamais de mettre en valeur la cohésion des armées et des arrières :

« Les arrières et les troupes combattantes elles-mêmes, recevaient l'assistance précieuse des organismes du Parti, des Soviétiques, et de la population des régions de Koursk, d'Orel, de Voronej et de Kharkov. Les entreprises industrielles de la zone des armées, réparaient les chars, les avions, les pièces d'artillerie et autres engins, confectionnaient en grandes quantités des effets d'habillements, des vêtements d'hôpital. On aménagea les lignes de défense, les routes et on en remit d'autres en état. Le Front et l'arrière formaient un tout homogène. Personne ne ménageait ses forces. Ainsi se manifestait la communauté des objectifs de notre peuple et de ses forces armées dans la lutte pour la Patrie socialiste. »

Enfin dans la nuit du 4 au 5 juillet, l'Etat-major apprend que l'offensive allemande est prévue pour le lendemain matin vers 3 heures :

« Ne perdons pas de temps, dis-je à Rokossovski, donnez l'ordre comme prévu sur le plan du front et de la Stavka, tandis que je téléphonerai à Staline et lui ferai part des renseignements recueillis. On me met aussitôt en communication avec le Commandant Suprême, qui se trouvait à la Stavka et venait d'avoir un entretien avec A. Vassilevski. Je lui faisais connaître les propos du prisonnier et la décision de lancer la contre-préparation. Il approuva ma décision et m'ordonna de le mettre au courant le plus fréquemment possible. Il resterait à la Stavka et attendrait le déroulement des opérations.

Cet entretien laissait comprendre que Staline était très tendu. Nous étions tous très agités malgré les défenses solides échelonnées en profondeur et bien que nous disposâmes des moyens puissants pour attaquer les troupes allemandes. Il faisait nuit, mais personne n'avait sommeil...

... A 2 heures 20 commença la « symphonie fantastique » de la plus grande bataille du saillant de Koursk. On distinguait particulièrement le tir des pièces lourdes et l'explosion des roquettes M-31. Staline me téléphona alors que la contre-préparation était en cours :

— Avez-vous commencé ?

— Oui, c'est fait.

— Quelle est l'attitude de l'adversaire ?

Je lui fis savoir que l'adversaire avait tenté de réagir à notre contre-préparation par le feu de quelques batteries, mais qu'il s'était tu rapidement.

Staline : — Bon je retéléphonerai. »

Toutes les citations ci-dessus sont extraites du rapport de Joukov à la conférence du 15 août 1968 de l'Institut d'Histoire militaire de l'U.R.S.S. Rapport de vingt pages qui donne un aspect complet du déroulement de la bataille du saillant de Koursk, mais il n'est pas possible de tout mentionner. Seulement une dernière citation qui correspond à l'objet de cet ouvrage :

« On a dit après la mort de Staline que celui-ci n'écoutait jamais personne, ou qu'il était toujours seul à prendre les décisions militaires et politiques. Cette version n'a rien à voir avec la réalité. Staline écoutait les rapports circonstanciés qu'on lui présentait. Je connais des cas où il a abandonné son propre point de vue et où il est revenu sur ses décisions. Ce fut le cas pour la date de plusieurs opérations (Maréchal Joukov, *La Bataille de Koursk, ouvrage cité*, pp. 26 à 45.). »

Le Maréchal Vassilevski était chef de l'Etat-major général de l'Armée soviétique pendant la bataille de Koursk. Il fut particulièrement chargé, au nom de la Stavka, de coordonner les actions des Fronts à Koursk et au Doubass. Il revient sur l'élaboration du plan stratégique de la bataille de Koursk :

« Le 15 mars, de retour de Bielgerod, je communiquais un message codé à Staline pour lui décrire la situation dans la zone de Kharkov, situation qui se détériorait pour nous. Je fus alors informé que l'adjoint du Commandant Suprême, le maréchal Joukov, avait été rappelé du Front Nord-Ouest pour rejoindre le front Sud-Ouest afin d'élaborer avec moi et les commandants des Fronts Central et de Voronej, et de soumettre à la Stavka nos considérations sur la poursuite des opérations. »

Puis quelques lignes plus bas, nous trouvons cette indication sous la plume de Vassilevski :

« Le 19 mars fut expédié un rapport signé : G. Joukov, A. Vassilevski et N. Khrouchtchev, sur la situation du Front de Voronej et sur les mesures de défense entreprises. » (Voilà qui dément, après tant d'autres faits, les calomnies de Khrouchtchev rappelées un peu plus haut, à l'égard de Staline. Cela montre que même lorsque Khrouchtchev est associé aux décisions, il prétend néanmoins que Staline n'écoutait personne. On se demande quand Khrouchtchev a cessé de mentir.)

Et il poursuit à cette conférence :

« Plus de trente ans nous séparent des événements de l'été 1943, époque qui vit les chefs nazis tenter une ultime manœuvre pour influencer sur l'issue de la guerre en leur faveur et atteindre leurs objectifs d'agression, de conquête et de domination du monde. »

Puis il caractérise la bataille comme suit :

« La bataille de Koursk a recouvert en fait trois grandes opérations stratégiques : la bataille défensive de Koursk, les batailles offensives d'Orel et celles de Bielgorod-Kharkov. Elle se déroula sur un énorme théâtre d'opérations, avec des combats d'une tension et d'un acharnement exceptionnels, 50 jours durant se déroula une lutte féroce et sans merci, au sol et dans les airs. La bataille de Koursk fut la plus courte des grandes batailles de cette guerre. Celles de Moscou et de Stalingrad, du Dniepr et de l'Ukraine de la rive droite, ont duré 7 mois chacune, la bataille du Caucase plus de 14 mois et celle de Leningrad plus de 2 ans. »

Au cours de sa conclusion, Vassilevski devait rappeler :

« La bataille de Koursk eut un retentissement international. Le monde entier se rendait à l'évidence que l'Armée Soviétique, la lutte pleine d'abnégation du peuple soviétique, avaient acculé l'Allemagne hitlérienne au bord d'une catastrophe inévitable. La victoire de Koursk allait étendre encore et stimuler la lutte de libération nationale des peuples asservis par le fascisme. Elle renforça la sympathie des simples gens dans le monde, envers le premier pays du socialisme (Maréchal Vassilevski, *La Bataille de Koursk, Ouvrage cité*, pp. 46 à 58.). »

Du témoignage du Maréchal Rokossovski, nous retiendrons deux exemples montrant les difficultés à vaincre et les problèmes de cadres qui se posaient parfois localement :

« ... Cette offensive n'allait pas réussir. Je décidai de me rendre moi-même dans cette armée. Il n'était pas facile d'y parvenir. Je dus partir par la route en voiture, passer par des trouées en traîneau, puis faire 15 km à skis sur une neige quasi infranchissable. Il n'était pas possible de circuler autrement dans ce secteur. L'étude de la situation sur place s'avéra fort utile. Nous savions désormais à quoi nous en tenir ; il fallait renforcer l'Etat-major avec des officiers expérimentés.

... Les troupes du front aménageaient d'avril à juin 5 000 km de tranchées et boyaux de communication, plaçaient 400 000 mines et fougasses. Rien que dans les zones des 13^e et 70^e armée on aménagea 112 kilomètres de réseaux de barbelés dont 10,7 électrifiés et on posa plus de 170 000 mines. »

Puis un épisode du combat :

« Le 7 juillet à l'aube, l'adversaire attaquait Ponyri. L'explosion de milliers de bombes, d'obus et de mines, la canonnade et le grondement des chars, faisaient trembler le sol. Nos artilleurs continuèrent avec abnégation à repousser les attaques des blindés ennemis. Ces artilleurs firent des « Tiger » et des « Ferdinand » tant vantés, un amas difforme de métal. Ils permirent ainsi aux régiments de la 307^e division d'infanterie du général Enchine qui combattaient vaillamment de repousser cinq attaques. » (*La Bataille de Koursk, Ouvrage cité*, pp. 39 à 71.)

Dans son rapport au 20^e Congrès, Khrouchtchev avait fait un appel du pied au Maréchal J. Bagramian pour servir de caution à ses extravagances contre Staline. Il a déjà été dit que cela n'avait donné aucun résultat, mais puisque nous en sommes à la description de la bataille de Koursk, que nous avons à notre disposition le témoignage de Bagramian, voyons ce qu'il en est, mais d'abord la déclaration de Khrouchtchev :

« Je me permettrai à ce propos de noter un fait caractéristique qui illustre la façon dont Staline dirigeait les opérations sur les lignes. Nous avons parmi les participants au congrès, le Maréchal Bagramian, qui fut chef des opérations au quartier général du front sud-ouest et peut corroborer ce que je vais vous dire. » (Khrouchtchev, Rapport au 20^e Congrès, p. 29.)

Ce que dit Khrouchtchev ensuite, n'a aucun intérêt ; c'est toujours la même antienne avec des variantes. Écoutons plutôt Bagramian qui commandait la 11^e armée de la Garde pendant la bataille de Koursk et qui s'était vu attribuer un front de combat et une stratégie qui ne lui convenaient pas :

« L'étude détaillée du plan de l'offensive prévue (baptisée « Koutouzov ») révéla des points faibles. Il était évident que l'attaque de la 11^e armée de la Garde au sud en direction de Khotinetz ne débouchait sur rien. Même si l'on parvenait à percer jusqu'à Khotinetz à plus de 100 km de profondeur, les forces parvenues dans ce secteur auraient été isolées après s'être dispersées le long d'un front énorme aux flancs mal couverts...

... Ceci étant, nous avançons nos propositions quand à l'intervention de la 11^e armée de la Garde et de la 61^e armée dans cette opération. Au cours de la première étape, les deux armées devaient assurer une tâche plus modeste mais aussi plus réelle : anéantir le groupement adverse de Bolkhov qui tenait les défenses du saillant d'Orel, par des coups d'arrêt de la 11^e armée de la Garde, depuis la zone de Koyelsk et de la 61^e armée du nord-est de Bolkhov : les deux armées réunies devaient ensuite porter un coup décisif contre Khotinetz sur les arrières du groupement adverse d'Orel.

Notre proposition fut adoptée (Souligné par nous.) au cours d'une réunion tenue fin avril à la Stavka. »

Sans commentaires ! Et le Maréchal Bagramian relate à son tour une phase de la bataille :

« Sur l'ordre du Commandant Suprême, le 12 juillet, les Fronts Ouest et de Briansk passèrent à l'offensive contre le groupement adverse d'Orel.

Au cours de la nuit précédant l'offensive, les bombardiers de la 1^{re} armée aérienne et les avions à grand rayon d'action bombardèrent les troupes adverses dans le secteur de rupture de la zone d'attaque de la 11^e armée de la Garde. Le 12 juillet à l'aube commença la préparation d'artillerie. L'artillerie soviétique pilonna sévèrement les positions ennemies. En première ligne comme dans la profondeur des défenses ennemies s'éleva un mur ininterrompu d'explosions, de fumées et de feu. Une trombe de flammes rase les fortifications allemandes, sema la terreur et la mort dans le camp ennemi. Le grondement de la canonnade de milliers de pièces d'artillerie fut entendu à une distance de 40 à 50 km. Au signal, les six divisions d'infanterie renforcées, passèrent à l'assaut des positions ennemies aussitôt après le puissant barrage roulant de l'artillerie. Les avions d'assaut et les bombardiers attaquèrent en même temps par vagues successives, les formations ennemies.

Malgré la forte résistance ennemie et les dures conditions du terrain boisé et marécageux, l'offensive de l'armée fut couronnée d'un succès considérable dès les premiers jours de l'offensive.

Les combats s'intensifiaient sur la tête de pont d'Orel. Afin de contrebalancer la supériorité des forces adverses, la Stavka engagea ses réserves stratégiques en temps opportun et avec beaucoup de doigté.

Les falsificateurs de l'histoire tendant à minimiser l'importance de notre victoire à Koursk, en été 1943, présentent cette bataille comme une opération de guerre ordinaire et souvent ne la distinguent même pas d'autres opérations. Certains la comparent à l'opération menée par les Anglo-Américains en Sicile ; comparaison absurde puisque la Sicile était défendue par 11 divisions seulement du bloc hitlérien, tandis que le saillant de Koursk en concentrait 70.

La bataille de Koursk n'a pas d'égale quant à son acharnement et à son opiniâtreté. Les hitlériens l'ont appelé « la dernière bataille pour la victoire allemande ». C'est là au centre de la Russie que fut brisée l'épine dorsale de l'armée hitlérienne (*La Bataille de Koursk, Ouvrage cité*, pp. 109 à 114.).

Acharnement et opiniâtreté sont bien les mots qui conviennent pour dépeindre la bataille de Koursk. La lenteur relative des opérations y trouve son origine. C'est le 5 août que les troupes du front de Briansk libéraient Orel et huit jours plus tard, Kharkov tombait à son tour, consacrant la défaite hitlérienne. Elle se traduit par la perte de 30 divisions d'élite dont 7 blindées. Dans cette bataille, les Allemands avaient perdu 500 000 hommes, 1 500 chars, 3 000 pièces et un grand nombre d'avions. Mais surtout ils avaient perdu bien davantage ; ils avaient perdu à Koursk tout espoir de terminer victorieusement la guerre. Avec eux, le monde entier s'en rendit compte ; le prestige de l'Union Soviétique devint très grand, alors que le spectre de la catastrophe finale se dressait devant l'Allemagne.

Avec son habitude de fausser les données d'un problème pour avancer sa thèse, Khrouchtchev dit dans son rapport, page 30 : Les militaires n'ignorent pas que depuis la fin de 1941, plutôt que de déclencher de grandes manœuvres opérationnelles qui auraient pris l'ennemi de flanc et permis de pénétrer dans ses arrières (aussi facile que d'avoir du meilleur maïs que les Américains !) (Au cours de son voyage aux Etats-Unis Khrouchtchev s'était vanté de pouvoir bientôt en Union Soviétique, battre les fermiers américains dans la culture du maïs, ce qui fut loin de se réaliser.) Staline demandait que l'on procède à des attaques frontales incessantes et que l'on capture un village après l'autre. »

Comme si, à partir de 1941 l'armée rouge était capable d'employer une telle tactique ; le ridicule d'une telle prétention saute aux yeux, comme l'est, l'affirmation de la capture d'un village après l'autre. Mais il reste que la question des attaques frontales s'est réellement posée, pas à l'époque où Khrouchtchev la situe, mais plus tard, au moment de la bataille de Koursk qui nous occupe actuellement. Davantage également dans l'offensive qui y fait suite et qui va conduire l'armée rouge, quelque 300 kilomètres en avant, aux rives du Dniepr.

A ce moment de la lutte, Joukov comme Vassilevski, comme Antonov, pensaient qu'il était possible et avantageux de conduire des opérations d'encerclement et mettaient souvent cette idée en avant. Alors que Staline ordonnait les attaques frontales sans répit, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de fortifier les nouvelles positions qu'il occupait du fait de sa retraite. Au surplus, il estimait ne pas avoir les moyens en effectifs et en matériels pour réaliser de telles opérations ; il disait :

« Notre mission consiste à chasser au plus tôt les Allemands de notre territoire et nous les encerclerons quand ils seront un peu plus faibles. » Nous n'avons pas insisté ajoute Joukov, mais nous avons eu tort ! Il fallait défendre plus énergiquement notre point de vue. Nos troupes pouvaient déjà à cette époque, mener des opérations d'encerclement et de destruction. (Joukov, *Ouvrage cité*, p. 173.) »

Un peu plus tard, la question se posa à nouveau comme l'indique Joukov :

« Après la conférence à la Stavka, A. Vassilevski et moi-même, travaillâmes encore pendant cinq jours environ avec l'Etat-major général pour définir la mission des Fronts. Plusieurs fois le Commandant Suprême nous invita à dîner dans son appartement du Kremlin.

Comme on sait J. Staline avait un train de vie très modeste ; aucun superflu dans le mobilier, le vêtement. Sa nourriture était simple ; de la cuisine russe ; parfois on préparait des mets géorgiens. Une fois, étant au domicile du Commandant Suprême j'essayai, de nouveau, de soulever la question d'opérations d'encerclement. J. Staline me dit :

— Maintenant nous sommes devenus plus forts. Nos troupes sont plus expérimentées. Maintenant non seulement nous pouvons, mais nous devons mener des opérations pour encercler les troupes allemandes. » (*Idem*, p. 200.)

Comme on l'a vu au début de ce chapitre, pour les premiers mois de 1943, Staline dans la correspondance très suivie qu'il entretenait avec Churchill et Roosevelt, ne cessait d'insister pour l'ouverture d'un second front en Europe. Insistance sans succès et qui n'empêchait pas que la décision fut toujours reportée, comme en témoigne le message suivant :

« Message personnel et confidentiel du Président J.V. Staline au Président Roosevelt 11-6-1943.

J'ai reçu le 4 juin le message où vous me communiquiez certaines décisions d'ordre stratégique que M. Churchill et vous-même avez adoptées. Je vous remercie de cette information.

Il ressort que ces décisions se trouvent en contradiction avec celles qui furent prises par vous et M. Churchill au début de cette année, sur les délais d'ouverture d'un second front en Europe occidentale. Vous vous souvenez évidemment que dans votre message commun avec M. Churchill daté du 26 janvier, dernier, vous communiquiez la décision prise alors de dégager le front russe en attirant d'importantes troupes allemandes terrestres et aériennes et de contraindre l'Allemagne à plier les genoux en 1943.

Après cela, M. Churchill en votre nom et au sien m'a fait part le 12 février des délais des opérations anglo-américaines en Tunisie et en Méditerranée ainsi que sur les côtes occidentales de l'Europe. Dans ce communiqué il était dit que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis menaient d'énergiques préparatifs de traversée de la Manche en août 1943 et que si le temps ou d'autres raisons s'opposaient à cette opération, elle serait remise en septembre 1943 avec la participation de forces importantes.

Or maintenant, en mai 1943, vous prenez avec M. Churchill une décision reportant au printemps 1944, l'invasion anglo-américaine de l'Europe occidentale. C'est-à-dire que l'ouverture d'un second front en Europe occidentale, déjà reportée de 1942 à 1943, est remise à nouveau, et cette fois au printemps 1944.

Cette décision prise par vous crée des difficultés singulières à l'Union Soviétique qui, depuis deux ans, déjà, combat les forces principales de l'Allemagne et de ses satellites en bandant à l'extrême toute son énergie. Elle abandonne à ses propres forces l'Armée Soviétique qui, presque seule contre un ennemi encore très puissant et dangereux, lutte non seulement pour défendre son pays, mais aussi ses alliés.

Est-il nécessaire de dire l'impression pénible et défavorable que vont produire en Union Soviétique, dans le peuple et l'armée, ce nouvel ajournement du second front et l'abandon de nos troupes qui ont déjà supporté tant de sacrifices, sans l'aide sérieuse qu'elles attendaient de la part des armées anglo-américaines.

Quant au gouvernement soviétique, il lui est impossible de s'associer à une telle décision, prise d'ailleurs sans sa participation et sans qu'une tentative ait été faite pour discuter ensemble de cette question primordiale qui peut avoir de graves conséquences sur la marche de la guerre. »

Une même correspondance encore plus détaillée, était échangée avec M. Churchill. Ainsi donc les alliés, s'ils n'appliquaient pas la doctrine Truman, n'étaient pas étrangers à son esprit : que la victoire coûtât le plus cher possible à l'Union Soviétique. En cette deuxième moitié de 1943, il fallait donc poursuivre seuls ; tels étaient les sentiments des chefs militaires soviétiques et de fait les offensives se développaient.

Le 6 septembre les armées subordonnées à Joukov avaient reçu de la Stavka, mission de poursuivre les Allemands jusqu'au Dniepr, de le franchir et d'y créer des têtes de pont. Deux grandes villes se trouvaient englobées dans ces prévisions : Poltava et Kiev. Les nazis opposaient une résistance acharnée, mais le sort en était jeté.

Bien loin à l'est, en Sibérie et dans les autres républiques, les nuits étaient incendiées par les lueurs formidables des hauts fourneaux. Les forges des arsenaux marchaient à plein rendement ; les lourds convois de matériels se succédaient. Cent peuples unis comme les doigts de la main, dans le système soviétique, luttèrent pour la libération du sol de la patrie. Chaque jour le potentiel de l'Armée rouge se renforçait. Dans cette offensive vers le Dniepr, pour démoraliser encore davantage les hitlériens, toute l'aviation disponible était jetée dans la bataille. Poltava tomba, le Dniepr fut franchi en plusieurs endroits. Kiev assiégée et prise. Pour cette dernière ville, l'offensive avait commencé le 3 novembre ; le 5 au matin l'encerclement était pratiquement accompli ; enfin le 6 novembre à 4 heures du matin, la 31^e armée du Général Moskalenko et le corps blindé du Général Kravtchenko, étaient maîtres de la ville. Ils envoyaient immédiatement à Staline le télégramme suivant :

« C'est avec une joie immense que nous vous rendons compte que la mission consistant à s'emparer de notre belle ville de Kiev, capitale de l'Ukraine, a été exécutée par les troupes de 1^{er} Front d'Ukraine. La ville de Kiev a été complètement nettoyée de ses occupants fascistes. Les troupes du 1^{er} Front d'Ukraine continuent l'exécution de la mission fixée. »

Le 31 décembre, Jitomir fut de nouveau libérée ; à ce propos Joukov indique :

« Aux combats pour Beloïa Tserkov, participait la 1^{re} Brigade Tchécoslovaque, commandée par le Général L. Svoboda. Ce bel homme, fort, nous inspirait à tous une profonde estime et une confiance totale pour son calme et son jugement. Et nous n'avons pas été trompés. Jusqu'à la fin de la guerre, L. Svoboda exerça avec succès le commandement des troupes tchécoslovaques et, par ses actes héroïques il contribua honnêtement à la défaite de l'ennemi qu'il haïssait autant que nous. » (Joukov, *Ouvrage cité*, p. 204.)

A la fin de 1943, les troupes soviétiques avaient libéré plus de la moitié du territoire que les Allemands avaient conquis en 1941-1942. Ce faisant, elles avaient complètement détruit ou fait prisonnières 56 divisions, et elles avaient battu 162 divisions qui avaient subi de lourdes pertes, en matériel, 7 000 chars, 14 000 avions et environ 50 000 canons avaient été détruits.

A la même époque l'Union Soviétique avait en réserve 200 000 officiers dont la moitié avaient une bonne expérience de la guerre. Le Corps des généraux avait doublé et à partir de 1944, 500 000 officiers sortaient annuellement de l'ensemble des établissements d'enseignement militaire.

XVIII - DE LENINGRAD A BELGRADE

Ainsi l'Union Soviétique devait supporter seule le fardeau écrasant de la guerre. L'aide anglo-américaine qu'elle recevait en matériel, même lorsque les livraisons ont atteint leur maximum, n'a jamais représenté plus de 10 % de ce qui était nécessaire à ses armées. Par contre, elle eut à subir solitairement pendant trente-six mois, l'avalanche des divisions nazies et de leurs alliées qui se renouvelaient sans cesse.

Contraindre l'Allemagne à combattre sur deux fronts était le seul moyen de soulager les armées soviétiques. C'est ce que craignait le plus Hitler, c'est ce qui pouvait le mieux hâter sa défaite. Les opérations d'Afrique du Nord et celles d'Italie ne mobilisaient pas suffisamment ses troupes. Tout indiquait que c'était en France que, par un débarquement massif, digne de la puissance guerrière de l'Amérique et de la Grande-Bretagne devaient être amenées à combattre d'importantes forces allemandes. Faute de cela, le peuple soviétique ne pouvait compter que sur lui-même, que sur son effort titanesque pour survivre, pour émerger. Effort dans les armées comme dans les usines, dans l'agriculture comme chez les partisans, effort pour tous, ceux d'un âge avancé comme pour ceux qui sortaient à peine de l'enfance.

C'est ce qui se réalisa. Les citoyens Russes ont donné un exemple de sacrifice, d'oubli de soi, pour se fondre dans une volonté de lutte commune. Qu'il y ait eu une telle levée de héros, voilà qui donne un éclat particulier, brillant et indélébile au système qui l'a produit : le socialisme.

Après l'achèvement victorieux de la bataille de Koursk, les plans déjà dressés par la Stavka prévoyaient des offensives en vue de libérer l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr et le Donbass, et d'établir des têtes de ponts sur la rive droite du grand fleuve.

C'étaient les Fronts ou groupes d'armées du Centre, de Voronej, des Steppes, du Sud-Ouest et du Sud qui étaient chargés de cette tâche. Trois autres groupes d'armées préparaient leur action visant à écraser les armées allemandes du centre ; c'étaient les Fronts de Kalinine, de l'Ouest et de Briansk. Le Front du Caucase du Nord devait, lui, en coopération avec la Flotte de la Mer noire, chasser les Allemands de la presqu'île de Taman et établir une tête de pont dans la presqu'île de Kertch.

C'est en août que ces groupes d'armées s'ébranlèrent. Partout elles eurent à vaincre une résistance acharnée. Les villes tombaient les unes après les autres et d'immenses territoires furent libérés comme le mentionne Staline dans son ordre du jour du 7 novembre 1943 :

« Camarades soldats et marins rouges, sous-officiers, officiers et généraux, partisans et partisanes !
Travailleurs de l'Union Soviétique !

Au nom du Gouvernement soviétique et de notre parti bolchevik, je vous salue et vous félicite à l'occasion du 26^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Dans l'hiver de 1942-1943, nos vaillantes troupes ont battu les armées d'élites allemandes, italiennes, roumaines, hongroises, elles ont anéanti et capturé plus d'un million de soldats et officiers ennemis : elles ont libéré un immense territoire, environ un demi-million de kilomètres carrés.

Dans l'été de 1943 l'Armée rouge a infligé à l'ennemi un nouveau coup foudroyant. En quelques jours nos troupes ont liquidé l'offensive d'été déclenchée par les Allemands et c'est ainsi qu'elles enterraient le plan hitlérien visant à écraser les forces principales de l'Armée rouge et à déborder Moscou du côté d'Orel-Koursk. Bien plus, l'Armée rouge a elle-même pris résolument l'offensive, enfoncé de puissantes zones de défense adverses, et, en trois mois, elle a rejeté l'ennemi vers l'Ouest, de quatre cents à quatre cent cinquante kilomètres en plusieurs endroits. Au cours de la campagne d'été, nos troupes ont chassé l'ennemi hors de l'Ukraine rive gauche, du bassin du Donetz, de Taman, de la région d'Orel, de celle de Smolensk, et ont pénétré dans l'Ukraine rive droite en s'emparant de Kiev, capitale de l'Ukraine soviétique ; elles ont pénétré en Biélorussie, occupé les abords de la Crimée, libéré plus de 160 villes et plus de 38 000 lieux habités.

L'Armée rouge a conquis sur les Allemands, durant l'année écoulée, à peu près les deux tiers de notre territoire précédemment envahi par les Allemands et affranchi du joug allemand les dizaines de millions de citoyens soviétiques. Durant l'année écoulée, les Allemands ont perdu sur le front soviéto-allemand plus de 4 millions de soldats et officiers dont au moins 1 800 000 tués.

L'Armée rouge n'aurait pu remporter les grandes victoires de cette année sans l'aide prêtée au front par le peuple entier. Le peuple soviétique donne toutes ses forces pour soutenir son armée. C'est en un flot interminable que s'acheminent vers le front les armements, les munitions, les vivres, l'équipement. L'Oural et le bassin de Kouznetsk, Moscou et la région de la Volga, Leningrad et Bakou, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Arménie, toutes nos républiques et régions constituent désormais un puissant arsenal pour l'Armée rouge ».

Et pour terminer suivent les vivats habituels à la Révolution d'Octobre, à l'armée et à la flotte rouges, aux partisans et partisanes, à la Patrie, pour finir par :

« Mort et vengeance aux envahisseurs fascistes Allemands ! »

Le Commandant en chef

Maréchal de l'Union Soviétique

J. Staline »

Dans cet ordre du jour 309, en dehors des extraits ci-dessus, Staline s'attache à montrer les changements qui sont intervenus en ces 28 mois de guerre. Il rappelle les jours difficiles de la première année, le vaste territoire qui avait été occupé : Leningrad, Moscou, Stalingrad, aux prises avec l'ennemi. Pourtant, c'est sur ces vastes étendues que les divisions d'élites de l'ennemi ont trouvé une fin sans gloire. Les rêves de conquête du monde ont été enterrés à jamais ; et maintenant, après Stalingrad, l'ennemi craint comme le feu, l'encerclement.

Mais si les succès sont considérables, ce qui reste à faire est encore énorme pour chasser l'envahisseur allemand. En conséquence, il ordonne à toute l'armée de bas en haut de la hiérarchie :

- de se perfectionner sans cesse,
- d'observer la plus grande discipline,
- d'exploiter à fond les succès de l'offensive,
- d'envelopper et de désarticuler l'ennemi.

Aux partisans et partisanes — qui ne sont jamais oubliés dans ses appels — Staline demande de redoubler d'audace pour foudroyer les arrières et à tous : « En avant vers l'écrasement complet de l'ennemi ».

La Libération des populations martyres de la région de Leningrad fut la première tâche qui s'imposa à l'armée soviétique en cette fin de 1943. La ville elle-même, cette grande cité du nord, la ville de Pierre le Grand, celle aussi de Lénine, fut « la championne de la mort » ; si en Biélorussie, au cours de la guerre, un habitant sur quatre est mort, Leningrad en compte pour sa part un sur deux.

Le siège avait commencé en septembre 1941. Les batailles de retardement qu'avait livrées l'Armée rouge n'avaient pu mieux faire, devant un adversaire qui lui était de six fois supérieur. Pourtant au moment où Hitler allait s'en saisir, il ne put refermer sa sinistre tenaille. Déjà il avait donné des ordres pour que soit appliquée la solution finale à toute la population. Mais, comme à Moscou il n'avait pu aller au bout de ses desseins. A défaut de pouvoir organiser sur place, méthodiquement, l'extermination de la population, les nazis pensaient parvenir à leurs fins, essentiellement par deux moyens : la famine et les bombardements. De fait, c'est la famine qui apparut assez vite. Lorsque le verrou du siège se referma, il ne restait déjà plus que quelques jours de vivres. On eut beau rationner très sévèrement et descendre bien en dessous du minimum vital, le problème n'était pas résolu; on mangea les chiens, les chats, les rats; on fit du pain avec des succédanés.

Le compteur de la mort se mit à monter, monter en proportion inverse du thermomètre qui oscilla au cours de ce premier hiver entre moins 22 et moins 40. Il y avait donc ceux qui mouraient de faim et de froid, et il y avait ceux qui succombaient sous les bombardements, périssaient dans les incendies, agonisaient sous les ruines. Les barbares ne ralentissaient pas leurs efforts. Au cours du siège, la ville de la révolution reçut plus de 150 000 obus et plus de 100 000 bombes. Parti de 1 000 à 2 000 morts par jour, le chiffre s'éleva à 3,4, et même 6 000 ; il monta même certains jours à 10 000.

Que faire de tous ces morts ? Au début il semblait encore possible de donner à chacun une sépulture convenable ; c'était là une tâche que remplissaient les petites filles de 10-11-12 ans : fermer les yeux, donner une posture normale, préparer leur rassemblement. Mais bientôt il y en eut trop. On ne put que les entasser dans la position que le gel leur avait donnée. Et puis, bientôt, il n'y eut plus personne pour s'occuper des morts car il fallait combattre. Eh oui, il fallait combattre. Ainsi, dans cet enfer fantastique, la volonté humaine dominait encore. Les habitants avaient juré : les fascistes n'auraient pas la ville de Lénine.

Combattre, cela veut dire quoi ?

Cela signifie que tous les hommes en état de porter et de se servir des armes doivent être face à l'ennemi. Mais ils ne peuvent y rester les mains vides. Alors, cela veut dire que : vieillards valides, femmes, jeunes, enfants quand ils le peuvent, doivent être aux usines, aux fabriques, aux ateliers.

Il n'y a plus d'eau, plus de courant, plus de transports.

Il n'y a plus de fenêtres, plus de portes.

Le froid est intense, la faim toujours présente. Pour ne pas tomber il faut quelquefois s'attacher à la machine ; mais des armes, des équipements sortiront. Beaucoup de travailleurs n'ont pas la force de rentrer chez eux. Alors, ils dorment dans les ateliers, ils y meurent aussi, mais jamais le drapeau blanc ne sera hissé.

La famine et le feu des armes tuaient sans désespérer. Bientôt ils eurent des alliés, le scorbut, le typhus apparurent ; on craignit même la peste et on vaccina contre. Et voilà que le froid qui s'était fait le complice de la mort passa dans le camp de la Vie : il rompit le blocus par le gel du lac Ladoga, gelé au point que les plus lourds camions purent emprunter les nombreuses pistes tracées à sa surface. Une

« route de la vie » s'ouvrait et malgré les bombardements, une intense activité s'y développa. Vivres, vêtements chauds, munitions arrivèrent et, en échange, malades, vieillards, enfants encore en vie, purent aborder des lieux de sécurité ; la solidarité de tout le peuple se manifesta à l'égard des assiégés.

Jean Elleinstein qui a écrit dans son « Histoire de l'URSS » de très belles pages, mentionne à propos de Leningrad :

« L'historien n'y peut rester indifférent et même s'il a souffert de la barbarie nazie, ne peut comparer ce qui s'est passé en Europe occidentale avec les événements d'URSS. Des milliers d'Oradour, telle est la réalité de l'URSS pendant la guerre et Leningrad c'est encore pire. Cette lente souffrance, cette agonie, ce courage surhumain, sans précédent dans l'histoire au niveau d'un peuple. Aux Thermopyles, les soldats de Léonidas étaient quelques-uns. L'histoire ne manque pas de héros individuels, mais là nous trouvons le héros collectif, le peuple composé de millions de gens, des ouvriers, des employés, des intellectuels comme Chostakovitch, des jeunes, des vieux, des femmes, des hommes, des enfants, n'importe qui, et tout le monde ». (Jean Elleinstein, *ouvrage cité*, p. 105.)

Et ce qu'il écrit à la fin de son chapitre XI peut s'appliquer ici :

« Ainsi vécut, souffrit et pensa le peuple soviétique durant ces jours d'épreuves sans précédent dans l'histoire. Rien, ni personne ne sauront cacher l'éclat de cette lutte incomparable dont l'histoire n'offre à dire vrai, aucun exemple à cette échelle et dans ces proportions ». (*Idem*, p. 176.)

La lutte se poursuivit, tenace, opiniâtre. La route du lac dut être abandonnée avec le dégel. On s'efforça d'y suppléer par d'autres moyens jusqu'à ce qu'en janvier 1943 puisse être faite la percée du blocus. La situation s'en trouvait améliorée mais restait précaire, puisque la ville se trouvait toujours dans la zone des combats. La population ne cessa de montrer la même détermination, en communion avec ses dirigeants, A. Idanov, A. Kouznetsov, Y. Kapoustine, tous trois secrétaires du comité urbain du parti, ainsi que le président du soviet P. Popkov.

Cette disposition de tout le peuple permit d'augmenter le rendement des usines de guerre, avec l'usage du courant électrique et l'apport de l'oléoduc qui avait été déposé au fond du lac. De ce fait, la région fournissait suffisamment d'armes pour ses troupes, mais encore put constituer une réserve.

Le piétinement des Allemands devant Leningrad les rendait d'une fureur extrême à l'égard des populations civiles des territoires qu'ils occupaient. Leurs exactions faisaient se lever la haine des groupes de partisans qui devenaient de plus en plus nombreux. Bientôt on en compta 35 000 dans le périmètre, répartis en 13 brigades. A la veille de l'offensive soviétique, c'est surtout sur les moyens de communication qu'ils agirent.

Enfin les 14 et 15 janvier 1944, les Fronts de Leningrad, de Volkov et de la Baltique attaquèrent, la Marine de la Baltique appuyait les armées de terre. En deux ans et demi les Allemands s'étaient fortement retranchés et la lutte fut terrible. Cependant, jour après jour, ils durent céder du terrain devant l'intensité du feu et le mouvement des armées dont les états-majors soviétiques avaient maintenant la parfaite maîtrise. A la fin du mois, la retraite ennemie était assez importante pour que :

« Les efforts intenses des trois fronts permirent de repousser l'ennemi loin de Leningrad. Les feux d'artifices qui embrasèrent le ciel au-dessus de la ville annonçaient au monde entier que le siège avait été levé définitivement. Ce fut une grande fête. Le poète Tikhonov chanta l'exploit : « On pleurait et on chantait de joie, on avait les yeux brillants. La ville s'élevait dans sa masse invincible au milieu des ténèbres, dans l'éclat des feux d'artifices. L'aiguille de la cathédrale Pierre et Paul et les forts de l'ancienne citadelle, les quais, l'amirauté, Saint-Isaac et les navires sur la Neva, la Perspective Newski, toute la ville était embrasée par les éclats de joie triomphante. » (*La Grande Guerre Nationale*, p. 263.)

Pendant que l'offensive du Nord se développait et se terminait heureusement par la délivrance de Leningrad, sur les autres fronts de grandes batailles se déroulaient. Si elles se traduisaient par des

reculs successifs des Allemands, ce n'était toujours qu'après de violents combats. Il n'y eut jamais de retraites générales désordonnées comme si, dans cette guerre de brigandage, où les pires atrocités étaient commises par les troupes hitlériennes, celles-ci étaient convaincues de la justesse de leur cause. Quand on a la haute main sur tous les moyens d'expression, que ne peut-on faire croire à un peuple pour obtenir une telle soumission !

Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943, s'était tenue une conférence des trois chefs d'états alliés, Staline, Roosevelt, Churchill. Ce dernier ne put imposer ses vues contre le débarquement en France. Il fut décidé que cette opération baptisée « Overlord » aurait lieu en mai 1944. Joukov le confirme en écrivant que, de retour de Téhéran, Staline lui dit :

« Roosevelt a donné sa parole qu'il déclencherait en 1944 de vastes opérations en France. Je pense qu'il tiendra parole. Et s'il ne la tient pas, nous avons suffisamment de force pour achever de battre l'Allemagne ».

La Conférence discuta également du sort futur de l'Allemagne, de l'organisation de l'Europe, des frontières de la Pologne. Surtout elle donna au monde l'assurance que l'union était solide et que le troisième Reich devait abandonner tout espoir de la voir éclater.

Dans cette guerre effroyable où deux adversaires jetèrent de suite toutes leurs forces dans la balance, le dernier mot demeure à celui qui avait, malgré les apparences du début, le plus de réserves potentielles. Ceux qui croyaient à l'invincibilité allemande pouvaient se tromper de bonne foi ; tout s'était déroulé pendant des années pour les amener à cette conclusion. Le Reich était à la tête d'une coalition militaire énorme, il jouissait de l'appui de nombreux Etats, de la neutralité bienveillante d'autres et de complicités là où il n'aurait pas dû s'en trouver.

L'Union Soviétique était seule, ne pouvant compter que sur elle-même, alors que certaines promesses non réalisées la desservaient plus qu'elles ne l'aidaient. L'URSS avait pour elle trois éléments décisifs : le nombre, les distances, le courage indomptable, encore que ce fût ce dernier qui s'avéra déterminant dans tous les domaines.

Ainsi, dans les territoires occupés qui couvraient une surface énorme du pays, l'Allemand ne put jamais se sentir en sécurité. Malgré l'effroyable terreur qu'il faisait régner, malgré les massacres organisés (on estime à plus de 10 millions les victimes civiles) il ne put jamais empêcher deux redoutables activités :

- la lutte armée des partisans et partisanes,
- et la lutte politique soutenue par l'organisation clandestine du Parti.

Il faut savoir que vers le milieu de 1943 fonctionnaient clandestinement sur le territoire de la Biélorussie et de l'Ukraine :

- 24 comités régionaux du parti,
- 222 comités de districts urbains,
- 800 cellules.

La jeunesse avait également son mouvement : 12 comités régionaux, 265 urbains et 670 cellules.

Ainsi, la population était informée, recevait des journaux, connaissait les offensives de l'Armée rouge.

L'activité partisane était remarquable dans son développement très accéléré par l'afflux de volontaires. Entre janvier et avril 1943, les partisans Ukrainiens augmentèrent leur nombre de deux fois et demie, en Lettonie leur nombre avait quadruplé.

Augmentation des effectifs, meilleur approvisionnement en armes et explosifs, coordination de l'action, trois éléments qui donnèrent des résultats importants.

Pendant que l'Armée rouge anéantissait les troupes hitlériennes sur la Volga ou ailleurs, les partisans, eux, s'en prenaient aux voies de communications. Les partisans de Biélorussie firent sauter 65 ponts de chemin de fer du 1^{er} novembre 1942 au 1^{er} avril 1943 ; dans le même temps, ils firent dérailler près de 1500 trains.

L'Etat-major central du mouvement partisan avait minutieusement préparé une vaste opération qui consistait à faire sauter simultanément des voies de chemins de fer dans les régions de Leningrad, Kalinine, Smolensk, Orel, en Biélorussie et en Ukraine. Dans la nuit du 3 août 1943, 42 000 rails furent mis hors d'usage. A la mi-septembre c'est 25 000 rails qui étaient arrachés.

Le 19 septembre, les partisans de Carélie, d'Esthonie, de Lettonie, de Lithuanie et de Crimée réalisèrent une opération de sabotage avec la participation de 193 brigades, groupant environ 120 000 partisans. Les transports fluviaux et routiers n'échappaient pas à cette action destructrice. Dans l'année 1943, les partisans firent sauter près de 11 000 trains, endommagèrent 6 000 locomotives et près de 40 000 wagons.

En 1943, les exploits se multiplièrent. Certaines villes en furent le théâtre, comme : Krasnodon, Kiev, Lvov, Odessa, Nikolaïev, Rovno, Pavlograd, Simféropol, Vitebsk, Minsk, Moghilev, Kaunas, Riga, Pskov, pour ne citer que les faits les plus marquants et ils sont légions.

C'est le professeur Bouïko de l'Institut de médecine de Kiev qui soigne chez lui des partisans blessés, se déplace pour le faire loin de son domicile et y perd la vie.

C'est N. Kouznetzov qui abat le chef de la cour suprême nazie pour l'Ukraine, Funk. Le même Kouznetzov qui enlève à Rovno, avec un groupe d'éclaireurs, le général Allemand Ilgen, qui descend les deux adjoints du commissaire général d'Ukraine, et E. Koch, bourreau du peuple Ukrainien.

C'est aussi la partisane E. Mazanik qui réussit à Minsk à placer une bombe dont le mouvement d'horlogerie sonnait l'heure de la mort dans le lit de V. Kube, gouverneur général hitlérien en Biélorussie.

Les premiers mois de 1944 furent marqués par de probants succès de l'Armée rouge. De très nombreuses villes furent reprises à l'ennemi, d'immenses régions libérées de l'occupation hitlérienne. Dès le mois d'avril 1944, la Stavka étudiait les campagnes des armées pour l'été et l'automne. Joukov relate une réunion :

« J. Staline m'invita à venir le soir à 17 heures.

Ayant appelé A. Antonov, j'appris que lui aussi était convoqué par le Commandant suprême. J. Staline voulait être mis au courant de la dernière situation et avoir l'avis de l'Etat-major Général.

Quand j'entrai dans le bureau du Commandant suprême, A. Antonov s'y trouvait déjà ainsi que le maréchal I. Fédorenko, commandant des troupes blindées ; le général Malichev, suppléant du président du conseil des commissaire du peuple.

Après avoir répondu à mon salut, le Commandant suprême me demanda si j'avais été chez N. Chvernîk. (Président du Soviet Suprême.)

Je répondis que non.

« Il faut y aller et recevoir l'Ordre de la Victoire ».

Je remerciai le Commandant suprême pour une si haute distinction.

« Eh bien, par où commençons-nous ? dit J. Staline en s'adressant à A. Antonov.

— Permettez-moi de vous rendre compte brièvement de la situation de ce jour à 12 heures, sur les différents fronts ».

Et le compte-rendu par le représentant de l'Etat-major, est fait sur la situation, sur les opérations possibles des armées allemandes au cours de l'été 1944.

Puis Staline demanda à Novikov si le nombre d'avions fournis par l'industrie était suffisant pour re-compléter les années et alimenter l'aviation à long rayon d'action. Ce fut la même chose avec Fédorenko en ce qui concernait les forces blindées et Joukov ajoute :

« On sentait que J. Staline connaissait à l'avance les chiffres dont on lui rendait compte, mais qu'il voulait que ceux qui s'occupaient directement de ces questions en informent eux-mêmes les présents avant que nous n'exprimions nos avis. Nous étions déjà habitués à cette manière originale d'examiner les problèmes en présence du Commandant suprême.

Puis J. Staline, sans se presser bourra sa pipe, alluma une allumette et se mit à fumer. Il aspirait lentement la fumée, puis la rejetait.

Eh bien, maintenant écoutons Joukov, dit-il, en s'approchant de la carte qu'Antonov avait utilisé pour faire son exposé. Moi aussi sans me hâter, je déployai ma carte. Elle n'était sans doute pas aussi grande que celle de l'Etat-major général, mais n'était pas plus mal renseignée. Le Commandant suprême s'approcha de ma carte et se mit à la considérer attentivement. »

Et Joukov fit son exposé, mais bientôt il fut interrompu :

« A ce moment J. Staline m'arrêta et me dit :

« Et ce n'est pas tout. En juin, les alliés se préparent enfin à débarquer en France des forces importantes. Maintenant les Allemands auront à combattre sur deux fronts, cela aggravera encore plus une position qu'ils ne seront pas en état de rétablir. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 231 à 233.)

La discussion se poursuivit. Vassilevski qui dirigeait une offensive en Crimée fut mandé à Moscou par téléphone mais déclara ne pouvoir s'absenter à ce moment-là. Alors, Staline lui demanda de lui envoyer à lui personnellement les propositions qu'il entendait faire. Ainsi, fin avril se trouvaient dressés les plans pour l'été et l'automne 1944 qui allaient libérer complètement l'Union Soviétique de l'occupation allemande.

Mais l'Allemagne, à cette époque, constituait encore une force colossale ; plus de 6 millions de soldats et une industrie qui atteignait en Juillet 1944 son plus haut niveau de développement. Au cours du premier trimestre, les usines avaient produit 17 000 avions, 9 000 chars lourds et moyens ; la production de l'acier était beaucoup plus importante que celle de l'Union Soviétique.

Au moment où allait être entreprise la bataille décisive pour la libération de la Biélorussie, on pouvait faire, pour cette seule république, le tragique bilan de la sauvagerie fasciste. Trois ans d'occupation, c'était : 1 200 000 maisons incendiées, la destruction de 7 000 écoles, l'assassinat de 2 200 000 habitants et prisonniers de guerre. Cette sauvagerie appelait vengeance. C'est ce qui explique et motive la lutte partisane. Aux approches de l'été 1944 il y avait en Biélorussie 274 000 partisans bien armés réunis en détachements importants. La direction était assurée par les organisations clandestines du Parti sous la direction du Comité Central de la République et avec, à sa tête, P. Ponomarenko, le premier secrétaire.

Dans la guerre idéologique que la grande bourgeoisie internationale conduit sans désespérer contre le socialisme, il est un argument constamment utilisé, archi-développé par les médias et repris par tous les anticommunistes :

c'est le caractère oppressif du régime soviétique ; Pas de liberté — travail forcé — répètent-ils en chœur.

Naturellement, pas un mot sur ce qui se passe réellement en URSS :

absence de chômage, emploi garanti, gratuité des soins, instruction pour tous, retraite à 55 et 60 ans, durée et rythme de travail, organisation des loisirs. L'élévation continue des salaires et pensions, la diminution des impôts, la stabilité générale des prix ; que le métro coûte 5 kopecks à Moscou comme il y a quarante ans, silence, trois fois silence !

Dans les pays socialistes il y a des lois, des constitutions adoptées démocratiquement. N'importe qui n'a pas le droit de faire n'importe quoi. La société est protégée, le travail est protégé, la propriété individuelle ou collective est protégée. « *Ceux qui ne respectent pas la loi encourent des sanctions.* » C'est là-dessus que repose tout l'édifice de la propagande antisocialiste.

Admettons un instant que cette propagande soit justifiée, qu'elle repose sur des bases sérieuses. Que la dictature s'exerce ou se soit exercée contre le peuple. Que des répressions aient, touché des millions de citoyens comme il est si souvent affirmé et que, à l'occasion d'un grand événement un référendum soit organisé parmi le peuple. Quelle serait la réponse ? Pour nous, pays de Descartes aucun doute, la réponse serait claire : un tel régime serait inévitablement condamné.

Eh bien, ce référendum, il a eu lieu en Union Soviétique et il a duré 4 ans (du 22 juin 1941 au 8 mai 1945.)

Ce n'était pas un référendum simple qui s'exerce par le dépôt d'un bulletin dans l'urne ou on répond par oui ou par non à la question posée. Non, ce référendum-là exigeait des réponses à une multitude de questions ; on y répondait avec des fusils, de la sueur, des larmes et du sang.

Le résultat a été à 100 % favorable au régime soviétique, à sa structure comme à sa politique.

Alors, ou bien cette grande nation est habitée par un monde fou, irrémédiablement fou, mais ses succès dans tous les domaines démentent cette hypothèse, ou bien ce monde, nous ne le voyons qu'à travers un océan de mensonges.

Si le soutien de tout le peuple au régime soviétique a été une constante de la guerre, cela veut dire que la réalité du socialisme nous est dissimulée par les contrevérités quotidiennes qui sont répandues à profusion. Voilà qui mérite réflexion.

Il est des dates qui doivent rester comme de brûlants souvenirs dans la mémoire des peuples.

Entre le 22 juin 1941 et le 23 juin 1944, trois ans s'étaient écoulés. Trois années d'occupation militaire, trois ans d'esclavage comme jamais encore le peuple de Biélorussie n'en avait connu. Si loin que l'on remonte dans son histoire, si durs qu'aient été les temps anciens, si terribles qu'aient pu être certains épisodes de la guerre civile ou des grandes famines, jamais il n'y avait eu tant de morts dans un si court délai.

C'est un immense espoir qui se lève quand, à l'aube du 23 juin 1944, le général Bagramian qui commande le 1^{er} Front de la Baltique, lance ses armées en avant. Il est au nord-est de Vitebsk et a devant lui de grandes concentrations ennemies, fortement retranchées, qui vont se battre à mort, car déjà l'ombre de la défaite grandit sur l'orgueilleux troisième Reich.

Les armées de Bagramian disposent d'un armement à toute épreuve. Elles sont supérieurement entraînées et dirigées. Avant d'aller plus loin dans la description, il nous faut parler du soutien logistique.

L'industrie soviétique livre au cours du premier semestre 1944, plus de 16 000 avions, 14 000 chars lourds, moyens et automoteurs d'artillerie, plus de 90 millions d'obus, de bombes d'avion et de projectiles de mortiers. Autant dire que l'économie soviétique s'est complètement relevée tout en menant la guerre de libération.

Pour alimenter l'offensive de Biélorussie, il avait fallu acheminer :

— 400 000 tonnes de munitions, 300 000 tonnes de carburant, 500 000 tonnes de vivres et de fourrage.

Il avait été nécessaire de rassembler :

— 5 armées interarmes, 2 armées blindées et une armée aérienne, plus l'armée polonaise.

Et provenant des réserves :

— 5 corps blindés autonomes, 2 corps mécanisés, 4 corps de cavalerie, des dizaines de régiments et brigades autonomes de toutes les armes et déplacer les bases de 11 corps aériens.

Tout ceci dans le plus grand secret possible car les Allemands attendaient l'attaque plutôt en Ukraine qu'en Biélorussie. L'opération de Biélorussie allait affecter un territoire considérable : plus de 1000 km de front et 600 km de profondeur.

Les Soviétiques devaient se heurter, au cours d'une violente bataille à 800 000 hommes et officiers qui disposaient de 9 500 pièces et mortiers, 900 chars, 1 300 avions et ils devaient franchir des positions défensives aménagées sur 250 à 270 km.

Dès le premier jour, plusieurs brèches furent faites dans le dispositif allemand ; en 6 jours Bagramian avance de 90 km. C'est autour de Vitebsk et d'Orcha que la résistance est la plus vive ; les hitlériens lancent jusqu'à 25 contre-attaques en une seule journée. Orcha tombe. Moguilev est menacé. Bobrouïsk encerclé avec 6 divisions allemandes :

« L'aviation du front reçoit l'ordre de bombarder. Trois heures plus tard, le commandant de la 16^e armée de l'air lance 400 bombardiers et avions d'assaut couverts par 126 chasseurs. Des coups formidables et précis s'abattent sur l'ennemi. Les troupes terrestres aident l'aviation, lui indiquant les premières lignes. Le camp ennemi est embrasé. Les troupes encerclées sont prises de panique. Les soldats partent à la débandade, les voitures et les chars quittent les routes pour essayer de circuler sur les côtés mais ils s'enlisent dans les marais, des embouteillages se forment. De nombreux hitlériens tentent de passer la Bérézina à la nage. Un feu nourri les accueille sur la rive droite. Le champ de bataille est jonché de milliers de voitures détruites, de canons, de chars, de canons automoteurs, des cadavres de soldats et d'officiers ennemis. Le 28 juin, les unités de la 48^e armée achèvent l'écrasement des troupes hitlériennes au sud-ouest de Bobrouïsk. Celles qui ont survécu se rendent ». (*La Grande Guerre Nationale*, p. 288.)

Le 28 juin Moguilev est prise d'assaut, la route de Minsk est ouverte. Le 1^{er} juillet Borissov est libéré. Les blindés s'élancent sur Minsk, capitale de la Biélorussie, y entrent le 3 juillet. Sous la ville est encerclé un groupement de 105 000 hommes ; ils seront liquidés ou capturés les 7 et 8 juillet. Parmi les 57 000 prisonniers se trouvent 12 généraux, dont 3 commandants de corps d'armées et 9 commandants de divisions. Le 3^e Front poursuit les troupes allemandes. En 10 jours il a avancé de 180 à 200 km et arrive sur le Niémen, dernier fleuve avant la Prusse orientale ; la frontière n'est plus qu'à 80 km.

Mandé par Staline, Joukov arrive à Moscou le 8 juillet au matin, il relate :

« Vers 13 heures, le commandant suprême téléphona à Antonov et lui demanda où j'étais. Après avoir mis au point plusieurs questions, il ordonna à Antonov et à moi-même de venir dans une heure le retrouver à sa datcha. A 14 heures exactement, nous arrivâmes. J. Staline était de bonne humeur, plaisantait.

Au cours de notre entretien, A. Vassilewski téléphona par haute fréquence et rendit compte au Commandant suprême des derniers événements dans les secteurs du 1^{er} Front de la Baltique et du 3^e Front de Biélorussie. Le rapport de A. Vassilewski était manifestement bon et le Commandant suprême en devint encore plus joyeux.

« Je n'ai pas encore déjeuné, dit-il, venez à la salle à manger et nous parlerons ».

A. Antonov et moi-même, bien qu'ayant déjà déjeuné, ne refusâmes pas l'invitation.

Pendant le déjeuner la conversation roula sur les possibilités que l'Allemagne avait de mener une guerre sur deux fronts, contre l'Union Soviétique et le corps expéditionnaire des Alliés, débarqué en Normandie, ainsi que sur le rôle et les missions des troupes soviétiques au cours de cette période finale de la guerre.

A la manière concise et précise dont J. Staline exprimait ses pensées, il était visible qu'il avait profondément réfléchi à toutes ces questions. Bien que le Commandant suprême considérât à juste titre que nous avions suffisamment de forces pour venir à bout de l'Allemagne fasciste, il accueillait avec une satisfaction sincère l'ouverture d'un deuxième front en Europe. La fin de la guerre en serait accélérée, ce qui était au plus haut point nécessaire au peuple soviétique.

Puis le Commandant suprême me demanda : « Nos troupes peuvent-elles commencer la libération de la Pologne et pousser sans désemparer jusqu'à la Vistule, et dans quel secteur pourra-t-on engager la 1^{re} armée polonaise qui a déjà acquis toutes les qualités de combat nécessaires ?

— Nos troupes peuvent non seulement aller jusqu'à la Vistule, répondis-je, mais elles doivent encore s'emparer de bonnes têtes de pont pour assurer les opérations offensives ultérieures sur la direction stratégique de Berlin. Quant à la 1^{re} armée polonaise, il faut l'orienter sur Varsovie. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 257 à 259.)

La défaite allemande en Biélorussie, où d'importantes forces avaient été anéanties, avait ouvert la porte des Républiques Baltes. C'est le 3^e Front de Biélorussie qui, par son aile droite, devait foncer vers Vilnius et Kaunas.

« Quelle est la situation politique en Lituanie à, la veille de combats décisifs sur son territoire ? Les hitlériens avec cette cruauté inouïe, dont ils sont seuls capables, ont colonisé et germanisé la Lituanie. En trois ans d'occupation, ils ont exterminé presque un quart de la population de cette république. Rien qu'à Paneriai, ils ont massacré 100 000 personnes et 80 000 dans le neuvième fort de Kaunas. Pourra-t-on oublier les crimes monstrueux de Pirtchupis, ce paisible village ? Les occupants l'ont entièrement incendié avec les habitants, sans épargner les enfants... Terrible répétition de la tragédie de Lidice en Tchécoslovaquie, d'Oradour en France, des centaines de villages russes et Ukrainiens. Les générations futures de tous les peuples du monde se souviendront de ces crimes. Elles s'en souviendront afin de ne jamais permettre qu'on les répète. » (*La Grande Guerre Nationale*, p. 291.)

Ce n'est pas tout, en trois ans d'occupation, les hitlériens ont détruit 80 % des entreprises industrielles, anéanti la moitié du cheptel. Des dizaines de milliers de paysans ont été dépossédés de la terre que leur avait donné le pouvoir soviétique. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la lutte contre l'occupant revête une grande ampleur et que l'activité du parti ait été aussi vive. Dans son offensive, l'Armée rouge recevait l'appui de la population et celle de nombreux groupes de partisans, ainsi à la mi-juillet elle avait pu avancer de 140 km vers l'ouest. C'est à Vilnius, la capitale, que la résistance des Allemands est la plus vive, mais la garnison de 15 000 hommes s'y trouve bouclée. Pendant ce temps la libération de la Biélorussie s'achève.

La situation décrite ci-dessus pour la Lituanie était valable pour les deux autres Républiques Baltes, la Lettonie et l'Estonie ; germanisation et massacre des populations civiles, pour aboutir à un protectorat allemand qui devait faire de la Baltique une mer purement allemande. C'est le nazi Rosenberg, le théoricien du racisme, qui était chargé de cette tâche. La méthode était partout la même : les travaux

forcés et l'extermination. Les paysans étaient expulsés de leurs terres et celles-ci remises aux colons allemands avec les plus belles maisons. Tout l'appareil industriel de ces régions travaillait pour l'occupant, surtout en fournitures de guerre. Aucune loi sociale ne subsistait. Les journées étaient de 12 à 16 heures pour une nourriture misérable. La main-d'œuvre non occupée sur place était déportée par trains entiers en Allemagne.

Dès les premiers mois de l'occupation, l'action clandestine contre l'envahisseur s'organisa et malgré une répression atroce, se poursuivit. Les actes de sabotages se multiplièrent, les paysans incendiaient les fermes des colons Allemands. Quant au mouvement partisan, il se développa impétueusement.

Dans ces territoires où de grandes étendues étaient couvertes de forêts et où il y avait de nombreux marécages, il n'était pas facile de déloger un ennemi qui s'y était fortifié pendant trois ans. Il disposait encore en cet été de 1944 de puissantes armées comme en témoigne la durée des combats qui se déroulèrent du début juillet à la fin d'octobre ; et pourtant la Stavka y avait réalisé une grande concentration !

Staline avait confié au Front de Leningrad, aux 1^{er}, 2^e et 3^e Fronts de la Baltique, la mission de libérer définitivement les Républiques Baltes en coopération avec la Flotte de la Baltique. Les Fronts alignaient 125 divisions, disposaient de sept secteurs fortifiés et de sept corps blindés ou motorisés, soit :

— 900 000 hommes, 17480 bouches à feu de 76 mm et plus, 3 080 chars et canons automoteurs, 2 640 avions de combat.

De furieux combats se déroulèrent sur toute l'étendue du front et les villes tombèrent les unes après les autres :

— Tartou, Narva, Tallin, Chiouliaï, Daugavpils, Klaipéda, Kaunas.

Partout une joie immense accueillait les vainqueurs. Ils étaient reçus plus qu'en libérateurs car souvent, la population reconnaissait ses enfants. En effet, les combattants du 130^e corps d'infanterie Letton, commandé par le général Brantkaln, furent parmi les premiers à fouler le sol de leur patrie. Il en fut de même pour le 8^e corps Estonien de la 2^e armée de choc qui poursuivit l'ennemi dans l'axe de Tallin pour occuper la capitale le 23 septembre.

Les fascistes allemands occupèrent également pendant trois ans les régions occidentales de l'Ukraine et là comme ailleurs le sang des populations coula à flot. Pour ne parler que de Lvov et de ses environs, il y eut près de 700 000 personnes massacrées, des Soviétiques mais aussi des Tchécoslovaques, des Yougoslaves, même des Hollandais, des Britanniques, des Américains. Le plan hitlérien prévoyait en outre, de déporter en Sibérie les deux tiers de la population. Il se produisit en Ukraine ce que l'on ne vit nulle part ailleurs : des nationalistes Ukrainiens soutenir l'occupant et participer à la terreur et au massacre contre les soviétiques. Là aussi, le mouvement partisan se développa. Fin avril 1944, il y avait 10 formations et 53 corps francs, forts d'environ 9 000 hommes qui combattaient dans l'Ukraine occidentale et dans le sud-est de la Pologne. Partisans soviétiques et polonais coordonnèrent certaines de leurs actions.

Au début de l'offensive de l'Armée rouge dans ce secteur, les Allemands disposaient encore de 34 divisions d'infanterie, 5 divisions blindées, 900 chars, 6 300 canons, en tout, avec leurs réserves, environ 900 000 hommes.

Le 24 juin, le 1^{er} Front d'Ukraine reçut de Staline l'ordre de préparer l'attaque. Il était commandé par le Général Koniev qui avait Khrouchtchev dans son Conseil Militaire (jusqu'au 1^{er} août). La supériorité était du côté soviétique qui disposait de :

- 80 divisions, dix corps blindés et motorisés, quatre brigades autonomes blindées et motorisées, 13 900 canons, 2 200 chars
- et en hommes avec les réserves : 1 200 000 soldats.
- L'armée de l'air qui l'appuyait disposait de plus de 3 000 appareils.

Le 13 juillet l'attaque commença, mais au début ne marqua pas de succès. L'armée dut même reculer quelque peu devant la puissance des contre-attaques.

Les 16 et 17 juillet, les tanks et la cavalerie attaquèrent impétueusement en direction de Jaroslav. Le soir du 18 juillet le 1^{er} Front d'Ukraine brisait enfin les défenses des Allemands sur 200 kms et avançait de 50 à 80 kms pour réussir à encercler huit divisions dans la région de Brody. Tous les efforts du commandement allemand pour sauver leurs troupes furent vains. Plusieurs villes furent reprises dont Lvov. En 15 jours, le 1^{er} Front avait progressé de 200 kms vers l'ouest.

On pourrait croire, à lire ces brefs propos, que tout marchait bien, même dans le commandement. Ce n'était pas toujours le cas.

Joukov explique :

« Néanmoins, à l'aube du 23 juillet, I. Koniev m'appela au téléphone et me dit :

« Le Commandant suprême vient juste de m'appeler au téléphone. Qu'est-ce que vous tramez là avec Joukov, dit-il au sujet de Sandomir ? Il faut avant tout s'emparer de Lvov, et puis après, on pensera à Sandomir.

— Eh bien, et vous, général Koniev, qu'avez-vous répondu ?

— J'ai répondu que nous avons lancé la 3^e armée blindée pour attaquer à revers le groupement de Lvov et que Lvov serait bientôt pris. »

Nous convînmes avec I. Koniev, que, ce jour, je téléphonerais au Commandant suprême, et que les troupes du Front devaient continuer à agir comme prévu.

Après avoir reçu des renseignements concernant la libération de Lublin par la 2^e armée blindée du Front de Biélorussie, je téléphonai au Commandant suprême. Il était encore dans son appartement, et il le savait déjà.

Après avoir entendu mon rapport sur les opérations du 1^{er} Front d'Ukraine, le Commandant suprême demanda :

« D'après vos calculs, quand Lvov sera-t-il pris ?

— Je pense dans deux ou trois jours au plus tard, répondis-je.

Staline dit :

— J'ai téléphoné à Khrouchtchev, il n'est pas d'accord avec la mission de l'armée de Rybalko. Son armée n'a pas participé à l'offensive sur Lvov et, d'après mon opinion, l'affaire peut traîner. Avec Koniev, vous vous efforcez de vous emparer au plus tôt de la Vistule. Elle ne nous échappera pourtant pas : finissez-en au plus tôt avec l'affaire de Lvov...

... J'évitai de contrarier I. Koniev en l'informant des détails de cette conversation. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 268 et 269.)

Fin août, l'offensive soviétique s'achevait victorieusement. Des forces colossales y avaient pris part de chaque côté ; la libération de l'Ukraine était achevée. La frontière de l'URSS était rétablie sur 950 kms ; des batailles victorieuses d'encerclement s'étaient déroulées à Vitebsk, Bobroïsk, Minsk, Brody, Vilnius et Brest. Les réserves allemandes avaient été sérieusement entamées. Les victoires en Ukraine permettaient l'offensive sur la Roumanie dans l'axe Iashi-Bucarest.

Tous les peuples qui luttèrent pour leur liberté admiraient les victoires de l'Armée rouge, le « New-chronicle » anglais écrit :

« L'offensive victorieuse et bouleversante des unités de l'Armée rouge a frappé les alliés de la Russie et dépassé certainement les prévisions les plus optimistes ».

Le « Sunday Express » de Londres :

« Rien ne peut se comparer aux proportions et à la rapidité de l'offensive soviétique. L'ombre d'une catastrophe est suspendue au-dessus de l'Allemagne. »

A la Chambre des Communes, le 2 août 1944, Churchill déclare : « Il n'y eut dans le monde de force... qui put briser et vaincre la Wehrmacht et qui put infliger des pertes aussi colossales que ne l'ont fait les armées soviétiques ».

Si l'Allemagne avait, dès le début, jeté toutes ses forces dans la guerre pour assurer l'hégémonie de la race allemande sur le monde et devait ensuite continuer coûte que coûte pour ne pas avoir à répondre de ses crimes, il n'en était pas de même pour les autres nations engagées dans la même aventure. Les motivations ne pouvaient être les mêmes et, en cas de réussite, les avantages qu'elles pouvaient en retirer s'avéraient minces et subordonnées à la puissance allemande. L'alliance ne pouvait donc reposer que sur une affinité politique. C'était le cas de la bourgeoisie roumaine qui s'était donnée avec Antonesco un gouvernement fascisant.

Seulement, c'est toujours le peuple qui fait les frais de la guerre et s'en fatigue d'autant plus vite qu'il n'en aperçoit pas les motifs valables.

Déjà l'Italie s'était retirée de la coalition.

Après trois ans très durs et une suite d'échecs, des forces politiques roumaines aspiraient à sortir de la guerre au moment où l'Armée rouge arrivait aux frontières.

Le Parti Communiste roumain menait une lutte conséquente pour la paix. Le Parti Social-Démocrate qui, des années durant avait refusé l'unité d'action avec le Parti Communiste, consentait enfin à entrer dans un front ouvrier uni. Ce sera le noyau du bloc national-démocratique groupant également les nationaux-paysans et les nationaux-libéraux. Leurs objectifs : la signature d'un armistice, la sortie de la guerre et le renversement d'Antonesco.

L'offensive de l'Armée rouge sur la Roumanie débute le 20 août. Elle a été particulièrement bien préparée pour répondre aux dispositions prises par les Allemands. D'après le maréchal Malinowski conduisant les opérations, Staline lui-même avait modifié les propositions des Fronts, notamment sur la densité de la concentration de l'artillerie qu'il augmenta fortement.

Aussi, c'est par un déluge de feu que l'attaque commence et en deux jours, après avoir écrasé 5 divisions, l'Armée rouge avance de 25 km et en certains endroits de 50 kms. Dès le 23 août, la 3^e armée roumaine encerclée dépose les armes. Par ailleurs, les grandes unités de cinq corps d'armées allemands sont prises dans un encerclement ; peu d'entre elles pourront s'échapper. « C'est la plus grande catastrophe subie de tout temps par un groupe d'armées » note son commandant dans son journal de guerre, le 5 septembre.

Pendant que se déroulent les opérations, le gouvernement soviétique confirme sa déclaration du 2 avril, indiquant que l'Armée rouge ne désarmera pas l'Armée roumaine, mais l'aidera au contraire si elle consent à mener conjointement la lutte contre l'Allemagne pour l'indépendance de la Roumanie.

Le 31 août l'Armée rouge entre à Bucarest déjà libérée par les forces patriotiques.

Le 12 septembre 1944, les gouvernements de l'URSS, des USA, de la Grande-Bretagne et de la Roumanie signent à Moscou un armistice et prennent acte de l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés. La lutte entre les différentes forces politiques se poursuit à l'intérieur de la Roumanie. Ce n'est que plusieurs mois plus tard que la situation se stabilise par la proclamation d'une République populaire.

Le 22 août 1944, Joukov fut convoqué à Moscou pour y recevoir une mission particulière du Comité d'Etat à la Défense. « Cette mission consistait à préparer le 3^e Front d'Ukraine pour faire la guerre à la Bulgarie dont le gouvernement continuait à collaborer avec l'Allemagne fasciste ».

Staline conseille à Joukov de s'entretenir avec G. Dimitrov, avant d'entreprendre sa mission. Il nous parle de cette entrevue :

G. Dimitrov me dit :

« Bien que vous vous rendiez au 3^e Front d'Ukraine avec mission de préparer les troupes à la guerre avec la Bulgarie, la guerre n'aura certainement pas lieu. Le peuple Bulgare attend avec impatience l'arrivée de l'Armée rouge pour, avec son aide, renverser le gouvernement tsariste de Bagrianov et établir l'autorité du Front de libération nationale. Vous ne serez pas accueilli, continua G. Dimitrov, par le feu de l'artillerie et des mitrailleuses, mais avec le pain et le sel, suivant notre vieille coutume slave. Quant aux troupes gouvernementales, il est peu probable qu'elles se risquent à combattre l'Armée Rouge. D'après mes renseignements, dit G. Dimitrov, dans presque toutes les unités de l'armée, un grand travail a été accompli par nos hommes. Dans les montagnes et dans les forêts se trouvent d'importantes forces de partisans. Ils ne sont pas inactifs et sont prêts à descendre de leurs montagnes et à appuyer le soulèvement populaire. »
(Joukov, *ouvrage cité*, p. 274.)

C'est après cet entretien que Joukov se rend sur le front et discute avec les maréchaux Tolboukine et Timochenko des modalités des opérations militaires prévues. D'autre part, et du fait que malgré les avertissements réitérés du Gouvernement Soviétique, le Gouvernement pro-fasciste Bulgare poursuivait sa collaboration avec l'Allemagne, le Gouvernement soviétique déclare la guerre le 5 septembre et donne l'ordre à ses armées d'entrer en action.

Sans tirer un coup de canon, Tolboukine lance en avant ses détachements d'avant-garde qui sont accueillis par une division bulgare. Sans un coup de feu, mais avec musique et drapeaux rouges, c'est d'une véritable fraternisation qu'il s'agit entre Armée rouge d'un côté, armée et population bulgares de l'autre.

Joukov précise :

« Je téléphonais immédiatement à la Stavka.

J. Staline dit :

« Laissez aux troupes bulgares toutes leurs armes, qu'elles vaquent à leurs affaires habituelles et qu'elles attendent l'ordre de leur gouvernement. »

Ce simple geste du Commandant suprême exprimait la confiance entière faite au peuple et à l'armée bulgares, qui accueillait l'Armée Rouge en frères, voyant en elle leur libératrice des occupants allemands et du régime tsariste pro-fasciste. » (Joukov, *Idem*, p. 277.)

Ensuite, ce fut le contact avec les partisans qui avaient déjà occupé plusieurs villes.

Les Allemands sabordaient leur flotte de la Mer Noire. Le 9 septembre le Gouvernement était renversé pour faire place à un Gouvernement Démocratique du Front National avec lequel un armistice était conclu.

Aucune nécessité stratégique immédiate n'obligeait l'Armée Rouge à intervenir en septembre 1944 en Slovaquie où s'était développée la lutte de libération nationale. Celle-ci aboutissait dans différents

secteurs à l'insurrection. Plusieurs villes sont occupées par le mouvement partisan qui se développe rapidement. Il englobe dix-huit districts. Il faut venir en aide à ces combattants; c'est la vocation de l'Armée Rouge. Bien que la situation ne s'y prête guère, la Stavka n'hésite pas. Pourtant, beaucoup de divisions venaient de terminer une longue offensive et avaient besoin d'être re-complétées en effectifs, en matériel et en munitions. De plus, les défilés montagneux ne permettaient pas les mouvements rapides qui avaient assurés les grands succès des derniers mois.

Par ailleurs, les Allemands intervenant à l'appel des autorités slovaques disposaient encore d'effectifs importants et bien armés.

La lutte s'avéra rapidement inégale ; l'insurrection connut des moments difficiles et les pertes furent lourdes : 90000 tués et blessés du côté soviétique, 6500 pour le corps d'armée tchécoslovaque. Cette lutte pour la libération et l'indépendance de la Tchécoslovaquie créa une solidarité de combat qui explique les sentiments durables qui se développèrent par la suite entre les deux peuples.

Si des résultats militaires importants ne peuvent être obtenus dans l'immédiat, l'offensive eut pour conséquence d'immobiliser de grandes forces hitlériennes et ainsi de faciliter l'action de l'Armée Rouge dans les Carpates et en Hongrie.

Fin septembre 1944 les troupes soviétiques du 3^e Front d'Ukraine atteignent les frontières de la Yougoslavie et vont préparer leur offensive contre les forces ennemies. Avant l'arrivée des troupes soviétiques, les forces populaires yougoslaves, environ 400 000 hommes, ont déjà repoussé sept grandes offensives ennemies et élargi la zone libérée. L'URSS leur assure une aide importante. Les gouvernements anglais et américain, depuis 1943, et surtout depuis l'automne, l'aident également, tout en apportant aussi leur appui au gouvernement royal en émigration.

En été 1944, Churchill insiste auprès de Tito pour que celui-ci autorise le débarquement de troupes britanniques. Mais, début septembre, Tito demande au gouvernement soviétique l'entrée de l'Armée Rouge en Yougoslavie. L'accord est donné de suite. Les problèmes ayant trait à l'activité des troupes Bulgares et Soviétiques en coordination avec l'Armée Populaire Yougoslave de Libération (APYL) sont rapidement réglés.

Au début de l'offensive soviétique sur Belgrade, le commandement hitlérien dispose de neuf divisions et huit brigades ; il y a également plusieurs divisions hongroises et enfin des groupements de collaborateurs qui représentent 270 000 hommes.

A partir du 28 septembre, de violents combats se déroulent pour aboutir à la prise de Belgrade le 20 octobre 1944. Les victoires de l'Union Soviétique contre l'axe ont permis la renaissance de la Yougoslavie. Dans le rapport qu'il présente au 5^e congrès du Parti Communiste, Joseph Tito souligne :

« Sans l'URSS il aurait été impossible d'assurer la victoire sur l'occupant nazi, la libération de la Yougoslavie, la naissance de la Yougoslavie nouvelle ».

Peu après la prise de Belgrade, les troupes soviétiques se retirent en Hongrie. Mais l'URSS continue à aider sur tous les plans le pouvoir de Tito.

Ainsi, il lui est livré :

— 350 avions, 65 chars T 34, 579 canons de différents calibres, 170 pièces de DCA, 3 300 mortiers et 500 mitrailleuses lourdes, 67 000 mitrailleuses, mitrailleurs et fusils mitrailleurs, une grande quantité d'autre matériel de guerre, et 50 000 tonnes de blé. Cependant le nord du pays ne sera libéré que le 15 mai 1945.

L'intervention de la Russie Soviétique au cœur des Balkans secoue tous les pouvoirs réactionnaires de la région.

L'armée Populaire Albanaise de Libération compte en 1944 plusieurs dizaines de milliers de combattants ; en août elle libère presque tout le sud du pays et une partie du centre.

Bientôt elle prendra la capitale Tirana. Fin novembre 1944 la libération du pays est totale.

En Grèce les choses tournent autrement. C'est par un fort mouvement de masse que s'engage la libération du pays. Le front de libération nationale groupe plus d'un million de personnes. L'Armée Populaire de Libération est forte de 125 000 hommes ; Parti Communiste et Jeunesse révolutionnaire sont très influents. Un pouvoir populaire s'organise en même temps que se réalise l'expulsion des occupants hitlériens. Le pouvoir réel est détenu par le Front National quand, le 3 octobre 1944 Hitler donne à ses troupes l'ordre d'évacuer.

Mais, le 4 octobre s'engage l'intervention militaire britannique préparée de longue date avec les Américains. Le corps d'intervention ramène dans ses fourgons le roi de Grèce qui était en exil. C'est en combattant militairement l'armée de libération que le corps expéditionnaire anglo-américain réinstalle le pouvoir de la grande bourgeoisie.

Ainsi, les anglo-américains ont réussi en Grèce ce qu'ils avaient vainement tenté en Roumanie, en Bulgarie et en Yougoslavie : maintenir envers et contre tout, malgré l'abominable attitude des bourgeoisies nationales, les structures du système capitaliste.

XIX - BERLIN

C'est par la Pologne que les armées soviétiques devaient s'ouvrir la route de Berlin. Déjà, le 8 juillet 1944, comme on l'a lu au chapitre précédent, Staline s'était enquis auprès de ses chefs militaires des possibilités de l'Armée Rouge pour libérer la Pologne. L'Etat-major était d'accord avec Joukov qui indiquait que l'armée pouvait aller jusqu'à la Vistule, la franchir en certains endroits pour y établir de solides têtes de pont qui serviraient par la suite de points de départ sur la route de Berlin. Il engageait en même temps le Commandant suprême à orienter l'armée Polonaise sur Varsovie.

Au moment de régler les détails des opérations une divergence apparut. L'Etat-major proposait d'envahir la Prusse orientale, mais Staline y était opposé. Le prudent Géorgien craignait une farouche résistance, facilitée par la topographie de la région. Il préférait attendre que les opérations fussent plus avancées. Le Comité Polonais de Libération représenté par Biérut, Osobka-Moranski et Rola-Zimierski était tenu au courant.

Commencée le 14 juillet, l'offensive rencontra une vive résistance, mais les troupes allemandes subirent un encerclement dans la région de Brody, comme nous l'avons relaté dans le précédent chapitre. Ces encerclements devenaient monnaie courante. L'état-major nazi semblait pétrifié devant la puissance et la maîtrise de l'Armée Rouge et incapable de la moindre initiative. Le mythe de l'invincibilité avait été trop longtemps cultivé, le cerveau des seigneurs de la guerre s'était embrumé.

L'offensive des quatre Fronts permit une brèche de 400 km sur 500 km de profondeur, et dès juillet/août 1944 l'Armée Rouge avait libéré toute la partie située à l'est de la Vistule, soit un quart du territoire polonais.

La renaissance de la Pologne commençait à se concrétiser. Il s'agissait bien d'une véritable renaissance ! Visant la Pologne, l'objectif hitlérien n'était pas de s'assurer une quelconque victoire militaire mais d'anéantir définitivement cette nation.

Le Gouverneur général hitlérien Frank déclarait en prenant ses fonctions en 1941 :

« Dorénavant le peuple polonais n'a plus de rôle politique à assumer... Nous ferons en sorte que la notion même de Pologne soit à jamais effacée. Ni la Ryacz Pospolita, ni un autre état polonais quel qu'il soit ne renaîtra jamais. »

Alors elle fut démembrée, les terres centrales furent, soit rattachées directement au Reich, soit placées sous son autorité.

Les conquérants visaient à transformer en esclaves une partie des Polonais, à exterminer les autres. Les hitlériens torturèrent et firent périr plus de 6 millions de Polonais ; le pays était soumis au pillage. Plus de 40 % des biens nationaux furent détruits.

Une telle situation ne pouvait manquer de provoquer une vive résistance du peuple. Assez vite il trouva le chemin de son unité dans la création de l'Assemblée Nationale du peuple, unité réalisée sur l'initiative du Parti Ouvrier Polonais qui se donnait comme but : l'unification de toutes les forces antifascistes et l'instauration d'un régime démocratique.

C'est de ce mouvement qu'est née l'Armée Populaire.

Cette orientation ne convenait absolument pas au gouvernement polonais en exil à Londres qui rêvait, avec l'aide de l'Angleterre et de l'Amérique, de rétablir l'ordre ancien et de faire de la nouvelle Pologne, un bastion contre l'Union Soviétique. La lutte devint très aiguë, mais la constitution du « Comité Polonais de Libération Nationale » fit pencher la balance du bon côté. Le Comité précise ses objectifs : il s'agit d'engager la Pologne dans la voie socialiste, — et le gouvernement de Londres est déclaré illégal.

Celui-ci, avec l'appui des milieux anglo-américains, déclenche prématurément une insurrection à Varsovie dans le fol espoir de libérer la ville avant l'arrivée de l'Armée Rouge. L'Union Soviétique n'a pas été prévenue, aucune coordination n'est réalisée avec l'Armée Rouge ; au contraire, elle est repoussée.

Cette attitude criminelle de la réaction polonaise conduit à l'écrasement par les chars allemands de l'insurrection à Varsovie. Malgré l'aide que leur apporta le commandement soviétique, des milliers de patriotes polonais payèrent de leur vie l'esprit de classe de la bourgeoisie polonaise.

Pour les quatre Fronts qui attaquaient, la bataille était très dure. Certes, les soviétiques avançaient, mais ils subissaient de lourdes pertes. Les Allemands sentaient toute la menace que représentait l'Armée Rouge devant la Vistule et plus encore par la constitution de têtes de pont après le franchissement.

Joukov parle d'un moment de cette lutte :

« Les soldats et les officiers qui, les premiers, franchirent la Vistule et prirent pied sur sa rive occidentale, firent preuve d'un héroïsme exceptionnel.

Dans la tête de pont de Magnuszew j'ai parlé avec les blessés du 220^e régiment d'infanterie de la garde de la 79^e division d'infanterie de la garde. Voici ce que l'un d'eux me raconta :

« Notre compagnie avait reçu l'ordre de passer avant l'aube sur la rive occidentale de la Vistule. Nous n'étions plus que cinquante hommes. Le lieutenant V. Bourba commandait la compagnie. Dès que nous fûmes débarqués sur la rive opposée, l'ennemi se mit d'emblée à nous tirer dessus, puis il attaqua. Nous

repoussâmes la première attaque, mais elle fut suivie d'une seconde, et d'une troisième. Le jour suivant, les chars et l'infanterie ennemis nous attaquèrent sans discontinuer. La dernière attaque fut particulièrement violente. Nous n'étions plus que douze.

« Avant la dernière attaque ennemie, le lieutenant V. Bourba nous dit : « Enfants, nous ne sommes plus nombreux. Ce soir du renfort nous arrivera, et jusqu'au soir nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de sang, mais nous ne rendrons pas notre position à l'ennemi. »

« Peu après commença l'attaque des chars et d'une compagnie ennemie environ. Quelques chars parvinrent jusqu'à nous. Le chef lança un paquet de grenades, endommagea un char, et il se jeta sous le second avec un paquet de grenades en main. Nous repoussâmes l'attaque, mais notre chef avait péri. De la compagnie, il ne restait que 6 hommes. Bientôt après, le renfort arriva. Nous avons conservé la ligne occupée. » En racontant l'exploit de son chef, le soldat ne pouvait retenir ses larmes. Et moi aussi, ce n'est pas sans émotion que je l'ai écouté, et sans chagrin que j'ai appris que des braves de cette sorte avaient péri. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 265.)

L'affaire de l'insurrection insolite de Varsovie eut également des conséquences graves pour l'Armée Rouge.

Pour porter secours aux insurgés, le commandant du 1^{er} Front de Biélorussie avait fait attaquer ses troupes en vue du franchissement de la Vistule et la conquête du quai de Varsovie. Mais une fois de plus, Bor-Komarowski qui commandait pour le compte du gouvernement polonais de Londres se refusait à toute collaboration. Les Allemands amenèrent des forces importantes et contraignirent les soviétiques au recul. Les 47 et 70^e armées livraient des combats offensifs et subissaient de lourdes pertes.

Joukov prit l'initiative de demander à Staline de faire cesser l'offensive. Il reçut l'ordre de se rendre à Moscou avec Rokossovsky. A la séance, outre le Commandant suprême, A. Antonov et V. Molotov se trouvaient là :

« Après avoir répondu à notre salut, J. Staline dit :

— Eh bien, rendez compte ! »

Je déployai une carte et commençai à rendre compte. Je voyais que J. Staline était nerveux ; tantôt il s'approchait de la carte, tantôt il s'en écartait, puis de nouveau il s'en approchait, tantôt me regardant attentivement, tantôt regardant ma carte, tantôt K. Rokossovsky. Il avait même délaissé sa pipe, ce qui arrivait toujours quand il commençait à perdre son sang-froid et qu'il était mécontent de quelque chose.

« Camarade Joukov, dit Staline, en m'interrompant, vous proposez d'arrêter l'offensive alors que l'ennemi battu n'est plus en état de contenir la pression de nos troupes. Votre proposition est-elle rationnelle ? » (Joukov, *Idem*, p. 281.)

Et la discussion se poursuit longuement, les arguments s'échangent.

Joukov réplique d'abord que les Allemands occupent de solides positions défensives et que l'Armée Rouge subit des pertes que rien ne justifie. Puis Staline demande à Rokossovsky s'il soutient l'opinion de Joukov. « Oui », répond l'interpellé, je considère qu'il faut donner du repos aux troupes après l'effort prolongé qu'elles viennent de fournir. Staline répond que les Allemands aussi utiliseront ce répit et interroge à nouveau Joukov.

Joukov réaffirme :

« pertes inutiles pour un gain hypothétique et inutile actuellement. »

Finalement, suspension de séance. Joukov et Rokossovsky sont priés d'aller réfléchir encore pendant que les autres membres de la Stavka vont se concerter.

« Vingt minutes après, nous rentrâmes dans le bureau du Commandant suprême pour écouter sa décision.

— Nous nous sommes concertés et nous avons décidé de faire adopter à nos troupes une attitude défensive, dit le Commandant suprême. Quant aux plans ultérieurs, nous les examinerons plus tard. Vous pouvez disposer.

K. Rokossovsky et moi-même nous nous séparâmes en silence, occupés de nos propres pensées ». (Joukov, *idem*, p. 282.)

Le lendemain, le Commandant suprême me téléphona.

« Que diriez-vous si la direction de tous les Fronts était à l'avenir transférée aux mains de la Stavka ? »

Ainsi, il était envisagé de supprimer les représentants de la Stavka qui assuraient la coordination des Fronts et Joukov ajoute :

« J'eus le sentiment que cette idée ne lui était pas venue à la suite seulement de notre discussion de la veille ». (Il apparaît évident qu'il n'y avait pas que de bons conseillers autour de Staline.)

Et comme Joukov acceptait facilement l'idée qui lui était soumise, Staline lui demanda s'il disait cela sans aucune amertume.

Le soir même Staline mandait Joukov pour un entretien au cours duquel il lui dit :

« Le 1^{er} Front de Biélorussie se trouve sur la direction de Berlin, nous pensons vous affecter à cette direction.

« Je suis prêt à commander n'importe quel Front ».

« Bien, mais néanmoins vous resterez encore mon adjoint. »

C'est à la fin d'octobre 1944 que commença à la Stavka l'examen des plans pour la phase finale de la guerre. Il était clair que ce ne serait pas la plus facile. Les hitlériens feraient le maximum jusqu'au bout et ils disposaient encore de forces considérables. Sur le front oriental 3 100 000 hommes, sur les 5 300 000 en opération, sans compter les 2 200 000 de réserves. — 28 500 canons et mortiers — 4 000 chars et 2 000 avions de combat. A noter que le front de l'Est s'était réduit de moitié, ce qui permettait une plus grande densité en hommes et en matériel.

Pour l'Union Soviétique, il fallait mener à bonne fin la guerre mais aussi relever l'économie, reconstruire les villes, les usines, les fabriques. Remettre en marche à plein rendement l'agriculture pour faire face aux besoins.

C'est avec un grand enthousiasme que le peuple se ruait au travail. La production de la fonte, des laminés, de l'acier, des machines outils, des tracteurs augmentait dans de grandes proportions. Des dizaines de hauts fourneaux et de fours Martin, ainsi que de puissants laminoirs étaient mis en service.

L'armée pouvait, de plus en plus, s'appuyer sur une industrie en plein développement. En 1944, il fut produit :

— 29 000 chars et automoteurs d'artillerie, plus de 40 000 avions. La production d'autres armements augmentait de deux à trois fois et pouvait être envoyée au front :

— chars I-52 armés d'un canon de 122 mm, chars moyens T.34 modernisés, des chasseurs Yak 3, des avions d'assaut I L.10, des bombardiers rapides TOU-2, etc. Il y avait aussi à aider les pays alliés en voie de libération. — La Pologne reçut 3 500 canons, 1 200 avions, 1 000 chars, 700 000 fusils et pistolets-mitrailleurs, 18 000 véhicules automobiles.

— L'armée Yougoslave reçut 4 429 canons et mortiers, 500 avions, etc.

L'armée était sur la défensive, se reposait, se réorganisait. Tout le peuple accomplissait un immense labeur. L'Etat-major général dressait les plans de la prochaine et dernière campagne.

Quand vint la célébration de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, le 7 novembre 1944 et pour la première fois, Staline put dire :

« Camarades soldats et marins rouges, sous-officiers, officiers et généraux ! Travailleurs de l'Union Soviétique, frères et sœurs déportés de force au bagne fasciste, en Allemagne !

Au nom du Gouvernement soviétique et de notre Parti bolchevik, je vous salue et vous félicite à l'occasion du 27^e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Nous célébrons le 27^e anniversaire de la Révolution d'Octobre dans un moment où l'Armée Rouge remporte des victoires décisives sur les ennemis de notre Patrie. Grâce aux efforts héroïques de l'Armée rouge et du peuple soviétique, notre terre a été purgée des envahisseurs fascistes allemands.

Durant la campagne de l'été 1944, l'Armée rouge a parcouru en combattant de Kichinev à Belgrade, plus de 900 kilomètres ; de Vitebsk à Tilsit, 550 kilomètres. La guerre se poursuit actuellement sur le territoire de l'Allemagne fasciste.

La frontière de l'Etat soviétique, perfidement violée par les hordes hitlériennes le 22 juin 1941, est rétablie intégralement de la mer Noire à la mer de Barentz.

Les vastes opérations admirablement exécutées par les armées de nos Alliés en Europe occidentale ont abouti à la débâcle des troupes allemandes en France et en Belgique et à la libération de ces pays de l'occupation fasciste. »

Puis viennent les ordres de salves d'artillerie et enfin :

« Gloire immortelle aux héros tombés dans les combats pour la liberté et l'indépendance de notre Patrie ! Mort aux envahisseurs allemands ! » (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 141 à 144.)

La préparation de l'offensive se poursuivait activement, bien qu'aucune date précise pour son début n'ait été fixée ; le 20 janvier était donné à titre indicatif.

Ses objectifs principaux étaient définis comme suit :

1° — s'emparer de la Prusse orientale.

2° — Libérer définitivement la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche.

A cette époque, Berlin se trouvait à peu près à égale distance des deux fronts, celui de l'Est et celui de l'Ouest. Les Alliés étaient engagés dans une offensive qui visait la Sarre, la Ruhr et le centre de l'Allemagne. Mais Churchill louchait terriblement vers Berlin, comme il le dit dans ses mémoires ; il le considérait comme un objectif souhaitable pour les Alliés alors que les accords passés avec les soviétiques avaient prévu que ce serait la tâche de l'Armée rouge.

D'ailleurs, les événements militaires mirent rapidement fin aux ambitions de Churchill. Les opérations en France et en Italie n'allaient pas aussi bien qu'il l'avait souhaité.

En Italie, les hitlériens opposèrent une résistance opiniâtre qui contraignit les troupes anglo-américaines à passer l'hiver dans les Appennins.

En France, la lutte avait été très dure. Partout les Allemands opposaient une vive résistance et Strasbourg n'avait été libéré que le 23 novembre 1944, soit 5 mois 1/2 après le débarquement.

Vers la fin de 1944, le commandement allemand avait réussi à stabiliser le front le long de la frontière franco-allemande, comme il avait réussi à s'incruster dans le nord de l'Italie. Hitler avait toujours espéré, depuis que les revers se multipliaient à l'est, pouvoir conclure une paix séparée avec les Alliés.

Profitant de l'accalmie relative qui régnait sur tous les fronts, il prépara un grand coup à partir des Ardennes, visant la ligne Anvers — Bruxelles — Bastogne.

Ayant pris le commandement anglo-américain au dépourvu, il réussit à élargir la percée jusqu'à 80 km de front et 100 km de profondeur.

Dans la nuit du 1^{er} janvier, les hitlériens donnent un nouveau coup de boutoir, cette fois-ci en Alsace.

Le 5 janvier ils ont progressé de 30 km vers le sud et forcé le Rhin au nord de Strasbourg ; des combats acharnés se livrent dans les Ardennes et en Alsace. Les Alliés se sentent très menacés. On imagine sans peine ce qu'aurait pu être la reprise de Strasbourg par les Allemands.

Le 6 janvier 1945, Winston Churchill adresse le message suivant à Staline :

« De durs combats se poursuivent en Occident et à n'importe quel moment le Commandement suprême peut se trouver dans l'obligation de prendre des décisions importantes. Par votre propre expérience vous savez à quel point la situation est alarmante quand, après avoir momentanément perdu l'initiative, on doit défendre un très large front. Le général Eisenhower désirerait et aurait besoin de connaître dans les grandes lignes ce que vous proposez d'entreprendre, car naturellement cela se répercutera sur toutes les plus importantes décisions qu'il prendra, ainsi que nous... Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si nous pouvons compter sur une importante offensive russe sur la Vistule ou à un autre endroit, au courant du mois de janvier ou à n'importe quel autre moment que vous voudrez peut-être mentionner. »

Très peu de gens se souviennent maintenant de la forte inquiétude que ce message exprimait. Monsieur Louis Terrenoire, ancien député le rappelle dans son livre « Sursitaires de la mort lente » Edition Seghers, chapitre 9 :

« Le 16 décembre 1944 une contre-offensive de la Wehrmacht est déclenchée dans les Ardennes. Le front de l'Ouest est percé. Une autre attaque vise Strasbourg, libéré moins d'un mois plus tôt. Aux approches de Noël, tous les captifs d'Allemagne, travailleurs requis, prisonniers de guerre, déportés, vivent leurs heures les plus sombres.

Ce serait trahir la vérité, et nous travestir en petits saints, de nous imaginer sans la peur qui nous tenaille depuis l'annonce de l'offensive qui doit entend-on dire, refouler les Alliés jusqu'à la mer. Un nom jusqu'alors inconnu nous fait mal : Bastogne. Du moins ici et à cette date. Soyons francs : nos prières elles-mêmes ne peuvent exorciser complètement notre angoisse ».

Et pour que chacun se souvienne :

« Personnel et strictement confidentiel

Du Président J. V. Staline

Au premier Ministre M. W. Churchill

J'ai reçu dans la soirée du 7 janvier votre message du 6 janvier 1945. Le maréchal de l'Air Tedder n'est malheureusement pas encore arrivé à Moscou.

Il est très important que nous puissions utiliser notre supériorité sur les Allemands en artillerie et en aviation. Pour cela il faut à l'aviation un temps clair et à l'artillerie l'absence de brouillards au sol qui empêchent le tir à vue. Nous nous préparons à l'offensive, mais les conditions météorologiques sont maintenant défavorables. Néanmoins, tenant compte de la situation de nos alliés sur le front occidental, le Grand Quartier Général du Commandement suprême a décidé d'achever la préparation à un rythme accéléré et, sans tenir compte du temps, de commencer dans la deuxième moitié de janvier au plus tard, de larges opérations offensives contre les Allemands le long de tout le front central. Vous pouvez être assuré que nous ferons tout ce qui est possible afin de venir en aide à nos glorieuses armées alliées.

7 janvier 1945 » (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 397.)

Le 12 janvier à l'aube, — soit seulement 4 jours pleins après avoir reçu l'appel de Churchill —, malgré le non achèvement de la préparation, malgré le temps défavorable et sachant combien de vies humaines, combien de vies soviétiques seront à nouveau sacrifiées par cette hâte, en partenaire loyal, en champion de la lutte pour la libération de l'Humanité, Staline lance ses armées de la Baltique aux Carpates, dans une violente offensive. Cette fois, c'est sur la route de Berlin.

L'effet est immédiat. Dès le soir du 12 janvier, l'offensive allemande s'arrête net en Alsace et dans les Ardennes. La 6^e armée blindée SS est envoyée d'urgence sur le front de l'Est. Bientôt, ce sont 16 divisions que les Allemands retireront du front ouest pour les envoyer contre l'Armée rouge.

Le 17 janvier, le premier ministre Churchill écrit à Staline :

« Au nom du gouvernement de Sa Majesté et de toute mon âme, je tiens à vous exprimer notre reconnaissance et à vous féliciter à l'occasion de la gigantesque offensive que vous avez entreprise sur le front de l'Est. »

Et, devant le développement victorieux de l'offensive soviétique Churchill récidive le 27 janvier :

« Nous sommes enthousiasmés par vos glorieuses victoires. Veuillez accepter nos plus chaleureux remerciements et félicitations à l'occasion de ces exploits historiques. »

Il faut croire qu'il y avait de quoi frapper les imaginations pour que le général allemand K. Tippelskirch décrive ainsi les combats :

« L'attaque fut si puissante qu'elle culbuta non seulement les divisions du premier échelon mais encore des réserves mobiles assez importantes, amenées tout près du front suivant l'ordre catégorique d'Hitler ».

Un autre général hitlérien Mellenthin, dans son livre : « Les combats de chars en 1939-1945 » abonde dans le même sens :

« Impossible de décrire tout ce qui se passa entre la Vistule et l'Oder pendant les premiers mois de 1945, L'Europe n'avait rien vu de pareil depuis l'époque de la chute de l'empire romain. »

En six jours d'offensive, le 1^{er} Front d'Ukraine avait progressé de 150 km et atteint une ligne au nord de Cracovie. Le 17 janvier, le 1^{er} Front de Biélorussie se trouvait à la hauteur du précédent et avait donc progressé dans les mêmes proportions. Ce même jour, la 1^{re} Armée polonaise entra à Varsovie. Après avoir inspecté la ville en ruine, le Conseil Militaire au Front rendit compte au Commandant suprême :

« Les barbares fascistes ont détruit la capitale de la Pologne, Varsovie. Avec la cruauté raffinée des sadiques, les hitlériens ont détruit quartier après quartier. Les entreprises industrielles les plus importantes ont été rayées de la carte. Les maisons d'habitation ont sauté ou ont été brûlées. Les services urbains ont été détruits. Des dizaines de milliers d'habitants ont été exterminés, les autres ont été expulsés. La ville est morte. » (Archives du ministère de la Défense de l'URSS.)

Pour sa part, Joukov qui commandait le 1^{er} Front de Biélorussie ajoute :

« En écoutant les habitants de Varsovie raconter les horreurs que les fascistes allemands avaient perpétrées au moment de l'occupation, en particulier avant leur repli, il était même difficile de comprendre la psychologie et le visage moral des troupes ennemies. Les soldats et les officiers polonais souffraient tout particulièrement en entendant ces récits. J'ai vu pleurer des soldats durcis dans le feu des combats et jurer de punir cet ennemi qui n'avait plus rien d'humain. Quant aux combattants soviétiques, nous étions tous montés à l'extrême contre l'ennemi et tout à fait décidés à punir sévèrement les fascistes de tous leurs crimes. Les troupes brisèrent hardiment et rapidement toute résistance et poussaient résolument de l'avant. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 301.)

La progression des troupes soviétiques se poursuivait à un rythme régulier. Dans les premiers jours de février, le bilan de l'offensive s'établissait comme suit :

— en 23 jours, sur un front de 500 km l'avance a été de 500 à 600 km. Les pertes hitlériennes ont été considérables : 25 divisions décimées, 35 anéanties, capture d'un matériel énorme : 1 300 chars d'assaut, 14 000 pièces d'artillerie, 1 300 avions.

Le commandement allemand doit prélever sur ses autres fronts, de l'ouest et italien, pour essayer d'enrayer l'avance des troupes soviétiques auxquelles participe la première armée polonaise. La plus grande partie des régions occidentales de la Pologne est libérée et l'Armée rouge pénètre maintenant en Allemagne. Elle n'est plus qu'à 70 km de Berlin ; toutefois il lui faudra liquider une importante résistance en Poméranie, ce qui lui demandera du temps en raison des fortifications dont cette région est truffée. Pendant cette phase de la guerre, il semble que Staline laissait plus de liberté d'action à ses grands chefs militaires, se contentant souvent, comme on va le voir, de les conseiller. Joukov, par exemple, qui dirigeait le 1^{er} Front de Biélorussie (le plus important des groupes d'armées) conduisait ses offensives à sa manière qui était toute de prudence et d'efficacité ce qui, par la suite, provoquera une polémique avec certains chefs militaires, tel V. Tchouïkov à l'esprit beaucoup plus aventureux. Ceci est confirmé par la relation suivante de Joukov :

« Le 25 janvier, de jour, le Commandant suprême m'appela au téléphone. Après avoir écouté mon rapport, il me demanda quelles étaient nos intentions pour l'avenir.

— L'ennemi est démoralisé et n'est pas actuellement en mesure d'opposer une résistance sérieuse, répondis-je, nous avons décidé de continuer l'offensive pour porter les troupes du Front sur l'Oder. Kostrzyn (Kustrin) constitue la direction principale de l'offensive, où nous essaierons de conquérir une tête de pont. L'aile droite du Front se déploie en direction du nord nord-ouest, face au groupement de Poméranie-Orientale qui ne représente pas pour l'instant une menace sérieuse et directe.

— Si vous atteignez l'Oder, entre le 2^e Front de Biélorussie et vous un vide de plus de 150 kilomètres va se créer, dit Staline. Actuellement, c'est à ne pas faire. Il faut attendre que le 2^e Front de Biélorussie termine son opération en Prusse-Orientale et regroupe ses forces au-delà de la Vistule ».

— Combien de temps cela prendra-t-il ?

— Environ dix jours. Prenez en considération, ajouta J. Staline, que le 1^{er} Front d'Ukraine ne peut actuellement aller plus loin et assurez votre couverture sur la gauche, étant donné que pendant un certain temps ce Front sera occupé par la liquidation de l'ennemi dans la région Opole (Oppeln) — Katowice.

— Je vous demande de ne pas arrêter l'offensive des troupes du Front, étant donné qu'il nous sera plus difficile par la suite de franchir la ligne fortifiée de Miedzyrzecz (Meseritz). Pour couvrir notre flanc droit, il suffit de renforcer le Front d'une armée encore. »

Le Commandant suprême promit d'y penser, mais de réponse nous n'en reçûmes pas ce jour-là. » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 302 et 303.)

A la suite d'autres conversations, si Staline donnait le feu vert pour les propositions du Front, par contre il se refusait à donner des renforts tout en recommandant de bien se garder sur le flanc droit. La tête de pont fut conquise sur l'Oder et résista aux nombreuses et violentes contre-attaques ; elle fut même élargie à 44 km. C'était un excellent point de départ pour l'offensive sur Berlin.

Pendant les trois premiers mois de 1945, les Fronts du sud ne restaient pas inactifs. En Hongrie, les 2^e et 3^e Fronts d'Ukraine livraient des combats défensifs contre les troupes germano-fascistes qui voulaient les rejeter au-delà du Danube et délivrer le groupement de Budapest qui était encerclé. Toutes les attaques furent repoussées, l'ennemi battu, la route de Vienne était ouverte. Vers mi-avril les troupes soviétiques avaient chassé les Allemands de Hongrie, d'une partie importante de la Tchécoslovaquie, étaient entrées en Autriche, avaient libéré Vienne et s'étaient ouvert le chemin vers les régions centrales de Tchécoslovaquie. Le Reich se trouvait privé de la production de guerre d'Autriche et de Hongrie.

Cette situation alarmait quelque peu Churchill qui s'en ouvrit à Roosevelt par lettre du 1^{er} avril 1945 :

« Les armées russes s'empareront sans doute de toute l'Autriche et entreron à Vienne. Si elles s'emparent également de Berlin, ne vont-ils pas avoir une impression exagérée d'avoir apporté une contribution prépondérante à notre victoire commune, et cela n'est-il pas de nature à susciter chez eux une disposition d'esprit qui, à l'avenir, provoquera de sérieuses et très graves difficultés ? C'est pourquoi je considère que du point de vue politique il convient que nous pénétrions en Allemagne aussi loin que possible vers l'Est et au cas où Berlin serait dans les limites de nos possibilités, il nous faut indiscutablement nous en emparer ». (W. Churchill, *The World War*, vol. VI, p. 407.)

C'était la hantise de Churchill de voir se conjuguer la libération des pays jadis sous l'autorité des forces réactionnaires par les troupes soviétiques, en même temps que se développait le mouvement d'émancipation des travailleurs, l'un s'appuyant sur l'autre et réciproquement.

Lorsque Churchill écrit cette lettre, l'encre des accords de Yalta est à peine sèche. Il n'y a pas 50 jours qu'ils sont signés et pourtant la position de Churchill est en contradiction absolue avec les décisions prises.

En effet, du 4 au 11 février s'était tenue la réunion des trois grandes puissances qui conduisaient la guerre contre la coalition hitlérienne. Elles y étaient représentées par les chefs de gouvernement accompagnés des ministres des affaires étrangères : Staline et Molotov — Roosevelt et Stettinius — Churchill et Eden, avec les délégations d'Etats-majors.

Deux faits importants pèseront sur l'orientation de la Conférence :

1) La situation militaire au moment où elle s'ouvre. Les Alliés de l'Ouest sont à 500 km de Berlin, les troupes soviétiques à 60-70 km.

2) La guerre a nécessité un effort sans précédent des classes ouvrières des pays capitalistes engagés dans la lutte contre le fascisme. Elles ont été associées à l'action pour le triomphe des principes démocratiques.

Il est impossible de ne pas tenir compte de leurs aspirations.

C'est ce qui explique le poids des propositions soviétiques et l'adoption d'une grande partie d'entre elles. Ainsi, l'accord se fait assez facilement sur les futures opérations militaires et leur coordination. Pendant que les soviétiques engageront la bataille pour Berlin, les Alliés mèneront également une grande offensive vers les régions centrales de l'Allemagne.

Accord également sur l'engagement de mener la lutte en commun jusqu'à la capitulation sans conditions de l'Allemagne. Il en est de même pour définir les zones de contrôle qui suivra la fin des hostilités. La question de l'attitude à l'égard des pays libérés ne pose guère de problèmes. Une zone d'occupation en Allemagne sera réservée à la France et bien que Berlin soit situé dans la zone soviétique d'occupation, une partie sera réservée aux Alliés.

En ce qui concerne le sort futur de l'Allemagne, Anglais et Américains reprennent leurs propositions de Téhéran prévoyant le démembrement. En fait, le but recherché vise l'élimination d'un concurrent capitaliste redoutable plutôt que l'intérêt des peuples. L'URSS s'oppose à cette conception et préconise une série de mesures qui tendront à maintenir la paix : disparition de l'industrie de guerre, dénazification, châtement des criminels de guerre, paiement de dommages de guerre et démocratisation. Les accords de Yalta s'inspirent de ces diverses propositions.

Un accord intervient également sur les nouvelles frontières de la Pologne, non sans discussion, Churchill voulait lier à ce problème celui de la composition du gouvernement polonais en y faisant entrer les émigrés de Londres. Staline se montre intraitable sur ce sujet. La Russie a payé assez cher pour n'avoir pas un grand Etat hostile à ses frontières, c'est d'ailleurs ce que souhaite le peuple polonais.

Enfin, c'est à Yalta également que sont jetées les bases d'une nouvelle société des nations avec la règle de l'unanimité et le droit de veto.

Il est également convenu que l'Union Soviétique participera à la guerre contre le Japon après que seront terminées les opérations en Europe, le délai de trois mois ferme est retenu.

En suivant chronologiquement les événements on a l'occasion à quelque temps de là, de connaître l'opinion de Staline sur les résultats globaux de Yalta ; c'est Joukov qui raconte :

« Au cours de l'opération de Poméranie-Orientale, il me semble que c'était le 7 ou 8 mars, je dus me rendre d'urgence à la Stavka, appelé par le Commandant suprême.

De l'aérodrome, je me rendis directement à la villa de J. Staline où il se trouvait, n'étant pas en très bonne santé.

Après m'avoir posé quelques questions sur la situation en Poméranie et sur l'Oder et après avoir écouté mon exposé, le Commandant suprême me dit :

— Allons-nous dégourdir un peu les jambes, car je me sens ramolli.

Tout son aspect extérieur, ses mouvements et sa conversation dénotaient une immense fatigue physique. Pendant les quatre années de guerre J. Staline s'était sérieusement surmené. Il avait travaillé en soutenant une forte tension, il manquait constamment de sommeil, il avait souffert de nos échecs jusqu'à en être malade, en particulier de ceux des années 1941-1942. Tout cela ne pouvait pas ne pas avoir d'effets sur son système nerveux et sur sa santé.

Au cours de la promenade, J. Staline commença de façon inattendue à me parler de son enfance.

Une demi-heure au moins se passa ainsi en conversation.

Puis il me dit :

— Allons boire du thé, il nous faut parler de quelque chose.

« Sur le chemin du retour je lui demandai :

— Camarade Staline, il y a longtemps que je voulais m'informer au sujet de votre fils Iakov, avez-vous des renseignements sur son sort ?

Il ne répondit pas d'emblée à cette question. Après avoir fait une centaine de pas, il me dit d'une voix sourde :

— Iakov ne réussira pas à échapper à la captivité. Ses meurtriers le fusilleront. D'après certains renseignements, ils le tiennent isolé des autres prisonniers et l'endoctrinent pour qu'il trahisse sa Patrie.

Après un moment de silence, il ajouta avec fermeté :

— Non, Iakov préférera n'importe quelle mort à une trahison envers la Patrie.

On sentait qu'il souffrait profondément à cause de son fils. Passé à table J. Staline garda le silence pendant longtemps, ne touchant pas à ce qui était servi.

Puis, comme s'il continuait ses réflexions, il dit avec amertume :

« Quelle guerre pénible. Combien des nôtres y ont laissé leur vie. Selon toute apparence, nous aurons peu de familles où des proches n'auront pas péri.

Puis J. Staline me parla de la conférence de Yalta. Je compris qu'il était assez content de ses résultats ; il disait beaucoup de bien de F. D. Roosevelt, il me dit qu'il cherchait comme auparavant à obtenir des Alliés que leurs troupes passent à l'offensive pour battre plus vite l'Allemagne.

Le Commandant suprême me parla en détail des accords conclus avec les Alliés concernant le gouvernement de l'Allemagne après sa capitulation. Du « mécanisme de contrôle en Allemagne » des zones d'occupation entre lesquelles le territoire de l'Allemagne serait divisé et également de la ligne jusqu'à laquelle les troupes Alliées et soviétiques devaient progresser » (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 326 et 327.)

Le lendemain du jour où cette conversation avait eu lieu se réunit la Stavka, Le rendez-vous avait été pris pour 13 heures, mais il fut reporté à 20 heures à la demande de Staline sans doute toujours souffrant. A cette réunion assistaient plusieurs membres du Comité d'Etat à la Défense. Les dispositions étaient prises et Staline les approuva pour que soient préparées dans tous ses détails les opérations de la bataille de Berlin.

Les préparatifs furent réexaminés le 29 mars au cours d'un entretien Staline-Joukov puis par plusieurs jours de travail à la Stavka. A ce moment-là il apparaissait que les Allemands offraient une moindre résistance sur le Rhin face aux troupes alliées, mais que, par contre, des forces encore considérables étaient massées pour la défense de Berlin contre l'Armée rouge. Ces forces pouvaient être estimées à un million d'hommes, 10 000 canons et mortiers, 1 500 chars et canons d'assaut, 3 300 avions de combat. En dehors de ses positions militaires défensives, des tentatives diplomatiques avaient lieu et Staline montra à Joukov une lettre qu'il avait reçue d'un ami étranger qui l'informait que des conversations avaient lieu en coulisse entre agents hitlériens et représentants officiels des alliés. Les Allemands proposaient de cesser toute résistance aux alliés, contre la signature d'une paix séparée. C'était la dernière chance d'Hitler.

Par ailleurs et en dépit des accords de Yalta qui avaient fixé les limites des offensives, les milieux britanniques et une partie de l'Etat-major allié caressaient encore le fol espoir de s'emparer de Berlin avant les soviétiques.

Il était bien clair pour l'Etat-major de l'Armée rouge que les troupes auraient à rompre une zone continue de puissantes lignes de défenses échelonnées en profondeur jusqu'à Berlin, lui-même puissamment fortifié. Joukov était soucieux d'éviter toute erreur d'appréciation quant aux forces ennemies et pourtant il avoue en avoir commis une en sous-estimant les difficultés qui surgiraient à cause des hauteurs de Seelov. Elles étaient abondamment fortifiées et se trouvaient à 12 km du point de départ de l'attaque. Au surplus, il risquait de voir un de ses flans découvert ; aussi, prit-il la décision de placer la 1^{re} Armée blindée sur sa position de départ, derrière la 8^e armée de la garde, pour l'engager immédiatement en cas de nécessité. Comme cette initiative modifiait le plan de la Stavka, il crut bon d'en informer le Commandant suprême, et Staline lui répondit :

« Agissez comme vous l'estimez nécessaire ; sur place vous voyez mieux les choses ».

Dans l'ouvrage déjà maintes fois cité : « La Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique » Moscou 1974 — page 395, on trouve cette appréciation :

« L'armée Rouge se trouve parfaitement en mesure de porter le coup de grâce au Reich. Elle doit écraser les troupes devant Berlin et prendre aussitôt la ville. Le plan de cette opération se tisse au fur et à mesure que l'on approche de la capitale hitlérienne. Rappelant les détails de la préparation de l'opération de Berlin, le maréchal Joukov fait état des grandes qualités militaires dont font alors preuve la Stavka, l'EMG. D'une main ferme et experte, le Commandant suprême Staline orchestre la préparation de cette opération finale. »

Il était cinq heures du matin, le 16 avril 1945 quand le ciel s'illumina. Tout à coup, des milliers de bouches à feu crachèrent leur mitraille dans un bruit infernal cependant que des coups encore plus violent dominaient ce cataclysme : c'était les bombes d'avion qui tombaient du ciel à un rythme accéléré. Il en fut ainsi pendant 30 minutes et puis soudain il fit aussi clair qu'en plein jour : c'était 140 projecteurs de DCA qui éclairaient le champ de bataille. L'artillerie allongea son tir, les chars apparurent, serrés, puissants, fonçant sur l'ennemi, suivis par les masses d'infanterie.

Les première et deuxième lignes ne résistèrent pas à l'avalanche mais après plusieurs kilomètres, Joukov arriva sur les hauteurs de Seelov. Là, ce fut une autre affaire et le maréchal reconnut qu'il avait sous-estimé la résistance que pouvaient offrir les Allemands dans ce secteur particulièrement fortifié. Il lui faudrait au moins deux jours pour en venir à bout. Staline qui suivait la bataille heure par heure

prescrivit alors à Koniev qui avançait à la tête du 1^{er} Front d'Ukraine, en direction de Leipzig, de distraire une partie de ses forces blindées pour attaquer Berlin par le sud en passant par Zossen.

Après avoir noté les imperfections de l'offensive, Joukov ajoute :

« Le 20 avril, au cinquième jour de l'opération, l'artillerie à longue portée du 79 corps d'infanterie de la 3^e armée de choc, que commandait le général-colonel V. Kouznetsov, ouvrit le feu sur Berlin. L'assaut historique de la capitale de l'Allemagne fasciste était commencé. Au même moment, le 1^{er} groupe de la 30^e brigade d'artillerie de la garde de la 47^e armée que commandait le commandant A. Zioukine, tirait aussi une salve sur la capitale fasciste.

Il est difficile de traduire en paroles l'émotion qui s'empara de tous les combattants soviétiques. Voici ce que rapporte un chef de pièce de la 6^e batterie du 832^e régiment d'artillerie de la 266^e division d'infanterie, le sergent Nicolai Vasiliev :

« Vers le soir, notre batterie atteignit les hauteurs, et nous aperçûmes l'immense ville. Un sentiment de joie et de triomphe s'empara de nous : c'était la dernière ligne ennemie, et l'heure du règlement des comptes était arrivé !... Nous n'avions même pas remarqué qu'un véhicule s'était approché et que notre chef, le général Berzarine, en était descendu. Après nous avoir salués, il ordonna à notre chef : « Sur les fascistes de Berlin, feu » Il est probable que jamais, en tirant, nous n'avons agi avec autant d'énergie et d'ensemble... »

Sur les obus de la batterie l'infirmière-monitrice Malania Iourtchenko avait inscrit : « Pour Stalingrad, pour le bassin du Donetz, pour l'Ukraine, pour les orphelins et les veuves ; pour les larmes de nos mères ! »

Le 21 avril, les unités de la 3^e armée de choc, de la 2^e armée blindée de la garde, de la 47^e et de la 5^e armée de choc faisaient irruption dans les faubourgs de Berlin et engageaient des combats dans la ville même. La 61^e armée, la 1^{re} armée polonaise et d'autres unités du front progressaient rapidement en direction de l'Elbe, ou était prévue notre rencontre avec les troupes alliées ». (Joukov, *ouvrage cité*, pp. 362, 367 et 375.)

Sachant ce que représenterait ce moment-là pour les combattants de l'Armée rouge, les autorités soviétiques avaient multiplié les instructions, les officiers devaient faire des conférences aux soldats pour rappeler le rôle de l'Armée rouge : être avant tout une armée de libération ; aucune violence ne devait s'exercer contre le peuple allemand qui ne pouvait être tenu pour responsable des crimes du nazisme.

La présence de communistes dans la troupe — et à tous les échelons de la hiérarchie —, la discipline librement acceptée et cependant très rigoureuse, garantissait la bonne tenue de l'armée. Une armée servant un grand idéal, une armée d'honneur.

Les jours suivants les hitlériens étaient battus sur les itinéraires menant au centre de Berlin, mais plus les troupes soviétiques approchaient du centre et plus les combats étaient violents. La conquête devait s'effectuer rue par rue, maison par maison, de jour comme de nuit. Après des exploits sensationnels et aussi de grosses pertes, l'Armée rouge approchait des derniers retranchements des hitlériens. Le 30 avril à 14 h 25, les troupes du général Kouznetsov s'emparèrent de la partie principale du Reichstag.

Joukov dit :

« Vers 15 h 30 il m'appela au téléphone à mon poste de commandement et, joyeux, il m'annonça : « sur le Reichstag flotte le drapeau Rouge ! Hourrah ! Camarade maréchal ! — Cher général Kouznetsov, répondis-je, je te félicite de tout cœur, toi et tes soldats, pour cette remarquable victoire. L'exploit historique de tes troupes, jamais le peuple soviétique ne l'oubliera ». (Joukov, *ouvrage cité*, p. 375.)

Le 1^{er} mai à 3 h 50 du matin, le chef d'état-major de l'Armée de terre allemande, général d'infanterie Krebs, se présentait aux autorités soviétiques déclarant qu'il avait tous pouvoirs pour négocier un armistice.

Il informait les autorités qu'Hitler s'était suicidé la veille, 30 avril à 15 h 50 et remettait une lettre que Goebbels adressait au commandement supérieur soviétique l'informant de la teneur du testament d'Hitler.

Joukov charge V. Sokolovsky de faire savoir aux Allemands qu'il n'y a pas à discuter de la conclusion d'un armistice mais que la capitulation sans conditions est exigée et il relate :

« M'étant mis au même moment en relation avec Moscou, je téléphonai à J. Staline. Il était à sa villa. Le général de permanence prit le récepteur et dit :

Staline vient de se coucher.

— Je vous prie de le réveiller. Il s'agit d'une affaire très urgente qui ne peut attendre le matin.

J. Staline vint très vite prendre le récepteur. Je l'informais du suicide d'Hitler, de la mission de Krebs et de ma décision de charger Sokolovsky du soin de mener les pourparlers avec Krebs. Je lui demandai ses ordres.

— Ce qui devait arriver à ce salaud lui est arrivé. Dommage qu'il n'ait pas été possible de prendre Hitler vivant. Où est son cadavre ?

— D'après ce que dit le général Krebs, le cadavre d'Hitler a été brûlé sur un bûcher.

— Dites à Sokolovsky, dit le Commandant suprême de n'engager avec Krebs, ou les autres hitlériens, aucune sorte de pourparlers à l'exception de la reddition sans condition ». (Joukov, *ouvrage cité*, p. 379.)

Mais les Allemands ne voulaient pas entendre parler de capitulation sans conditions et l'offensive soviétique redoubla de violence encore pour quelques heures. Finalement le 2 mai vers 15 heures, toute résistance avait cessé ; ce qui restait de la garnison de Berlin, environ 70 000 hommes, se rendit.

Joukov et plusieurs officiers visitèrent la chancellerie. Ils cherchèrent les bûchers où auraient été brûlés les cadavres d'Hitler et de Goebbels mais ne les trouvèrent point, et Joukov raconte :

« Nous étions en train d'achever la visite de la chancellerie quand on nous dit que dans un local souterrain on venait de découvrir les cadavres des six enfants de Goebbels. Je dois avouer que je n'ai pas eu le cœur d'y descendre pour voir ; des enfants qui avaient été mis à mort par leur mère et leur père !...

Peu de temps après, à proximité du bunker, furent retrouvés les cadavres de Goebbels et de sa femme. On requit le Dr Fritzche pour les identifier et il confirma qu'il s'agissait bien d'eux. » (Joukov, *ouvrage cité*, p. 385.)

Le 7 mai, Staline informait Joukov par téléphone que le jour même à Reims, les Allemands avaient signés l'acte de reddition sans condition, et il ajoutait :

« C'est le peuple soviétique qui a porté sur ses épaules la plus grande partie du poids de la guerre, la capitulation doit donc être signée devant le Commandement supérieur de tous les pays de la coalition antihitlérienne et non devant le seul commandement suprême des troupes alliées. Je n'ai pas non plus accepté, continua Staline, que l'acte de capitulation n'ait pas été signé à Berlin, au centre même d'où est partie l'agression fasciste. Nous avons convenu avec les Alliés que l'acte signé à Reims sera considéré comme un protocole de capitulation provisoire. Demain arriveront à Berlin les représentants du Commandement en chef allemand et les représentants du Commandant suprême des forces alliées. (Joukov, *ouvrage cité*, p. 387.)

Puis Staline informait Joukov de sa nomination de représentant du Commandement suprême des troupes soviétiques, également haut-commissaire de la zone d'occupation soviétique en Allemagne et Commandant en chef des troupes d'occupation soviétique en Allemagne.

Le 8 mai, à Berlin eut lieu la signature officielle de l'acte de reddition sans condition, avec le cérémonial habituel à ce genre d'événement.

Ainsi prenait fin en Europe la deuxième guerre mondiale qui avait coûté au monde 50 millions de morts et davantage encore de blessés, de mutilés, de malades. En regard de ce chiffre exorbitant de victimes, il y avait les atrocités : l'horreur, la sauvagerie, les holocaustes qui ont dépassé tout ce que l'humanité avait pu connaître jusqu'à ce jour et depuis l'origine des temps.

Les vainqueurs firent comparaître à Nuremberg, dans un procès dérisoire quelques-uns des responsables. D'autres furent châtiés par les peuples de diverses manières. Mais le plus grand coupable ne fut pas inquiété outre mesure. Seulement du côté soviétique, il eut quelques comptes à rendre.

Ce grand coupable ? Le capitalisme sans lequel un tel phénomène n'aurait pu se produire.

Le grand capital international, les Thyssen et les Krupp, aidés par l'industrie chimique ont financé l'hitlérisme et créé le climat propice au développement du fascisme. Oui, ce procès-là reste à faire. Les peuples devront l'engager tôt ou tard et construire le socialisme.

Pour conclure ce chapitre, extrait d'un très bel article contenu dans le recueil des quelques 300 que l'écrivain Ilya Ehrenbourg, soldat et humaniste, rédigea le 27 avril 1945 :

Nous sommes à Berlin : c'est la fin de la soldatesque prussienne, c'est la fin des incursions des brigands ! Si tous les peuples épris de liberté peuvent maintenant, en sécurité, à la longue table de San Francisco, parler de la sécurité internationale c'est parce que le fantassin russe qui a connu bien des malheurs quelque part sur le Don ou près de Vélikié Louki, a marqué avec un morceau de charbon sous la walkyrie domptée : « Je suis à Berlin, Sidorov ».

Nous sommes à Berlin : c'est la fin du fascisme ! Je me rappelle comment, il y a de nombreuses années, dans les rues entourant Alexanderplatz, de jeunes cannibales s'entraînaient au tir : ils visaient alors leurs concitoyens rebelles. Puis ils sont allés à Prague, à Paris, à Kiev. Maintenant ils tirent leurs dernières balles dans ces mêmes rues. Un journaliste anglais écrit : « Lorsqu'on nous parlait des cruautés allemandes, nous pensions que c'étaient des exagérations. A Buchenwald, à Oradour nous avons vu ce dont les nazis étaient capable... » Qu'ajouter à cela? Oui, peut-être une chose : que Buchenwald ou Oradour sont les maquettes miniatures de Maïdanek ; Treblinka, Auschwitz. Je sais qu'il est impossible de mesurer la douleur par des chiffres, mais tout de même je veux en citer un : des cinéastes ont filmé un entrepôt à Auschwitz : six tonnes de cheveux de femmes coupés aux martyres. Le monde voit à quel sort nous avons fait échapper les femmes de tous les pays, nos lointaines sœurs de Gascogne, d'Ecosse, de l'Ohio.

Que serait-il advenu des enfants du fermier canadien ou du berger australien, si le camarade Sidorov n'était pas arrivé jusqu'à Berlin ? (Texte repris dans *Etudes Soviétiques* n° 374, mai 1979, Article *Ilya Ehrenbourg, 1891-1967.*)

XX - RECONSTRUCTION ET GUERRE FROIDE

Ce qui venait de se passer pour la Grèce, relaté à la fin du chapitre XVIII, et tenté sans succès dans les autres pays, illustre parfaitement ce qu'est une politique de classe. Elle est menée avec une détermination rigoureuse, quelles qu'en soient les conséquences, avec une volonté absolue de faire triompher coûte que coûte les intérêts des classes dirigeantes et, naturellement, aux dépens de ceux des peuples. Les exemples abondent.

Cette politique se poursuit imperturbablement bien que ne recueillant pas toujours l'assentiment de ses exécutants. Ainsi, quand le comte Von Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne, vint dans la nuit du 21 au 22 juin 1941 apporter au gouvernement soviétique la déclaration de guerre de l'Allemagne et qu'il quitta Molotov les larmes aux yeux, il n'était certainement pas d'accord avec la politique de son gouvernement ; et pourtant, il la sert ! D'ailleurs ne finira-t-il pas par être pendu en raison de sa participation au complot contre Hitler, en juillet 1944, concrétisant finalement son opposition.

Toujours, les intérêts de classe dominant tout, jusqu'à réprimer bien souvent l'expression de sentiments sincères. Ainsi, ceux qui s'exprimaient dans la nuit du 8 au 9 mai 1945 au banquet qui suivait à Berlin la signature par les représentants allemands de l'acte de reddition sans condition et où Joukov, après avoir parlé, donnait la parole au maréchal Arthur Tedder, puis au général De Lattre de Tassigny et enfin au général des forces armées américaines Spaatz.

A ce sujet, Joukov écrit :

« Je me souviens que l'on parla beaucoup et avec une grande sincérité, du désir qui nous animait de maintenir indestructibles les liens d'amitié entre les pays de la coalition antifasciste. » (Joukov, *les Mémoires* Tome 2, p. 392.)

L'administration soviétique de la région de Berlin se mit rapidement au travail pour nourrir la population civile et réorganiser la vie collective. Tout était à faire.

Le 14 mai, la première ligne de métro fonctionnait ; à la fin du mois, 5 lignes — soit 71 km — étaient à nouveau en service et les gares et ports fluviaux assuraient le ravitaillement de Berlin.

Le 19 mai, une nouvelle municipalité était mise en place. Très rapidement : 7 usines à gaz et 21 stations de pompage du réseau hydraulique urbain recommencèrent à fonctionner. Les tramways furent remis sur rails au fur et à mesure du déblaiement des voies. La radio reprit ses émissions. Le 13 mai.

Vers la mi-juin, 120 cinémas fonctionnaient déjà à Berlin.

A la fin de juin 580 écoles étaient fréquentées par 233 000 enfants. L'administration soviétique autorisait la constitution de partis politiques antifascistes et aussi de syndicats libres.

Les grands monopoles capitalistes furent démantelés, les unions patronales furent dissoutes, les anciens nazis furent écartés des postes qu'ils occupaient dans divers domaines de la vie économique, sociale et culturelle de la ville.

Joukov ajoute :

« Je me souviens bien de l'attention et du sens averti de la condition de vie des travailleurs allemands, avec lesquels le Comité Central du Parti Communiste et son Bureau Politique suivait cette importante évolution. Beaucoup de conseils précieux relatifs à l'orientation de ce travail provenaient de J. Staline lui-même qui considérait ces questions du point de vue des intérêts de la classe ouvrière internationale et de la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité en Europe. » (Joukov, *Mémoires*, Tome 2, p. 403.)

La signature de l'acte de reddition n'avait pas fait taire complètement les armes. Dans plusieurs régions les Allemands continuaient à résister. C'est ainsi qu'ils se battaient encore en Tchécoslovaquie, à Prague contre le soulèvement des forces progressistes. Les troupes soviétiques durent accélérer leur mouvement pour achever l'écrasement des restes des troupes allemandes, et la dernière opération eut pour résultat d'accentuer le repli général des troupes allemandes de l'Autriche et du sud de l'Allemagne. Elles se hâtaient vers l'ouest pour se rendre aux Américains qui, loin de contrecarrer ce mouvement, comme ils auraient dû le faire, le facilitaient malgré les protestations du commandement soviétique.

La division du traître Vlassov (Vlassov, Général Soviétique fait prisonnier par les Allemands fut le seul officier supérieur qui trahit sa Patrie.) chercha également le salut vers les Américains, mais les Soviétiques lui barrèrent le chemin. Vlassov, lui-même, dissimulé dans une camionnette fut pris, envoyé à Moscou, jugé et fusillé.

Etant donné les fonctions importantes que Joukov assurait, il était souvent appelé en consultation à Moscou. C'est ainsi qu'il participa, lors d'une importante réunion, à l'examen des obligations incombant à l'Union Soviétique vis-à-vis des Alliés et en vertu des accords passés relatifs à la guerre contre le Japon. Au cours de cette réunion, Staline demanda s'il ne conviendrait pas d'organiser à Moscou un grand défilé de la victoire où seraient invités les héros qui s'étaient le plus distingués : soldats, sergents, adjudants, officiers et généraux. La proposition fut chaleureusement approuvée et les dispositions prises pour son organisation.

Cette revue de « la victoire » donna lieu quelque temps après la décision, au dialogue suivant que rapporte Joukov :

« Le 18 ou 19 juin probablement, je ne me souviens pas exactement de la date, le Commandant Suprême me fit venir à sa villa des environs de Moscou.

Il me demanda si je n'avais pas désappris de monter à cheval. Je répondis :

« Non, je n'ai pas désappris.

— Alors, voilà, il vous faudra passer en revue les troupes pendant le défilé de la Victoire, c'est Rokossovsky qui commandera le défilé.

Je répondis :

— Je vous remercie pour un tel honneur, mais ne serait-il pas préférable que vous passiez vous-même en revue les troupes? Vous êtes le Commandant suprême, de droit et en vertu du poste que vous occupez, il vous incombe de passer les troupes en revue.

J. Staline dit :

— Je suis trop vieux pour passer les troupes en revue, faites-le vous, vous êtes plus jeune. » (Joukov, *Mémoires*, Tome 2, p. 423.)

La revue eut lieu le 24 juin par un temps maussade, et eut une grande résonance dans ce peuple qui avait tant souffert et tant donné pour cette victoire.

Les Soviétiques proposèrent aux Alliés d'organiser également une revue à Berlin même d'où était partie l'agression. La proposition fut acceptée et les préparatifs commencèrent.

Mais, la veille de la revue, les Soviétiques étaient prévenus que pour plusieurs raisons, les commandants en chef des troupes alliées ne pouvaient venir à Berlin. Ce que voyant, Joukov téléphona à Staline qui lui dit :

« Ils veulent diminuer la portée de la revue de la victoire à Berlin. Attendez un peu, ils vont jouer d'autres tours encore. Ne faites pas attention au refus des commandants en chef et passez vous-même les troupes en revue, d'autant que nous y avons plus de droit que les commandants en chef des troupes alliées. » (Joukov, *ouvrage cité*, tome 2, p. 427.)

Ce n'était là qu'un incident mineur, seulement révélateur d'un état d'esprit et d'une orientation. Autrement plus grave est le fait suivant abordé par Staline dans une réunion fin mai :

« Nous avons désarmé tous les soldats et officiers de l'armée allemande, et les avons dirigés sur des camps de prisonniers de guerre, mais les Anglais maintiennent sur pied des troupes allemandes et collaborent avec elles. A ce jour, les états-majors des unités allemandes, ayant à leur tête leurs anciens chefs, jouissent d'une entière liberté et, sur ordre de Montgomery, réunissent et remettent en ordre l'armement et le matériel.

Je pense, poursuit le Commandant suprême, que les Anglais s'attachent à conserver des troupes allemandes pour pouvoir les utiliser plus tard. C'est une violation flagrante des accords intervenus entre les chefs de gouvernements, accords qui prévoient la démobilisations immédiate des troupes allemandes ». (Joukov, *ouvrage cité*, tome 2, p. 429.)

Ces faits furent niés pendant longtemps. Mais Staline était bien renseigné et récemment, le 10 octobre 1978 paraissait dans le journal « l'Aurore » un article très documenté sur cette affaire et intitulé :

« Ces soldats de Hitler réembauchés par Churchill ».

Voici quelques extraits de cet article :

« C'est l'une des révélations les plus ahurissantes de l'après-guerre. Persuadé que les anglo-saxons auraient à faire face à l'Armée rouge victorieuse, Winston Churchill envisageait dès les premiers mois de 1945, de se servir de l'Armée allemande contre les soviétiques. Il donna même des ordres à ses deux chefs militaires Montgomery et Alexander, pour la prise en main de trois millions de soldats de Hitler. On les désarmerait mais on les conserverait en unités régulières, avec leur commandement, afin de pouvoir les utiliser le cas échéant.

... Après d'extraordinaires tractations secrètes en Suisse qui scandalisent Staline, un million d'Allemands mettent ainsi bas les armes en Italie.

... Bientôt Churchill disposera d'une étrange « force de frappe » en sommeil, de près de trois millions de vaincus de la Wehrmacht, dont on maintiendra l'esprit combatif par des conférences sur le « danger bolchevique » données par des officiers britanniques. Et l'on utilisera même, à cette fin, l'ex-gauleiter de Hambourg Karl Kaufmann... à Potsdam d'un ton rogue, Staline lui demanda : « Que faites-vous des Allemands de Norvège » ?

— feignant l'ahurissement, Churchill répond : « Quels Allemands de Norvège ? »...

... Trente ans plus tard, un historien américain qui n'a personne à ménager révèle enfin l'incroyable « histoire des soldats de Hitler réembauchés par Churchill. »

De tels faits survenant immédiatement après la fin du conflit en Europe, montraient l'âpreté de la lutte des classes et la confiance que les soviétiques pouvaient avoir dans leurs alliés.

C'est dans ce climat de méfiance, amplement justifié par les agissements des Alliés, qu'allait s'organiser le Conseil de Contrôle pour l'Allemagne et se tenir la Conférence de Potsdam. Pour la préparer, des entrevues entre participants étaient nécessaires, et Joukov relate l'une d'entre elles :

« Nous reçûmes le général D. Eisenhower à l'état-major du Front, au Wendenschlosse. J'étais accompagné de A. Vychinsky.

« Nous nous accueillîmes en soldats, et, on peut dire, en amis. D. Eisenhower me prit les mains, me regarda longuement et avec attention et dit :

« Alors, vous êtes donc ainsi fait ! »

Lui serrant les deux mains, je lui exprimai ma gratitude envers les troupes alliées et notai avec plaisir la fructueuse coopération qui s'était établie entre nos forces armées et nos peuples pendant les années de guerre contre l'Allemagne hitlérienne. (Joukov, *Mémoires*, Tome 2, p. 432.)

Mais les bonnes dispositions des hommes ne règlent pas les problèmes comme le montre le dialogue suivant engagé par le visiteur :

« — Nous devons nous mettre d'accord sur toute une série de questions liées à l'organisation du Conseil de Contrôle et la manière dont seront organisées, à travers la zone soviétique, les communications routières avec Berlin du personnel des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France.

— Il semblerait, dis-je, qu'il nous faudrait nous mettre d'accord non seulement au sujet des liaisons routières, mais décider aussi des modalités d'accès à Berlin de l'aviation américaine et anglaise à travers la zone soviétique. En guise de réponse à mes paroles, le général Spaatz, se renversant sur sa chaise lança négligemment :

« L'aviation américaine volait et vole partout, sans aucune espèce de restriction.

— Votre aviation ne volera pas sans restriction à travers la zone soviétique, répondis-je à Spaatz, vous ne volerez que dans les couloirs aériens prévus. »

D. Eisenhower intervint immédiatement et dit à ce sans-gêne de Spaatz : « Je ne vous ai pas chargé de poser de cette manière la question des vols. »

Puis se tournant vers moi, il observa :

« Je suis venu chez vous, cette fois, monsieur le Maréchal, uniquement pour vous rencontrer personnellement ; quant aux questions qui concernent le travail, nous les trancherons après avoir organisé le Conseil de Contrôle. »

Une suite eut lieu à Francfort-sur-le-Main, siège de l'Etat-major d'Eisenhower, où Joukov fut accueilli avec les honneurs militaires. Il décrit :

... « Ensuite eut lieu la cérémonie de la remise des décorations à Eisenhower et Montgomery, suivie de la remise des décorations soviétiques à un groupe important de généraux et officiers américains et anglais. Après la remise des décorations eut lieu une revue de l'aviation à laquelle prirent part plusieurs centaines d'avions.

Nous quittâmes Francfort avec l'espoir de voir s'établir entre nous des relations amicales et pratiquer la coopération dans le gouvernement quadripartite de l'Allemagne.

L'Etat-major d'Eisenhower se trouvait dans l'énorme bâtiment de la compagnie chimique I.G. Farbenindustrie qui fut préservé pendant les terribles bombardements de Francfort bien que l'aviation alliée eut transformé la ville en ruines. » (Joukov, *Mémoires*, Tome 2, p. 436.)

Ce dernier fait pouvait surprendre Joukov. Il n'était pas nouveau ; déjà, au cours de la première guerre mondiale, le non-bombardement du bassin de Briey, connu après la guerre, avait provoqué une vive polémique. Cela se reproduisait à une plus grande échelle, comme le remarque Joukov, puisque l'on pouvait constater le même fait dans diverses régions de l'Allemagne. Pourtant, les installations de la I.G. Farbenindustrie constituaient partout d'excellents objectifs pour les bombardiers, et c'est avec juste raison que le maréchal note :

« Plus tard, on apprit que des relations d'ordre financier existaient entre ces usines et les monopoles de l'Amérique et de l'Angleterre. »

Peu à peu le Conseil de Contrôle se mit au travail. Ce gouvernement à quatre de l'Allemagne fonctionna tant bien que mal. Les questions les plus épineuses se trouvaient réglées, mais ce n'était pas seulement l'Allemagne qui attendait les solutions. Le monde avait été durement secoué, des problèmes fondamentaux internationaux appelaient une politique concertée des trois puissances. C'est pourquoi du 17 juillet au 2 août 1945 se tint la conférence de Potsdam, près de Berlin.

La délégation soviétique était conduite par Staline, celle des Etats-Unis par Truman, celle de l'Angleterre par Churchill et à partir du 28 juillet par C. Attlee, à la suite de la victoire électorale des Travailleurs.

Le sort de l'Allemagne figurait parmi les plus importantes questions que devait résoudre la conférence.

A ce sujet, M. Philippe Devillers écrit :

« Ce qui domine la pensée des dirigeants soviétiques, en septembre 1945, c'est encore et toujours la guerre et ses conséquences, les conclusions à en tirer. Elle a été gagnée, certes, mais au prix d'un effort extraordinaire. L'épreuve, que Staline avait cherché à tout prix à éviter (Cf. communiqué du gouvernement soviétique du 13 juin, répondant aux rumeurs relatives aux mouvements de troupes allemandes, et l'annulation par Staline des ordres de mouvement le 21 juin. Sur « le souci de la Russie d'éviter la guerre » voir rapports allemands présentés au procès de Nuremberg A-21-1, A 21-66 et 22 161 (7 juin 1941).), a dépassé tout ce qu'on avait pu imaginer. Elle dicte à l'URSS une nouvelle politique étrangère. La victoire acquise serait vaine, les sacrifices consentis inutiles si l'URSS n'obtenait pas une

paix qui éliminerait une fois pour toutes le danger allemand. Pour rechercher et obtenir une telle paix, l'équipe dirigeante soviétique se sait, non seulement soutenue mais portée par une formidable pression de toute la population de l'Union ; tout spécialement par les Russes qui, comme l'a reconnu Staline (Toast de Staline au peuple russe, 24 mai 1945.), ont supporté l'essentiel de l'effort de guerre et subi les pertes les plus grandes. Le gouvernement soviétique et le parti communiste sont investis d'un mandat que l'on peut considérer impératif. » (Philippe Devillers, *Guerre ou Paix*, Balland, éditeur, p. 31.)

Sur ce sujet, Anglais et Américains reprenaient leurs propositions de Téhéran qui consistaient à démembrer l'Allemagne pour en faire une série de petits états, six ou huit, ou seulement trois. Staline repoussa énergiquement ces prétentions. Il fallait, disait-il, créer les conditions du développement d'un état démocratique et pour ce faire, imposer une démilitarisation et un désarmement total. Cela entraînait la démobilisation immédiate de la Wehrmacht, l'interdiction de produire des armements, deux mesures qui n'étaient pas du goût des Anglais.

La dénazification devait s'obtenir par l'abolition du parti nazi et le retrait des postes de responsabilité à ses membres connus, aussi bien dans les administrations que dans l'économie. Enfin, l'arrestation des criminels de guerre et leur traduction devant un tribunal international.

D'autres mesures peu faciles à régler concernaient le problème des réparations. Les Alliés avaient une fâcheuse tendance à méconnaître les droits des soviétiques. C'est ainsi qu'ils faisaient traîner exagérément les discussions relatives à la répartition des navires de la marine de guerre et des grands bâtiments de la marine marchande. Finalement des compromis s'élaboraient, non sans mal.

Le problème allemand n'était pas le seul à retenir l'attention de la conférence de Potsdam. On y examina la préparation des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande. De même, celui avec la Pologne, plus délicat encore car il fallait régler la question des frontières.

A propos de la conférence de Potsdam, Joukov raconte un épisode caractéristique.

« Pendant la conférence, le Président H. Truman, chef de la délégation des Etats-Unis, qui avait probablement l'intention de faire du chantage politique, tenta une fois d'effectuer contre J. Staline une attaque de caractère psychologique.

Un jour, (je ne me souviens pas de la date) après la réunion des chefs du gouvernement, H. Truman révéla à Staline l'existence aux Etats-Unis d'une bombe d'une puissance exceptionnelle, sans l'appeler arme atomique.

On a, par la suite, écrit à l'étranger qu'à ce moment W. Churchill fixa des yeux J. Staline pour voir sa réaction. Mais ce dernier ne manifesta aucunement ses sentiments, faisant semblant de n'avoir rien relevé de particulier dans les propos de H. Truman. Churchill et beaucoup d'autres auteurs anglo-américains ont estimé par la suite que J. Staline n'avait probablement pas compris la signification de l'information qui lui avait été donnée.

En réalité, rentré de cette réunion, J. Staline raconta en ma présence à Molotov sa conversation avec H. Truman. V. Molotov dit : « Ils ont envie de majorer leur prix ». J. Staline rit :

« Qu'ils les majorent. Il faut parler avec Kourtchatov (Kourtchatov, Membre de l'Académie des Sciences de l'URSS, Chef de file des recherches atomiques.) pour qu'il accélère notre propre travail. » Je compris qu'il s'agissait de la bombe atomique. » (Joukov, *ouvrage cité*, Tome 2, p. 454.)

Les discussions se poursuivaient avec une grande âpreté sur certains problèmes et le ton vif qu'elles prenaient parfois n'empêchait pas d'aboutir assez souvent à des compromis acceptables pour les parties. Joukov en souligne certains aspects :

« Il faut dire que J. Staline était extrêmement sensible aux moindres tentatives faites par les délégations des Etats-Unis et de l'Angleterre pour résoudre les questions au détriment de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et du peuple allemand. Les divergences les plus aiguës l'opposaient à W.

Churchill, tant pendant les réunions de la conférence qu'au cours de leurs entretiens pendant leurs visites réciproques. Il faut souligner que W. Churchill avait envers J. Staline une attitude pleine de considération et, comme il m'a semblé, redoutait d'engager avec lui de vives discussions. Dans ses discussions avec W. Churchill, J. Staline était toujours extrêmement concret et logique. » (Joukov, *ouvrage cité*, Tome 2, p. 455.)

Si pour l'Europe la conférence de Potsdam marquait le passage de l'état de guerre à l'état de paix, le conflit se poursuivait en Extrême-Orient. Américains et Anglais étaient toujours aux prises avec le Japon qui les avait traîtreusement attaqués le 7 décembre 1941, en détruisant leurs bases maritimes de Pearl Harbour et de Singapour. En vertu des engagements contractés à Yalta, l'Union Soviétique devait se joindre à eux dans les trois mois qui suivraient la capitulation allemande.

L'intervention militaire de l'URSS contre le Japon était d'autant plus justifiée que ce Pays n'avait cessé pendant des années de marquer une grande hostilité à l'égard de l'Union Soviétique. Au cours de la guerre, en violation du pacte de neutralité soviéto-japonais, il avait apporté une aide efficace à l'Allemagne. Il envisageait même sa participation directe au conflit en préparant des plans d'attaques, mais Stalingrad l'avait fait réfléchir. Sans faire ouvertement la guerre, l'attitude agressive du Japon se traduisit néanmoins par des actes de guerre comme, par exemple, les obstacles à la navigation. De l'été 1941 à la fin de 1944, les forces armées japonaises arrêtaient illégalement 178 navires marchands soviétiques.

En 1944, il y eut 144 cas de violation de la frontière et l'artillerie nipponne bombardait à 39 reprises le territoire soviétique. C'est en raison de ces faits que l'Union Soviétique dénonça le 5 avril 1945, le pacte soviéto-japonais de neutralité puisque la menace que le Japon exerçait obligeait l'URSS à maintenir 40 divisions sur sa frontière orientale.

Dans le Pacifique et le sud-est asiatique, après les désastres du début, les Anglo-Américains avaient peu à peu repris l'initiative, surtout à partir de 1944 et dans l'ensemble, au début de 1945. Ils connaissaient alors une situation favorable, bien que le Japon demeurât un adversaire dangereux qui disposait encore de forces considérables : 7 millions d'hommes, plus de 10 000 avions et 500 navires de guerre.

En conséquence, les Alliés estimaient que les forces des Etats-Unis et de l'Angleterre étaient insuffisantes pour obtenir une prompt victoire et ils avaient insisté à Téhéran et à Yalta pour obtenir l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Le 11 février 1945 un accord était conclu entre les trois puissances, limitant à trois mois après la fin du conflit en Europe, le délai laissé à l'Union Soviétique pour déclencher les hostilités.

Le 26 juillet 1945 les gouvernements Américain, Anglais, et Chinois adressaient au Japon la « Déclaration de Potsdam » qui constituait un ultimatum exposant les conditions de la capitulation japonaise. Elles étaient identiques à celles qui avaient été imposées à l'Allemagne. Cette déclaration, bien qu'établie sans participation de l'URSS recueillit son approbation.

A partir du mois de mai, et en prévision des opérations militaires qui devaient commencer le 8 août, Staline, la Stavka, l'Etat-major commencèrent les préparatifs. Vassilevsky fut nommé Commandant en chef des armées d'Extrême-Orient et la concentration des troupes commença. A la date fixée l'offensive fut déclenchée en Mandchourie, en Corée du Nord, sur les mers du Japon et d'Okhotsk, sur l'île Sakhaline et les Kouriles. Très logiquement, on pouvait donc espérer la capitulation du Japon dans un avenir proche.

A ce moment, un événement aux conséquences dramatiques se produisit. Le 6 août les Américains lancèrent sur Hiroshima la première bombe atomique, et le 9 août une seconde sur Nagasaki. Les deux villes furent anéanties. Il y eut 447 000 morts et brûlés grièvement. Mais le Japon ne capitula pas.

La guerre se poursuivit, les armées soviétiques soutinrent de durs combats et infligèrent aux armées japonaises de cuisantes défaites. En 23 jours, elles battirent l'armée du Kouang-Toung, libérant ainsi la Chine du Nord-est, la Corée du Nord, la Sakhaline du Sud et les Kouriles.

Le bombardement atomique des villes japonaises constituait un crime sans précédent. Pour la première fois, toute une population civile composée des hommes qui s'y trouvaient, de femmes, d'enfants, de vieillards était, jusqu'au dernier, sacrifiée inexorablement. Le crime était d'autant plus odieux qu'il était accompli sans nécessité militaire puisque le succès des offensives soviétiques obtenu dans un court délai prouvait que l'on pouvait vaincre le Japon par les moyens classiques.

En fait, les motifs réels étaient les suivants :

— les Américains voulaient la capitulation immédiate, sur tous les fronts, pour éviter l'avance des armées soviétiques avec les répercussions sociales et politiques qu'ils craignaient.

— Mais, en même temps, comme seuls possesseurs de la bombe atomique, ils voulaient donner un avertissement à l'URSS en lui suggérant que, d'aventure, cette arme terrible pourrait aussi servir contre elle.

L'acte de capitulation du Japon fut signé le 2 septembre 1945 à bord du Missouri.

« Hommes politiques et chefs militaires américains et anglais donnaient une appréciation fort élogieuse des Forces Armées soviétiques qui avaient écrasé l'armée du Kouang-Toung ; ils reconnaissaient à l'URSS le mérite d'avoir rapproché la fin de la guerre contre le Japon. Le général Chennault, commandant des forces aériennes américaines en Chine déclara en août 1945 : « l'entrée en guerre de l'Union Soviétique contre le Japon a été un facteur décisif qui a précipité la fin de la guerre dans le Pacifique, ce qui serait arrivé même sans l'usage des bombes atomiques. Le coup foudroyant porté par l'Armée Rouge au Japon, acheva l'encerclement et fit mettre le Japon à genoux. »

A la suite de la capitulation japonaise, l'Union Soviétique obtint la Sakhaline du Sud et les Kouriles, ce qui lui donna accès au Pacifique. Elle vit aussi toutes les bases militaires que les militaristes japonais avaient créées pour l'attaquer, liquidées, et la sécurité de ses frontières d'Extrême-Orient assurée. » (*La Grande Guerre Nationale, ouvrage cité*, p. 445.)

L'achèvement définitif de la guerre faisait apparaître un monde complètement modifié ; la roue de l'histoire avait tourné dans un sens opposé aux volontés des classes dirigeantes du système capitaliste.

A l'origine de la guerre s'affronte l'opposition d'intérêts de deux blocs puissants, en compétition pour la répartition des matières premières et des débouchés commerciaux. C'est la loi du capitalisme.

La solution de cette première contradiction ne peut être trouvée que dans la guerre.

Mais, une caractéristique du second conflit mondial est la recherche dans son développement de la solution de la deuxième contradiction : celle qui oppose le vieux monde capitaliste, presque encore universel, à un nouveau système économique et politique qui ne s'est développé et affirmé que dans un seul pays, le socialisme et la Russie.

Or, pour le vieux monde, la solution de cette deuxième contradiction est urgente car de nouvelles forces sociales se développent dans chaque pays et mettent en péril le règne des classes dominantes. De là une tentative désespérée pour résoudre les deux contradictions par la voie de la deuxième guerre mondiale.

A l'issue de celle-ci résulta une solution provisoire pour la première contradiction, mais un échec absolu pour la deuxième, car, au sortir de la guerre, le socialisme est considérablement renforcé et le spectre de sa victoire finale et générale va désormais apparaître à chaque tournant de l'histoire.

Face à cette constatation et considérant les pertes énormes en vies humaines et en richesses gaspillées, la condamnation du système capitaliste ne peut que s'imposer à la réflexion.

Nous en arrivons au bilan désastreux de la guerre ; d'abord 50 millions de morts, — dont les deux cinquièmes, soit 20 millions, pour l'Union Soviétique — et un grand nombre de millions de mutilés, et de malades.

Quant au gâchis économique, les chiffres sont astronomiques : des centaines de milliers d'entreprises, des centaines de millions de travailleurs fabriquant avions, chars, mitrailleuses, fusils, pièces d'artillerie, sans compter les 110 millions d'hommes qui furent mobilisés.

En dehors de la perte des vies humaines, la guerre et l'occupation causèrent à l'URSS un préjudice considérable. Les fascistes détruisirent 1 700 villes et plus de 70 000 villages et bourgs, plus de 32 000 entreprises industrielles. Des usines métallurgiques qui fournissaient avant la guerre 70 % de la production globale de l'acier furent transformées en ruines. Des mines assurant une production de 60 % de houille furent noyées, détruites également 4 100 gares et 65 000 km de voies ferrées !

En agriculture les nazis pillèrent : 1 876 sovkhozes, 2 880 stations de machines et tracteurs, 97 000 kolkhozes, s'emparèrent de 71 millions de têtes de bétail.

La guerre retarda d'au moins dix ans le développement de l'économie russe.

Malgré ce bilan chiffré, on imagine mal ce qu'il en coûta de privations, au lendemain de la guerre, pour le peuple soviétique. Le pays manquait de tout : de vivres comme de produits industriels, dans les villes comme à la campagne.

La crise du logement, surtout, était oppressante ; elle contraignait plusieurs familles à vivre sous le même toit. En dehors des villes, des millions de personnes trouvaient un abri dans des huttes de terre.

De cette situation d'après guerre, et notamment au moment de la démobilisation, voici ce qu'en dit un ouvrage soviétique :

« L'Etat fit preuve d'une grande sollicitude à l'égard des soldats démobilisés. Ils touchèrent une importante allocation, reçurent du travail, des logements. On leur fournit du bois de chauffage. Dans les régions dévastées par l'ennemi, ils recevaient gratuitement du bois d'oeuvre pour construire des maisons et pouvaient aussi bénéficier de prêts. Le gouvernement soviétique prit les mesures nécessaires pour rapatrier dans les plus brefs délais les soviétiques qui avaient été amenés en Allemagne au service du travail obligatoire. A la fin de 1945, 5 200 000 personnes avaient été rapatriées dont plus de 600 000 enfants.

La guerre terminée, l'état d'exception fut levé. Peu à peu, l'industrie de guerre fut reconvertie. La journée de huit heures fut rétablie, les heures supplémentaires obligatoires introduites pendant la guerre, furent supprimées. Les ouvriers et les employés bénéficièrent de congés payés (pendant la guerre ils étaient compensés en espèces) ». (*Abrégé d'Histoire Universelle*, Editions du Progrès, Moscou, Tome 2, p. 264.)

La démobilisation était loin d'être achevée et à plus forte raison le relèvement économique, que déjà la démocratie électorale était rétablie. En effet, le 10 février 1946, soit exactement 5 mois après la cessation des hostilités, eurent lieu les élections au Soviet Suprême. Un an plus tard, c'était au tour des Républiques Fédérées et Territoires Autonomes de procéder aux élections aux Soviets Suprêmes et enfin, au début de 1948 celles des soviets locaux. Toutes ces consultations traduisirent un grand élan politique et patriotique ; les candidats du bloc des communistes et des sans-parti étaient élus à la quasi unanimité avec une participation électorale de 99 %.

Staline était candidat dans une circonscription de Moscou où il prononça un important discours le 9 février 1946.

La réunion commença par des acclamations lorsque le président annonça : « La parole est à Joseph Vissarionovitch Staline ». Dès qu'il put parler, l'orateur s'attache à analyser en marxiste éminent qu'il est, les causes de la guerre :

« En réalité, la guerre est née comme résultat inévitable d'un développement des forces économiques et politiques mondiales sur la base de l'actuel capitalisme de monopole ».

Si la première guerre mondiale est sortie de la crise du capitalisme, la deuxième provient également de la seconde crise de ce capitalisme ; il ne s'ensuit pas qu'elle soit de même nature. Il note les changements intervenus dans les structures politiques, le recours au fascisme de certaines bourgeoisies qui ne pouvaient plus gouverner par les voies que l'on appelle habituellement « démocratiques » mais qui, en réalité, ne le sont guère.

C'est contre la menace d'asservissement de tous les peuples épris de liberté que s'est formée la coalition antifasciste de l'Union Soviétique, des Etats-Unis, de l'Angleterre et des autres Etats, mais dit-il :

« En ce qui concerne notre pays, cette guerre a été pour lui la plus cruelle et la plus dure de toutes les guerres que connaisse l'histoire de notre Patrie. »

Si la guerre fut une malédiction, elle fut aussi une grande école où se révélèrent toutes les forces du peuple et son attachement indéfectible au régime soviétique.

La guerre a aussi montré la solidité de l'Etat multinational que constitue l'Union Soviétique et cela parce qu'il repose non sur une base bourgeoise qui cultive les contradictions, les méfiances, les oppositions, mais sur une base soviétique qui développe les sentiments d'amitié et de collaboration fraternelle.

Un enseignement de la guerre que Staline développe devant ses électeurs, c'est la grande capacité de l'Armée Rouge à se transformer, à s'enrichir d'expériences, à se développer pour être à la hauteur des événements et finalement remporter la victoire. Si cela a été possible, c'est parce que les forces productives avaient, sous le régime soviétique et pendant une période utile de seulement treize années, augmenté considérablement leurs capacités. Cette augmentation jouait dans les termes suivants : en 1940, quatre fois plus de fonte qu'en 1913, quatre fois et demie plus d'acier, cinq fois et demie plus de houille et de même pour le pétrole, pour les produits de l'agriculture, etc... Le mérite en revient à la politique d'industrialisation et de collectivisation de la terre poursuivie par le Parti.

Ceci étant, il faut résolument engager la bataille de l'avenir, la première étape est concrétisée par le nouveau plan quinquennal dont les tâches essentielles sont le rétablissement des régions éprouvées, ramener l'industrie et l'agriculture au niveau d'avant-guerre et le dépasser ensuite.

Puis, Staline s'oriente vers sa conclusion :

« On dit que les vainqueurs ont toujours raison (rires, applaudissements) qu'on ne doit pas les critiquer, ni contrôler. Ce n'est pas juste. On peut et on doit juger les vainqueurs, on peut et on doit les critiquer et les contrôler. Cela est utile non seulement pour l'œuvre entreprise, mais pour les vainqueurs eux-mêmes, il y aura moins de présomption, plus de modestie.

J'estime que la campagne électorale est le jugement que les électeurs porteront sur le Parti communiste, comme parti gouvernant. Les résultats du scrutin seront le verdict prononcé par les électeurs. Le Parti communiste de notre pays ne vaudrait pas grand chose s'il avait peur de la critique, du contrôle. Le Parti communiste est prêt à recevoir le verdict des électeurs, (vifs applaudissements). » (Staline, *Œuvres*, Tome 16, p. 187 à 199.)

L'Union Soviétique saignée à blanc par la guerre, ayant subi des pertes humaines et matérielles incommensurables ne pouvait penser qu'à reconstituer ses forces. Telle était l'ambition du nouveau plan quinquennal. Les régions dévastées, son industrie pour partie à reconstruire, et pour la presque totalité à reconvertir. Son agriculture où devait être effacées les traces de la guerre et sa production relancée, compte tenu des problèmes climatiques qui, de tous temps, s'imposent à elle. Cela suffisait largement à mobiliser toutes les forces et exclure toute autre ambition.

Dans ces conditions, il n'était pas un état au monde qui fut plus attaché à la paix que l'Union Soviétique, à la paix et à la bonne entente avec les autres nations, quel que soit leur régime politique. C'est pourquoi dès l'année 1946, elle procède à une démobilisation massive de trois millions de soldats. Il lui restait encore une armée forte mais dont les charges n'étaient pas excessives par rapport aux obligations qui découlaient des traités.

En conséquence, l'agressivité que l'on prête à l'Union Soviétique à cette époque est purement calomnieuse. Les politiciens qui le prétendent (comme dernièrement encore Gaston Déferre) ne le faisaient que pour couvrir la politique impérialiste, la mise en application du plan Marshall et l'organisation militaire de l'Atlantique Nord (OTAN).

M. Devillers écrit :

« A la conscience de leur puissance s'ajoute chez les soviétiques, celle de leur droit et de la justice de leur cause. Ils estiment que, par leur héroïsme, par leur victoire obtenue au prix d'énormes sacrifices, ils ont sauvé l'humanité d'un des pires dangers (« Tout le monde reconnaît aujourd'hui que le peuple soviétique a sauvé la civilisation de l'Europe des agresseurs fascistes » Staline, Discours du 7 novembre 1944.). Sans eux disent-ils, l'oppression hitlérienne aurait pesé sur l'Europe pendant des décennies. Il leur paraît inconcevable que tous les peuples européens, au moins tous ceux qui ont subi cette tyrannie ou tremblé de la subir, ne leur en aient pas une profonde reconnaissance, (Cet aspect de la psychologie des Soviétiques, pendant toutes les années qui suivirent la seconde guerre mondiale, a été souligné au cours d'un séjour de l'auteur à Budapest, en mai 1974.) d'autant qu'ils se sentent, eux, fraternels pour tous ceux qui ont traversé cette épreuve. Ils pensent que les « frères d'armes », ceux des armées britanniques et américaines, doivent aussi leur être reconnaissants » Ils ont, eux Soviétiques, supporté l'essentiel du combat et les pertes les plus grandes (Les pertes américaines s'élevèrent au cours du conflit à 291 557 tués (2 % environ des pertes soviétiques).) » (Philippe Devillers *Guerre ou Paix*, p. 34, *ouvrage cité*, Balland, éditeur.)

L'Union Soviétique était en droit d'attendre des autres nations — et notamment de la plus riche d'entre elles, l'Amérique — une politique de compréhension et d'aide économique.

En effet l'Amérique était dans une situation florissante ; du point de vue humain — les pertes sont toujours évidemment trop lourdes — mais il n'y a pas de comparaison possible entre les 300 000 morts Américains de la guerre et les 20 millions de soviétiques.

Dans le domaine matériel la différence est encore plus choquante. La production industrielle aux USA avait doublé et représentait la moitié de la production mondiale. Son agriculture pouvait nourrir le tiers des habitants de la planète ; elle possédait également la moitié du stock d'or du monde. Elle aurait donc pu aider l'Union Soviétique à relever ses ruines !

Il n'en fut rien. Elle refusa purement et simplement. Bien au contraire, elle s'associa, dès le début, à la politique anti-soviétique qui commença à se développer aussitôt les hostilités terminées.

On vit ainsi s'échafauder une politique de classe à l'échelle internationale. C'est un impératif absolu pour les mandataires du grand capital d'empêcher les travailleurs salariés et leurs alliés potentiels des classes moyennes d'arriver au pouvoir et de construire le socialisme. Mais là où le socialisme existe déjà, leur but est d'entraver au maximum son développement, faute d'avoir pu l'anéantir.

Winston Churchill, que les travaillistes avaient battu aux élections de juillet 1945, allait se faire le champion de la nouvelle croisade antisoviétique.

Il prit la parole le 5 mars 1946 à Fulton aux Etats-Unis et après s'en être entretenu avec Truman, Président des USA, lança le programme d'action de l'impérialisme contre le socialisme. Il employa le premier l'expression : du « rideau de fer » pour séparer les deux mondes. C'était une déclaration de guerre politique à l'Union Soviétique ; il invitait les pays anglo-saxons à « une démonstration de force » à l'égard des Russes. Ceci allait se traduire, au cours de cette guerre froide de 20 ans, par la multiplication de bases américaines dans tous les pays non socialistes qui bordent l'URSS.

On connaît la réaction des dirigeants soviétiques par l'interview que donna Staline à la Pravda le 14 mars 1946 :

« J'estime que ce discours est un acte dangereux qui vise à semer des germes de discorde entre les Etats alliés et à rendre plus difficile leur collaboration ».

En fait, (par ce discours) M. Churchill se trouve actuellement dans la position d'un fauteur de guerre. Et il ne s'y trouve pas seul »... (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 210.)

En réalité, il reprend des théories raciales soutenant que les anglo-saxons sont appelés à diriger le monde. Il n'a pas accepté qu'à l'issue de la guerre de nombreuses nations aient pris une autre orientation politique que celle qui les avait précédemment entraînées dans le gouffre de la guerre.

Il calomnie les gouvernements de Pologne, de Bulgarie, de Roumanie et d'autres Etats en leur prêtant une certaine démission nationale qui les ferait tomber sous la dépendance de l'URSS.

« Il ne faut pas oublier les circonstances suivantes : les Allemands ont envahi l'URSS à travers la Finlande, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie. Ils ont pu exécuter leurs agressions à travers ces pays parce que, dans ces derniers, existaient alors des gouvernements hostiles à l'Union Soviétique. » (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 212.)

Staline rappelle les énormes pertes soviétiques et ajoute :

« On se demande ce qu'il peut bien y avoir d'étonnant dans le fait que l'Union Soviétique, voulant garantir sa sécurité dans l'avenir, s'efforce d'obtenir que ces pays aient des gouvernements qui observent une attitude loyale envers l'URSS. Comment peut-on, si l'on a tout son bon sens, qualifier ces intentions pacifiques de l'Union soviétique de tendances expansionnistes de notre Etat ? » (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 213.)

Et Staline affirme, pour conclure, qu'il ne croit pas que Churchill et ses amis réussiront à entraîner le monde dans une nouvelle guerre car « des millions de petites gens » (Expression employée par Churchill à Fulton.) y sont opposés. Et il polémiqua avec Churchill :

« Comme on le sait, en Angleterre, un seul parti dirige maintenant l'Etat : le Parti travailliste, alors que les partis d'opposition sont privés du droit de participer au gouvernement anglais. Chez M. Churchill, cela s'appelle le véritable esprit démocratique. En Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Hongrie, c'est un bloc de plusieurs partis qui gouverne, un bloc de quatre à six partis, et l'opposition, si elle est à peu près loyale, se voit assurer le droit de participer au gouvernement. Chez M. Churchill, cela s'appelle du totalitarisme, de la tyrannie, de la dictature policière. Pourquoi ? Pour quel motif ? N'attendez pas de réponse de la part de M. Churchill. M. Churchill ne comprend pas dans quelle position comique il se met avec ses discours criards sur le totalitarisme, la tyrannie et la dictature policière. M. Churchill voudrait que la Pologne soit gouvernée par Sosnkowski et Anders, la Yougoslavie par Mikhaïlovitch et Pavélitch, la Roumanie par le prince Stirbey et Radescu, la Hongrie et l'Autriche par n'importe quel roi de la maison des Habsbourg, et ainsi de suite. Il voudrait nous convaincre que ces messieurs de la fourrière fasciste peuvent garantir « un ordre vraiment démocratique. » Tel est l'« esprit démocratique » de M. Churchill. (Staline, *Œuvres, ouvrage cité*, p. 214.)

Cependant, les menaces de l'impérialisme contraindront l'URSS à une vigilance et à des dépenses militaires dont elle se serait bien passée. Dans son ordre du jour du 1^{er} mai 1946, Staline confirme la volonté de l'Union Soviétique de poursuivre son travail pacifique :

« Dès la fin de la guerre, l'Union Soviétique est passée à l'édification socialiste pacifique. Les citoyens soviétiques ont repris avec enthousiasme le travail de création pacifique qui avait été interrompu par la guerre. La loi sur le plan quinquennal de reconstruction et de développement de l'économie nationale pour les années 1946-1950, que le Soviet Suprême de l'URSS a adoptée, ouvre de nouvelles perspectives de développement ultérieur des forces productives de notre patrie, de sa puissance économique, de son bien-être matériel et de sa culture. Les ouvriers, les paysans et les intellectuels de notre pays ont accueilli le plan quinquennal comme un programme de combat, répondant à leurs intérêts vitaux. » (Staline, *ouvrage cité*, p. 222.)

L'exécution du 4^e plan allait encore une fois faire appel aux réserves d'énergies, aux initiatives multiples, aux capacités, à l'intelligence des masses populaires de la ville et de la campagne. En une année la reconversion de l'industrie était presque achevée ; à nouveau l'émulation socialiste était entrée en jeu pour tenter de réaliser le plan avant terme.

Il fallait utiliser au mieux les investissements, développer la productivité, réaliser des exploits quasiment inconcevables :

reconstruire les grands barrages,
assécher les mines,

Exemple : dans le bassin houiller du Donbass, les mineurs pompèrent 650 millions de mètres cubes d'eau des mines inondées équivalant à un lac profond de 10 m et couvrant 70 km². Ils reconstituèrent plus de 2 500 km de coupes effondrées, équivalent au creusement et à l'aménagement d'un tunnel Moscou-Paris à 700 m de profondeur !

La production industrielle augmenta de 20 % en 1946, de 22 % en 1947, de 27 % en 1948. On agrandit les anciennes entreprises, on en créa de nouvelles.

Au cours du quinquennat, plus de 6 000 usines et fabriques importantes furent bâties ou reconstruites.

En 1950, la production industrielle dépassa de 70 % le niveau d'avant-guerre.

L'Union Soviétique étant un état multinational, il importait que soit obtenu un développement harmonieux de la production dans les différentes républiques. C'est ce qui avait fait le succès de la politique stalinienne des nationalités avant la guerre.

Dans la reconstruction, une tâche particulière s'imposait pour les républiques baltes qui avaient rejoint l'Union en 1940. Là, après l'occupation nazie, il ne restait plus rien. L'économie était complètement démantelée. Les Allemands n'y laissèrent que des entreprises en ruine ; ils firent sauter les centrales électriques, démolirent tout ce qui pouvait l'être.

On vit alors ce que peut faire un monde dégagé des problèmes de rentabilité ! De toutes les républiques affluèrent les concours : ouvriers, techniciens, capitaux, machines, équipements, matières premières et en plus, amitié et sympathie pour ces peuples baltes qui avaient été décimés par les barbares.

L'industrialisation y réalisa des choses remarquables, comme la modernisation et la mécanisation des mines de schistes en Estonie, le réaménagement des manufactures à Tallin et à Narva, la réorganisation des chantiers navals.

En 1950 en Lettonie, la production avait triplé par rapport à 1940. En Lituanie, d'importants secteurs de production furent créés. Ainsi les Etats Baltes rejoignaient dans l'égalité la grande famille soviétique.

Privée d'aide extérieure et d'une partie des réparations qui lui étaient dues, l'Union Soviétique ne pouvait faire face, financièrement, à toutes les nécessités. Encore une fois, dans son histoire, la priorité devait être accordée à l'industrie lourde, cela quelque peu aux dépens de l'agriculture qui avait pourtant beaucoup souffert de la guerre.

Pendant les quatre années du conflit, les surfaces ensemencées s'étaient trouvées considérablement réduites. La production globale de 1945 ne représentait que 60 % de celle de 1940, la main-d'œuvre manquait, le parc de machines agricoles avait vieilli et une partie était détruite.

Il est des périodes où les difficultés s'additionnent. Aux conséquences de la guerre, s'ajouta en 1946 les méfaits d'une sécheresse plus grave encore que celle, pourtant douloureusement célèbre, de 1921. A nouveau, pour le peuple, ce fut le temps des privations provoquées par la famine dans certaines régions. Mais bientôt le relèvement rapide de l'industrie eût ses effets dans les campagnes.

En plus des anciennes usines de tracteurs reconverties après la guerre, quatre nouvelles installations furent créées. En 1951 on pouvait compter environ 600 000 tracteurs, soit 10 % de plus qu'en 1940 ; de même pour les moissonneuses-batteuses, plus de 200 000, chiffre supérieur à celui d'avant-guerre. L'importance et le statut des kolkhozes furent réexaminés et mieux adaptés à une production variée, capable de satisfaire les besoins. Pour l'élevage, les difficultés se prolongèrent. On ne reconstitue pas un cheptel comme on reconstruit une usine et les pertes avaient été particulièrement importantes comme nous l'avons mentionné précédemment (71 millions de bêtes à cornes).

Pendant que l'Union Soviétique restait seule pour reconstruire son économie, à la conférence de Moscou du 10 mars 1947, qui réunissait les quatre ministres des affaires étrangères : Molotov, Bidault, Marshall et Bévin, on lui refusait même sa part des réparations. Par contre, et par dessein politique, le monde capitaliste se préoccupait de relever l'Allemagne !

C'est avec cette orientation que le général Marshall présenta le 5 juin 1947, à l'université de Harvard, le plan qui allait porter son nom. Plan destiné avant tout à privilégier l'Allemagne dans la reconstruction de l'Europe pour laquelle seraient accordés les crédits.

En principe, l'aide prévue pouvait aller aux différents pays qui avaient souffert de la guerre et par conséquent, également à l'URSS ; mais les conditions qui l'accompagnaient le lui interdisaient. Alors, une violente campagne antisoviétique se déchaîna ; c'était le commencement de la guerre froide qui pouvait devenir chaude à tout moment, avec l'emploi de la bombe atomique.

Dans un entretien qu'il accorda le 9 avril 1947 au représentant du parti républicain des Etats-Unis, Harold Stassen, Staline s'efforce de dissiper les malentendus qui ont pu se faire jour ; et d'abord, sur la coexistence de pays à régimes sociaux différents, c'est un précepte de Lénine et nous ne nous en écarterons pas dit-il. Il peut s'ensuivre une collaboration féconde, à condition qu'elle soit désirée par les deux parties ; pour sa part, l'Union Soviétique y est toujours prête.

Les régimes sociaux et politiques sont l'affaire de chaque peuple et on ne saurait vouloir les modifier de l'extérieur.

La réponse faite à M. Wallace par Staline, le 17 mai 1948, relève des mêmes préoccupations. Henri Wallace avait été de 1940 à 1944, le vice-président de Roosevelt. Il avait ensuite fondé le parti progressiste et en était le candidat aux élections de 1948. C'est en cette qualité qu'il avait adressé une lettre ouverte à Staline, lettre que les journaux soviétiques publièrent et à laquelle répondit Staline, réponse publiée également par la presse soviétique :

« C'est le document le plus important pour consolider la paix et organiser la collaboration internationale »
dit Staline.

Et il poursuit : « C'est une tentative ouverte et loyale pour régler les problèmes de la paix »,
et il les énumère :

- réduction générale des armements et interdiction de l'arme atomique,
- traités de paix avec l'Allemagne et le Japon,
- retrait des troupes de Chine et de Corée,
- interdiction des bases militaires dans les pays membres de l'Organisation des Nations Unies.

Puis, réponse nette de l'URSS :

« En ce qui concerne le gouvernement de l'URSS, il estime que le programme de M. Wallace pourrait servir de base, bonne et féconde pour cet accord, et pour le développement de la collaboration internationale, car le gouvernement de l'URSS estime que, malgré la différence des systèmes économiques et des idéologies, la coexistence de ces systèmes et le règlement pacifique des différends entre l'URSS et les Etats-Unis sont, non seulement possibles, mais absolument nécessaires dans l'intérêt de la paix universelle !

« Pravda », 18 mai 1948

Etudes soviétique n° 2

Juin 1948 — Paris. »

Ainsi Staline ne manquait pas une occasion de développer la politique de paix de l'Union Soviétique, en préconisant inlassablement la coexistence pacifique.

Dans le même temps, il accomplissait, en tant que secrétaire général du Parti, un travail colossal pour la reconstruction du pays. Son objectif : entraîner le Parti, et à sa suite tout le peuple, pour relever en un temps record les ruines de la guerre et construire une économie encore plus puissante.

Le parti avait grandi. Après la guerre il comptait six millions d'adhérents. Un grand travail de formation et d'éducation devait être réalisé. Il fallait aussi rétablir la vie intérieure selon les statuts et par l'élection des organismes. Le temps des cooptations était passé ; toute une réorganisation restait à faire. Cela suppose des quantités de réunions, de conférences avec les plus hauts responsables, un océan de problèmes à résoudre, — souvent imbriqués, toujours compliqués, — savoir aussi garder une disponibilité d'esprit pour prêter attention aux grandes questions internationales.

Ces questions ne manquaient pas ! l'impérialisme devenait de plus en plus agressif à l'égard de l'URSS et des pays socialistes :

- contre la révolution chinoise, il soutint ses ennemis et les installa en 1949 à Formose,
- au mépris des accords signés, les alliés firent de leurs zones d'occupation en Allemagne un Etat indépendant. Avec une armée commandée par d'anciens nazis, les monopoles retrouvaient leur puissance passée.
- Ils firent de même avec le Japon, et sans tenir compte de l'apport décisif de l'URSS pour la victoire, ils conclurent un traité de paix séparé; là également, les monopoles capitalistes retrouvèrent leur puissance.

Les nations impérialistes ne s'en tinrent pas là :

- elles constituèrent des blocs militaires comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- et plus tard, l'OTASE pour l'Asie du Sud-Est.

Trois faits importants vinrent contrecarrer cette politique :

- Devant l'unification des trois zones allemandes de l'Ouest se constitua pour la zone soviétique, la République démocratique allemande ;
- face à l'OTAN se créa le pacte de Varsovie auquel adhérèrent les pays socialistes de l'Europe ;
- enfin, en 1949, les Américains perdirent le monopole de la bombe atomique. Les savants soviétiques ne s'étaient pas montrés inférieurs à leurs collègues américains.

En 1950, la situation s'aggrava encore par les implications de la guerre de Corée alors que la France s'enlisait dans la guerre d'Indochine.

Ces années d'après-guerre, qui n'auraient dû connaître que le labeur pacifique des peuples, s'écoulèrent sous une forte tension internationale. L'antagonisme entre les deux mondes — socialiste et capitaliste — se révélait très virulent. C'est dans cette période, en octobre 1952, que se tint le XIX^e congrès du parti qui décida de s'appeler dorénavant : Parti Communiste de l'Union Soviétique. Pour la première fois depuis 1952, ce ne fut pas Staline qui présenta le rapport politique, mais Malenkov, et Khrouchtchev celui sur les nouveaux statuts. Staline fit une intervention assez brève sur les problèmes internationaux. Le congrès ratifia le V^e plan quinquennal.

Si Staline participa peu à ce XIX^e congrès, la période qui l'avait précédé avait vu la publication de son dernier ouvrage : « Les problèmes économiques du socialisme en URSS ». C'était une nouvelle contribution théorique à l'édification du socialisme. Il est facile de dire maintenant que les thèses développées dans ce livre n'étaient pas toutes justes ; Mikoïan en critiqua certaines au XX^e congrès, mais Staline s'y affirmait une fois de plus comme un marxiste éminent, menant une discussion fraternelle avec plusieurs militants du parti, comme le fait apparaître ces quelques courts extraits :

- Remarques sur les questions économiques relatives à la discussion de novembre 1951 :

« ... certains camarades nient le caractère objectif des lois de la science, notamment celui des lois de l'économie politique en régime socialiste » ...

« ... Le malheur n'est pas que la loi de la valeur agisse chez nous sur la production, le malheur est que nos spécialistes de l'économie et de la planification, à peu d'exception près, connaissent mal l'action de la loi de la valeur, ne l'étudient pas et ne savent pas en tenir compte dans leurs calculs. C'est ce qui explique la confusion qui règne encore chez nous dans la politique des prix. »...

- Moyens d'améliorer le projet de manuel d'économie politique :

« Certains camarades, au cours de la discussion, ont mis trop de zèle à « démolir » le projet de manuel ; ils ont blâmé ses auteurs pour leurs erreurs et leurs omissions, et ont affirmé que le projet n'est pas réussi. Cela n'est pas juste. Sans doute, il y a des erreurs et des omissions dans le manuel, — il y en a presque toujours dans un travail important. De toute façon, l'immense majorité des participants de la discussion ont reconnu pourtant que le projet de manuel pouvait servir de base au futur manuel et n'a besoin que de certaines rectifications et de certaines adjonctions. En effet, il suffit de comparer le projet aux manuels d'économie politique en circulation pour conclure qu'il dépasse d'une tête les manuels existants. C'est là un grand mérite des auteurs de ce projet. »

1^{er} février 1952

- Réponse au camarade Alexandre Illitch Notkine :

« Cette crise générale du capitalisme mondial est-elle une crise uniquement politique ou uniquement économique ? Ni l'un ni l'autre. C'est une crise générale, c'est-à-dire une crise affectant tous les aspects du système capitaliste mondial, englobant l'économie aussi bien que la politique. On conçoit qu'à la base de cette crise se trouve la décomposition toujours plus accentuée du système économique mondial du capitalisme, d'une part, et la puissance économique grandissante des pays qui se sont détachés du capitalisme : l'URSS, la Chine et les autres pays de démocratie populaire, d'autre part. »

21 avril 1952

Autres erreurs du camarade Iarochenko :

« Le camarade Iarochenko a fait tenir dernièrement aux membres du Bureau politique du Comité central du PC de l'URSS une lettre datée du 20 mars, portant sur un certain nombre de problèmes économiques débattus en novembre à la discussion, que l'on sait. L'auteur de cette lettre se plaint que ni les principaux documents qui font le point de la discussion, ni les *Remarques* du camarade Staline « *ne tiennent aucun compte du point de vue* » du (En italique dans le texte.) camarade Iarochenko. Dans sa missive, le camarade Iarochenko propose en outre qu'on l'autorise à écrire une « Economie politique du socialisme », en un an ou dix-huit mois, et qu'on lui adjoigne à cet effet deux assistants. »

« Je crois qu'il faudra examiner quant au fond les doléances du camarade Iarochenko aussi bien que sa proposition. »

22 mai 1952

Réponse aux camarades A. V. Sanina et V. G. Venger :

« J'ai reçu vos lettres. Il est visible que les auteurs de ces lettres étudient à fond et sérieusement les problèmes économiques de notre pays. Ces lettres renferment bon nombre de formules justes et d'idées intéressantes. Cependant, on y trouve aussi de graves erreurs théoriques. Dans ma réponse, je tiens à m'arrêter précisément sur ces erreurs. »

I. Du caractère des lois économiques du socialisme.

II. Des mesures à prendre pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale. »

28 septembre 1952

J. Staline

Le 6 mars 1953 à 6 heures du matin, la radio soviétique annonçait :

« A tous les membres du Parti,

A tous les travailleurs de l'Union Soviétique, le cœur de Joseph Vissarionovitch Staline, compagnon d'armes de Lénine et génial continuateur de son œuvre, guide sagace et éducateur du Parti communiste et du peuple soviétique, a cessé de battre. »

Staline avait 73 ans.

A Moscou, une foule immense lui rendit hommage (plus de 3 millions de personnes.)

POSTFACE

Dans notre avant-propos, nous nous proposons de suivre Staline en survolant rapidement les événements auxquels il avait pris part, les imprimant souvent de sa forte personnalité.

Nous voulions rechercher quel fut le sens général de son action, et surtout le dégager de sa légende, dénoncer les affabulations dont il fait encore l'objet, faire connaître l'homme, le militant face à ses responsabilités. Tout cela au plus vrai possible.

Au long de ces vingt chapitres, nous nous sommes efforcés de rapporter les faits essentiels. Peut-être avons-nous abusé des citations, mais il fallait faire parler les grands témoins et se tenir un peu en retrait pour éviter les affirmations gratuites.

Dans le chapitre VIII sur l'anticommunisme, nous avons montré que, dans le tableau apocalyptique du socialisme proposé au cours des années par ses adversaires, la figure de Staline occupait une place

importante. Afin d'en augmenter au maximum l'effet terrorisant, ils se sont acharnés à mettre beaucoup de sang autour de cette figure, même si le fondement de cette légende manque de base sérieuse appuyée sur des faits réels.

L'anticommunisme ne date pas d'hier. Pour en retracer l'historique, il faudrait remonter très loin. La tendance antisocialiste de la bourgeoisie française s'est toujours affirmée mais, plus précisément encore, après la naissance du Parti Communiste Français en 1920. Sa forme actuelle a pris sa source et trouvé son plein épanouissement dans le rapport Khrouchtchev publié en 1956. Les extravagances et mensonges qu'il contient, dénoncés ici, ont plus que ses révélations, alimenté pour longtemps la propagande calomnieuse contre le socialisme et lui ont donné un faux certificat d'authenticité.

Dans cet ouvrage, nous avons tenté de restituer la véritable personnalité de Staline, en dépit des mensonges accumulés. Nous avons notamment démontré qu'il avait tout fait pour éviter la guerre, qu'il n'avait cessé de faire des propositions concrètes et parfaitement acceptables pour donner une autre orientation aux événements. Nullement rebuté par les échecs, il revenait constamment à la charge. La guerre venue, en 1939, il fit l'impossible pour en retarder l'échéance concernant l'Union Soviétique.

Contrairement aux affirmations mensongères de Khrouchtchev, dès que les hostilités furent engagées, après avoir été aux extrêmes limites de la prudence, il se consacra entièrement à sa tâche, dès la première heure, comme le confirment les témoins oculaires et acteurs du drame.

Nul homme, nul combattant ne fit autant que lui. Il va au maximum de ses capacités pour abrégé le martyre des peuples, comme l'exprime Joukov dans l'extrait que nous avons cité dans le chapitre XIX où il est dit ceci :

« Tout son aspect extérieur, ses mouvements et sa conversation dénotaient une immense fatigue physique. Pendant les quatre années de guerre J. Staline s'était sérieusement surmené. Il avait travaillé en soutenant une forte tension, il manquait constamment de sommeil, il avait souffert de nos échecs jusqu'à en être malade... ».

L'Union Soviétique ayant renoncé au culte de la personnalité, après en avoir largement usé, a mis Staline, mort, à un rang relativement modeste. Sa tombe placée derrière le mausolée et surmontée de son buste, souvent couverte de fleurs, ne se distingue guère de celle d'autres dirigeants ayant joué un rôle beaucoup plus effacé.

Mais l'histoire ne s'en tiendra pas là. Après que se seront apaisés de douloureux sentiments et de violentes contradictions, Staline apparaîtra dans sa véritable stature de second de Lénine. A cause des événements qu'il a dominés pendant une si longue période, il sera reconnu comme le Pierre le Grand des temps modernes, comme un Robespierre qui aurait échappé à l'échafaud, en l'occurrence à l'assassinat, pour poursuivre inlassablement sa tâche révolutionnaire.

La ville qui a porté son nom retrouvera son identité car ce nom est inséparable d'un moment de l'histoire humaine et il subsistera dans la mémoire de centaines de millions d'hommes.

Vivre au siècle où la barbarie s'est déchaînée comme jamais, et y avoir joué un rôle déterminant pour la faire cesser, ne trouve pas justice devant tout le monde.

Le journal « Le Monde » du 27 juin 1978 publie un compte rendu qui barre le haut de la page 10 et qui est précédé du commentaire suivant sous la signature de M. Gilbert Comte :

« Au cours des trente dernières années, combien d'écrivains, d'artistes, de philosophes rassemblés en congrès et colloques stigmatisèrent les grandes tyrannies du siècle avant d'entendre leurs voix s'éteindre dans l'oubli ou se joindre aux clameurs des propagandistes ! L'expérience n'intimide apparemment pas le Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés (CIEL), fondé par Alain Ravennes, en mai 1977, avec

le concours actif de Jean-Marie Domenach, Eugène Ionesco, Jean-Marie Benoist, François Fetjő, Pavel Tigrid, René de Obaldia et Ilios Yanakakis, et l'appui moral d'une centaine de personnalités de divers milieux et de toutes opinions : MM. Marcel Arland, Raymond Aron, Arrabal, Alexandre Astruc, Jean-Louis Barrault, Jean-Claude Brialy, Abel Gance, André Frossard, Maurice Le Lannou, Emmanuel Leroy-Ladurie, Jean d'Ormesson, Louis Pauwels, Arthur Rubeinstein, Maurice Schumann, etc. »

Dans ce compte rendu on peut lire :

« Personne ne broncha quand Jean-Marie Domenach dénonça en Joseph Staline « le plus grand assassin de l'Histoire ». « Cette réunion aurait été impossible voici quelques années » devait conclure en connaisseur Raymond Aron, récemment qualifié de « patriarche de l'anticommunisme » dans un article de la Pravda ».

Quelle perversion de l'esprit ! Notre siècle a été marqué par des génocides d'une sauvagerie inouïe. Les faits sont incontestables ; mais, au nom d'un régime qu'ils défendent, des hommes s'acharnent à falsifier l'histoire pour détourner la réprobation générale. Cette tentative de substitution ne pourra jamais effacer ce qui suit et qui exprime le fond de la douleur humaine.

« Mais Kramer n'agissait-il pas de sa propre initiative lorsqu'il s'acharnait sur les malheureuses victimes qui devaient être supprimées. »

Voici ce que raconte à son sujet Olga Leugyel (Olga Leugyel, *Souvenirs de l'au-delà*, Edition du Bateau ivre, Paris, 1946.) :

« Un jour l'ordre suivant arriva à l'administration : — Le lager n° 1 doit être liquidé demain à midi et présenté complètement vide à l'inspection. Signé : Kramer. »

... Le lendemain dans l'après-midi, il ne restait dans le camp que l'hôpital avec un millier de malades, le personnel sanitaire dont nous autres, les cinq femmes de l'infirmerie. Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur le sort des malades ni sur celui qui nous attendait nous-mêmes...

... Une voiture d'ambulance, celle qui servait au transport des victimes à la chambre à gaz, venait de stopper devant l'hôpital. Elle était suivie de plusieurs autres. Entre l'entrée de la salle d'hôpital et la voiture, les SS formèrent une double haie. D'autres SS pénétrèrent à l'intérieur et enjoignirent aux malades de sortir et de monter dans la voiture. Puis, comme la plupart des malades n'avaient pas la force de se mettre debout, les gardes se mirent à les frapper à coups de canne ferrée et de cravache. Quand ils voyaient qu'une femme n'arrivait pas à marcher, ils la saisissaient par les cheveux. Dans la mêlée plusieurs femmes tombèrent de leur Koias (Koias ou Coyas : sorte de cage à lapins où logeaient les détenues.) et se fracturèrent le crâne. Ce fut une véritable scène d'épouvanté à laquelle nous assistions, mes camarades de l'infirmerie et moi, folles de terreur et de rage impuissante.

Quelques malades essayèrent de s'enfuir, mais les SS impitoyables, les firent rentrer dans les rangs à coups de cravache. Les coups de matraques pleuvaient également sur celles qui résistaient.

Alors Kramer nous donna une tâche « médicale » à remplir. Il s'agissait d'enlever aux malades chassées de leur lit, et qui gémissaient sous les coups, le seul vêtement qu'elles portaient : leur chemise. Comme je cherchais à me soustraire à cette besogne, un SS me donna une gifle qui faillit m'assommer. Tout se troubla à mes yeux. Cependant, je n'oublierai jamais le regard plein de haine de ces malheureuses, leur geste de reproche, leur cri de bêtes blessées : « Alors, vous aussi vous devenez nos bourreaux ! »...

Elles avaient raison. Par la volonté de Kramer, nous aussi, qui avions pour tâche d'atténuer leurs souffrances, nous étions devenues leurs bourreaux ! Mon amie, le chirurgien de l'hôpital, tremblait comme une feuille et une sueur froide perlait sur son front. Profitant d'un instant de répit, elle se précipita à l'infirmerie et j'arrivai juste à temps pour lui arracher la seringue avec laquelle elle s'apprêtait à s'injecter du poison.

Je ne saurais dire le nombre de voitures et de camions pleins de malades nues et hurlantes qui sont parties ce jour-là vers le bâtiment rouge du four crématoire. Je n'ai gardé de ces heures qu'un souvenir très confus. Comme dans un brouillard, j'ai vu les SS en proie à un véritable accès de démence collective, battre les malades à l'aveuglette, frappant au ventre les femmes enceintes. Kramer lui-même, qui réglait cette scène de cauchemar, avait perdu son air de Bouddha impassible. Ses petits yeux jetaient des lueurs

étranges, il s'agitait comme un fou et à un moment donné je le vis se ruer sur une malheureuse et lui fracasser le crâne d'un coup de matraque. Puis, je ne vis plus que du sang. Du sang, du sang partout. Tout était ensanglanté, le plancher, les murs, les uniformes des SS, leurs bottes reluisantes, tout... Enfin lorsque la dernière voiture fut partie, Kramer nous fit signe d'approcher et nous donna l'ordre de laver le plancher et de remettre la salle en état. Il surveilla lui-même le nettoyage. Nous travaillâmes comme des automates. Notre faculté de réfléchir, de comprendre ce qui se passait, était abolie. Notre esprit n'était plus occupé que par une seule pensée, celle de notre perte imminente. Pendant que nous ramassions les couvertures éparées, les bassins, les instruments et les chemises arrachées aux malades, nous roulions cette idée obsédante : c'est notre tour ». (Ady Brille, *Les Techniciens de la Mort*, p. 47, Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, 10, rue Leroux (16^e).)

Il faut faire oublier tout cela, y compris les exploits des groupes spéciaux « Einsatzgruppen » tous sortis des quatre écoles d'assassins de Hadamar, de Grafeneck, de Sonneberg et de Hartheim.

Ceux qui ont pu réaliser ce qui suit :

— Déposition de M. Sckiensiez — NUT VII.

« Le raffinement fut atteint par l'utilisation de la chaux vive. Vers mi-novembre 1941, à quatre heures du matin, je fus tiré de ma cellule avec d'autres prisonniers. On nous conduisit dans une clairière où se trouvaient d'immenses fosses, la plus grande avait environ quinze mètres de long et six mètres de large, une seconde longue de huit et large de six, toutes deux profondes de deux mètres. Non loin, étaient massés des Juifs assis et debout ; il y avait de nombreuses femmes et beaucoup d'enfants. Dans la grande fosse j'ai constaté qu'il y avait une épaisse couche de chaux vive. Les SS ont alors ordonné aux Juifs de se déshabiller entièrement et les ont forcé à sauter dans la fosse. Des lamentations et des cris indescriptibles se sont fait entendre, certains tentaient de résister, frappés avec violence... Quand la fosse fut pleine, on ne voyait plus que les têtes étroitement serrées... un camion est alors arrivé avec quatre cuves d'eau. Les SS branchèrent un tuyau sur la cuve et un autre fut amené au bord de la fosse ; à l'aide d'un moteur toutes les cuves furent vidées. La réaction de l'eau sur la chaux fut immédiate sur les malheureux exposés vivants à l'ébullition. Les cris étaient inhumains, horribles, le spectacle « cauchemardeux », j'essayais de me boucher les oreilles. Les Juifs qui attendaient leur tour joignirent leurs cris à ceux qui subissaient d'atroces souffrances. Cela a duré plus de deux heures... le lendemain on nous fit combler la fosse : la masse des corps humains s'était affaissée, mais les cadavres étaient tellement serrés qu'ils se tenaient toujours debout, seuls les têtes étaient penchées de tous côtés » (Ady Brille, *ouvrage cité*, p. 108.).

Ce sont ces crimes que certains veulent effacer ; ces crimes et des centaines d'autres, des milliers d'autres ! Ce sont les holocaustes qu'il faut camoufler, les massacres en masse d'enfants, de femmes, de vieillards. Il faut enlever de l'esprit des gens, les crimes abominables de la race des seigneurs, du fascisme, du nazisme, laver cette tache sanglante au fronton de l'Humanité ; telle est la besogne que les gens du CIEL se sont assigné et pour laquelle il n'est pas de mensonge qui soit trop gros.

Après cela, proclamer Joseph Staline « le plus grand assassin de l'histoire » quelle honte, quelle dégradation... et de plus encore, dans une assemblée d'intellectuels. C'est à croire que nous ne sommes pas à l'abri, en France, de la répétition de crimes qui ont déshonoré l'Humanité. C'est à ce prix, pensent-ils, que la société esclavagiste qui a nom : capitaliste, pourra se survivre encore quelque temps. Ils retardent l'hallali, mais n'y échapperont pas.

Que cet enjeu général mobilise toutes les forces réactionnaires, toutes les droites, rien que de plus normal. Comme la guerre militaire, la guerre idéologique a ses lois, on est dans un camp ou dans l'autre ; on est avec les opprimés ou contre eux, il n'y a pas de voie intermédiaire. On ne peut être à la fois contre le capitalisme avec les fléaux qu'il engendre et contre le socialisme réel.

Il faut choisir. Ceux qui ont entrepris de dénigrer systématiquement le socialisme en grossissant exagérément ses lacunes et ses erreurs se retrouveront fatalement dans le camp de la contre-révolution, même s'ils se prétendent communistes. Il semble que ces derniers temps, il y ait pas mal d'intellectuels communistes qui aient choisi cette orientation. La parution en 1978 du livre « L'URSS et Nous » en est un exemple ; la mauvaise foi, la partialité et l'ignorance en sont les ornements.

Prenons un thème largement développé dans ce livre : les répressions en Union Soviétique en 1928-29 et en 1937-38. Marchant allègrement sur les traces de Soljenitsyne et des gens du CIEL, nos intellectuels, auteurs collectifs, affirment qu'elles ont causé la mort de 10 millions de personnes.

Permettez, que, pour contrôler vos dires, nous ayons recours aux données démographiques que les organismes compétents mettent à notre disposition.

La population de l'empire tzariste s'élevait en 1914 à 164 800 000 personnes.

En 1922 l'empire avait été amputé de :

La Pologne	26 746 000 hab.
La Finlande	3 364 807 hab.
La Lettonie	1 971 000 hab.
La Lituanie	2 550 000 hab.
L'Estonie	1 131 000 hab.
La Moldavie	2 468 000 hab.

Nous arrivons à un total de 38 230 807 habitants à retirer de 164 800 000. Il reste 126 570 800 habitants de cette nouvelle unité géographique que constitue la Russie d'après la première guerre mondiale et qui va de 1922 à 1940.

Ce serait là le chiffre d'habitants s'il n'y avait eu les pertes de la guerre que l'on peut chiffrer comme suit :

Guerre de 1914 à 1917 :

— Morts 1 800 000

— Famine, Epidémies 3 000 000

Guerre civile de 1917 à 1922 :

— Morts 1 000 000

— Emigration 2 000 000

Soit un total de 7 800 000 qu'il faut retirer de 126 570 000 hab. qu'il y aurait dû avoir sans la guerre.

Nous avons ainsi, dans les limites géographiques nouvelles depuis 1922 et à cette époque : 118 770 000 habitants.

Bien que les premières années ne soient pas favorables au développement de la natalité, nous allons appliquer à ce chiffre le taux maximum de fécondité.

Pour le trouver, nous prendrons le taux maximum d'accroissement de population de l'Asie méridionale qui est de 2,9 %, avec celui de l'Asie orientale qui est de 1,7 %, ce qui nous donnera le taux moyen de $4,6 : 2 = 2,3$ % que nous prendrons en compte ensuite avec le taux moyen d'accroissement de l'URSS (donné par les organismes internationaux) qui est de 1 %. Nous arrivons au taux définitif d'augmentation de population de $2,3 \% + 1 \% = 3,3 : 2 = 1,65$ % bien supérieur à la moyenne réelle.

Partant ainsi de chiffres de population incontestables : ceux de 1914, ceux de 1922 — et appliquant un taux annuel d'accroissement supérieur à la réalité, personne ne pourra nous accuser de tricher.

Je me permets de signaler à Jean Elleinstein qu'il commet une erreur dans son « Histoire de l'URSS » — Tome II — page 64, lorsqu'il indique le chiffre de 147 020 000 habitants en 1927, mais cette erreur ne lui est pas imputable car elle figure sur « l'Annuaire Démographique » des Nations Unies — édition 1952 (On trouve tous documents à l' « Institut National d'Etudes démographiques », 27, rue du Commandeur 75014 Paris.) qui produit ces chiffres, *mais dans le cadre géographique de 1914*, sans avoir fait les défalcatons rendues nécessaires par les modifications historiques intervenues.

D'après nos calculs un peu forcés en plus, nous estimons la population de 1927 à environ 129 millions, en 1932 à 141 millions et en 1939 à 162 millions. Ce dernier chiffre correspond d'ailleurs aux données officielles et il ne peut être obtenu *qu'à condition qu'il n'y ait eu aucun fléchissement dans l'accroissement de la population.*

En conséquence, nous pouvons considérer comme pures calomnies antisoviétiques les élucubrations d'Alexandre Adler dans « L'URSS et nous » sur les 10 millions de morts des répressions de 1928-29 et 1937-38. Dix millions, soit la moitié du total des morts de la guerre qui a duré quatre ans, il ne faut pas craindre le ridicule pour affirmer de pareilles insanités, mais ceci est d'autant plus grave quand cela vient d'intellectuels soi-disant communistes.

Au surplus, les faits qui sont aujourd'hui l'objet de la réprobation d'Adler et de ses amis, datent d'un demi-siècle. Si, l'on se posait la question de savoir, à propos de la grande révolution française de 1789-94, où se trouvaient ceux qui, cinquante ans après la révolution, exploitaient les faits les plus regrettables qui se sont produits au cours de ces années tourmentées ? La réponse est nette, ils étaient dans le camp de la contre-révolution.

Pour revenir aux données démographiques il nous faut admettre comme vrais les chiffres donnés par les autorités soviétiques qui indiquent que la lutte contre les koulaks en 1928-29 a entraîné la déportation de 800 000 familles. L'augmentation réelle, mais peu importante de la mortalité pendant les périodes considérées n'a pu entraîner aucune modification statistique. Voilà la vérité appuyée sur des faits et non des affirmations hautement fantaisistes et calomnieuses à des degrés divers pour un même objectif :

10 millions de morts pour Adler,

114 millions de morts pour Soljenitsyne

150 millions de morts pour Pauwels (Louis Pauwels, le *Figaro Magazine* du 10/2/79.)

Le but : rendre inacceptable le vrai socialisme et par là même assurer la pérennité du système capitaliste. L'entreprise antistalinienne relève du même objet. Elle a été facilitée par l'existence en URSS de deux phénomènes imbriqués qui y ont pris naissance à la faveur de circonstances particulières mais qui n'ont rien à voir avec le socialisme.

Il y a d'abord le plus tragique de ces deux phénomènes qui a consisté à accuser, condamner et exécuter des innocents pris parmi les cadres communistes. A qui a profité le crime ? a-t-on l'habitude de demander.

Ici, la main de l'ennemi est si apparente que même s'il n'y avait eu les révélations de Khrouchtchev concernant l'activité de Béria et de sa bande, réaffirmées par la résolution du 30 juin 1956 du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, tout indiquait que l'étranger en était l'inspirateur. Certes, c'est la plus belle opération jamais réussie ! Arriver à faire accepter des procédures irrégulières de cette sorte par celui et ceux contre lesquels, en définitive, elles étaient dirigées, cela n'a été possible qu'à cause du caractère exagérément soupçonneux de Staline et dans des situations uniques de

l'histoire. Saura-t-on jamais quelle part a pris l'étranger impérialiste pour que ces procès puissent exister et mieux se répéter au-delà des frontières de l'URSS.

S'il n'y avait eu cette complicité extérieure, on se demanderait à quoi auraient servi tant d'espions, tant de saboteurs, tant d'agents de tous les services étrangers hostiles au régime soviétique ?

Quoi qu'il en soit, cette répression de 1936-1938 a fait des milliers de victimes innocentes. Ajoutée à celle qui frappa les coupables, qui écrasa la cinquième colonne et l'empêcha de se manifester au cours des hostilités, elle est insuffisante pour avoir influencé significativement les données démographiques exposées plus haut.

Puis, il y a l'autre phénomène, celui du culte de la personnalité chargé de tant de maux qu'il suffit à lui seul à alimenter toutes les campagnes antisoviétiques.

Si le culte de la personnalité était aussi destructeur que nos moralistes le prétendent, il y aurait longtemps que le pouvoir de la bourgeoisie aurait disparu ! Il n'est pas une classe qui ait autant utilisé ce procédé pour tromper le peuple. Tous ces hommes politiques ont été hissés au pavois, leurs actes les plus ordinaires, montés en épingle pour en faire des sur-hommes. Tout juste s'ils ne détenaient pas l'autorité divine, et pourtant !...

Tandis que pour le socialisme, il s'agit d'un accident et non d'une règle, et il ne faut pas en exagérer l'importance, ce que font les ennemis des travailleurs plus enclins à exploiter ce filon qu'à parler des réalisations du système socialiste.

Si le culte porté à Staline a eu des inconvénients, il a eu également l'immense avantage de contribuer à entraîner tout un peuple dans un effort et des sacrifices surhumains pour le salut de leur Patrie dont le sort était lié à celui de l'Humanité tout entière.

Khrouchtchev dans son rapport au 20^e congrès a tout à fait perdu de vue cet aspect de la question. Lorsqu'il a voulu obtenir du Comité Central une sorte de ratification, cela a abouti à la résolution du 30 juin 1956 qui dit ceci :

« Ses ennemis envoyèrent en URSS un grand nombre d'espions et d'agents de diversion en s'efforçant par tous les moyens de disloquer le premier état socialiste du monde.

Les menées de la réaction internationale étaient d'autant plus dangereuses qu'à l'intérieur du pays une cruelle lutte de classe se poursuivait longtemps pour résoudre la question de savoir « qui l'emportera ».

Après la mort de Lénine, les tendances séditionnaires se manifestaient plus encore dans le Parti : les trotskistes, opportunistes de droite, nationalistes bourgeois qui rejetaient la théorie léniniste selon laquelle le socialisme pouvait naître dans un seul pays, rejet qui en fait aurait conduit à la restauration du capitalisme en URSS. Le Parti a mené une lutte sans merci contre ces ennemis du léninisme.

Ces circonstances intérieures et extérieures complexes exigeaient une discipline de fer et une vigilance sans cesse accrue, la centralisation la plus rigoureuse de la direction, ce qui devait forcément avoir des conséquences négatives sur le développement de certaines formes de démocratie.

Toutes ces difficultés sur la voie de l'édification du socialisme furent surmontées par le peuple, sous la direction du Parti Communiste et de son Comité Central qui ont suivi constamment la ligne générale tracée par Lénine.

Staline occupa longtemps le poste de secrétaire général du Comité Central du Parti, et, avec d'autres dirigeants il lutta pour réaliser les préceptes de Lénine. Il était dévoué au marxisme-léninisme, et, en tant que théoricien et grand organisateur, il prit la tête de la lutte du Parti contre les trotskistes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois, contre les menées des pays capitalistes qui encerclaient l'URSS.

Dans cette lutte politique et idéologique, Staline acquit une grande autorité et une grande popularité. » (D'après Elleinstein, *Histoire de l'URSS*, Tome 2, p. 285.)

Comme on le voit, les termes de cette résolution du Comité Central élèvent le débat, de polémique personnelle et outrancière à celui de considérations hautement motivées sur une situation historique donnée.

Cette résolution rappelle également la part qui revient à Staline qui, pendant plus de trente ans, fut secrétaire général du Parti.

Peut-être pourrions nous demander maintenant, qu'au moins dans le parti, on cesse de nous casser les oreilles avec le stalinisme, et ses méfaits.

Le stalinisme ou ce que l'on désigne sous ce nom a existé, mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, il ne doit rien à Staline. Il s'agit avant tout d'un comportement qui s'est généralisé dans les partis communistes, au pouvoir ou non, et qui consistait en dehors de conditions historiques qui auraient pu, à la rigueur le justifier, à méconnaître les règles démocratiques les plus élémentaires.

Il faut le souligner, ces pratiques furent généralisées en France comme ailleurs.

Cette autre maladie infantile du communisme a été heureusement et depuis longtemps surmontée. Ne s'y réfèrent que ceux qui entendent condamner le mouvement qui nous conduit vers une autre société.

La résolution du Comité Central du 30 juin 1956 appréciait l'activité de Staline d'une toute autre façon que ne l'avait fait Khrouchtchev dans son rapport quatre mois auparavant. Mais depuis, il y eut d'autres appréciations qui en diffèrent encore davantage et notamment celle du Parti Communiste Chinois. Certes sur ce terrain il faut avancer prudemment.

On ne peut pas dire que la ligne suivie par les dirigeants de ce parti soit exemplaire. Après avoir conduit la révolution à bonne fin et s'être engagés sur une politique léniniste de développement, ils ne tardèrent pas à s'en éloigner. Les théories trotskistes sur la révolution permanente ont semblé les avoir séduits. La politique des bonds en avant, comme celle de la révolution culturelle, ne sont pas des succès dont on se vante.

De même, après avoir qualifié l'impérialisme américain de tigre de papier, voir les dirigeants chinois pactiser avec lui contre les mouvements progressistes, approuver Pinochet, n'est pas réjouissant. Enfin, bâtir contre le socialisme la théorie des puissances hégémoniques, puis aboutir à l'agression contre le Viêt-Nam, ne peut emporter l'adhésion ni compter en référence marxiste-léniniste.

Malgré toutes ces réserves, il n'est pas inintéressant de noter la position adoptée en 1963 par le PCC sur la question de Staline ; il l'exprime ainsi :

« Après la mort de Lénine, c'est sous la direction de Staline que le Parti Communiste et le peuple de l'Union Soviétique ont mené contre tous les ennemis, ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, une lutte résolue qui permit de défendre et de consolider le premier état socialiste dans le monde. C'est sous la direction de Staline que le Parti Communiste et le peuple de l'Union Soviétique ont appliqué avec persévérance la ligne de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation agricole, et remporté de grands succès dans la transformation et l'édification socialistes.

C'est sous la direction de Staline que le Parti Communiste, le peuple et l'armée de l'Union Soviétique ont mené un combat des plus acharnés et fait aboutir la guerre antifasciste à une victoire grandiose.

C'est Staline qui, dans la lutte contre les opportunistes de toutes nuances, contre les ennemis du léninisme : trotskistes, zinoviévistes, boukariniens et autres agents de « la bourgeoisie, a défendu et développé le marxisme-léninisme.

C'est Staline qui, par une série d'œuvres théoriques, littérature immortelle du marxisme-léninisme, a apporté une contribution ineffaçable au mouvement communiste international. C'est sous la direction de Staline que le Parti et le gouvernement de l'Union Soviétique ont appliqué une politique extérieure qui,

dans son ensemble, fut conforme à l'internationalisme prolétarien, et apporté une aide immense à la lutte révolutionnaire des peuples du monde, dont celle du peuple chinois.

Staline se tint en tête du courant historique pour diriger la lutte, il fut l'ennemi irréconciliable de l'impérialisme et de toute la réaction.

L'activité de Staline fut étroitement liée à la lutte du grand Parti Communiste et du grand peuple de l'Union Soviétique ; elle est inséparable de la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier.

La vie de Staline fut celle d'un grand marxiste léniniste, d'un grand révolutionnaire prolétarien. »

Extraits de « Sur la question de Staline » (Librairie Progressiste, 1867 Amherst, Montréal.)

La conclusion de ce livre, comme dernière matière à réflexion, pourrait s'inspirer de la position prise par un grand intellectuel qui fut, à certains moments de sa vie, compagnon de route de la classe ouvrière, à d'autres beaucoup moins. Il s'agit d'André Malraux qui fut appelé à témoigner devant la Commission Spéciale (Commission des libertés) de l'Assemblée Nationale, à la séance du 12 mai 1976, sous la présidence de M. Edgar Faure.

Après avoir débuté comme suit : (Assemblée Nationale, Communiqué à la presse n° 14.)

« Au cours de l'histoire les sources de contraintes se sont succédé :

— Pour le XVIII^e siècle, c'étaient les privilèges et la religion ;

— pour la Convention, c'étaient les rois ;

— pour Marx et Lénine, c'était le capital.

En fait, toute grande idéologie politique est la dénonciation d'une contrainte fondamentale et l'organisation de la lutte contre elle ».

Suit un long exposé, puis viennent les questions :

« *M. Edgar Faure* : Pensez-vous que la liberté physique disparaisse avec la suppression de la propriété privée des moyens de production, ou bien qu'il peut y avoir compatibilité entre communisme et liberté ?

A. M. : Je ne vois pas pourquoi la seconde hypothèse serait exclue. Il faut tenir compte, pour juger des libertés en Union Soviétique, des conditions historiques dans lesquelles le nouveau régime est né.

Lénine a eu à lutter de partout et cela à duré longtemps. J'ai connu Staline, il était encerclé de partout. »

Oui, il était encerclé de partout ; longtemps à l'intérieur, toujours à l'extérieur. Sa vie n'a été qu'un long et héroïque combat qu'il a mené avec une détermination et une rigueur exemplaires.

La Révolution Russe et la construction du Socialisme dont il fut l'un des grands artisans ont porté un coup mortel au capitalisme.

Staline, ce devastateur de la citadelle capitaliste est bien un héros de notre temps.

Cela explique la haine démentielle que son évocation provoque chez les partisans d'une société esclavagiste.

Théoricien et homme d'action, il a montré que le marxisme léninisme en développement s'adapte à toutes les situations et peut seul conduire tous les peuples vers la société socialiste de progrès continu et de justice. La vie et l'action de Staline méritent une étude attentive pour la justesse de ses vues, mais aussi pour ses erreurs.

Grâce au chemin parcouru, il devient évident que la violence n'est plus obligatoire, cependant que la voie parlementaire n'est pas convaincante.

La question essentielle reste celle du pouvoir.

Le socialisme se développe et se fortifie.

L'impérialisme s'affaiblit et recule.

Cette situation appelle au combat.

BIBLIOGRAPHIE

Liste des ouvrages cités (Lecture Recommandée ou Très Recommandée.)

- L.R. *Abrégé d'Histoire Universelle*, Editions du Progrès, Moscou, *Archives du Ministère de la défense de l'URSS*.
- L.R. Brille Ady *Les Techniciens de la Mort*, Edité par la FNDIRP, 10, rue Leroux à Paris.
- Barbusse Henri, *Staline : un monde nouveau vu à travers un homme*, Flammarion, Editeur.
- L.R. *Bataille de Koursk (La)*, Les Editions du Progrès, URSS 1975.
- Chili 1970-1976, Europe* n° 570, Octobre 1976.
- L.R. Churchill Winston, *La deuxième guerre mondiale*, Edito-service, S.A. Genève.
- Churchill Winston, *The world war*.
- Compte rendu sténographique du XVIII^e congrès du P.C. de l'URSS*, Moscou 1939.
- Compte rendu abrégé du XV^e congrès du P.C. de l'URSS*, Bureau d'Edition.
- L.R. Devillers Philippe, *Guerre ou Paix*, Balland, Editeur.
- L.R. Elleinstein Jean, *Histoire de l'URSS*, Editions Sociales.
- Histoire du Phénomène Stalinien*, Editions Grasset.
- L.T.R. *Grande Guerre Nationale de l'Union Soviétique (La)*, Editions du Progrès, Moscou 1974.
- Hedrick Smith, *Les Russes*, Editions France-Loisirs.
- L.T.R. Joukov George, *Mémoires*, Livre club Diderot.
- Khrouchtchev N., *Rapport au 20^e congrès*.
- Lénine W., *Œuvres et Œuvres choisies*, Tome 2.
- L.T.R. Lugon Clovis, *La République des Guaranis, Les Jésuites au pouvoir*, Editions ouvrières, 1970.
- Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'URSS*, Editions du Progrès, Moscou, 1975.
- L.R. Plievier Théodor, *Stalingrad vu par un Allemand*, Flammarion, Editeur.
- L.T.R. Sayers Michel et Kahn Albert E. *La grande conspiration contre la Russie*, Editions Hier et Aujourd'hui, 1947.
- Soljenitsyne, *l'Archipel du Goulag*, Editions France-Loisirs.
- Staline, *Les questions du Léninisme*, Editions Pékin.
- Staline, *Œuvres*, N.B.E.
- Staline, *Discours et Ordres du jour*, Editions France-URSS.
- Sur la question de Staline*, Librairie progressiste, 1867, Amherst Montréal.
- L.R. *URSS dans la lutte pour la paix à la veille de la seconde guerre mondiale (L)*, Editions du Progrès, URSS, 1976.
- L.R. Vaillant-Couturier Paul, *Les Bâtisseurs de la Vie Nouvelle*.
- Voix de la Liberté (Les), Ici Londres, 1940-1944*, La Documentation Française.
- Wieder J., *Catastrophe sur la Volga*, Moscou 1965.